

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13957 - 4,90 F
MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1989
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Rapatriement forcé de « boat people »

EN dépit d'ultimes démarches des États-Unis et du Canada, la Grande-Bretagne a rapatrié contre leur gré, mardi 12 décembre à l'aube, un premier contingent de 51 Vietnamiens détenus à Hongkong, sous prétexte qu'il s'agissait d'immigrants illégaux, et non de réfugiés politiques. Plus de quarante mille « boat people » arrivés dans la colonie britannique depuis juin 1988 devraient subir un sort identique s'ils ne parviennent pas, ce qui sera probablement le cas de 90 % d'entre eux, à prouver qu'ils n'ont pas fui leur pays uniquement pour des raisons économiques.

Ainsi, la première démocratie du monde en est revenue à des pratiques qui, pour être condamnées par la Charte des Nations unies, ne sont pas nouvelles. Les Britanniques ne sont d'ailleurs pas seuls en cause puisque Hanoï, tout en affirmant refuser d'accueillir des « rapatriés contre leur volonté », a bel et bien accepté ces premiers retours qualifiés par Londres, en un euphémisme qui ne trompe pas, d'« involontaires ».

DEPUIS des années, Hongkong, comme les autres terres de premier asile de la région, tente d'endiguer le flot des « boat people » qui, contrairement à l'attente générale, ne s'est pas tari. Faute de trouver des pays d'accueil définitif, ces malheureux s'entassent, en effet, dans des camps devenus, à la longue, de véritables centres de détention.

Tout a été entrepris pour décourager ces départs du Vietnam, sauf ce que dicterait le bon sens : redonner l'espoir aux Vietnamiens de pouvoir vivre, chez eux, à l'abri des persécutions ou de la misère. Ce qui concerne en premier lieu les dirigeants de ce pays, mais aussi l'Occident : mieux aurait valu aider le Vietnam à se reconstruire et à se réformer que de l'isoler, de tout qu'on ne peut plus lui faire le procès, depuis septembre, de maintenir un corps expéditionnaire chez son voisin cambodgien.

MAIS même l'ouverture, depuis 1987, du Vietnam sur le monde non communiste n'a pas, au moins jusqu'à une date récente, tué le rêve d'une vie meilleure ailleurs, surtout chez ceux qui comptent des parents parmi les quelques deux millions de Vietnamiens d'outre-mer. La Grande-Bretagne en a donc conclu qu'il fallait, quitte à violer des principes humanitaires élémentaires, donner un coup d'arrêt aux départs. Thaïlandais et Malaisiens l'ont précédé, puisqu'ils ont déjà refoulé à la mer des « boat people », sans toutefois les remettre aux autorités vietnamiennes. Londres devra cependant compter avec la répulsion à l'égard de telles méthodes et avec d'éventuelles réactions de désespoir parmi les « boat people » encore à Hongkong.

Il s'agit en effet, si dure soit l'expression, d'un « test » mené par un gouvernement qui ne veut pas ajouter aux problèmes que lui pose une colonie accablée par la perspective de sa rétrocession, en 1997, à la Chine de Deng Xiaoping. Même si M^{me} Thatcher s'en tient généralement à ses décisions, un sursaut de générosité de la part de ses alliés occidentaux pourrait sans doute la conduire, pour une fois, à opérer une marche arrière. Les nations qui respectent les droits de l'homme ne devraient pas fuir leurs responsabilités.

Lire nos informations page 6

M 0147 - 1213 0 - 450 F
3790147004500 12130

Par 1 138 voix contre 839

Les députés soviétiques refusent un débat sur l'abolition du rôle dirigeant du parti

Le Congrès des députés de l'URSS a ouvert sa session mardi 12 décembre au Kremlin par une brève allocution de M. Gorbatchev, qui a demandé aux 2 053 députés présents de contribuer à « consolider la société au nom de la perestroïka ». Les débats doivent se prolonger jusqu'au 22 décembre.

MOSCOU
de notre correspondant

Influent conseiller de M. Gorbatchev et nouveau directeur de la Pravda, M. Frolov a indiqué, lundi 11 décembre, que la question du rôle dirigeant du parti serait examinée au cours du plénum élargi du comité central, qui se tiendra au mois de janvier.

C'est ce plénum, dont la convocation a été décidée samedi dernier sur proposition

M. Sakharov et plusieurs autres députés réformateurs ont posé dès mardi matin la question de l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste, fixé par l'article 6 de la Constitution. Se prononçant au vote secret, le Congrès a refusé de débattre de cette question. Il y a eu 839 voix en faveur du débat, 1 138 voix contre et 56 abstentions.

de M. Gorbatchev, qui doit adopter les projets de textes à soumettre au prochain congrès du parti. Il se confirme ainsi que le monopole du Parti communiste, aboli maintenant aussi en Bulgarie, finira par l'être en URSS également - la seule question étant de savoir quand.

Tout laisse supposer que l'objectif de M. Gorbatchev est de faire prendre cette décision par le parti lui-même, lors de son

congrès, plutôt que de la lui laisser dicter par le Parlement, à savoir le Congrès des députés. Ce dernier vient, par son vote, de lui donner raison.

Les radicaux avaient peu de chances de gagner cette bataille, dans la mesure où ils avaient en face d'eux non seulement les conservateurs, mais aussi le marais qui suit M. Gorbatchev.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 4

- TCHÉCOSLOVAQUIE : négociations entre les communistes et l'opposition page 3
- BULGARIE : élections libres et abolition du rôle dirigeant du PC page 5
- RDA : l'armée est-allemande en quête d'une nouvelle légitimité page 5
- BERLIN : les vainqueurs du III^e Reich veulent garder leurs prérogatives page 4

L'arrivée des « bébés tigres »

La Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie... entraînées dans la spirale du développement par les quatre « tigres » asiatiques

BANGKOK
de notre envoyée spéciale

A Bangkok, l'enfer commence dès l'aube. A peine les bars ont-ils fermé leurs portes aux touristes et aux « go-go girls » que les camions prennent d'assaut la capitale thaïlandaise livrée aux excès d'une économie frénétique. Sur des kilomètres d'avenues poussiéreuses bordées de petits immeubles, sans caractère et d'échoppes grasseuses, le trafic s'engorge lentement pour peu à peu paralyser la ville.

A 9 heures c'est fini. Il faudra deux heures et demie d'embouteillages parmi des centaines de camions poussifs, croulant sous le fret pour s'extraire du centre et gagner la zone industrielle. Arrivé à l'usine, ce n'est guère mieux. La cour déborde de camions, de véhicules et de matériel.

divers, les bureaux sont surpeuplés, les ateliers pleins à craquer.

Dans d'immenses hangars on parpaing reconvertis de tôles onduleuses, des centaines de très jeunes femmes en blouses claires, tassées par rangées de cinquante, comme des nommes ou des détenues, courent, courent, courent sagement dans une chaleur moite des milliers de paires de tenues. La production et les effectifs de l'usine ont doublé depuis trois ans... sur une superficie inchangée. Impossible d'aller plus loin. Pour éviter l'apoplexie, le gouvernement a dû interdire la construction de nouvelles usines dans la proche banlieue.

Engorgement. Le mot est faible. Bangkok éclate littéralement dans ses limites. Transports, télécommunications,

terrains, ports, électricité, les infrastructures s'effondrent à suivre le rythme d'un décollage économique aussi rapide que déordonné. En un an, le PNB a augmenté de 11 %, la demande d'énergie de 15 %, les exportations de 36 %, et les ventes d'automobiles de 45 % !

Un décollage totalement financé, orchestré et nourri par les investissements étrangers qui ont triplé depuis 1987 : « Un taux sans précédent », commente sobriement le ministre responsable. Premier investisseur, de loin, le Japon, avec plus de la moitié du total, suivi par Taiwan, Hongkong, et Singapour, encore au coude à coude avec les Américains, mais désormais devant les Européens.

VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 26

Après la levée de son immunité parlementaire

M. Le Pen sera jugé pour « injures » envers M. Durafour

M. Le Pen comparaitra devant le tribunal correctionnel de Nanterre pour « injures » envers le ministre de la fonction publique et des réformes administratives, M. Durafour, qu'il avait qualifié, en 1988, de « Durafour crématoire ». Les services du premier ministre et du ministre de la justice confirmaient mardi, en effet, la poursuite de l'action judiciaire engagée contre le président du Front national, dont l'immunité a été levée par le Parlement européen.



Lire les articles de Thierry Bréhier et d'Alain Rollat page 8

Un entretien avec le directeur général de l'UNICEF
M. James Grant souhaite un « sommet » de chefs d'Etat sur l'enfance pour septembre 1990
page 14 - section B

1989 année de l'environnement
L'année qui s'achève aura été marquée par la prise de conscience mondiale de la nécessité de mieux protéger la nature
page 13 - section B

Le comité central du PCF
La direction conduit une « antiperestroïka »
page 11

SCIENCES ♦ MÉDECINE
Bioéthique
L'Europe organise sa réflexion
Un entretien avec M. Claude Evin
ministre de la santé
■ Un réacteur nucléaire « à sécurité passive renforcée » à l'étude aux États-Unis ■ Les crickets vaincus par la météo ■ Une machine à détecter les cancers
pages 17 à 29 - section B
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

PANTHÈRE CALINE DE FRED

Broche Panthère or et email :
ses yeux en émeraude
et diamants vous la feront
aimer pour la vie.

Prbx : 29000 F
«Baby» Panthère : 17450 F

FRED
JAILLER

6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.45
La Chapelle, 74, Champ-Elysées.
Hôtel Maritain - Espace «Galerie Lafayette» Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coles, Deauville.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loewer, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

L'épiscopat boude le Panthéon

Seuls le nonce... et Mgr Gaillot devaient représenter l'Eglise catholique au transfert des cendres de l'abbé Grégoire

Plusieurs personnalités, y compris socialistes, avaient conseillé à l'épiscopat français de disjoindre l'hommage civil à l'abbé Grégoire de l'hommage religieux. C'est cette solution qui a été retenue. A certains pourtant, dans la population catholique, l'absence d'évêques français lors de la cérémonie du Panthéon, mardi 12 décembre à 19 heures (à part Mgr Gaillot, qui fait une fois de plus cavalier seul), apparaît comme une forme d'ingratitude, voire d'ingratitude à l'égard de l'un des prêtres les plus méritants de la Révolution.

Cette attitude n'est sans doute pas étrangère au symbolisme du lieu. Ancienne église, le Panthéon est devenu l'un des places fortes de la France républicaine

et laïque. C'est la première fois qu'on y honore un membre du clergé. Les évêques n'ont pas voulu faire de la figuration au milieu des autorités laïques de la République, pour rendre hommage à un clerc qui paye de sa personne pour les droits de l'homme, mais fut d'abord, et malgré tout, un prêtre fidèle à l'Eglise.

La raison principale de leur absence du Panthéon vient moins des idées républicaines et démocratiques de l'abbé Grégoire que de l'option qu'il a prise dans les derniers jours de l'année 1790. En prêtant le serment à la Constitution civile du clergé, il a pu paraître cautionner une division de l'Eglise qui fut ensuite condamnée par le pape. Il ne

pouvait en prévoir les conséquences, mais cet acte historique a conservé, jusqu'à aujourd'hui, des traces dans le catholicisme français.

Nul ne doute de l'attachement de l'abbé Grégoire à la démocratie et à la liberté religieuse, mais, de fait, entre la fidélité au pouvoir politique issu de la Révolution et la fidélité au pape, il a clairement choisi son camp.

HENRI TINCQ
Lire la suite page 14 - section B

Lire page 2 :
Le saint de la Révolution
par René Finkelstein
Le Panthéon
temple de mémoire
par Jean-Claude Bonnet

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 428 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Israël, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 6 000 DL. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 385 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

TCHÉCOSLOVAQUIE : négociations entre communistes et opposition

Un candidat unique serait désigné pour la présidence

Après l'installation de son premier gouvernement pluraliste depuis quarante et un ans, la Tchécoslovaquie connaît maintenant la fièvre d'une campagne présidentielle. Des négociations ont été entamées, lundi 11 décembre, entre des représentants des principales tendances politiques du pays — y compris le Parti communiste (PCT) — pour tenter de s'entendre sur la désignation d'un

candidat unique de compromis qui soit « tchèque et sans parti », selon l'expression d'un dirigeant du PCT. Les discussions se poursuivaient mardi.

Le dramaturge Vaclav Havel, soutenu par Forum civique, a ouvert sa campagne en accordant une interview à la télévision soviétique, émission qui a été aussitôt diffusée sur la

chaîne tchécoslovaque. M. Alexander Dubcek, l'ancien leader du « printemps de Prague », qui souhaite aussi briguer la présidence, a reçu l'appui du Front national slovaque (groupement des partis légaux de cette région), selon la presse. Les observateurs notent que son origine slovaque l'exclut a priori d'une participation à la course présidentielle.

L'ancien premier ministre Ladislav Adamec, dont le nom a été avancé par certaines sections du PCT, se trouve dans le même cas en raison de son appartenance au Parti communiste. Un autre candidat potentiel, M. Cesmir Cisar, président du Parlement en 1968, qui a été proposé par l'Union de la jeunesse socialiste, a indiqué lundi soir qu'il n'avait pas pris

de décision définitive. De source bien informée, on indiquait lundi soir que l'élection par le Parlement du successeur de M. Gustav Husak qui a démissionné dimanche se déroulera probablement la semaine prochaine. Les deux chambres du Parlement devaient tenir mardi soir une session conjointe pour élire un nouveau président du Parlement, l'ancien, Alois Indra, un ultra-conservateur, ayant démissionné le 29 novembre dernier.

Les principales figures du nouveau gouvernement

PREMIER MINISTRE

M. Marian Calfa : un fonctionnaire effacé et affable

Le nouveau premier ministre tchécoslovaque n'est guère connu de ses compatriotes. Originaire de Bratislava, il est de nationalité slovaque, ce qui est important pour la répartition des principaux postes de la fédération. Puisque le chef du gouvernement est slovaque, le président de la République doit être un Tchèque. La nomination de M. Calfa fournit à M. Gustav Husak une raison honorable pour démissionner.

Agé de quarante-quatre ans, M. Marian Calfa a les silures discrètes d'un membre de cabinet ministériel. Après des études de



droit à Prague, il n'a pas regagné la Slovaquie. Pendant dix ans, il a travaillé dans la capitale, dans les services juridiques et administratifs de CTK, l'agence de presse officielle tchécoslovaque. Il y a laissé le souvenir d'un homme capable. Membre du PC, il est entré en politique en avril 1988, lorsque Bohumil Strougal en fit un ministre sans portefeuille.

En fait, toujours au nom de la sacro-sainte parité entre les nationalités, M. Calfa remplaçait au gouvernement le professeur Karol Laco, spécialiste slovaque

de droit constitutionnel. M. Calfa continuait donc à préparer une nouvelle Constitution pour le pays.

Depuis lors, comme le dit M. Vaclav Havel (le Monde du 9 décembre), « il n'a pas attiré l'attention par une quelconque initiative politique significative ». On l'a vu aux côtés de M. Adamec, lors des négociations avec le Forum civique. Après avoir été un fonctionnaire effacé, il lui reste donc à faire la preuve qu'il est autre chose qu'un homme de transition.

A. B.

PREMIERS VICE-PREMIERS MINISTRES

M. Valtir Komarek : une popularité fulgurante

Personnage atypique — membre du Parti communiste depuis 1948, il est passé il y a trois semaines dans le camp de l'opposition démocratique. — enfant illégitime abandonné, adopté par une famille de Moravie du Sud, ami personnel de Che Guevara, membre de l'équipe d'économistes réformateurs du « printemps de Prague » en 1968, M. Valtir Komarek est la personnalité la plus étonnante de ce nouveau gouvernement tchécoslovaque, dont il va diriger toute la politique économique.

Les murs de Prague sont encore couverts d'affiches réclamant M. Komarek comme premier ministre, alors qu'il était inconnu du grand public il y a seulement un mois. Doué d'un grand talent d'orateur, M. Valtir Komarek a acquis en deux ou trois semaines, à cinquante ans, une popularité fulgurante, qui n'est pas sans inquiéter d'ailleurs un certain nombre d'anciens de 1988 et de membres du Forum civique : beaucoup voient en lui un démagogue en herbe, grand amateur de publicités personnelles. S'il est vrai que M. Komarek a toujours professé des opinions réformatrices, contre vents et marées, qui lui ont valu de sérieuses difficultés à plusieurs reprises, il est vrai aussi qu'il a attendu que la direction de son Parti soit tombée pour dénoncer publiquement, avec une virulence inouïe, la « dictature social-fasciste » exercée sur quinze millions de Tchécoslovaques ces vingt dernières années par une « mafia de deux à trois cent mille personnes », mise en place avec l'aide « des services soviétiques ».

M. Valtir Komarek a eu une adolescence très dure, marquée par un séjour en camp de concentration en 1942, à douze ans, suivi de deux années passées caché dans

une pièce d'un appartement pour échapper aux nazis. A dix-neuf ans, il obtient une bourse pour aller étudier l'économie en URSS, puis, de retour en Tchécoslovaquie, occupe divers postes dans les secteurs de l'économie et de la planification, tout en continuant à décrocher des diplômes. Au début des années 60, il débute avec un groupe de collègues un projet de transformations structurelles profondes du système économique, qui lui vaut de connaître une première disgrâce : il accepte alors de partir comme conseiller économique à Cuba, où il se lie avec le Che, alors ministre de l'Industrie. M. Komarek regagne Prague en 1967, à temps pour retourner à ses idées réformatrices, cette fois-ci dans l'équipe d'Ota Sik, avec lequel il travaille en 1968 au sein du conseil économique du gouvernement. L'écrasement du « printemps de Prague » et la normalisation lui valent sa seconde disgrâce et une longue traversée du désert, mais il parvient à rester membre du parti.

Grâce au soutien du premier ministre réformateur Lubomir Strougal, il obtient en 1984 la direction du nouvel Institut de prévision économique auprès de l'Académie des sciences. Il y embauche de brillants experts empêchés de travailler depuis 1968, et cet Institut devient, dans la grisaille officielle ambiante, un réservoir d'idées novatrices, d'ailleurs critiquées ou rejetées par le pouvoir. Deux des collaborateurs de M. Komarek à l'Institut figurent dans le nouveau gouvernement : M. Vladimir Dlouby, vice-premier ministre et président de la Commission au plan, et M. Vaclav Klaus, ministre des finances.

S.K.

Démantèlement du rideau de fer à la frontière autrichienne

VIENNE

de notre correspondante

Des soldats tchécoslovaques ont commencé, lundi 11 décembre, à démanteler les barbelés du « rideau de fer » qui sépare depuis 1953 l'Autriche et la Tchécoslovaquie. A plusieurs endroits de la frontière commune de plus de 500 kilomètres de longueur, les barbelés ont été enlevés avec des chalumeaux et des pioches et les pylônes arrachés du sol gelé à l'aide de bulldozers. D'ici à la fin de l'année, les barbelés et d'autres obstacles artificiels, notamment des barrières antichars, devraient être démontés sur quelque 60 kilomètres le long de la frontière.

Le gouvernement de Prague avait annoncé, le 30 novembre, le démantèlement du rideau de fer, suivant l'exemple de la Hongrie, qui y a procédé en mai dernier.

L'ouverture de nouveaux postes-frontière est prévue pour faciliter le passage des touristes dans les deux sens. Depuis le 4 décembre, date à laquelle les citoyens tchécoslovaques ont été autorisés à traverser la frontière sans visa, quelque trois cent mille d'entre eux ont profité de cette nouvelle liberté de voyager et se sont rendus à Vienne ou dans d'autres villes autrichiennes pour y voir des amis ou y faire des achats.

L'Autriche, qui a suspendu, de son côté, l'obligation de visa d'entrée jusqu'en 17 décembre, espère de prolonger cette mesure d'un mois. M. Alois Mock, ministre autrichien des affaires étrangères, a annoncé l'ouverture de négociations sur la suppression définitive des visas entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie pour la semaine prochaine.

WALTRAUD BARYLI

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Jiri Dienstbier : un brillant analyste politique

Deux jours avant d'être nommé ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier a eu l'heureuse surprise de se voir rétablir sa ligne téléphonique ; elle avait été supprimée le 10 août dernier, sous prétexte que d'autres citoyens « en avaient plus besoin que lui ». Signataire de la Charte 77, emprisonné trois ans à partir de 1979 pour ses activités en faveur des droits de l'homme, cet ancien journaliste de cinquante-deux ans avait, ces derniers jours, un autre souci : comment concilier les exigences de la « révolution » — il était jusqu'à dimanche porte-parole du Forum civique, et son emploi de chauffagiste du métro, qu'il occupait avec un autre opposant, M. Petr Uhl, après avoir été mis au ban des professions intellectuelles ? « Si je quitte mon travail sans y avoir été remplacé, nous expliquerait-il, y a quelques jours, en rient lui-même de l'absurdité de la situation, les autres devront travailler double à ma place... »

Cheveux et bon vivant, brillant analyste politique, Jiri Dienstbier était devenu journaliste après des études de philosophie à l'université Charles ; en 1958, il adhéra au Parti communiste et entra à la radio tchécoslovaque, où il

devint spécialiste de politique étrangère. Grand reporter pendant plusieurs années en Extrême-Orient, notamment au Vietnam, il devait prendre le poste de correspondant aux États-Unis lorsque l'invasion soviétique mit fin au « printemps de Prague ». Il décida de rentrer en Tchécoslovaquie, fut exclu du parti l'année suivante et commença une longue carrière d'opposant, avec son lot d'arrestations et de brimades, qui ne parvenaient jamais à entamer son moral.

La biographie officielle du nouveau chef de la diplomatie tchécoslovaque, distribuée dimanche par le service de presse du gouvernement, ne mentionne pas ses séjours en prison. On y apprend simplement qu'il écrivait ces derniers temps « dans la presse indépendante », c'est-à-dire le mensuel clandestin Lidove Noviny, et qu'il entretenait de nombreuses relations avec les représentants des gouvernements étrangers ». Très lié à Vaclav Havel, M. Dienstbier était en effet l'un des meilleurs contacts des journalistes et diplomates occidentaux à Prague. Ce n'est pas par hasard qu'on avait coupé son téléphone...

S. K.

YUGOSLAVIE

Les dirigeants croates se prononcent pour le multipartisme

« Il ne peut y avoir de socialisme démocratique sans pluralisme politique basé sur le droit d'association politique et la concurrence entre programmes politiques », a déclaré lundi 11 décembre M. Stanko Stojovic, le numéro un de la Ligue des communistes de Croatie à l'ouverture du congrès du parti à Zagreb. La présidence de la Ligue s'était prononcée dimanche pour des élections anticipées au Parlement croate ainsi que pour la légalisation des groupes politiques indépendants, qui se sont multipliés depuis le printemps dernier. Les débats du congrès s'annoncent difficiles, car la vieille garde du parti, prise de court, multiplie ses interventions

contre l'instauration du multipartisme.

Coincés entre la Serbie, la plus peuplée des Républiques yougoslaves, et la Slovaquie, au nord-ouest, la plus libérale, la Croatie, prend de plus en plus parti pour cette dernière dans le conflit qui l'oppose à la Serbie. Celle-ci a ainsi décidé récemment de rompre ses liens économiques avec la Slovaquie. « Cette décision est un acte d'agression contre la Yougoslavie et nous n'avons pas l'intention de répondre par la réciprocité », a déclaré lundi 11 novembre le président de Slovaquie, M. Jozef Stanovnik.

M. Jan Carnogursky : un catholique cultivé

Le nouveau premier vice-premier ministre est un Slovaque de quarante-sept ans. Pendant le « printemps de Prague », il faisait des études de droit. Il n'est venu à la dissidence que progressivement, en abandonnant son métier d'avocat. Pendant les années 70 et 80, il fut souvent le défenseur des dissidents, ce qui lui valut d'être rayé de l'ordre des avocats pour avoir trop bien défendu ses clients.

Il travailla alors comme journaliste et devint un familier de M. Miroslav Kusy, l'un des rares dissidents slovaques, et de l'écrivain Milan Simecka, auteur du fameux Rétablissement de l'ordre, qui voyait en lui « un catholique cultivé aux conceptions démocratiques ». Il fait partie de l'Association indépendante d'amitiés polono-tchécoslovaques et de l'Association pour le respect des accords d'Helsinki. Il écrit un périodique indépendant, Bratislavský Listy (la feuille de Bratislava).

Il est aussi l'un des fondateurs, en octobre 1988, du Mouvement pour la liberté civique, qui marque l'entrée dans l'arène politique d'une

opposition qui se cantonnait jusqu'alors à la défense des droits de l'homme.

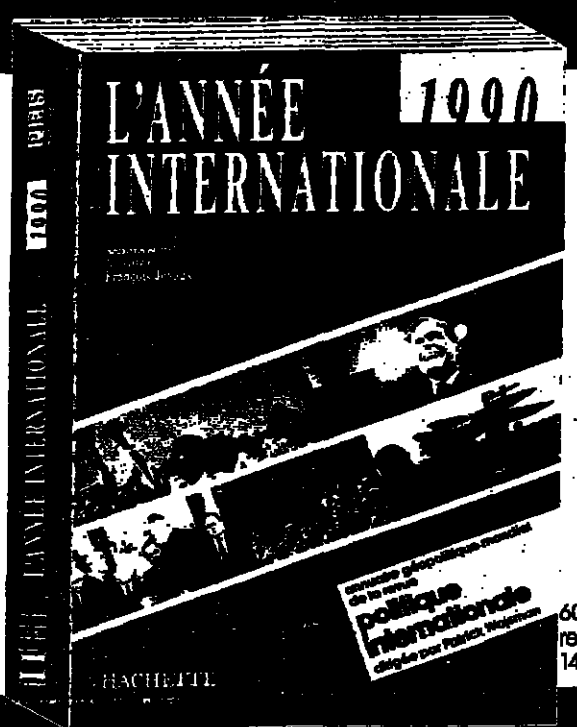
Il avait figuré trois ans plus tôt parmi les catholiques inculpés d'avoir « fait obstacle au contrôle par l'État des activités religieuses », au lendemain de la célébration le 10 avril 1985, du mille centième anniversaire de la mort de saint Méthode. L'affaire n'eut pas de suites.

L'été dernier, il était arrêté avec d'autres personnes, pour avoir adressé au gouvernement slovaque une lettre ouverte appelant à honorer la mémoire « des victimes fusillées lors de l'invasion d'août 1968 ». Les autorités s'acharnèrent particulièrement sur M. Jan Carnogursky, lui refusant une mise en liberté provisoire accordée à d'autres. Même lorsque, le 23 novembre, le tribunal l'acquitta, il dut rester en prison, le procureur ayant interjeté l'appel. Il ne fut libéré, avec tous les autres prisonniers politiques que vers la fin du mois. Il rejoignit aussitôt Vaclav Havel au Forum civique et participa aux négociations avec le pouvoir.

A. B.

L'entreprise était ambitieuse. Elle est parfaitement réussie... L'annuaire est à la hauteur de la Revue.

Jean Francois-Poncet.



L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90.

EUROPE

Les débats sur la question allemande

Les vainqueurs du nazisme montrent qu'ils veulent garder leurs prérogatives sur Berlin

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, devait rencontrer mardi 12 décembre à Berlin-Ouest M. Kohl et Genscher, ainsi que les ambassadeurs des quatre puissances garantes du statut de Berlin, qui s'étaient réunis la veille pour la première fois depuis dix-huit ans. M. Baker se rendra ensuite à Bruxelles, où se tiendra mercredi une réunion de coordination

de l'aide aux pays de l'Est. A Londres, où il a rencontré lundi son homologue britannique, M. Douglas Hurd, et le premier ministre, M. Thatcher, M. Baker s'est efforcé de dissiper l'impression que les relations entre les deux pays s'étaient détériorées ces derniers temps, en raison notamment des réticences de M. Thatcher à l'égard de l'Europe.

BERLIN

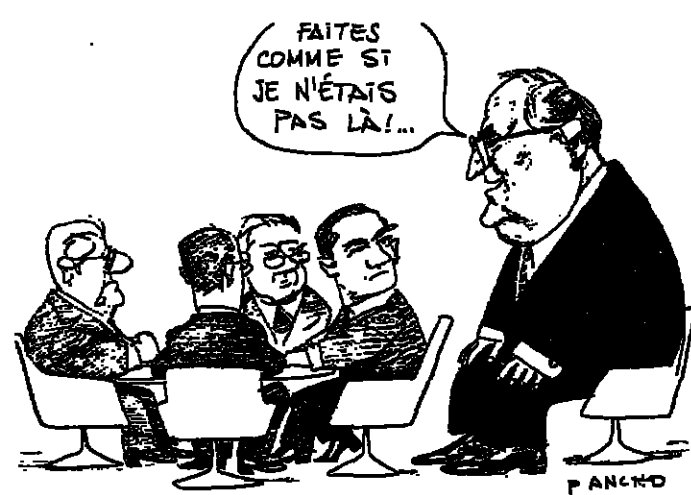
de notre envoyé spécial.

Pour la première fois depuis la signature des accords quadripartites de 1971, quand on avait renoncé au statut de Berlin pour tenir compte des nouveaux impératifs des relations Est-Ouest, les quatre ambassadeurs des puissances garantes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, URSS et France) s'étaient retrouvés lundi au siège du conseil de contrôle allié de Berlin-Ouest, dans l'ancienne cour d'appel allemande, pour discuter de la situation à la lumière des récents événements. C'est l'URSS qui avait pris l'initiative de cette rencontre.

La réunion a duré trois heures. Priés d'attendre dehors sous la neige qui tombait, les journalistes ont eu droit pour le souvenir à l'image fugitive des trois ambassadeurs occidentaux à Bonn serrant avec chaleur la main de leur collègue soviétique à Berlin-Est avant de prendre congé de lui. Puis on leur a distribué un communiqué laconique de quatre paragraphes indiquant que « les trois ambassadeurs occidentaux ont fait leurs propositions dans le cadre de l'initiative pour Berlin » et que « l'ambassadeur soviétique a exprimé un intérêt favorable ».

« L'ambassadeur soviétique a fait quelques commentaires généraux que les ambassadeurs transmettront à leurs gouvernements. L'échange de vues s'est déroulé dans une atmosphère de travail constructif », conclut le communiqué en indiquant que d'autres rencontres pourraient avoir lieu dans le futur à des niveaux appropriés.

« L'initiative pour Berlin », c'est l'appel qu'avait lancé à Mikhail Gorbatchev l'ancien président américain Ronald Reagan depuis la Porte de Brandebourg, il y a deux ans et demi, pour faire de Berlin une ville ouverte. Le président américain avait demandé aux Soviétiques de démontrer, en abattant le mur, qu'ils étaient sérieux dans leurs objectifs de détente et de démocratisation.



Il avait suggéré notamment qu'on organise dans les deux parties de Berlin des Jeux olympiques (proposition reprise par M. Bush à Malte), et qu'on y installe des organisations internationales. Il avait également proposé qu'on en fasse un grand carrefour de communications aériennes.

« Seuls responsables »

Ce qui était à l'époque inenvisageable pour les Soviétiques est devenu possible depuis l'ouverture du mur, il y a un mois. Cependant, toute initiative inter-Alliés risque de se heurter en République fédérale à des sentiments mitigés. Les quatre ont voulu « rappeler qu'ils sont seuls responsables » de la ville de Berlin, écrit, mardi, le quotidien conservateur *Die Welt*, à propos de la rencontre de lundi, en rappelant les inquiétudes émises à Washington comme à Moscou quant aux risques de déstabilisation dus à l'évolution de la situation en RDA.

« Les puissances victorieuses de l'année 1945 ne peuvent pas faire beaucoup plus que de se consoler entre elles. L'époque où elles pouvaient disposer des Allemands comme elles l'entendaient est révo-

lus », ajoute le quotidien dans son éditorial.

Même si les « alternatives » berlinoises avaient été acceptées, le mois dernier, suggéré que Berlin soit déclarée « ville européenne », il est probable qu'avec des nuances le sentiment d'agacement exprimé par *Die Welt* prédominerait en République fédérale. Depuis plusieurs années déjà, avant même qu'il ne soit question de l'ouverture du mur, la présence des Alliés était un thème de discussions importantes à Berlin-Ouest même, où beaucoup commençaient à la trouver un peu pesante.

Le fait que cette réunion quadripartite ait eu lieu précisément à la veille de la rencontre entre le chancelier Kohl et M. James Baker, le fait aussi qu'elle ait coïncidé avec le mini-congrès réuni par la CDU à Berlin-Ouest sur la question allemande ne sont certainement pas des coïncidences. Les accents avec lesquels le parti du chancelier aborde la campagne électorale pour les législatives de 1990 en RFA sur la question des deux Allemagnes ne sont pas précisément du goût de tout le monde, ni à l'Est ni à l'Ouest.

H. de B.

RFA: convergences entre le SPD et la CDU sur la marche vers l'unité

BONN

de notre correspondant

Le comité directeur du Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) a adopté, lundi 11 décembre, un projet de résolution sur la question allemande visant à établir « bientôt » une confédération des deux Etats allemands comme prélude à leur unification. Ce projet sera soumis au vote des députés lors du congrès du SPD qui doit s'ouvrir le 18 décembre à Berlin-Ouest.

L'accord qui s'est établi sur ce texte met fin à une longue controverse qui s'était développée au sein du parti, opposant les partisans du maintien des deux Etats allemands à ceux qui voient l'avenir dans un rapprochement de plus en plus étroit entre la RDA et la RFA.

Parmi les premiers, le plus remuant était le ministre-président de Sarre, Oskar Lafontaine, qui avait même proposé de limiter l'accès de la République fédérale aux Allemands de l'Est qui viendraient sans assurance de travail ni de logement.

L'enfant terrible du SPD avait même exhumé une loi datant de 1950 qui, selon lui, rendrait possible cette limitation. Le comité directeur du SPD a repoussé unanimement cette idée qui avait fait pousser les hauts cris à la CDU et au FDP, M. Genscher accusant même

M. Lafontaine de vouloir « remplacer le mur de béton par un mur de paragraphes ».

Les écarts de M. Lafontaine s'expliquent par la campagne électorale qu'il mène en Sarre, où les élections régionales doivent se dérouler le 23 janvier prochain. L'arrivée massive de réfugiés de l'Est dans une région durement touchée par le chômage et la crise du logement crée, en effet, un certain mécontentement dans la population qui risque d'être profitable à l'extrême droite.

Confédération de deux Etats

La position du SPD sur « la question allemande » ne se distingue que par des nuances de celle exprimée il y a deux semaines au Bundestag par le chancelier Kohl dans son « plan en dix points », que le groupe parlementaire SPD avait approuvé dans un premier temps, avant de critiquer le manque de consultation préalable des alliés et l'absence de toute référence au caractère définitif de la ligne Oder-Neisse.

Le SPD va même plus loin sur le chemin de l'unité que ne le propose le chancelier en prévoyant l'établissement rapide d'une confédération des deux Etats allemands, alors qu'Helmut Kohl parle seulement

de « structures confédératives ». Le président du parti, M. Hans Jochen Vogel a indiqué que la phrase-clé de la résolution était le rappel des termes employés en 1972 par M. Egon Bahr dans sa Lettre sur l'unité allemande qui prévoyait « l'établissement d'un état de paix en Europe, dans le cadre duquel le peuple allemand pourrait parvenir à son unité par la libre autodétermination ». Les sociaux-démocrates veulent ainsi souligner que leur position d'aujourd'hui se rattache à une longue tradition unitaire initiée par le premier chef du SPD, Kurt Schumacher.

Le chancelier Kohl, de son côté, est revenu sur son plan en dix points dans un discours qu'il a prononcé devant l'assemblée générale des députés de la CDU réunis lundi à Berlin-Ouest. Il a mis en garde les membres de son parti devant une trop grande hâte vers l'unité qui pourrait susciter des craintes chez les partenaires de l'Allemagne. L'objectif de sa politique n'a jamais été « de fonder une Allemagne puissante au cœur de l'Europe », a-t-il affirmé avant de se référer, lui aussi, à un père fondateur, Konrad Adenauer, qui, selon le chancelier, a toujours voulu « apporter une solution à la question allemande en communauté d'esprit avec nos voisins et nos alliés ».

LUC ROSENZWEIG

RDA: les appels à la réunification ne font pas l'unanimité

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Une pause devrait intervenir dans les manifestations, a proposé en substance, lundi 11 décembre, le super-intendant de l'église Saint-Nicolas, au nom des nouveaux comités de citoyens, à l'issue du week-end de Leipzig.

Le pasteur a suggéré que la manifestation de lundi prochain soit consacrée au recueillement et à la mémoire des victimes du stalinisme. Les manifestations seraient interrompues ensuite pour les lundis de Noël et du Jour de l'an, afin de prendre le temps, a proposé le pasteur, d'une « pause de réflexion avant de commencer l'année avec des forces nouvelles ».

Encore importante, l'affluence croissante pendant à se réduire. Ils étaient une centaine de milliers lundi soir sur la place Karl-Marx de Leipzig, un score presque modeste pour la ville-plaie de

l'automne est-allemand. Dans plusieurs autres villes, Dresde, Karl-Marx-Stadt, etc., plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont également déplacées.

A part quelques slogans contre l'ex-Parti communiste pour se méfier « des serpents qui changent de peau », les nouveaux dirigeants du week-end ont été plutôt sages. Les SED n'ont pas été attaqués. Plusieurs orateurs ont exhorté la foule à la patience pour ne pas risquer de perdre tout ce qui avait été gagné jusqu'à présent. Sous les applaudissements, l'un d'eux a rappelé que le sort de Mikhail Gorbatchev se jouait aussi en RDA.

La question de la réunification reste manifestement le grand sujet de préoccupation. Le ton a néanmoins changé depuis la première fois que les appels à l'unité allemande ont surgi dans les meetings de Leipzig, il y a quatre semaines. Des avertissements commencent à

faire leurs effets. Le débat est engagé.

Il y a maintenant les « pour », qui s'expriment de manière de jour en jour plus radicale dans les manifestations, avec toujours plus de drapeaux aux trois couleurs, noir, or, rouge, mais aussi les « contre », et, en milieu, beaucoup de gens qui cessent de s'y retrouver entre les propositions de confédération, de fédération, de solution d'attente, de « loi européenne ».

Les discussions étaient animées à ce sujet lundi soir à l'issue du défilé sur le ring de Leipzig, où un groupe compact et particulièrement bruyant de plusieurs milliers de partisans de la réunification immédiate s'est fait entendre sur le trottoir par des petits groupes de gens portant des banderoles: « Stop aux extrémistes de droite », « Démocratie au lieu de stalinisme », « L'Europe plutôt que la Grande Allemagne ».

HENRI DE BRESSON

URSS

Les députés refusent un débat sur le rôle dirigeant du parti

Suite de la première page

Or, lundi encore, M. Frolov réaffirmait, en écho aux déclarations de samedi dernier du secrétaire général (Le Monde du 12 décembre): « Nous n'avons pas l'intention de nous accrocher, tout près à cet article [6 de la Constitution], mais nous n'allons pas non plus

l'abolir à la hâte. Cela devrait être fait dans le cadre d'une révision constitutionnelle générale. » M. Sakharov et ses amis étaient de surcroît d'autant moins en position de force dans cette bataille qu'ils avaient essuyé lundi un revers politique avec l'échec du mot d'ordre de grève de deux heures qu'ils

avaient lancé en faveur de l'abrogation immédiate.

Peu connu, puisque la presse ne l'avait mentionné que pour le condamner, et mal accueilli par la majorité des députés du « groupe inter-régional » dont fait partie M. Sakharov, cet appel ne semble avoir été réellement suivi que dans quatre des treize mines de Vorkouta et une du Donbass. Même les nationalistes baltes avaient fait la sourde oreille.

M. Gorbatchev ne peut pour autant laisser traîner les choses.

Avec le basculement de l'Europe centrale, l'inspiration au pluripartisme monte dans tout le pays, et les premières élections locales ont confirmé lundi, en Estonie et en Lettonie, à quel point il était déjà inscrit dans la réalité. A Riga, 57 % des candidats étaient soutenus par les nationalistes du Front populaire, 39 % par l'Interfront (conservateur russe). En outre, 53 % d'entre eux sont membres du PC, lequel se trouve ainsi divisé en deux mouvements irréductiblement opposés.

Précipiter le mouvement

Sauf à laisser monter une inextinguible pression populaire et à laisser ainsi échauffer le parti, M. Gorbatchev devrait donc précipiter le mouvement. S'il a décidé de faire adopter dès janvier les textes du congrès, c'est sans doute qu'il souhaite le réunir avant l'été et non plus en octobre prochain, comme prévu.

Symptomatiquement, l'adresse au « peuple soviétique » adoptée samedi dernier par le comité central en vue des élections locales déclare que « le parti est ouvert au dialogue et au partenariat avec toutes les forces sociales, associations et groupes agissant sur une base socialiste ». Dramatique par instant (« la perestroïka est arrivée à un sommet de tension. Si nous savons faire face, nous nous en tirons, sinon ce sera un recul »). Ce texte mêle un peu tous les genres. On y trouve la banale prose électorale (un mot gentil pour tout le monde, des jeunes aux retraités), un petit accent churchillien (« Le parti ne peut se permettre de faire des promesses irré-

listes. (...) Nous devons tous vivre à la hauteur de nos moyens »), de la relative fermeté (« Le parti rejette résolument les tentatives de le diffamer ») et surtout beaucoup de vocabulaire révisionniste: « Le temps est révolu où les hommes étaient de simples rouges. L'heure est aux individus. (...) La prétention au monopole de la vérité et le refus des compromis ont été abandonnés. (...) La principale question est de savoir s'il y aura ou non un socialisme renouvelé ».

« Je ne m'accroche pas au pouvoir »

Grande question en effet. En attendant de pouvoir y donner une réponse, M. Frolov a « catégoriquement » démenti, lundi, que M. Gorbatchev ait menacé, devant le plénum de samedi dernier, de présenter sa démission. Répercutée par une grande agence de presse occidentale, cette fausse rumeur était née d'indications données par des dirigeants communistes estoniens à la presse de leur république sur la violence des critiques adressées à M. Gorbatchev.

Cette violence n'avait pas empêché le comité central de faire ce que lui demandait le secrétaire général, qui avait ainsi démontré la solidité de sa position. Très irrité, M. Gorbatchev avait toutefois lancé à l'un de ses contradicteurs: « Je ne m'accroche pas au pouvoir. Tout ce que je fais ici, je le fais pour la démocratisation et la glasnost, pas pour l'étranger. » Et à un autre: « Vous voulez peut-être que je m'en aille ? » Le « peut-être » était en vérité de trop. Mais M. Gorbatchev n'a aucune raison d'abandonner au milieu du gué.

BERNARD GUETTA

M. Melnikov, accusateur du secrétaire général

L'un des principaux critiques de M. Gorbatchev au plénum de samedi a été, selon M. Valias, chef du parti estonien, le membre du comité central Alexandre Melnikov, qui dirigeait jusqu'à juillet dernier le comité régional de Kemerovo. Devant « son ton très accusateur », a dit M. Valias, Gorbatchev l'a vivement interrompu, de tout son poids de secrétaire général, disant qu'il ne pouvait être d'accord avec le camarade Melnikov.

Ce n'est pas la première fois que M. Melnikov, dont la région minière du Kouzness a été fortement frappée par les grèves de l'été, se plaint de la perestroïka. Dans un discours — publié celui-là — prononcé le 25 avril dernier devant le comité central, il s'en était pris aux secrétaires du parti chargés de l'idéologie (MM. Medvedev et Iekovlev), à tous les partisans du multipartisme et autres adversaires du « parti de la classe ouvrière », aux « attaques massives des médias », attribuant à tout cela sa défaite aux élections générales de mars. C'est d'ailleurs à la suite de cette défaite qu'il a perdu son poste et été, avec dix autres premiers secrétaires régionaux.

Autre signe particulier de M. Melnikov: il a été pendant près de vingt ans l'adjoint direct de M. Ligatchev, l'opposant inamovible « chef de file des conservateurs » au bureau politique, lorsque ce dernier dirigeait le parti dans la région sibérienne de Tomsk.

Prix spéciaux fin d'année

Venez choisir votre nouvelle **PEUGEOT** parmi notre stock permanent de 1000 véhicules*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER

PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

* en fonction des commandes enregistrées

MINITEL 3615 NEUBAUER

L'armée est

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

Les cadres de

EUROPE

et la poursuite des changements en RDA

L'armée est-allemande en quête d'une nouvelle légitimité

Les cadres de la NVA, longtemps choyés par le régime, prennent à leur manière le « tournant » politique

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Par ces temps qui courent si vite, les cadres de métier et les recrues du contingent de l'armée populaire est-allemande (NVA) cherchent leurs marques. Avant, la voie était toute tracée : on prêtait serment sur le drapeau d'obéir « aux ordres du gouvernement ouvrier et paysan », avec un sens de la discipline qui se voulait hérité des traditions prussiennes. Aujourd'hui, on doit négocier « le tournant » en tentant de s'adapter au changement, que ces mêmes militaires est-allemands datent, selon les circonstances, de septembre, lorsque les premiers réfugiés se sont agglutinés dans les ambassades ouest-allemandes de Prague et de Varsovie, ou de novembre, quand le mur de Berlin s'est effondré.

Comme toutes les armées du monde, la NVA n'apprécie ni l'anarchie ni le chaos, ainsi que l'a rappelé, la semaine dernière, son état-major dans un appel aux manifestants pour qu'ils ne s'en prennent pas à des installations militaires.

Mais, dans la situation présente, les 173 000 hommes de la NVA, dont plus de la moitié sont des recrues astreintes à un service militaire ramené à dix-huit mois pour tous depuis le début de ce mois, sont en quête d'une nouvelle légitimité. Ils quittent le monde des certitudes monolithiques, qui ont « endormi le pays », selon l'adjudant-artilleur Thoralf Lehmann, vingt et un ans, pour aborder celui du pluralisme (ou de l'apprentissage de la cohabitation), « qui suppose des réponses plus compliquées », selon le commandant Bernd Demmick, trente-trois ans, chargé de la propagande idéologique dans le même régiment.

Des officiers politiques perplexes

Les professionnels, d'abord. « Ce n'était pas une obligation d'être membre du Parti communiste pour être officier », dit le lieutenant-colonel Uwe Hempel, quarante-deux ans, du ministère de la Défense, mais c'était la règle à laquelle je ne connais aucune exception. Cela devra changer désormais. » Constatant que trois des huit cents hommes du régiment d'artillerie qu'il commande sont passés à l'Ouest, le lieutenant-colonel Dietmar Landmann, trente-sept ans, refuse de comprendre : « Ce sont des traites à la patrie. »

A bord du Bergen dont il est le pacha, le capitaine de corvette Hans-Jürgen Uske, trente-cinq ans, se montre moins réticent. « Bien sûr, il faut préserver les conquêtes du socialisme. Mais on doit constater

que ce pays est plus diversifié qu'on ne l'imaginait. » A l'Académie militaire de Berlin-Est, le colonel-professeur Paul Wolke, cinquante-sept ans, n'est pas prêt à tout accepter : « Come officer et comunista, je crois pouvoir m'en tenir à l'article 7 de notre Constitution qui me demande de garantir la sécurité de la RDA. Si tel ne devait plus être le cas, je renoncerais à porter l'uniforme. »

Les appels du contingent, ensuite, tel ou tel, ils enregistrent que « le tournant », surtout depuis le début de ce mois, leur vaut quelques avantages : ils peuvent voir les émissions de télévisions ouest-allemandes dans leurs casernes, porter désormais la moustache, jouer de trois jours de congés qui s'ajoutent aux dix-huit jours de leur temps global de service, sortir sans uniforme, se rendre en permission à Berlin-Ouest ou ne plus faire de gymnastique le matin.

Apparemment, les plus perplexes sont les « officiers politiques », c'est-à-dire les adjoints du « patron » opérationnel dans une formation militaire, chargés du « travail idéologique » auprès des cadres d'active et de leurs subordonnés.

« C'est une situation nouvelle pour nous », concède le commandant Jacobi Heiko, trente et un ans, sur la base aérienne Heinrich-Rall (du nom du premier ministre est-allemand des affaires étrangères),

dans l'île de Rügen, en mer Caspienne. Il ne faudrait pas que des options différentes dans l'ordre idéologique interfèrent dans la bonne exécution des missions de défense. Nous en discutons actuellement. Ce n'est pas un travail facile. » Le colonel-professeur Klaus Schirmer, soixante ans, confesse : « On a tiré une leçon de l'histoire, qui est qu'on ne peut pas attendre un objectif en contraignant les masses. »

En terrain neutre

A l'Académie militaire de Berlin-Est, précisément, on tente d'instaurer un dialogue avec les autres partis politiques. « Nous devons trouver un consensus, explique le colonel-professeur Karl Heinz Licht, cinquante-neuf ans, pour donner, sous le drapeau de la Constitution, un nouveau contenu à la formation civique qui puisse inclure toutes les valeurs de la société. »

En terrain neutre, hors de cette Académie Wilhelm-Pieck (du nom de l'un des fondateurs de la RDA, en 1949), les organisations non communistes ont été invitées depuis la fin d'octobre pour participer à ce travail de « reconstruction ». La réflexion se veut officiellement ouverte. « On n'a pas considéré les citoyens est-allemands comme des adultes », convient le colonel-professeur Licht. Nous étions l'armée du parti. Avec le Nouveau Forum, on s'est retrouvé sur une certaine compréhension de la nécessité d'avoir une défense nationale. »

Lui-même envisage que son Académie puisse faire hara-kiri pour faire place à un autre processus d'éducation civique qui tiendrait compte des courants d'opinion existants. « Il faut déterminer d'autres valeurs », dit le lieutenant-colonel-professeur Jean-Joachim Baack, quarante-deux ans. Les jeunes officiers sont enthousiastes à la perspective d'un socialisme rénové. Les liens avec l'armée soviétique sont si étroits qu'il est difficile de tenir les officiers de la NVA à l'écart d'un processus de perestroïka qui est dans leur tête. »

Auto-critique ou replâtrage

En attendant, on a entrepris de réviser les manuels militaires et autres règlements internes de la NVA. Au ministère de la Défense, selon le colonel Gerhard Washmann, quarante-six ans, des commissions de volontaires planchent, depuis le 21 novembre, sur des sujets aussi divers que les conditions de vie et de travail, le service militaire, la préparation au combat, le budget ou la situation politique. A l'Académie, des groupes interdisciplinaires réécrivent les manuels pour les officiers, en liaison avec des représentants des académies militaires soviétiques. « Nous avons interrompu nos relations avec elles entre 1982 et 1985 », confie le colonel-professeur Schirmer, qui mettra un certain temps à expliquer pourquoi. « Nous n'avions pas la même conception de l'orientation du

socialisme », dit cet adepte de la « Maison commune ».

Auto-critique sincère d'une corporation longtemps choyée par le régime : 3 000 marks pour un lieutenant-colonel pilote à trente ans de service et 1 200 pour un lieutenant sorti d'école, quand le salaire d'un ouvrier confirmé culmine à moins de 1 000 marks par mois ? Simple replâtrage d'un édifice de défense qui demeure le dernier rempart institutionnel en cas d'un « drapage » de la situation à l'Est, même si le professeur-colonel Schirmer affirme que « la NVA, au centre du processus de changement, n'est pas une force de police intérieure » ? Quelle que soit leur réponse à ces deux interrogations, les cadres et les recrues de cette NVA qui se cherche se prononcent pour des élections libres et secrètes, et contre une réunification des deux Allemagnes.

Cependant, ajoute le lieutenant-colonel Hempel, « je n'ai pas appris mon métier pour détruire la RFA », et le capitaine de corvette Huske se dit prêt à démolir son bateau « à condition que mes trois enfants puissent vivre en paix ».

Plus « langue de bois » que ses subordonnés, le ministre est-allemand de la Défense, l'amiral Theodor Hoffmann, coauteur du « secret militaire » le nombre des démissions ou des désertions dans la NVA aujourd'hui. « Des dizaines de milliers de nos concitoyens sont passés à l'Ouest, reconnaît-il. Les militaires ne se distinguent pas des autres Est-Allemands. Ce n'est pas à l'honneur d'une armée. Mais il faut faire avec. »

JACQUES ISNARD

Un plan de désarmement de deux ans

L'armée populaire est-allemande (NVA) a lancé un plan de désarmement unilatéral qui devrait être achevé en 1990. Elle prévoit de réduire ses effectifs de 10 000 hommes (dont 3 500 cadres de métier), de diminuer son budget de 10 % (il est inconnu et évalué de source occidentale à 22,5 milliards de marks), de retirer 600 blindés T-55 et 50 avions Mig-21, et de mettre à la casse 3 navires amphibies lance-roquettes de 4 000 tonnes (les Cottbus, Anklam et Eisenhüttenstadt).

A ce jour, selon la porte-parole de la NVA, 77 blindés ont été détruits à Cottbus (dans le sud de la RDA) et 54 autres à Neu-Brandenburg (dans le nord) pour un coût de 100 000 marks par opération. Les 600 chars programmés (environ 80 % des 3 140 chars est-allemands sont des T-55, à côté de T-54, T-64 et T-72) appartiennent à 6 régiments de 4 divisions d'infanterie motorisée (à Beitz, Gotha, Goldberg et Sonderhausen) et

de 2 divisions blindées (à Grossenhain et Stallburg).

L'escadre dissoute (la n°7) de 50 Mig-21 est à Drewitz (non loin de la frontière polonaise) mais, dans le même temps, la base de Preschen, dans le sud de la RDA, s'enrichira avec l'arrivée de 12 Mig-29 aux performances accrues.

Les 3 navires de débarquement mis à la casse relèvent d'une brigade de marine dans la presqu'île de Peenemünde, en mer Baltique. Construits entre 1976 et 1978, ces navires de débarquement avaient été transformés en 1988 en bateaux pour le transport logistique et la pose des mines.

Pour sa part, l'Union soviétique a annoncé le retrait de la RDA, en 1989, de la 25^e division blindée (à Vogelsang), de la 32^e division blindée (à Justenberg), qui dépendent toutes deux de la 30^e armée de la Garde (placée en second échelon opérationnel du dispositif soviétique en RDA), ainsi que le départ d'une brigade d'assaut aéroportée. Pour l'an prochain, les Soviétiques prévoient de retirer de la RDA la 7^e division blindée (à Dessau-Roßlau) et la 12^e division blindée (à Neuruppin), qui relèvent de la 3^e armée de choc (placée en premier échelon opérationnel), et de déplacer une brigade d'assaut aéroportée (à Cottbus). Au total, durant ces deux années, le dispositif soviétique en RDA sera allégé de 3 300 chars (l'équivalent de quatre divisions).

Le 1^{er} corps néerlandais, qui occupe un « créneau » de l'OTAN, a désormais devant lui une V^e armée est-allemande dont le renfort, par la 20^e armée de la Garde, est diminué de moitié. En 1990, la perte de la moitié de ses chars, par la III^e armée de choc, devrait réduire la pression exercée sur le « créneau » de l'OTAN tenu par la 1^{re} corps ouest-allemand.

J. L.

BULGARIE :

M. Mladenov annonce des élections libres et l'abolition du rôle dirigeant du PC

Le numéro un bulgare, M. Petar Mladenov, a annoncé lundi 11 décembre la tenue d'élections libres d'ici à la fin mai 1990 et l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste en Bulgarie.

Selon M. Mladenov, qui a pris la parole devant un plénum spécial du comité central du PCB, l'Assemblée nationale devra fixer au plus tard au mois de mai 1990 la date des élections libres, ce qui constitue, selon les experts, une date butoir pour l'organisation de la consultation.

En même temps, il a annoncé que l'article premier de la Constitution affirmant le rôle dirigeant du Parti communiste serait aboli. Pour préparer ces élections libres, M. Mladenov a annoncé la tenue d'un congrès extraordinaire du PCB le 26 mars 1990, chargé de mettre sur pied un programme électoral « qui convaincra les Bulgares sur le plan politique ».

Une situation économique critique

Le numéro un bulgare a également indiqué qu'une loi sur la réforme économique devra être adoptée avant la fin de 1990. La Bulgarie, a-t-il reconnu, se trouve dans une situation économique critique, caractérisée par une dette extérieure brute de 10 milliards de dollars.

En outre, une commission parlementaire sur la corruption sera créée afin d'examiner les « déformations » commises sous le règne de Todor Jivkov, au pouvoir en Bulgarie pendant trente-cinq ans et qui a été limogé le 10 novembre dernier.

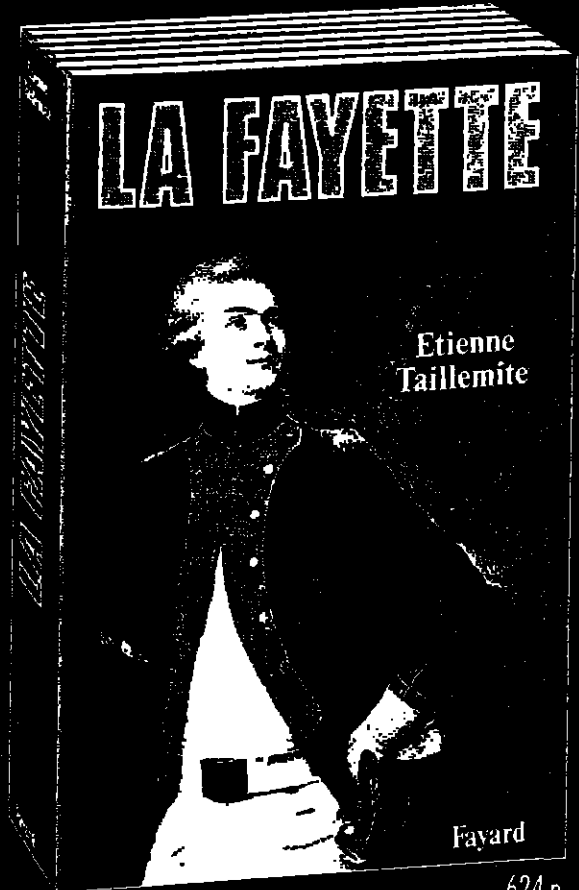
Enfin, le PCB a reconnu sans les nommer les tensions provoquées par la bulgarisation des noms de la minorité turque, qui a abouti à un exode massif vers la Turquie de plus de 300 000 Bulgares d'origine turque au cours des derniers mois.

Après toutes ces mesures, a estimé M. Mladenov, « le PCB ne sera plus reconnaissable. Il doit changer son style et ses méthodes de travail. »

Plus de 5 000 personnes, rassemblées lundi soir sur la place du 9-Septembre-1944, ont encore manifesté en silence, tenant des bougies allumées en faveur d'élections libres et de la suppression du rôle dirigeant du parti. — (AFP.)

LA FAYETTE

Un homme, une légende



Etienne Taillemite

624 p.
150 F.

Aux yeux des hommes du XX^e siècle finissant, la générosité, l'ardeur, l'honnêteté morale de La Fayette rachètent au centuple sa vanité, sa naïveté, son défaut de lucidité politique et de jugement sur les hommes. Plus que jamais, il demeure une statue du Commandeur, une conscience de la Liberté, et son prestige, déjà grand au XIX^e siècle, n'a cessé de s'accroître aujourd'hui.

L'Histoire
chez

FAYARD

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Réducteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, président,
et Hubert Beauvieux, fondateur.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Comptes 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

Imprimé en France

121211VRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0596-3247

Renseignements sur les microfilms et bandes du Monde au (1) 42-47-90-01

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-90-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols aér. incl.
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 390 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ADO

PORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-83-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PRIX PAYÉ : PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROCHE-ORIENT

La reprise des liaisons aériennes marque un nouveau rapprochement entre l'Égypte et la Syrie

La normalisation des relations égypto-syriennes, rompues en décembre 1977 à la suite du voyage du président Sadate à Jérusalem, est en bonne voie. A la suite d'un entretien téléphonique lundi 11 décembre, les présidents Mubarak et Assad ont décidé de rétablir les liaisons aériennes entre Le Caire et Damas interrompues depuis douze ans.

LE CAIRE

de notre correspondant

Mardi 13 décembre un avion d'Égypte devait quitter la capitale égyptienne pour Damas avec à son bord des responsables de la compagnie aérienne et un groupe de journalistes égyptiens. Les responsables d'Égypte examineront dès leur arrivée les détails techniques et commerciaux pour l'établissement de vols réguliers hebdomadaires entre Le Caire et Damas.

Par ailleurs, M. Mubarak doit incessamment dépecher un envoyé spécial à Damas pour y rencontrer M. Assad et lui transmettre les vues du président égyptien sur les questions d'intérêt commun. Les tentatives d'engagement des pourparlers palestino-Israéliens et la situation au Liban seront abordées, mais c'est la normalisation des relations entre les deux pays qui sera au cœur de ces entretiens. M. Assad a récemment affirmé dans une interview au quotidien koweïtien, *Al Qabas*, que « la rupture des relations avec l'Égypte n'était pas dans l'intérêt des Arabes ». Il a, par ailleurs, rappelé les relations personnelles liant au général Mubarak depuis qu'ils avaient « servi ensemble dans l'armée de l'air d'un même pays » (lors de l'invasion égypto-syrienne de 1956 à 1961).

Les présidents Assad et Mubarak, alors simples pilotes, s'étaient cotés dans la même base

aérienne en Égypte au début des années 60.

C'est sans doute cette fraternité des armes qui avait poussé M. Mubarak à donner, malgré l'hostilité affichée par Damas à l'égard du Caire, une accolade surprise à son collègue syrien lors du sommet islamique de Koweït, en janvier 1987. La brève discussion qu'avaient alors eue les deux hommes avait entraîné un mois plus tard la mise en sourdine de la guerre médiatique que se livraient les deux pays. En novembre 1987, lors du sommet d'Amman, la Syrie n'a pas fait objection à la résolution laissant à chaque pays arabe la liberté de renouer avec l'Égypte.

Damas fit une concession majeure en mai 1989, lors du sommet de Casablanca, en n'opposant pas son veto à la réintégration de l'Égypte au sein de la Ligue arabe. M. Mubarak renvoie immédiatement la politesse à Damas en prenant ses distances avec des prises de position antisyriniennes de l'Irak à propos du Liban.

Plus récemment, l'Égypte a cessé de faire transiter par son territoire les armes envoyées par Bagdad au général Aoun. La décision égyptienne, dictée aussi par des pressions américaines, a été très mal prise par Bagdad, qui du jour au lendemain, a adopté une série de mesures contre le million et demi de travailleurs égyptiens vivant en Irak.

Cette amélioration débouchera-t-elle sur une prochaine reprise des relations diplomatiques ? Celle-ci pourrait exiger encore quelques allées et venues d'envoyés spéciaux. Toutefois, si l'on prend le rapprochement égypto-libanais pour exemple, un sommet Mubarak-Assad n'est pas exclu. Les présidents Mubarak et Kadhafi se sont en effet rencontrés en octobre, égypto-syrien de 1958 à 1961).

Les présidents Assad et Mubarak, alors simples pilotes, s'étaient cotés dans la même base

LIBAN

Le Comité arabe recherche l'entremise d'États ayant « de l'influence » sur le général Aoun

Bagdad, Paris, puis le Vatican : le Comité tripartite arabe (Maroc, Algérie, Arabie saoudite) sur le Liban est engagé dans une tournée des capitales réputées avoir « de l'influence » sur le général Aoun afin de les convaincre d'exercer cette « influence » auprès de ce dernier et de lui faire comprendre qu'il n'y a de salut que dans la légalité — celle représentée par le président Elias Hraoui — et certainement pas dans le recours à la force ou au partage du Liban.

Lundi 11 décembre, les chefs des diplomates marocain, algérien et saoudien — pour qui le temps joue contre la paix au Liban — ont été reçus par MM. François Mitterrand, Michel Rocard et Roland Dumas. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères a rappelé que la France contribuait à la solution du problème libanais « en soutenant le processus de Taëf et en usant de son influence dans toutes les chancelleries ». Les ministres arabes ont, à l'issue de leur entretien à l'Élysée, exprimé leur satisfaction quant à la position de Paris, réaffirmée, dimanche soir, par le président Mitterrand (soutien à l'accord de Taëf, reconnaissance de la légalité). Ces

ministres devaient poursuivre, mardi 12 décembre, leur mission en se rendant au Vatican.

Cette tournée arabe intervient alors que des craquements se font entendre au sein du camp chrétien, où l'hebdomadaire de la puissance militaire des Forces libanaises a appelé lundi le général Aoun à accepter l'accord de Taëf. Pour El Massira, « la guerre de libération contre l'occupation syrienne », décrétée en mars dernier par le général Aoun, était « une erreur ».

« Le vaincu n'a qu'à signer des accords », qu'il pourra remettre en question dès qu'il reprendra ses forces et son équilibre », écrit El Massira.

Ce journal, qui rappelle que les Forces libanaises se sont battues aux côtés des troupes du général Aoun sans nourrir pour autant d'illusions sur l'issue des combats, estime encore que « faire la guerre à la Syrie alors que les moyens de Damas sont supérieurs est, dans un contexte international inadéquat, une erreur ». Et l'hebdomadaire de conclure : « Soyons rationnels, nous avons perdu cette guerre ».

Y. H.

YÉMEN DU SUD

Le multipartisme est autorisé sous certaines conditions

Aden (AFP). — Le Yémen du Sud a autorisé, lundi 11 décembre, « la libre constitution des partis politiques », mettant fin ainsi au monopole du parti unique marxiste, le Parti socialiste yéménite (PSY), au pouvoir depuis l'indépendance en novembre 1967. Le comité central du PSY a chargé le bureau politique du parti de prendre les mesures nécessaires pour « promouvoir une loi sur les partis politiques qui avaient lutté contre le colonialisme et qui demeurent fidèles aux principes de la révolution ».

Le comité a également chargé le bureau politique de « réhabiliter sous les éléments nationalistes et démocratiques qui n'avaient pas commis d'actes contraires à la Constitution ».

Le Yémen du Sud marxiste est le lieu, depuis quelques mois, d'un débat, qualifié par les observateurs

d'« ouverture », portant sur une série de réformes politiques, notamment l'institution du multipartisme, et économiques. Par ailleurs, ce pays est confronté à une grave crise économique qui, selon les observateurs, est à l'origine de cette ouverture. Cette décision intervient, note-t-on, une dizaine de jours après le sommet d'Aden qui avait donné lieu à la signature d'un accord prévoyant l'unification, d'ici un an, des deux Yémens.

L'accord avait également fixé un délai de deux mois à une commission politique mixte qui sera chargée de tracer la politique de l'Etat unifié afin de développer la démocratie et de permettre aux courants « nationalistes et démocratiques » de participer à la vie politique. Une décision semblable doit, en principe, être prise par le Yémen du Nord dont un article de la Constitution interdit le multipartisme.

ASIE

Le rapatriement des boat people vietnamiens de Hongkong suscite en Grande-Bretagne des réactions mitigées

LONDRES

de notre correspondant

Le rapatriement forcé de « boat people » vietnamiens de Hongkong suscite une émotion considérable en Grande-Bretagne, puissance souveraine sur la colonie jusqu'en 1997, mais le consensus en faveur de leur retour est beaucoup plus large qu'il n'y paraît dans la classe politique. Les réticences américaines elles-mêmes ont été anticipées et passées aux pertes et profits.

Chacun regrette le caractère barbare de ce geste, mais un travail de persuasion en profondeur a été accompli au Parlement par l'ancien secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, justifiant à l'avance l'« expulsion » de ceux qui sont décrits ici par la machine de propagande gouvernementale et par la presse thatcherienne, comme des « immigrants économiques », par définition illégaux.

La question était posée en termes crus depuis plus d'un an. Il

fallait choisir entre des responsabilités historiques vis-à-vis de la colonie et une mauvaise réputation passagère. La décision a été prise au plus haut niveau, il y a déjà des mois, de parvenir à un accord avec Hanoi en vue du rapatriement des « boat people ». Pour sauver la face des deux parties, il a été convenu que chacun fonderait que la force n'a pas été réellement employée pour faire rentrer ces malheureux au Vietnam. Un des éléments essentiels de l'accord est donc que les caméras de télévision ne puissent pas filmer à l'intérieur des camps des scènes susceptibles d'aggraver la réputation en Grande-Bretagne même.

La plus grande discrétion

Tout a commencé et devrait donc se poursuivre dans les camps de réfugiés dans la plus grande discrétion et même dans une quasi-clandestinité. L'exemple des Fal-

lands est là pour montrer que, lorsqu'il le faut, les Britanniques savent, à la différence des Américains, interdire une zone à la télévision. M. James Baker, de passage à Londres, a indiqué, lundi 11 décembre, à M^{me} Thatcher, quelques heures avant le début de l'opération, la désapprobation de son gouvernement. Le secrétaire d'Etat américain avait déjà fait savoir précédemment, et M. Bush n'avait pas dit autre chose à M^{me} Thatcher lors de leur dernière rencontre à Camp David. Cela n'a rien changé à la décision britannique. Les Américains ont d'ailleurs fourni l'assurance qu'ils ne donneraient pas une publicité excessive à leur désaccord avec Londres.

En raison du décalage horaire, les premiers « boat people » ont été emmenés à l'aube par la police anti-émeute de Hongkong vers l'appareil spécialement affrété qui les attendait au moment où le Parlement était encore en séance, tard dans la soirée. Le gouvernement a été immédiatement inter-

pellé. Sir Geoffrey, en sa nouvelle capacité de vice-premier ministre, a défendu une fois de plus le principe du rapatriement et annoncé que le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, ferait une déclaration à ce sujet mardi après-midi aux Communes. « La méthode est mauvaise », a affirmé, sans proposer les alternatives, le porte-parole travailliste pour les affaires étrangères. La seule voie vraiment convaincue à s'être élevée contre cette opération, menée de nuit comme un raid de commando, est celle du leader des Démocrates libéraux, M. Paddy Ashdown, qui a longtemps vécu à Hongkong. « Ces gens sont renvoyés contre leur gré dans les mains d'une tyrannie qu'ils avaient fuie au péril de leur vie. Je crois que c'est une tache ineffaçable sur l'honneur non seulement de M^{me} Thatcher et de son gouvernement, mais malheureusement de la Grande-Bretagne elle-même », a-t-il déclaré.

DOMINIQUE DHOMBRES

La visite en France du premier ministre laotien

Une coopération bilatérale sur des bases nouvelles

Arrivé lundi 11 décembre à Paris en provenance de Moscou, le premier ministre laotien, M. Kaysone Phommavane devait déjeuner, mardi, à l'Élysée. Plusieurs accords de coopération doivent être signés pendant la visite officielle de quatre jours que le numéro un laotien effectue à l'invitation de M. Michel Rocard.

VIENTIANE

de notre envoyé spécial

Après une grave crise, qui avait conduit à la fermeture de l'ambassade de France au Laos de 1978 à 1982 — sans provocation, toutefois, une rupture des relations diplomatiques — le dialogue entre Paris et Vientiane a repris sur des bases saines. Surtout, une coopération centrée sur la formation s'est peu à peu développée, à la demande des autorités laotiennes.

Depuis 1987, dans le cadre d'une véritable mise à plat des échanges financiers, juridique et même insti-

tutionnelle, les Laotiens ont demandé aux Français de procéder à des opérations ponctuelles d'assistance. Depuis deux ans, ces interventions se sont effectuées dans cinq secteurs : comptabilité, fiscalité, statistiques, cadastre et douanes. Par exemple, des Français sont chargés de jager la viabilité des projets d'entreprises, publiques comme privées, susceptibles de bénéficier des crédits de la Banque mondiale. Deux jeunes experts-comptables français ont, de leur côté, initié quarante formations laotiens francophones qui, à leur tour, avec l'aide des Français, vont recycler mille cinquante comptables. L'objectif est de mettre un peu d'ordre dans la comptabilité défilante des entreprises laotiennes en attendant — ce que souhaitent les Français — qu'un effort analogue soit entrepris dans leur gestion.

En outre, un protocole de dons d'un montant de six millions de francs, signé en octobre 1988, a déjà débouché sur deux projets français : la réalisation de la liaison par FRI entre Vientiane et Pakxane (Axiel) et une étude de faisabilité d'un

barrage sur le Nam Ngiep (Sogreah). A la même date, Paris a accepté l'annulation de la dette publique du Laos et le rééchelonnement de sa dette commerciale. Un nouveau protocole, d'un montant au moins égal, est actuellement négocié à Paris, de même qu'un accord-cadre de coopération technique concernant un projet d'un montant d'environ trente millions de francs dans le secteur des communications.

La visite de M. Kaysone à Paris pourrait être également l'occasion de signer des accords dans le domaine de l'éducation. La France sera le principal partenaire (financement et enseignement) d'une future Ecole nationale d'administration et de gestion. Elle sera associée à la création et au fonctionnement d'un institut national pour la formation des cadres supérieurs, qui aura été sollicitée pour contribuer de nouveau au financement et à l'enseignement de l'Institut agro-écolo-pastoral ainsi que d'une école de comptabilité élémentaire (Paikpassak).

Un accord-cadre de coopération bilatérale, dont nous avons déjà évoqué un autre concernant la protec-

tion et la promotion des investissements français au Laos seront signés ces jours-ci. Les Laotiens souhaitent, en outre, que des Français participent à la réhabilitation des plantations de café des Bolovens, dans l'extrême-sud du pays. Dans le domaine des sciences sociales, une collaboration s'amorce avec plusieurs institutions françaises. Enfin, une filiale de Dongmeng a signé cette année un contrat d'exploration du pétrole dans la région de Savannakhet.

En revanche, la présence commerciale et bancaire est encore incertaine au Laos. D'autre part, par son efficacité, la coopération française a jusqu'ici contribué à réveiller la francophonie en veilleuse de nombreux Laotiens. Mais l'effort français ne pourra pas, à l'avenir, se cantonner dans le rétablissement de liens étroits entre Vientiane et Paris. A ce titre, la présence en France d'une communauté de quelque cent cinquante mille Laotiens devrait à terme constituer un argument supplémentaire.

J.-C. POMONTI

AMÉRIQUES

Au sommet des pays d'Amérique centrale

Un accord aurait été trouvé avec le Nicaragua

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

La deuxième journée des travaux de la réunion extraordinaire des cinq présidents d'Amérique centrale, lundi 11 décembre, à San-José au Costa-Rica, a été particulièrement mouvementée du fait de la décision du chef de l'Etat hondurien, M. José Azcona, qui s'est retiré plusieurs heures dans son hôtel à la suite d'un différend avec le Nicaragua. Le gouvernement sandiniste a en effet refusé d'abandonner les poursuites entamées en 1986 devant la Cour internationale de La Haye contre le Honduras, qui abrite les camps de la guérilla antisandiniste.

Le président costaricien, M. Oscar Arias, a dû déployer tous ses talents de diplomate pour

convaincre M. Azcona de rejoindre ses collègues. A défaut d'une suspension de la plainte contre le Honduras, le Nicaragua a accepté d'accorder un sursis de six mois à son voisin pour qu'il ferme les camps de la Contra sur son territoire, conformément aux engagements pris dans le cadre du plan de paix signé en 1987.

Selon le ministre costaricien de l'information, M. Jorge Urbina, les présidents ont « parvenus à un accord sur la plupart des points en discussion », en particulier la démolition de la Contra et « la fin des actes de guerre » au Salvador. Le Nicaragua aurait accepté de repousser de quelques semaines le désarmement de la Contra, qui, selon un accord conclu en août, aurait dû commencer le 5 décembre.

BERTRAND DE LA GRANGE

■ NICARAGUA : un mort et dix blessés pendant la campagne présidentielle. — Une personne a été tuée et dix autres ont été blessées, dimanche 10 décembre, à Managua, à 50 kilomètres de Managua au cours de violents incidents lors d'une réunion électorale de l'opposition à laquelle participait la candidate Violetta Chamorro. — (AFP.)

■ ÉTATS-UNIS : la Maison Blanche se défend d'avoir voulu « influencer » le sénateur d'assassinat des jésuites au Salvador. — Au cours d'une conférence de presse à la Maison Blanche, lundi 11 novembre, le président George Bush a opposé un démenti formel aux rumeurs en provenance de l'épiscopat salvadorien selon lesquelles l'unique témoin du massacre des jésuites au Salvador, qui a été envoyé aux États-Unis pour

interrogatoire, se serait rétracté « sous la pression du FBI ». Le témoin, Lucia Barrera de Cerna, avait implicitement accusé l'armée salvadorienne d'avoir participé à l'assassinat des six prêtres le 16 novembre dernier. — (AFP.)

■ Deux extraditions pour trafic de drogue. — L'ancien ministre de l'intérieur bolivien, Luis Arce Gomez, a été arrêté, dimanche 10 décembre, et extradité le lendemain vers les États-Unis, où il avait été condamné en 1983 à quinze ans de prison pour trafic de drogue. Par ailleurs, un Argentin accusé de « blanchir » l'argent du cartel colombien de Medellín, Raúl Silvio Vivas, a été extradé vendredi dernier par la police uruguayenne vers Los Angeles, où il doit comparaître. — (AFP.)

OCÉAN INDIEN

COMORES

Paris et Pretoria cherchent une « sortie honorable » pour les mercenaires

Les Comores étaient, lundi 11 décembre, dans l'attente d'un dénouement, apparemment proche, à la crise provoquée le 26 novembre par le meurtre du président Ahmed Abdallah, alors que la France et l'Afrique du Sud multipliaient les pressions pour inciter le Français Bob Denard, le ténor de mercenaires européens, à quitter l'archipel à en partir. Ces pressions prennent notamment la forme d'un déploiement de troupes françaises dans les îles de la Réunion, et surtout de Mayotte, (environ 120 kilomètres au sud-est de l'île de la Grande Comore).

Bien qu'il n'y ait rien d'officiel, il est certain que des tractations ont lieu avec Bob Denard. A ce stade, indiquent-on de source informée, il ne s'agit plus tant de considérations financières que d'assurances concernant la sécurité du « Colonel » Denard, inculpé en France pour la mort de trois personnes lors d'une tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977.

Dans un entretien accordé à l'envoyé spécial du Figaro, le seul journaliste qui n'a pas été expulsé de Mayotte par les mercenaires européens, Bob Denard affirme qu'il n'allait pas « s'opposer à la France et à l'Afrique du Sud réunies ». « Qu'on nous propose une sortie honorable. Si on nous indemnise, si on trouve une garantie pour nos soldats, alors, ce sera la mort dans l'âme, mais nous partirons », a-t-il ajouté.

Le dispositif d'évacuation des 1 600 ressortissants français restant aux Comores « est prêt à fonctionner », a déclaré, lundi, le lieutenant-colonel Philippe Charrier. Le ministre de la défense, a assuré, d'autre part, qu'une intervention militaire aux Comores « n'est pas du tout dans les intentions de la France ». — (AFP.)

CAMBODGE

Phnom-Penh

assouplit sa position sur le rôle de l'ONU

Le premier ministre de Phnom-Penh a accepté que l'ONU supervise des élections générales au Cambodge à condition que le siège de son pays aux Nations unies — occupé par ses adversaires — soit déclaré vacant. M. Han Sen a ajouté, dans un entretien diffusé pendant le week-end par l'agence de presse de Phnom-Penh, qu'il était « prêt à discuter » une récente proposition australienne revenant à confier à l'organisation internationale l'administration du Cambodge dans la période précédant des élections générales.

Entre-temps — et, apparemment, avant d'avoir pris connaissance des propos de M. Han Sen — le prince Sihanouk a refusé la « solution namibienne » avancée par l'Australie en déclarant qu'il s'opposait à la vacance du siège du Cambodge à l'ONU. Le prince, dont le gouvernement est reconnu par les Nations unies, ne refuse pas, en revanche, que l'administration provisoire du Cambodge soit confiée à l'organisation internationale sur le modèle mis en place en Namibie avant l'indépendance.

L'idée d'un mandat de l'ONU, pour imposer la paix aux factions cambodgiennes jusqu'à la tenue d'élections libres (le Monde du 25 novembre), continue donc d'être discutée. Mais, tout en refusant l'autre formule — la constitution d'un gouvernement cambodgien intérimaire quadripartite, incluant donc les Khmers rouges —, Phnom-Penh ne s'est toujours pas rallié à cette formule de réchange.

J.-C. P.

ASIE

CHINE : la visite des émissaires de M. Bush

Un geste politiquement risqué

Au cours de leur visite à Pékin les 9 et 10 décembre, les deux émissaires du président Bush, MM. Scowcroft et Engleburger, se sont entretenus avec les principaux dirigeants chinois, MM. Jiang Zemin, secrétaire général du PCC, Li Peng, premier ministre, ainsi qu'avec M. Deng Xiaoping. Ce dernier s'est prononcé pour un arrêt « aussi rapide que possible » des querelles entre les deux pays.

WASHINGTON
de notre correspondant

Le secret avait été bien gardé. La visite à Pékin des deux hauts responsables américains n'a été annoncée par la Maison Blanche qu'un samedi, à 2 heures du matin, alors que les intéressés étaient arrivés à Pékin (Le Monde daté 10-11 décembre).

C'est que cette visite est tout, sauf glorieuse, et lourde d'inconvénients politiques. En envoyant en Chine son plus proche collaborateur — le général Brent Scowcroft, qui dirige le Conseil national de sécurité, — le président Bush a levé, sans contrepartie apparente, l'interdit qu'il avait lui-même imposé, après la répression sanglante des manifestations de juin dernier, aux contacts de haut niveau entre Américains et Chinois.

Sans doute cet interdit n'avait-il pas été rigoureusement respecté, puisque le secrétaire d'Etat, M. James Baker, avait déjà eu deux entretiens avec son homologue chinois. Mais cette fois, les États-Unis sont allés beaucoup plus

loin et ont fait véritablement amende honorable auprès des Chinois, sans y mettre de conditions visibles, même si on peut supposer que des arrangements concernant le sort du dissident Fang Lizhi, réfugié à l'ambassade américaine de Pékin, pourraient suivre à brève échéance.

Un prétexte mince

La motivation officielle de la visite — informer Pékin des résultats de la rencontre soviéto-américaine de Malte — semble un prétexte un peu mince. Mais les circonstances permettent au moins à l'administration Bush de mettre en avant ce qui a toujours semblé être sa préoccupation majeure à propos de la Chine : quels que puissent être les torts de Pékin, la Chine est une grande puissance et le « réalisme » oblige à en tenir compte.

C'est ce même principe qui avait déjà dicté le comportement de

M. Bush en juin dernier. S'il avait rapidement annoncé des sanctions, d'ailleurs limitées, c'était pour prendre de vitesse l'opinion et le Congrès et éviter de se laisser entraîner trop loin dans la voie de la rupture des relations. Ces sanctions restent théoriquement en vigueur.

M. Bush entendait alors maintenir un « prudent équilibre » entre les impératifs de la morale et ceux de la politique. Il a fallu moins de six mois pour que le fléau penche nettement du côté du « réalisme ». On pourrait affirmer que l'ex-président Nixon, le grand « découvreur », en son temps, du rôle mondial de la Chine, a encore ouvert la voie. Mais, au cours de son séjour à Pékin, M. Nixon s'était montré très ferme sur les droits de l'homme et avait paru pessimiste quant à une rapide normalisation des relations sino-américaines.

Il fut suivi à Pékin par M. Henry Kissinger qui, dès juin dernier, s'était très clairement prononcé contre toute réaction trop vive. « Dear Henry » est soupçonné par

certaines grands journaux américains d'avoir une perception des choses biaisée par ses liens financiers avec la Chine.

Prise de court, la presse américaine n'a guère commenté cette visite surprise, et le fait que le Congrès ne soit pas en session a atténué les réactions de ce côté. Mais certains élus ont tout de même exprimé un vif mécontentement, comme le démocrate Stephen Solarz, pour lequel cette initiative est « une erreur », d'autant qu'elle intervient « précisément au moment où la menace soviétique diminue et où, en conséquence, la nécessité stratégique de relations étroites avec la Chine se réduit ».

M. Solarz a mis le doigt sur l'aspect le plus surprenant de la démarche de M. Bush, les avances faites à l'un des derniers régimes communistes purs et durs. Lundi, le président s'est appliqué à justifier son initiative, se bornant pour l'essentiel à rappeler que la Chine comptait plus d'un milliard d'habitants et occupait une « position stratégique très importante » pour les États-Unis. Pour le reste, et faute d'autre bénéfice à présenter, il a fait grand cas d'une déclaration de Pékin annonçant lundi sa décision de ne pas vendre de missiles au Proche-Orient, qui n'est en fait que le rappel de positions antérieures.

Politiquement, M. Bush a plus à perdre auprès de l'opinion américaine qu'à gagner de ces avances faites à un régime ouvertement totalitaire, survivant d'un autre âge. Mais il faut croire que le président, qui a toujours considéré la Chine — où il représenta son pays — d'un œil un peu différent, a la conviction profonde que telle est la voie à suivre.

JAN KRAUZE

□ Pékin proteste à nouveau contre l'attribution au dalaï-lama du prix Nobel de la paix. — Comme on pouvait s'y attendre, Pékin a protesté dès lundi 11 décembre contre l'attribution la veille du prix Nobel de la paix au dalaï-lama. L'ambassadeur norvégien à Pékin a été convoqué par le ministre chinois des affaires étrangères, qui lui a signifié qu'il s'agissait d'un « épisode grave qui portera atteinte aux relations sino-norvégiennes ». L'irritation de Pékin est d'autant plus grande que le premier ministre et le ministre des affaires étrangères norvégiens ont reçu à titre privé, le chef spirituel tibétain. — (Corresp.)

AFRIQUE

BÉNIN

Les manifestations contre le régime se multiplient

COTONOU

de notre envoyé spécial

Des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Cotonou, lundi 11 décembre, à l'appel du Parti communiste du Dahomey (PCD clandestin). A Porto-Novo, deuxième ville du pays, cinq mille à dix mille personnes ont aussi manifesté, jeunes pour la plupart. Les Béninois ont ainsi défilé le gouvernement, malgré la promesse de réformes politiques importantes annoncées jeudi dernier (Le Monde du 9 décembre).

A la suite de cette annonce, le représentant de la Banque mondiale à Cotonou a indiqué que l'ensemble des bailleurs de fonds s'engageaient à payer trois des six mois d'arriérés de salaires des

fonctionnaires dus au titre de l'année 1989.

Un pouvoir depuis 1972, à la suite d'un coup d'Etat, le général Mathieu Kérékou essaie de retourner la situation caractérisée par une défiance totale à l'encontre du régime. Lundi, au fin d'après-midi, accompagné du ministre de l'Intérieur et du chef d'Etat-major des armées, le chef de l'Etat a parcouru à pied, sur trois kilomètres, un quartier de Cotonou où, quelques heures auparavant, des manifestations avaient scandé des slogans hostiles au gouvernement. Malgré une protection militaire rapprochée, quelques pierres ont été lancées contre les militaires qui ont tiré des coups de feu en l'air.

Sur la place Lénine en voie d'achèvement, deux jeunes ont arraché le voile de la statue avant d'y mettre le feu. Pour la première fois, la télévision nationale a rendu compte en images des manifestations hostiles au pouvoir. On pouvait distinguer, sur les banderoles, des slogans fustigeant les bailleurs de fonds « complices du régime ».

Selon des sources diplomatiques, les incidents de lundi auraient fait un mort et six blessés. Les attroupements sur la voie publique sont désormais interdits et les pleins pouvoirs ont été donnés à l'armée pour assurer l'ordre.

ROBERT MINANGOY

TUNISIE : sous la pression des islamistes

L'agitation a repris dans les lycées et à l'université

TUNIS

de notre correspondant

Après deux années de calme, l'effervescence paraît s'installer à nouveau dans les lycées et à l'université. Les deux quotidiens du gouvernement et du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), la Presse et le Renouveau, accusent formellement les islamistes d'être à l'origine des diverses perturbations qui se sont produites ici et là et les considèrent comme étant un prolongement direct du récent communiqué du mouvement Ennahdha. Ce texte, qui a fait grand bruit et a été dénoncé par toute l'opposition, demandait le départ du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, qu'il accuse d'être « en guerre contre l'islam et ses valeurs ».

L'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), la principale des deux organisations étudiantes, qui ne fait pas mystère de ses attaches avec Ennahdha, minimise son rôle dans les grèves et incidents de ces dernières semaines : agressions contre des étudiants affiliés au parti au pouvoir, dégradations dans un restaurant universitaire, tentatives de manifestations dans les rues de la capitale sous prétexte

de la commémoration du deuxième anniversaire de l'intifada palestinienne.

Les dirigeants de l'UGTE considèrent que les autorités s'efforcent d'éliminer leur organisation, en l'empêchant de se livrer normalement à ses activités et en se livrant à diverses « provocations » qui « entraînent inévitablement des réactions à la base ». Dernière péripétie : quelques quatre-vingts militants de l'UGTE poursuivent, depuis la fin de la semaine dernière, une grève de la faim pour protester contre le transfert dans

les locaux qu'ils jugent « trop exigus et insalubres » d'une section de l'université de la Zitouna (faculté de théologie).

Entre les hésitations du pouvoir à trancher une fois pour toutes le problème que posent les islamistes, et les louvoisements de ces derniers, la tension risque de monter et de déborder du seul cadre — toujours sensible — de l'enseignement. A moins qu'une fois de plus quelque subtil retournement vienne d'un côté ou de l'autre calmer le jeu. Mais ce ne pourra être qu'un apaisement provisoire.

MICHEL DEURÉ

□ Nouvel appel de l'ONU pour des négociations directes sur le Sahara occidental. — L'assemblée générale de l'ONU a adopté, lundi 11 décembre, sans vote, une résolution sur le Sahara occidental soulignant notamment l'importance d'un dialogue direct entre le Maroc et le Polisario pour résoudre le conflit vieux de quarante ans. Le texte de la résolution, identique à celui adopté dans les mêmes conditions le 23 octobre par la commission de décolonisation de l'ONU, indique notamment que l'assemblée générale « exprime sa conviction que la poursuite du dialogue direct entre les deux parties au

conflit est de nature à contribuer à l'aboutissement du processus de bons offices conjoints » à l'ONU et à l'OUA. — (AFP.)

□ AFRIQUE DU SUD : deux morts après l'explosion d'une bombe à Johannesburg. — Deux personnes ont été tuées après l'explosion d'une bombe de forte puissance à la gare centrale de Johannesburg, lundi soir 11 décembre, a annoncé la police sud-africaine. Selon celle-ci, un Noir soupçonné d'avoir déposé la bombe a été « déchué » dans l'explosion. Un passant blanc a également trouvé la mort. — (AFP.)

200 000 ex.

Alain Peyrefitte

L'EMPIRE IMMOBILE

LE CHOC DES MONDES

Fayard

Broché 140 F
Relié 240 F

Une fabuleuse somme, un livre clef, un tour de force.

Pierre-Jean REMY, Le Monde

Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.

Bernard PIVOT, Apostrophes

Exceptionnel... splendide.

Jean-Robert ARMOGATHE, La Croix

Superbe ! Extraordinaire !... Fantastique... Inouï.

Lucien BODARD, Le Point

De cet ouvrage dense, passionnant et précieux, le lecteur sort éberlué.

Helene CARRERE d'ENCAUSSE, Le Figaro Littéraire

Une main de maître. On reste stupéfait.

Jean CAU, Paris-Match

La réussite est totale. Ce qui est vraiment sans pareil, c'est marier à ce point la science et l'art de conter.

Pierre CHAUDU, France Catholique

Extraordinaire histoire, d'un bout à l'autre passionnante.

Jean-Pierre ELKABBACH, Europe 1

Peyrefitte choisit l'altitude... La théorie impressionne.

Philippe FRANCHINI, L'Express

Ces pages, aussi denses que lumineuses, émerveillent.

Marcel JULLIAN, Le Parisien

Scintillant d'anecdotes... Fascinante plongée... Éblouissantes variations.

Jean LACOUTURE, Le Nouvel Observateur

Une prodigieuse aventure... Un immense talent.

Jean d'ORMESSON, La Revue

Un extraordinaire coup de projecteur sur une merveilleuse et surprenante histoire.

Georges SUFFERT, Le Figaro Magazine

Un bouquin enthousiasmant, qui fait l'unanimité des critiques et des lecteurs.

Denise Bombardier, Radio-Canada

Un régal, qui en apprend plus sur la Chine que bien des discours de sinologues patentés.

Liliane SICHIER, L'Evenement du Jeudi

Un grand livre d'histoire, car il donne à réfléchir et éclaire admirablement le présent.

Jean Tulard, Spectacles du Monde

FAYARD

POLITIQUE

Le gouvernement confirme les poursuites contre le chef de file de l'extrême droite

M. Jean-Marie Le Pen devra répondre en justice de son sinistre calembour du 2 septembre 1988, sur le ministre de la fonction publique et des réformes administratives, M. Michel Durafour, qu'il avait traité de « Durafour-crématoire ». C'est le tribunal correctionnel de Nanterre qui jugera ce propos après la levée de l'immunité parlementaire votée, lundi 11 décembre, au détriment de M. Le Pen, par le Parlement européen. A l'Hôtel Matignon, comme au ministère de la justice, on confirmait en effet mardi matin, la volonté du gouvernement de poursuivre l'action judiciaire engagée l'an passé contre le chef de file de l'extrême droite.

C'est le 3 septembre 1988 que le garde des sceaux avait pris cette décision en estimant que M. Le Pen avait « publiquement désigné, en termes gravement injurieux, M. Michel Durafour ». Le parquet de Nanterre, dont dépend le domicile de M. Le Pen à Saint-Cloud (Hauts-de-

Seine), avait reçu le 5 septembre l'ordre « d'engager d'office l'action publique pour injures envers un ministre », comme il est prévu par les articles 31 et 33 de la loi du 9 juillet 1981 sur la presse. Le même jour, le parquet général de la cour d'appel de Versailles avait transmis au ministère de la justice la requête visant à demander la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen auprès de l'Assemblée de Strasbourg.

Le gouvernement n'a pas changé d'avis. Certains élus européens du Parti socialiste s'interrogeaient lundi soir sur l'effet boomerang que risquerait d'avoir in fine un jugement favorable à M. Le Pen, alors que la levée de son immunité parlementaire a été votée à une majorité si forte qu'on peut l'assimiler à un réflexe de répulsion. Mais ni l'Hôtel Matignon ni la chancellerie n'envisageaient, mardi matin, de renoncer à

poursuivre le président du Front national pour des motifs d'opportunité. Dans l'entourage de M. Michel Rocard, autant que dans celui de M. Pierre Arpaillange, on répondait que dans le cas contraire, la position du gouvernement apparaîtrait incohérente.

Les faits étant établis et la bande vidéo du discours de M. Le Pen au Cap d'Agde, le 2 septembre 1988, ne laissant place à aucune équivoque sur la réalité du propos tenu, la procédure judiciaire devrait être calée de la citation directe, la plus courte. Si enquête préliminaire il y avait, elle consisterait simplement à demander au président du Front national de s'expliquer sur ce qu'il continue d'essayer à un banal « jeu de mots ». Mais l'ouverture d'une information judiciaire n'est pas exclue.

Avant de choisir la procédure la plus adaptée à ce dossier, le ministère de la justice attend, toutefois, de recevoir du président du

Parlement européen la notification officielle de la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen. Celui-ci ne sera pas — en tout cas dans l'immédiat — poursuivi également pour ses propos du mois d'août dernier sur « l'internationale juive », qui ont conduit le garde des sceaux à faire déposer une autre requête auprès de l'Assemblée de Strasbourg. Seule sa déclaration du Cap d'Agde visant M. Durafour était incriminée dans le débat de lundi à Strasbourg. Pour l'heure, la mise au ban de l'Europe du chef de file de l'extrême droite s'accompagne, en France, d'une vague d'applaudissements qui déborde les clivages et dont l'ampleur apparaît sans précédent, comme si le regain électoral du Front national avait provoqué un électrochoc dans les milieux politiques.

ALAIN ROLLAT

Le Parlement européen vote la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen

Le Parlement européen, par 198 voix contre 91 et 18 abstentions, a décidé, lundi 11 décembre, de lever l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen. La justice française va donc pouvoir engager des poursuites contre le président du Front national, qui avait, le 2 septembre 1988, traité le ministre de la fonction publique de « Durafour-crématoire ».

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

S'il avait été présent dans l'hémicycle du Parlement européen, M. Jean-Marie Le Pen se serait senti bien isolé. En dehors de ses amis de l'extrême droite, nul ne s'est levé pour défendre le type de propos dont il aime émailler ses discours lorsqu'il sent que l'attention de son auditoire faiblit ou qu'il trouve que l'opinion publique a tendance à l'oublier. Sauf, peut-être, M. Marco Pannella, qui, en vrai radical italien, estime que c'est déjà se comporter comme un « fasciste » que de vouloir limiter la liberté de parole d'un « fasciste ».

Mais pour le reste, quel déluge ! M. Alexander Langer (Vert italien) parle du « fascisme Le Pen », du « racisme Le Pen ». M. Christopher Prout (conservateur britannique) qualifie les propos du président du Front national de « répugnants », ajoutant : « S'ils étaient tenus par un député britannique ».

Le groupe libéral ne le protègeait pas. M. Carlos Pimenta (libéral portugais) condamne des « propos racistes ». M. Kurt Malinowski (démocrate-chrétien allemand) les trouve, lui, simplement « honteux ». Et pourtant, tous ces députés européens ajoutent qu'ils refusent de lever l'immunité parlementaire de M. Le Pen.

Leur raison est simple et double : d'abord, comme le dit M. Alain Lamassoure (UDF français), citant Voltaire : « Je combats ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire ». C'est ce que pense aussi M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, dans un communiqué, explique : « Je n'ai jamais voté la levée d'une immunité parlementaire pour un motif politique (...), quel que soit le caractère odieux ou provocant de certaines déclarations que je condamne, surtout lorsqu'elles révèlent des souvenirs atroces ». Et l'ancien président de la République ajoute : « La liberté d'expression des élus est un bien qui ne se divise pas ». Voilà le deuxième argument de ceux qui ne veulent pas laisser la justice poursuivre le président du Front national.

C'est aussi la thèse des membres du RPR, qui n'ont pourtant pas jugé utile de l'exprimer dans l'hémicycle. En renfort à cet argument vient la jurisprudence du Parlement européen, qui a toujours refusé toute levée d'immunité parlementaire lorsqu'elle était demandée pour poursuivre un élu à la suite de propos qu'il avait tenus dans le cadre de son activité politique (le Monde daté 10-11 décembre).

Ces avocats des privilèges du Parlement n'ont même pas réussi à convaincre leurs propres amis.

Le poids de M. Veil

Le groupe libéral avait bien décidé, il y a un mois, de refuser la levée de l'immunité de M. Le Pen, mais, depuis, il y a eu le face-à-face avec M. Lionel Stoléru et la question de M. Le Pen sur la prétendue « double nationalité » du secrétaire d'Etat au Plan.

Cela a fait changer d'avis M. Simone Veil, qui jusqu'alors refusait de porter plainte, même lorsqu'elle était directement mise en cause par un des membres de son groupe.

Plusieurs responsables politiques proposent l'instauration d'une « journée contre le génocide ». Les participants à un colloque sur les génocides, organisé par Solidarité franco-arménienne du 8 au 10 décembre à l'Assemblée nationale, ont adopté une déclaration demandant l'instauration, en France, d'une « journée nationale contre le crime de génocide ». M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, Alain Carignon, maire de Grenoble, Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et M. Simone Veil, député européen, ont, parmi d'autres, apporté leur appui à cette demande. La date de cette journée pourrait être le 9 décembre, anniversaire de la convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'ONU le 9 décembre 1948. Les auteurs de cette proposition suggèrent, en outre, que le gouvernement agisse auprès des Nations unies pour conférer à une telle journée un caractère international.

l'extrême droite. Cette fois, elle a franchi le pas : « La garantie de la liberté d'expression des parlementaires est-elle faite pour permettre à l'un d'entre eux de se mettre en permanence, et délibérément, au-dessus des lois ? ». Elle a entraîné avec elle des libéraux français comme M. Jean-Thomas Nordmann — « M. Le Pen joue sur des ressorts que tous nous reprochons, que tous nous dénonçons » — ou du Benelux comme M. Colette Flesch, du Luxembourg : « Il n'exprime pas une opinion politique (...), il s'agit des fondements de notre démocratie. (...) C'est parce que dans les années 30 les démocrates n'ont pas su réagir que le nazisme a pu triompher ».

La division a aussi régné chez les démocrates-chrétiens. La majorité des membres allemands de ce groupe étaient favorables à un refus de la demande de lever l'immunité. Mais les Français, après le nouveau « dérapage » de M. Le Pen, y étaient favorables. Ils ont convaincu leurs amis néerlandais. La gauche, qui craignait de se retrouver seule, n'a pu qu'applaudir ces alliés. M. Jean-Pierre Cot, le président du groupe socialiste, n'avait pas eu grand mal à convaincre les deux groupes communistes, alors que les socialistes italiens, par

tradition fortement attachés à ce privilège parlementaire, se firent tirer l'oreille. Mais M. Robert Emert Krieps (socialiste luxembourgeois) avait remarqué qu'il ne fallait pas « qu'une fausse confidentialité dégrade en complicité ».

Face à cela, l'extrême droite était donc bien isolée et manquait d'arguments. M. Bernard Antony ne put que prétendre que le jugement de Nuremberg avait consisté à « faire juger Al Capone par Luciano » et M. Bruno Gollisch affirmait que M. Michel Durafour avait été « beaucoup plus odieux avec M. Le Pen » que celui-ci avec le ministre. Il refusa aussi le droit de critiquer le président de son groupe aux conservateurs britanniques « qui renvoient les boîtes pleines dans les grilles communales », et à tous ceux « qui votent toutes les semaines des résolutions contre Israël ».

Après un tel débat, le vote ne pouvait être que sans surprise. La large majorité qui s'est dégagée a indiqué clairement à M. Jean-Marie Le Pen que ses pairs du Parlement européen ne tolèrent plus ce qu'on ne peut plus considérer — leur répulsion le prouve — comme de simples écarts de langage.

THIERRY BRÉNIER

Les réactions en France

Une décision applaudie

partout et par tous les moyens, a-t-il déclaré.

La veille, dans les colonnes du Figaro, M. Stoléru indiquait notamment : « Si, en 1933, on n'avait pas laissé Hitler parler et progresser impunément, on aurait peut-être évité l'économie du nazisme. Le discours de M. Le Pen est odieux, honteux, scandaleux. Je m'y opposerai. Quel qu'il doive m'en coûter ».

C'EST UNE GÉNÈRE MENNE POUR L'HONNEUR ANTISEMITES DANS CE PAYS.



Le président du Parti républicain, M. François Léotard, a affirmé lui aussi qu'il avait voté la levée de l'immunité parlementaire du président du Front national : « Je me réjouis de voir qu'en Europe, par ses propos mêmes, Jean-Marie Le Pen s'est exclu lui-même d'une communauté de valeurs », a-t-il indiqué au micro de Radio-1, organe de la communauté juive de la région parisienne.

Au micro de Radio Shalom, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, M. Jean Khan, s'est félicité « de la réaction saine du Parlement européen », en ajoutant : « Je pense que de cette manière M. Le Pen ne pourra plus se cacher derrière une immunité et pourra être sanctionné comme il l'impose ». Tous les Français, juifs et non juifs, seront satisfaits d'apprendre qu'on ne peut pas jouer impunément avec la justice et développer ainsi des termes racistes, antisémites et xénophobes.

Le président du Renouveau juif, M. Henri Halévy, a affirmé, lundi soir 11 décembre, au cours d'un meeting qui a rassemblé au Cirque d'Hiver près de quatre cents personnes : « M. Le Pen est un antisémite, un véritable danger pour la démocratie et pour la République ». Il a regretté « la faible mobilisation de la classe politique » contre le président du Front national après ses scandales « calembours » : « Nous aurions aimé voir tous les responsables politiques, les députés, réagir collectivement comme un seul groupe, tous unis contre Jean-Marie Le Pen et le Front national », a-t-il ajouté.

M. Le Pen : « Pas d'excuses à faire »

A l'occasion de ce meeting, M. Léotard a parlé du « cerveau reptilien de M. Le Pen », en soulignant : « La France n'est pas une race, n'a jamais été une race. Il faut que M. Le Pen s'en souvienne. Lorsqu'il croise un Guadeloupéen dans la rue, il croise un Français. (...) La lutte contre l'antisémitisme fait partie du message de la République », a ajouté le président du PR. M. Michèle Barzach a affirmé quant à elle : « Il ne faut pas laisser, même quelques ins-

tants, s'installer l'impression qu'on est capable de supporter le racisme ou l'antisémitisme. J'ai été scandalisée que M. Bourges ne réagisse pas l'autre soir », a indiqué l'ancien ministre à propos du « duel » sur la Cinq entre M. Le Pen et M. Stoléru.

Le président du Front national a réagi à tout cela en disant, à propos de son « calembour » visant M. Durafour : « Je n'ai pas d'excuses à faire à un adversaire politique qui m'a attaqué violemment et a demandé qu'on exterme le Front national. Je suis un combattant politique et j'ai droit à l'ensemble de mes libertés. C'est un jeu de mots du combat, ceux qui l'ont interprété autrement que comme une attaque contre M. Durafour sont des tartuffes ou des gens qui se sont trompés. Je m'oppose que les persécutions dont je suis l'objet de la part du gouvernement socialiste français, qui a été l'initiateur de cette machination, ont trouvé au Parlement européen suffisamment de parlementaires oublieux des principes fondamentaux de l'immunité parlementaire. Il y a des citoyens qui sont mieux protégés que d'autres, et d'autres moins bien traités. Je fais partie de la deuxième catégorie, avec d'ailleurs une grande majorité du peuple français. Celui-ci se rend bien compte qu'il y a une inégalité fondamentale qui annonce la venue d'un totalitarisme sournois ».

M. Le Pen a conclu que la levée de son immunité constituait « une mauvaise action contre la démocratie ». Selon le député général du Front national, M. Bruno Mégret, cette décision de l'Assemblée de Strasbourg « révèle une montée inquiétante de l'intolérance », et, aujourd'hui, le FN est devenu le garant des libertés en France, car plus il est persécuté plus les libertés sont menacées ».

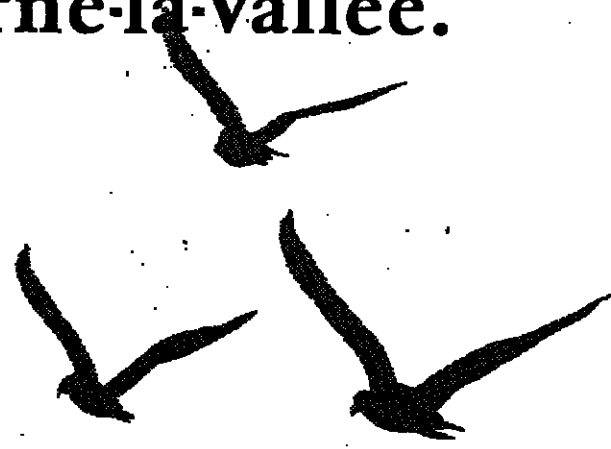
2 enfants
mais les Français
ont chaque
enseignants dé
grandes lois san
en. Jamais non
besoins des
but de suite, il e
ont quelqu
proposer. Ense
tout de suite, il
et Formatio
d'Ingénieurs d



2 enfants sur 10 entrent en 6^{ème} sans savoir lire.

Jamais les Français n'ont eu aussi mal à leur école : jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail sans formation, enseignants découragés, mal payés, universités surchargées, grandes lois sans lendemains, grands discours qui ne changent rien. Jamais non plus le décalage entre la formation des jeunes et les besoins des entreprises n'a été aussi inquiétant.

Tout de suite, il est temps. De donner la parole à tous les Français qui ont quelque chose à dire. De réfléchir, de débattre, de proposer. Ensemble, avec toutes les formations de l'opposition. Tout de suite, il est temps de réunir la Convention Education et Formation. Les 20 et 21 janvier 1990 à l'Ecole d'Ingénieurs de Marne-la-Vallée.



ETATS GENERAUX *de l'opposition*

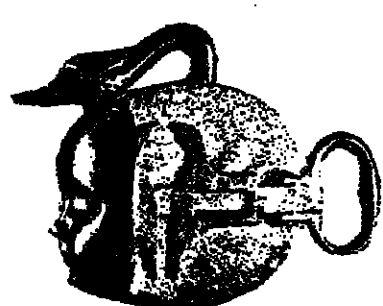


EN NOUS ADRESSANT CE BULLETIN, VOUS SEREZ ASSOCIÉ À LA PRÉPARATION ET AU DÉROULEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX. VOUS RECEVREZ LE PROGRAMME DÉTAILLÉ DE LA CONVENTION ÉDUCATION ET FORMATION. VOUS POURREZ, SI VOUS LE SOUHAITEZ, PARTICIPER AUX DÉBATS. VOUS POUVEZ ÉGALEMENT APPORTER VOTRE CONTRIBUTION FINANCIÈRE SOUS LA FORME D'UN CHÈQUE À L'ORDRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION.

NOM	PRENOM
RUE	
VILLE	CODE POSTAL
PROFESSION	

A RENVoyer A : ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION, 17, BD RASPAIL 75007 PARIS - TÉL. : 45.49.02.03

Artistes et poinçon de Maître, une double signature pour des œuvres d'exception.



BEZOMBES



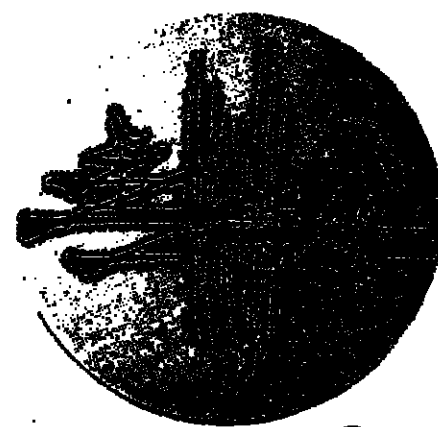
DALI



COUTELLE



CITROËN



MATHIEU



DUFRESNE



LHOSTE



BRITO



DEDIEU



BUSATO

Fondue dans notre culture, gravée dans notre histoire, la Monnaie de Paris a plusieurs siècles d'existence, de savoir-faire, de tradition.

Tradition d'œuvres signées depuis 1585 par de grands artistes.

Tradition d'œuvres réalisées dans les règles de l'art, par les fondeurs et les graveurs.

Tradition de la double signature, celle de l'artiste, et le poinçon de Maître, gage d'authenticité et de qualité.

Médailles, bronzes, bijoux, autant d'œuvres d'art qui en sont les différentes expressions.

Depuis 1585, la Monnaie de Paris signe l'exception...



MONNAIE DE PARIS

GALERIE DE VENTE - MONNAIE DE PARIS - 2, RUE GUÉNÉGAUD - 75006 PARIS - TÉLÉPHONE: (1) 40.46.68.92

L'anti-perestroï

M. Coisson réussit la s

HDM / RESOURCES

POLITIQUE

L'anti-perestroïka des communistes français

La direction du PCF pratique la normalisation interne afin de préparer le 27^e congrès dans des conditions idéales pour elle

Pour la septième fois et la dernière, théoriquement, de l'année 1989, le Parti communiste réunit son comité central les 13, 14 et 15 décembre à Paris. Le « partiement » du PCF avait été convoqué à dix reprises l'année précédente. Trois rapports devraient être adoptés au cours de cette session : celui de M. Paul Laurent sur « la situation politique et sociale », celui de M. Anicet Le Pors sur « le projet constitutionnel du Parti communiste », et celui de M. Maxime Gremetz sur « les récents développements de la situation internationale ». L'effacement du régime communiste dans les pays de l'Est et les abandons doctrinaux en cascade provoquent un trouble considérable dans les rangs du parti de M. Georges Marchais, qui pratique une « anti-perestroïka » interne afin de préparer le 27^e congrès dans des conditions idéales pour la direction.

L'assistance publique nous indiquait en fin de matinée, mardi 12 décembre, que M. Marchais devait quitter « dans la journée » l'hôpital Lariboisière, où il avait été admis, dimanche, à la suite d'un « dérèglement du rythme cardiaque ». Le professeur Robert Slama, dans le service duquel le secrétaire général a été hospitalisé, devait indiquer, sur RTL, les raisons du malaise de son patient.

« Coresponsable de l'anéantissement »

Il a bonne mine aujourd'hui, ce membre du bureau politique qui, il y a quelques semaines à peine, voulait se faire passer pour un « Egon Krenz français » prêt à remplacer, pour la bonne cause réformatrice, le secrétaire général du PCF. M. Kreuz, le vrai, n'a pas résisté longtemps à la chute de son mentor, M. Erich Honecker, et il a abandonné tous ses pouvoirs au sein du régime communiste allemand. L'autre, le « Krenz français », n'aura, malgré cette petite erreur d'appréciation historique, que bien à cause d'elle, aucune difficulté à succéder à M. Marchais, le moment venu, puisque tel est le vœu de celui qui finira bien par s'asseoir dans le siège de président du parti qu'occupèrent avant lui Maurice Thorez et Waldeck Rochet. Pour eux, cette promotion n'est qu'un caractère honorifique et ce n'est pas ainsi, dit-on, que M. Marchais l'entend pour lui-même. M. Jean-Claude Gayssot n'a qu'à bien se tenir ! Sans y toucher, la petite musique du prochain congrès trotte

dans la tête de nombre de dirigeants et d'une légion de militants plongés dans un immense désarroi. Ce désarroi vient tout autant de l'implosion politique du socialisme réel que de la pétrification idéologique dont est frappée la place du colonel Fabien. Même Tirane est touchée par une timide glasnost. C'est dire :

Les communistes français sont atteints au plus profond de leur être car c'est leur idéal et leur identité qui sont brisés. Une partie d'entre eux cherchent à réagir pour ne plus être « coresponsable de l'anéantissement », selon l'expression d'un jeune militant écœuré. Un autre, beaucoup plus âgé, avoue sa « honte » d'avoir, avec M. Marchais, présenté comme un précurseur des changements à l'Est tout en réaffirmant, dix ans après avoir déjà utilisé l'expression, que le bilan de plusieurs décennies de communisme est « globalement positif ». Mais à part le rappel de cette formule historique, certains membres du comité central attendent avec un plaisir non feint le rapport de M. Gremetz sur « les récents développements de la situation internationale ». Le « ministre des affaires étrangères » du parti devra se frayer un chemin escarpé entre « la crise du système » du capitalisme et « la crise de développement » du socialisme qui constituent les deux termes de la plus récente analyse internationale du secrétaire général.

Ce mécontentement qui remonte du parti profond n'est que la suite logique des interventions critiques de M. Charles Fiterman, par écrit pour cause de convalescence, et de M. Anicet Le Pors, de vive voix, lors de la précédente réunion du comité central. Tous deux souhaitaient alors ouvrir un débat que la direction considère tranché depuis 1984, c'est-à-dire depuis le départ des ministres communistes du gouvernement. Cette prétention leur vaudrait de se faire vigoureusement contraindre par la majorité des membres du bureau politique, parmi lesquels M. André Lajoinie se distinguait en les accusant de vouloir « revenir à la politique d'austérité ». Le message a été reçu cinq sur cinq par ceux que les contestataires surnommaient « les gardes rouges » ou « les khmers rouges » : MM. Fiterman et Le Pors ont traité, ici et là, de vulgaires « sociaux-démocrates » et une nouvelle épuratoire purificatrice prend forme depuis plusieurs semaines.

Le problème est que cette fois-ci, sans orchestration qui pourrait alimenter l'inévitable thème du « complot » cent fois ressassé, les

militants se rebiffent sous différentes formes. Même si ces phénomènes sont isolés, ils sont caractéristiques d'un état d'esprit.

Début de fronde multiforme

Des cellules écrivent au secrétaire général pour protester contre le verrouillage du débat. Des dirigeants syndicaux, et pas le moindre d'entre eux, auraient fait savoir à M. Marchais qu'ils n'entendaient pas cautionner la clôture d'un débat avant son ouverture. Des figures anciennes du parti vont jusqu'à demander la démission collective du comité central et du bureau politique. Des militants envisagent, avec sérieux, le jour où ils devront manifester devant le siège du parti pour, en dernière extrémité, se faire entendre de la direction. A deux reprises, début novembre et début décembre, un proche de M. Jacques Perreux, membre du comité central et responsable de la jeunesse communiste, est intervenu devant le conseil national de ce mouvement pour défendre une démarche similaire à celle de M. Fiterman. Deux fois, M. Stéphane Pen s'est fait « richement rembarrer » par M. Perreux et ses amis prédisent un avenir incertain au jeune contestataire.

Devant ce début de fronde multiforme, la direction dresse des digues administratives qui, malgré une rigoureuse application du « centralisme démocratique », se révèlent quelque peu poreuses. Depuis plusieurs semaines, le département de la Seine-Saint-Denis fournit des exemples de ces tentatives d'épuration.

A Aubervilliers, pour une raison obscure qui a peut-être bien un rapport avec son nom de famille — M. Denis Ralite, fils de Jack, n'a pas été réélu par les dirigeants locaux comme candidat au comité de section dont il est membre sortant. L'ancien ministre, son père, n'a-t-il pas fait comprendre en haut lieu qu'il ne laisserait pas attaquer M. Fiterman sans réagir ? Au moment du scrutin, plusieurs dizaines de délégués, pourtant très sur le volet, ont rajouté, en vain, le nom de M. Ralite, le fils, sur leur bulletin de vote. A Montreuil, une cellule a désigné deux délégués à la conférence de section, en choisissant notamment M. Jean Fabre, ancien responsable de la section économique du comité central dont il n'est plus membre, mais en laissant M. Bernard Vasseur, membre du comité central et

adjoint du responsable aux intellectuels. Ayant appris que M. Fabre avait, de son propre chef, remis son mandat de délégué à M. Vasseur, la cellule s'est réunie à nouveau pour récupérer le mandat et le remettre à un troisième « camarade » de son choix.

Toujours à Montreuil : M. Marcel Dufliche, ancien maire de la ville, figure pittoresque et repentée des « reconstruc-teurs », membre du comité de section sortant n'a pas été réélu comme candidat par la direction. Il est vrai que M. Lajoinie considère l'action des « reconstruc-teurs » comme une « rigolade ». M. Dufliche a maintenant sa candidature et il a obtenu au vote à bulletin secret qui lui a donné près de 20 % des suffrages. Il y a des fuites dans le centralisme et l'unanimité a du plomb dans l'aile. Les communistes découvriront-ils la vertu des courants ou des tendances ?

Eclat de rire populaire

La direction du PCF donne ainsi toute sa mesure dans le comportement normalisateur au moment où les partis de l'Est, les uns après les autres, abandonnent leur rôle dirigeant de la classe ouvrière, fuient la référence au communisme ou se sabordent dans un éclat de rire populaire. Crise de développement ou volonté d'avoir davantage de socialisme comme disent M. Marchais et ses amis ? A moins que tout cela ne soit, comme le dit Fidel Castro largement cité sans aucun commentaire dans l'Humanité du 11 décembre, exactement l'inverse : « l'impérialisme et les puissances sont persuadées, non sans fondement, que le camp socialiste n'existe virtuellement plus ».

Face à la rapidité des changements de Berlin à Varsovie en passant par Prague et Sofia, face aux incertitudes qui planent à Moscou jusqu'au prochain congrès du PC soviétique, face à l'installation d'une contestation « reconstruc-trice » à l'intérieur du parti et face à une accumulation de frustrations, il devient presque normal que des proches de M. Marchais envisagent d'avancer le vingt-septième congrès au printemps prochain. Malgré l'incident cardiaque dont vient d'être victime le secrétaire général, cette somme de facteurs peut difficilement produire une réunion de routine du comité central.

OLIVIER BIFFAUD

Une lettre des « reconstruc-teurs » aux dirigeants du PCF

« La situation est bien plus grave que vous ne semblez l'imaginer »

Les contestataires communistes regroupés dans le courant « reconstruc-teur » de MM. Marcel Rigout, Claude Poperen et Félix Darnette, ont fait parvenir une lettre, datée du 9 décembre, aux membres du comité central leur demandant d'engager de façon urgente « la réflexion sur le rôle de notre parti, son fonctionnement, la formation des cadres, la composition de ses directions ». Ils s'inquiètent du « discrédit politique » qui « touche toutes les formations » en notant que « l'abstention et la montée du Front national le traduisent » et ils remarquent que le PCF « a perdu la moitié de ses suffrages » aux dernières élections partielles sans « se consoler du fait que le PS ait perdu encore plus ». « Alors que les socialistes gouvernent à droite, force est de constater, qu'à la différence du PCE, notre parti ne progresse pas, bien au contraire », écrivent-ils.

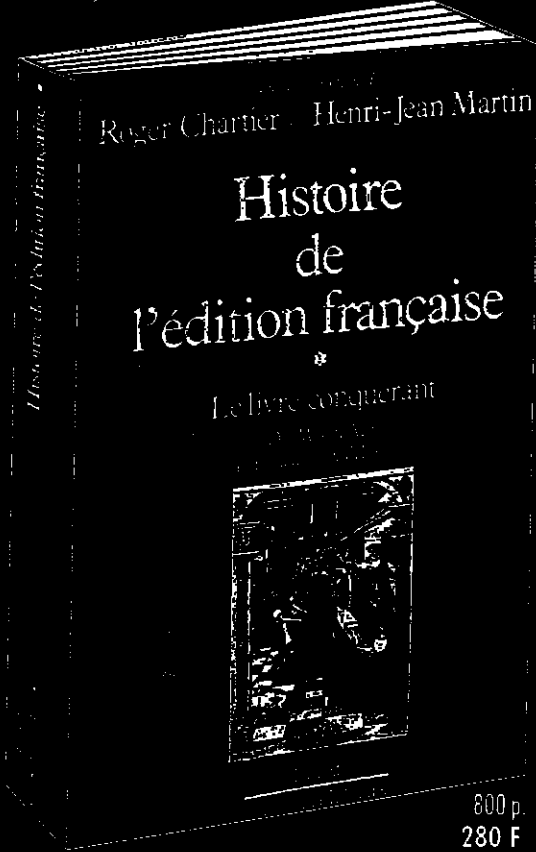
« Perestroïka et glasnost sont portées de valeurs universelles », affirment les « reconstruc-teurs » en estimant que « l'effondrement politique des partis du « socialisme réel » nous interpelle directement ; il bouscule les grands principes auxquels nous restons accrochés. La

notion de parti d'avant-garde, traduite dans les Constitutions sous l'appellation de « rôle dirigeant du Parti communiste est rejetée de toutes parts, aussi bien par les peuples que par les communistes eux-mêmes. Le PCF sera-t-il le dernier à maintenir un fonctionnement unanimiste avec la Roumanie et l'Albanie ? »

Les opposants au secrétaire général ajoutent : « Notre effondrement électoral depuis plusieurs années est l'équivalent exact des manifestations populaires de l'Est ». Ils engagent les membres du comité central à faire appel à leur « esprit de responsabilité » en faisant « s'assumer comme organe de direction du parti pour engager la nécessaire mutation » car « la contradiction est devenue insurmontable entre une démarche qui se prétend autogestionnaire et le fonctionnement centralisé » du parti. « La situation est bien plus grave que vous ne semblez l'imaginer », lancent les « reconstruc-teurs » à leurs interlocuteurs appelés à méditer cette conclusion : « L'existence même du communisme en France est menacée par l'immobilisme et l'autosatisfaction. Nous attendons de vous l'effort de lucidité et de courage politique. »

LE LIVRE CONQUÉRANT

Bien plus que dresser la bibliothèque d'un temps et d'un lieu, le premier volume de cette Histoire de l'édition française cherche à mettre en évidence les principales transformations d'une marchandise qui ne ressemble pas tout à fait aux autres, le livre, et l'histoire de ceux qui en furent les artisans, les commerçants ou les lecteurs.



800 p.
280 F

A paraître :

- Le livre triomphant, 1660 - 1830.
- Le temps des Editeurs, du romantisme à la Belle Époque, 1830 - 1900.
- Le livre concurrent, 1900 - 1950.

FAYARD

Cercle de la librairie

PIERRE SERVANT

L'utilisation « excessive » des heures supplémentaires dans les entreprises

M. Soisson réussit la synthèse entre socialistes et centristes

Les députés ont adopté en première lecture, lundi 11 décembre, le projet de loi portant diverses propositions relatives au temps de travail, à la garantie des indemnités complémentaires des bénéficiaires des stages d'initiation à la vie profession-

nelle et à la mise en œuvre du droit à la conversion dans les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire. Ce texte a été adopté par 331 voix contre 239. Les députés socialistes et centristes ont voté pour ainsi que 5 députés UDF

sur 90 (M^{me} Moreau, MM. Koehl, Marcellin, d'Ornano, Wiltzer) ; 13 des 16 députés non inscrits l'ont également adopté. Les groupes RPR et communiste ainsi que la très grande majorité des députés UDF ont voté contre.

Avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, l'ouverture poursuit, à l'Assemblée nationale, son bonhomme de chemin. En cette période de vaches maigres, où le gouvernement doit utiliser l'anaboli-quant 49-3 pour doper ses projets, le ministre du travail fait passer ses réformes sans fracas, mais non sans talent. Il se paie le luxe de belles majorités réconciliant dans un même vote socialistes et centristes.

Le texte discuté lundi contient une disposition importante qui tend à enrayer la tendance à une « utilisation excessive », selon M. Soisson, des heures supplémentaires. Pour y remédier, le repos compensateur dû au salarié est doublé (100 % au lieu de 50 %) lorsqu'il est dépassé dans les entreprises de plus de dix salariés le coursier annuel de cent-trente heures supplémentaires par salarié. « Nous devons tous veiller à ce que les mesures prises par le gouvernement pour soutenir la croissance et l'emploi (notamment les allègements de charges sociales) se traduisent par des créations effectives d'emplois dans les entreprises. C'est là la seule justification de l'important effort financier que ces mesures représentent pour l'Etat », a expliqué le ministre du travail. « Le contingent de base d'heures supplémentaires restant inchangé, les entreprises conservent leur capacité à faire face à un surcroît occasionnel d'activités », a précisé pour sa part le rapporteur, M. Jean Laurain, (PS, Moselle). Mais

elles seront incitées à chercher à allonger la durée d'utilisation de leurs équipements en aménageant le temps de travail. »

Faisant d'emblée une croix sur le vote du groupe communiste qui ne s'est jamais prononcé en faveur de l'un de ses textes, M. Soisson s'est employé ces derniers jours à obtenir l'assentiment de ses amis centristes sans pour autant provoquer l'ire des socialistes. Il y est parvenu, la quintessence de cette synthèse se trouvant résumée dans un amendement centriste sous-amendé par le groupe socialiste dont l'objet est d'assouplir le dispositif sur le repos compensateur pour les entreprises ayant adopté par voie conventionnelle un contingent d'heures supplémentaires supérieur au contingent légal des cent-trente heures. L'amendement centriste autorise donc ce type d'entreprises à n'appliquer le régime du repos compensateur de 100 % qu'aux heures supplémentaires effectuées au-delà du seuil fixé par voie conventionnelle.

L'opposition du PCF

Les socialistes ont souhaité soumettre cette mesure de façon à prendre en compte la réalité issue des négociations mais en l'associant à un examen négocié du niveau et de la nature des emplois dans l'entreprise concernée. « Nous préservons la possibilité d'une évolution future positive des conditions de travail et d'un regard

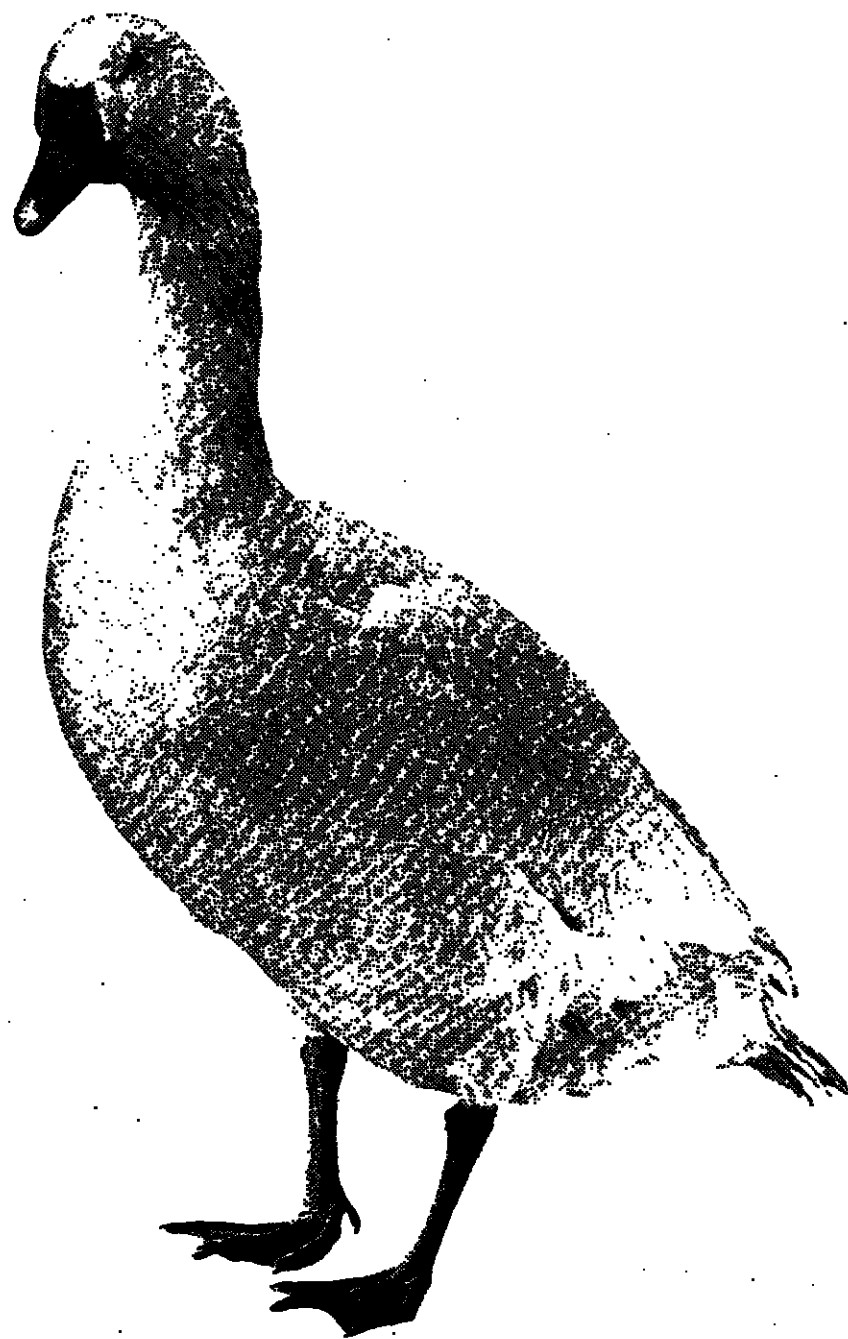
attentif sur l'organisation de certaines branches », a expliqué M. Jean Le Garrec (PS, Nord).

Le groupe communiste a une fois de plus stigmatisé une politique tendant selon lui « à flexibiliser davantage les travailleurs » pour reprendre l'expression de M^{me} Maguette Jacquelin (PC, Seine-Saint-Denis). « Ce que vous proposez », a-t-elle dit, « constitue sans doute une garantie, mais largement illusoire. » Ce texte s'inscrit dans le cadre de la déregulation que vous ne voulez pas remettre en cause », a poursuivi le député communiste en se montrant « résolument opposé à une politique sociale et de l'emploi caractérisée par la poursuite de l'austérité pour les travailleurs ». Son collègue RPR du même département, M. Eric Raoult a vu, quant à lui, dans la personne de M. Soisson une sorte d'agitateur discret mais efficace, dynamisant « par petites touches successives » la législation française du travail afin de la « déstabiliser ». Derrière « ce petit texte apparemment anodin, technique et sans prétention », M. Raoult a décelé un projet « pernicieux, voire dangereux », une fois replacé dans le cadre général de la politique du gouvernement. « Cela ne nous étonne pas. (...) C'est dans la logique de fractionnement et de camouflages de la politique gouvernementale. Au lieu d'entamer une réflexion globale, vous vous faites

la complice de petites manipulations », a lancé le député RPR, en affirmant que le recours aux heures supplémentaires n'entraîne en rien le développement de l'emploi.

M. Soisson n'en a toutefois pas terminé avec le Parlement et il sait qu'une partie délicate est engagée avec le groupe socialiste à propos de la question du travail précaire. M. Jean Le Garrec a rappelé l'extrême vigilance des députés socialistes sur cette question. Le ministre du travail a regretté que son projet de loi sur le travail précaire et le travail temporaire (sujet qui fait l'objet également d'une proposition de loi socialiste plus détaillée) ne puisse être discuté lors de cette session d'automne. Il a lancé à la tribune une idée en prenant le CNPF au mot. « Puisque le CNPF a demandé à négocier, je propose la chose suivante : qu'il y ait donc une négociation sur la base du projet de loi. Ce ne sera pas une contradiction mais une préparation à l'intervention du législateur. Celui-ci pourra très vite, après la négociation, voter les mesures qui s'imposent dans une loi générale. Je le répète, il n'est pas admissible que 80 % des embauches de ces douze derniers mois aient été faites au moyen de contrats à durée déterminée. »

**Malgré l'imagination
débordante de certains producteurs,
il semblerait aujourd'hui, que seule une oie
puisse donner un bon foie gras d'oie.**



Il paraît que les grandes surfaces briment la qualité, mais depuis deux ans, les Centres E. Leclerc sont aidés par des laboratoires spécialisés pour sélectionner les vrais foies gras. Et tant pis pour ceux qui n'ont pas été retenus, la prochaine fois ils feront attention. Qu'il s'agisse de foie gras entier, de bloc de foie gras ou de parfait de foie gras, les professionnels ne doivent pas nous tromper sur l'appellation oie ou canard. Car elle seule justifie le prix que les consommateurs acceptent de payer. Toute la profession s'honorait si elle adoptait des normes de fabrication plus rigoureuses. Les producteurs ont su créer des labels de qualité. Que les transformateurs en fassent de même, et le foie gras ne risquera pas d'être assimilé à un pâté comme un autre.

E. LECLERC



14 Enfants : le cri d'alarme de l'UNICEF

15 Prisons : la mise en garde de M. Auroy

16 Les deux ans de la conférence de Rio

17 Menaces sur les 20 tonnes de déchets

20 La Renaissance au Musée de Lille

21 Musique : le palmarès du concours Long

La prise de conscience planétaire de l'écologie

1989, année de l'environnement

Pendant trois jours, du 13 au 15 décembre, le gouvernement français va vivre sous le signe de l'écologie. Le président de la République, le premier ministre et une quinzaine de ministres et secrétaires d'Etat vont tour à tour « plancher » sur un thème lié à l'environnement, dans un cadre de circonstance : le parc océanique Cousteau, situé dans le sous-sol des anciennes Halles, au cœur de Paris. Ainsi que l'a souhaité M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, chaque ministre devra expliquer ce que son administration accomplit pour la protection de la nature et la qualité de la vie.

Cet audit écologique du gouvernement français, intitulé « Ecologie et pouvoir », a lieu au terme d'une année 1989 exceptionnelle : jamais le monde ne s'était autant préoccupé d'environnement, jamais la communauté des nations n'avait pris autant de mesures pour préserver l'avenir de la planète.

Poussée par une Allemagne de plus en plus « verte », la Commission économique européenne avait décidé de faire de 1987 une « année de l'environnement ». Faisant perdre, ou presque : l'heure n'était pas à l'écologie planétaire, alors confondue dans les colloques et organismes internationaux. L'Année européenne de l'environnement s'acheva en mars 1988 sans que personne, dans le grand public, ait remarqué le moindre changement. Une gifle pour les grands stratèges de Bruxelles, qui croyaient tenir là un thème porteur, capable de susciter un peu de ferveur européenne au sein d'une Communauté obnubilée par l'échéance de 1993.

La fièvre verte, de fait, s'est déclenchée quelques mois plus tard, au sein de l'an 1989. Il aura suffi que l'hebdomadaire américain *Time* choisisse la planète Terre en guise d'homme de l'année pour que sa couverture ébranle le monde par une onde de choc encore jamais vue. Comme si les Terriens, rassurés par la dissipation des menaces de guerre, se mettaient à craindre pour l'avenir d'une planète qui « perd la boule », selon l'expression de l'émission diffusée en juin par TF1. L'opinion découvre tout à coup que notre globe, après tant de siècles de feu et de sang, pourrait bien être détruit par un mal beaucoup plus sournois que la force brute : un développement effréné, au mépris de l'environnement.

Rachel Carson et son « printemps silencieux » (*The Silent Spring*, 1961), le Club de Rome, la conférence de Stockholm (1972), René Dumont (candidat écologiste à l'élection présidentielle française de 1974), Gro Harlem Brundtland, premier ministre norvégien devenu théoricien du « développement durable » (*sustainable development*), tous semblaient avoir prêché dans le désert. Mais non. Il fallait laisser au temps le temps de faire son office, et permettre aux hommes de comprendre qu'est, aujourd'hui, la vraie menace qui pèse sur l'humanité. Depuis le 1^{er} janvier 1989, c'est fait. La planète est déclarée en danger... en temps de paix.



GEOFFREY ORTH/REDA PRESS

Symboliquement, ce 1^{er} janvier 1989, entrant en vigueur le protocole de Montréal, engageant la communauté mondiale à mettre un terme à l'usage des CFC (chlorofluorocarbones) qui détruisent la couche d'ozone de la haute atmosphère. Enfin se concrétisait le premier accord international visant à protéger l'environnement planétaire dans ce qu'il a de plus lointain, de plus éphémère, cette fine pellicule gazeuse qui, là-haut, nous protège contre les rayonnements ultraviolets.

De l'écologie à l'éthique

Dès lors, tout va aller très vite. Le 17 janvier, Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, propose la création d'une Agence européenne de l'environnement — dont le principe vient d'être accepté par la Doune à la fin du mois dernier. Le 10 février, on apprend que les premiers ministres français, néerlandais et norvégiens ont invité les chefs d'Etat et de gouvernement du monde, le 11 mars à La Haye, pour se consacrer au problème de la pollution atmosphérique et notamment de la disparition de la couche d'ozone. Pour ne pas être en reste, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, réunit le 4 mars en son hôtel de Lassay un colloque scientifique international intitulé « Atmosphère et climat ».

Quant à Margaret Thatcher, premier ministre britannique convertie de très fraîche date à l'écologie, elle enchaîne immédiatement avec une conférence internationale réunie à Londres du 5 au 7 mai pour examiner l'impact des CFC sur la couche d'ozone — encore elle ! Après des années d'indifférence, voilà que les dirigeants européens les moins verts se prennent de passion pour l'atmosphère.

Quelques jours après, les Nations unies réunissent à Bâle une conférence internationale qui tente de réglementer les exportations de déchets toxiques. Après des années de piétinement, et un été 1988 à scandales — les navires errants, chargés d'ordures ménagères, et les révélations sur « l'Afrique polluée », — la communauté mondiale comprend qu'il faut cesser l'abécédaire. Trente-quatre pays signent une convention qu'ils n'auraient certainement pas approuvée quelques mois plus tôt.

Vient le tour de la forêt amazonienne, où Chico Mendes, le seringueiro du Brésil profond, a perdu la vie en défendant ses chers bêtés. Le 13 avril, le chanteur anglais Sting débarque à Paris, avec à ses côtés le chef indien Raoni, tiré pour l'occasion de sa forêt de Xingu. Les deux hommes se lancent dans une campagne internationale pour sauver la forêt tropicale, victime du développement forcené mené par les *fazendeiros*, ces paysans sans terre du Nordeste qui brûlent les arbres pour faire pousser du soja ou élever des bovins. En 1985, le chanteur Bob Geldof avait réuni le monde pour des hommes

— les Ethiopiens victimes de la famine ; en 1989, un autre chanteur peut secouer les fesses pour des arbres !

Le 22 mai, Bob Hawke, premier ministre australien, annonce à Canberra que son pays ne signera pas la convention de Wellington qui prévoit l'exploitation minière de l'Antarctique. La campagne active menée par le commandant Cousteau contre cette « convention suicidaire » donne ses premiers fruits, au moins aux antipodes. Mais la France prend bientôt le relais et, à l'ouverture de la quinzième réunion des Etats signataires du traité de l'Antarctique, le 9 octobre à Paris, le premier ministre Michel Rocard annonce à son tour que le gouvernement français non seulement ne veut plus entendre parler de la convention de Wellington, mais demande que le sixième continent soit érigé en réserve naturelle !

Au même moment, à Lausanne, les Etats signataires de la convention de Washington sur la protection des espèces menacées décident d'interdire le commerce international de l'ivoire pour sauver l'éléphant d'Afrique. La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, pays en pointe dans cette lutte, sont même rejoints par le Japon, qui importait à lui seul 40 % de l'or blanc mis sur le marché.

Après le sommet de l'Arche, réuni à Paris en juillet pour examiner la situation internationale... et les problèmes d'environnement, aucun des Sept Grands ne peut plus se permettre de traiter l'écologie par-dessous la jambe.

Sursauts intérieurs

Parallèlement à ces engagements internationaux, où chaque Etat veut faire bonne figure auprès de ses partenaires, on observe aussi une montée en puissance du souci écologique à l'intérieur de chaque pays. A cet égard, ce sont sans doute les Pays-Bas qui sont allés le plus loin en cette année 1989.

Le 29 avril, le gouvernement de Ruud Lubbers, premier ministre chrétien-démocrate, approuve un plan quinquennal de protection de l'environnement d'une ampleur sans précédent : pour réduire la consommation d'énergie de 30 % et les émissions polluantes de 70 % d'ici à l'an 2010, les dépenses vont passer de 8,3 milliards de florins en 1994 (45 milliards de francs) à 15 milliards de florins en 1999 (83 milliards de francs) ! La note apparaît si salée que les alliés libéraux se retirent de la coalition. Mais l'obstiné Lubbers, resté à la tête d'un gouvernement intérimaire, maintient son programme.

Après les Pays-Bas, ce sont les Etats-Unis qui ont le plus surpris en la matière. Tourant le dos à huit années de déreglementation Reaganienne, voici que le président George Bush présente le 12 juin un très ambitieux plan de lutte contre la pollution atmosphérique, qui peut coûter aux contribuables américains entre 14 et 19 milliards de dollars par an (de 100 à 130 mil-

liards de francs) ! Le plan Bush prévoit notamment d'imposer de sévères contraintes aux producteurs d'électricité et demande aux constructeurs automobiles de fabriquer des voitures propres fonctionnant à l'éthanol ou au gaz naturel.

Voici donc que l'éléphant républicain, saisi à son tour par la fièvre verte, entre le magasin de porcelaine de la libre entreprise ! L'Allemagne fédérale, bien entendu, ne reste pas à la traîne, travaillée qu'elle est depuis une décennie par le mouvement des *Grünen*. Le 27 avril, le chancelier Helmut Kohl annonce au Bundestag que le pot d'échappement catalytique deviendra obligatoire à compter du 1^{er} octobre 1991, quelles que soient les décisions prises à Bruxelles — les Douze, finalement, vont tomber d'accord sur la voiture propre en cette année 1989 décidément faste.

Le 21 juin, le gouvernement de Bonn adopte un plan quinquennal qui fait passer les dépenses fédérales pour l'environnement de 530 millions de deutschemarks (1,87 milliard de francs) à 633 millions en 1992 (2,15 milliards de francs), plus une rallonge de 160 millions de deutschemarks (545 millions de francs) pour aider l'Allemagne de l'Est à dépolluer.

Pour sa part, toujours fidèle à sa politique de privatisation de l'économie, Margaret Thatcher se garde d'imposer quoi que ce soit à ses industriels. Mais elle se donne les gants de doubler la contribution britannique au programme des Nations unies pour l'environnement (PNUU) et de tripler sa sub-

vention au WWF — présidé, il est vrai, par le duc d'Edimbourg... Même l'URSS, plongée dans le marasme économique, prend de bonnes résolutions. Le 28 avril, à Stockholm, le ministre soviétique chargé de la protection de l'environnement, Fiodor Morgun, annonce un prochain doublement des dépenses de son pays en faveur de l'environnement. Et le 26 juin — quelques jours après l'annonce du plan Bush — l'URSS publie un « projet de programme pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles », qui prévoit un quadruplement des sommes allouées à cette fin. D'ici à 2005, Moscou prévoit de dépenser 400 milliards de roubles (40 milliards de francs au cours officiel) pour épurer ses eaux usées et diminuer de moitié sa pollution atmosphérique.

Contestation verte à l'Est

Dans l'empire soviétique comme en URSS même, la contestation a souvent pris la forme de mouvements écologiques avant de se transformer en révolution politique. Les Arméniens protestent contre les émanations d'une usine chimique d'Erivan avant que les manifestations débouchent sur une révolte générale. Les Lithuaniens refusent une centrale nucléaire avant de mettre en cause le rôle dirigeant du Parti communiste. Loin des chantiers navals de Gdansk, les Polonais se sont aussi mobilisés contre l'enfermement de Cracovie par les fameuses du complexe de Nowa-Huta. Les Tchèques ont réappris la contestation en protestant contre les pluies acides de leurs centrales thermiques au lignite. Les Hongrois ont redécouvert les délices de l'opposition ouverte en manifestant contre le projet de barrage de Nagymaros, sur le Danube.

Même les Bulgares, traditionnellement si inféodés au grand frère russe, ont osé manifester à visage découvert dans les rues de Sofia, à l'occasion du forum sur la protection de l'environnement organisé en octobre dernier sous l'égide de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Quatre mille citoyens ont défilé dans la capitale pour protester contre le projet de détournement de deux rivières !

Seule la Roumanie, gardée d'une main de fer par Ceausescu et son clan, n'a pu encore se livrer à la contestation ouverte. Mais ce sont les dégâts commis sur l'environnement — l'arsénement du centre historique de Bucarest et la destruction des villages traditionnels au profit d'agglomérations — qui ont déclenché l'alerte générale en Occident. Même dans les pires dictatures, le crime contre l'environnement ne paie plus.

ROGER CAMS

Tous Verts

Plus de 10 % des voix aux élections européennes de juin 1989, et jusqu'à 30 % parfois aux municipales de mars : le score des Verts français a représenté un électrochoc pour les partis politiques traditionnels. Ils ressentent douloureusement la percée du Front national de Jean-Marie Le Pen, mais ils en comprennent les raisons. Ils ont, en revanche, beaucoup de mal à admettre que des écologistes, conduits par l'astute Waechter, puissent ainsi séduire une partie de leur électorat.

Chaque formation politique va donc s'efforcer, sinon de verdir son programme, du moins de créer une structure pour apparaître soucieuse d'écologie. Comme les Verts ont une Association nationale des élus écologistes (ANEE), requinquée par les succès de juin 1989, les amis de Brice Lalonde répliquent par la création, le mois suivant, d'une Entente nationale des élus de l'environnement (ENEE), présidée par Robert Fident, maire adjoint d'Avignon et chargé de mission au secrétariat d'Etat à l'environnement. Du coup, les amis de Laurent Fabius ressentent le besoin de créer une association des maires pour l'environnement qu'ils lancent en novembre dernier : les Eco-maires...

C'est alors que Jacqueline Nebout, adjoint au maire de Paris chargé de l'environnement, revendique, à son tour, le patronat d'une Association nationale des élus de l'environnement (ANEE), dont elle a déposé les statuts le 19 mai

1988, après la clôture de l'Année européenne de l'environnement. Avec le soutien d'Edouard Bonnefous, qui siège au Sénat au banc de la Gauche démocratique — elle-même se veut une chiraquienne radicale — elle a expédié seize mille lettres à tous les élus municipaux sans étiquette, accompagnées d'un questionnaire habilement présenté. Environ un millier lui ont répondu, auxquels elle va proposer le mois prochain une adhésion en bonne et due forme, avec cotisation.

Waechteriens, Lalondociens, fabusiens et chiraquiens, tous les défenseurs d'une écharpe tricolore se sentent poussés des églises vertes ! Le Parti communiste, lui aussi, a déjà son club écologiste, le Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE), où se retrouvent élus, militants et compagnons de route.

Dans le microcosme politique, plus personne n'ose se moquer ouvertement des écologistes. Deux tactiques s'offrent à ceux qui veulent les réduire. Ou bien l'on cherche l'accord en faisant alliance avec des Verts de bonne composition, ou bien l'on s'efforce de les neutraliser en les copiant. Jusqu'à présent, le parti des Verts a globalement bien résisté. Mais il lui faudra beaucoup de vertu pour tenir cette ligne de crête « ni droite ni gauche » parmi tant de sirènes aux voix si caressantes...

R. C.

Concerts Radio France

14
Jeudi 14 décembre, 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Orchestre National de France
Haydn - Strauss
Wabern - Scriabine
Rolf Goetz, cor
Direction : Gérard Schwarz

16
Samedi 16 décembre, 15 h 00
Salle Gerson
Le Salon Romantique
Percoll/Britten - Mendelssohn
Tippen - Beethoven
Boch - Elgar
Quatuor Lindqvist
André Vieux, piano

16
Samedi 16 décembre, 20 h 30
Grand Auditorium
Fondation de la santé et des droits de l'Homme
Orchestre Symphonique de la Garde Républicaine
Beethoven - Wagner
Mozart - Mendelssohn
P. Brodin - C. Ressel, soprano
J.F. Vinciguerra, ténor
Direction : Roger Boutry

20
Mercredi 20 décembre, 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Programme Musical de France Culture
Les Feuilles d'Opéra
Schoenberg
D. Vise, récitant
M. Perez, flûte
R. Gayot, clarinette
G. Sime, violon
Ch. Oudin, violoncelle
H. N'Kouou, piano

21
Jeudi 21 décembre, 20 h 30
Basilique Sainte-Clotilde
Orgue Symphonique et Solo
Liszt - Fauré - Vierne - Scelsi
J. Catoire
Pierre Bonneau, orgue
Les Jeunes Solistes
Direction : Rachid Sefir

Location 14 jours à l'avance
RADIO FRANCE 42.30.15.16
SALLE GAVAU 49.53.05.07
BASILIQUE 49.53.05.07
votre ou place la soir du concert
Location par téléphone
RADIO FRANCE 42.30.21.08
PASTEL 42.33.43.00

SOCIÉTÉ

BICENTENAIRE

An Panthéon

M. François Mitterrand préside un hommage à l'abbé Grégoire à Monge et à Condorcet

Le président de la République devait présider, mardi 12 décembre à 19 heures (cérémonie retransmise par Antenne 2), le transfert au Panthéon des cendres de deux grands personnages de la Révolution française : le scientifique Gaspard Monge et l'abbé Grégoire. Condorcet, dont le corps avait été jeté dans une fosse commune, devait être associé à cet hommage qui conclut les manifestations du Bicentenaire de la Révolution.

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a célébré un office des morts, lundi 11 décembre, en l'église Saint-Gervais, à la mémoire de l'abbé Grégoire. L'Église catholique ne devait être officiellement représentée à la cérémonie du Panthéon que par le nonce apostolique à Paris, Mgr Antonetti et par Mgr Gaillot, évêque d'Evreux. Malgré les explications fournies dans son entretien au *Monde* (nos éditions du 8 décembre), l'archevêque de Paris est critiqué, dans certains milieux catholiques de gauche, pour son absence à cet hommage civil rendu à l'abbé Grégoire, prêtre et président de la Constituante, évêque de Blois.

L'épiscopat boude la cérémonie

Suite de la première page

L'abbé Grégoire avait choisi son camp, contrairement aux prêtres et évêques « réfractaires » qui allaient grossir le flot des émigrés. Jamais il ne rétractera son serment et l'archevêque de Paris tentera même de lui refuser des obèques religieuses qui ont eu lieu le 31 mai 1831.

Solidarité avec le pape ou avec un pouvoir politique qui veut imposer sa ligne, y compris religieuse ? Depuis le conflit entre Thomas Becket et Henri II, qui confia la vie à l'archevêque de Cantorbéry, on sait que ce choix est l'un des plus rudes à faire pour un prêtre, qui plus est dans une période de tourmentes révolutionnaires. C'est celui auquel sont confrontés, aujourd'hui encore, les responsables des communautés chrétiennes dans les pays de l'Est ou en Chine. Les uns ont partie liée avec les autorités en place (comme l'Église patriotique en Chine), les autres ont choisi la clandestinité pour rester fidèles au pape. Rome est souvent apparue, dans l'Histoire, comme la meilleure garantie d'indépendance pour des Églises locales et le respect de la liberté religieuse.

Pourtant, cependant, interpréter des événements de près de deux cents ans avec des critères d'aujourd'hui ? En rendant hommage à l'abbé Grégoire, la République française ne consacre pas un schisme. Elle ne prend pas parti pour une Église, nationale ou

« Il n'y aura pas, au Panthéon, de représentation au niveau épiscopal », avait dit le porte-parole de la conférence épiscopale, le 7 décembre. Bravant cette consigne, Mgr Gaillot a décidé de se rendre à la cérémonie d'hommage officiel : « Il est impossible que nous, évêques, nous ne rendions pas hommage à l'abbé Grégoire, passionné des pauvres et de l'Évangile, qui a voulu que l'Église rencontre son temps et soit davantage présente à la société », dit au *Monde* l'évêque d'Evreux.

Le conseil presbytéral du diocèse de Lyon, qui compte une cinquantaine de prêtres élus, a adressé une lettre à M. Mitterrand, soulignant le caractère « positif » de ce transfert au Panthéon. Le groupe d'initiative de l'Appel des 25 000, lancé par l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* avait invité, avant la manifestation, prêtres, religieux et laïcs à être présents au Panthéon. D'autres prêtres contestataires, du groupe Gdofas, voient dans l'absence des évêques français « la preuve qu'aujourd'hui, l'histoire de la Révolution se lit encore à sens unique dans l'Église catholique ».

constitutionnelle, contre l'Église romaine. Elle entend seulement honorer l'une des figures les plus courageuses de la Révolution, apôtre des droits des Juifs et de l'abolition de l'esclavage.

En votant la Constitution civile du clergé, l'abbé Grégoire s'entendait avec le pape, encore moins asservir l'Église à un pouvoir politique. Au contraire, il s'agissait pour lui de desservir l'étréinte de la monarchie, de substituer les droits de la nation à celui du souverain qui, rappelle-t-on, nommait alors les évêques. « Ce serait injurier, calomnier l'Assemblée nationale que de lui supposer le projet de mettre la main à l'encensoir », assurent Grégoire, convaincu qu'ainsi il savait l'indépendance de l'Église.

L'acte de liberté ecclésiastique que l'abbé Grégoire, évêque et démocrate, a commis n'entache pas la droiture de toute sa vie. La simplicité de l'hommage de l'épiscopat, deux cents ans après, risque d'être interprétée comme une manière de méconnaître la partie la plus traditionnelle du catholicisme français. Pourtant, la fidélité de ce prêtre républicain à son engagement sacerdotal n'a pas moins été courageuse que celle des prêtres réfractaires. Elle l'a été sans doute plus que celle des trente mille prêtres émigrés à qui l'Église n'a jamais cru devoir rien reprocher.

HENRI TINGO



Voici enfin disponibles les *Mémoires* de l'abbé Grégoire. Cet ouvrage, rédigé sous l'Empire, livre à un personnage hors du commun de cet évêque républicain. A l'heure où les cendres de l'abbé Grégoire sont déposées auprès de celles des grands hommes de la République, ces pages où héroïsme, fidélité et amour de la Liberté s'expriment avec une passion intense font réfléchir à la signification profonde de la Révolution française.

160 F.

Editions de Santé

19, rue Louis le Grand 75002 Paris. Tél. : 47 42 86 21

Vient de paraître

Georges Hourdin

"L'abbé Grégoire"

Evêque et démocrate

78 F

Desclée de Brouwer

L'UNICEF souligne la dégradation de la situation des enfants dans le monde

Dans son dernier rapport

Les représentants de l'UNICEF, qui sillonnent le monde pour aider les États à vacciner leurs enfants, bâtir des écoles ou tisser un réseau de soins de santé primaire, voient depuis quelques années leurs efforts sans cesse remis en question par les graves problèmes économiques que rencontrent la plupart des pays du tiers-monde. « Dans bien des pays, la pauvreté, la malnutrition infantile et la mauvaise santé progressent à nouveau après s'être repliés pendant des décennies », affirme le rapport publié mardi. Au cours des années 80, le revenu moyen a fléchi de 10 % dans la majeure partie de l'Amérique latine et de plus de 20 % en Afrique au sud du Sahara. Dans un grand nombre de zones urbaines, le salaire minimum réel a diminué d'au moins 50 %, pour les plus démunis.

D'après l'UNICEF, les dépenses de santé par habitant ont diminué ces dernières années dans plus des trois quarts des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Des centaines de dispensaires ont fermé leurs portes, faute de personnel ou de matériel et de médicaments. La

Dans son dernier rapport, présenté mardi 12 décembre, l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) souligne que, à moins d'une réelle volonté de toute la communauté internationale, plus de 100 millions d'enfants mourront de maladies évitables à prévenir et de malnutrition pendant les années 90. « Il n'y aura ni scandale public ni appel à l'aide. C'est tout juste si le monde s'apercevra de leur disparition. » Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, estime qu'un sommet des chefs d'Etat consacré à l'enfance pourrait se réunir à New-York en septembre 1990.

mortalité infantile a augmenté dans certaines régions de l'Amérique latine et de l'Afrique au sud du Sahara.

Le prix de cinq bombardiers

Dans le secteur de l'éducation, la situation est également catastrophique. « Dans les trente-sept pays les plus pauvres du monde, les dépenses scolaires par élève ont diminué d'environ 25 % au cours de la dernière décennie. Les dépenses d'investissement, y compris l'achat de livres, de plumes et

de crayons, ont complètement cessé dans de nombreux pays et des milliers d'enseignants ont quitté leur poste après avoir travaillé pendant des mois sans percevoir leur salaire. »

En matière de santé, des objectifs peu coûteux ont été définis (vaccination de tous les enfants contre des maladies telles que la tuberculose, la polio, la rougeole, le coqueluche, le tétanos ; la création de petits centres de soins...). Une conférence mondiale sur l'éducation pour tous, parrainée par l'UNESCO, le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale et

l'UNICEF se tiendra à Jomtien en Thaïlande, en mars 1990.

Aux pays du tiers-monde, l'UNICEF conseille de s'orienter vers des politiques de santé et d'éducation peu coûteuses mais qui profiteraient au plus d'enfants possible. Aux pays industrialisés, elle demande d'alléger encore le poids de la dette qui étouffe les États pauvres. A tous, elle rappelle qu'il suffirait de réduire les dépenses militaires pour sauver des millions d'enfants de la mort.

« Le coût (exécution comprise) d'un programme destiné à prévenir la grande majorité des décès et des cas de malnutrition parmi les enfants au cours de la décennie à venir pourrait se monter à environ 2,5 milliards de dollars par an, souligne le rapport. Une telle somme est considérable. Elle représente 2 % des dépenses en armement des pays en développement. Elle correspond au coût de cinq bombardiers ultramodernes, à ce que l'Union soviétique dépense en vodka chaque mois, ou encore à ce que les États-Unis déboursent annuellement pour la publicité des cigarettes. »

Ch. Ch.

« Un sommet de chefs d'Etat pourrait se réunir à New-York en septembre 1990 »

nous déclare M. James Grant

« Avec le soutien actif de l'UNICEF, une convention internationale des droits de l'enfant a été adoptée à l'unanimité aux Nations unies le 20 novembre dernier. Quel est votre prochain objectif ? »

« Pour entrer en vigueur, la convention doit être ratifiée par au moins vingt États. J'ai parlé avec plaisir que M. François Mitterrand souhaite que la France figure parmi les premiers signataires et on me dit que le processus de ratification pourrait être mis en route lors de la prochaine session de l'Assemblée nationale. La convention est un cadre légal fantastique pour structurer une politique en faveur de l'enfance, mais il faut remplir ce cadre d'un certain nombre de principes et de propositions concrètes que, dans la foulée, je voudrais demander à un sommet de chefs d'Etat. »

— Pourquoi un sommet ?

« La mortalité des enfants de moins de cinq ans reste insupportable. Il y a une dizaine d'années, on pouvait dire que 40 000 enfants par jour mouraient dans le monde ; quelques progrès ont été faits, mais dans la même période les naissances ont augmenté. Quoique horrible, le critère « mortalité » reste très déconcertant si l'on pense que dans les dernières années, grâce à certaines thérapeutiques, comme la réhydratation par voie orale et grâce aux vaccinations, on a déjà pu sauver environ 7 000 vies par jour. Mais tout le monde sait que s'il existe des solutions technologiques

— peu onéreuses — pour résoudre ce problème dramatique, il faut une volonté politique réelle pour les mettre en place à l'échelle planétaire. »

— On imagine mal des chefs d'Etat en train de discuter de vaccination ou de réhydratation...

« Ce ne sont pas des questions pratiques qui seraient discutées autour d'une table. Le sommet aurait, en lui-même, une forte valeur symbolique. Grâce à lui, la convention des droits de l'enfant apparaîtrait clairement comme le minimum acceptable pour toute nation civilisée. En s'identifiant à la cause des enfants, les chefs d'Etat favoriseraient une mobilisation générale sans précédent dans chaque pays, galvanisant l'énergie du gouvernement et des institutions publiques, des médias et du monde des affaires, des associations professionnelles et des mouvements bénévoles. »

— Ce sommet a-t-il vraiment une chance d'être réuni ?

« L'idée de sommet a été lancée il y a près d'un an. Le Canada, l'Égypte, le Mexique, le Pakistan et la Suède se sont formellement prononcés en sa faveur. Depuis, une centaine de pays ont fait savoir, d'une manière ou d'une autre, qu'ils en approuvent le principe, et parmi eux, l'URSS et les États-Unis. La France, joignant sa voix à celle des gouvernements des pays francophones lors de la réunion de Dakar, a aussi endossé



l'idée de ce sommet. Je souhaiterais qu'elle joue un très grand rôle dans cette initiative en raison de son influence qui va bien au-delà du monde francophone. »

— Où et quand un tel sommet pourrait-il se tenir ?

« Une réunion dans un pays en développement aurait certainement valeur de symbole. Mais il est souhaitable que le coût et les contraintes techniques soient les plus faibles possibles. Notre souci est également d'entreprendre cette initiative en étroite liaison avec les Nations unies. Le sommet pourrait se réunir en septembre 1990 à New-York, au siège de l'ONU, lors de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale. »

— Combien de chefs d'Etat ou de gouvernement y participeraient ?

« Les gouvernements membres élus du conseil d'administration de l'UNICEF, au nombre de 41, pourraient former le noyau de ce sommet qui serait susceptible d'être élargi de diverses manières. Parmi les quarante et un figurent les États-Unis, l'Union soviétique, la Chine, la France et la Grande-Bretagne, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. »

L'ombre du sida

— Vous avez participé, le mois dernier à Paris, à une conférence internationale sur le sida. Dans quelle mesure cette épidémie entrave-t-elle l'action de l'UNICEF dans les pays en développement ?

« L'amélioration de l'espérance de vie des enfants, obtenue progressivement depuis les années 60, risque d'être inversée dans certaines régions où les femmes enceintes sont fortement atteintes par le virus. Dans les dix pays d'Afrique les plus touchés par le sida (Burundi, République centrafricaine, Congo, Kenya, Mali, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zaïre et Zambie), le taux de décès d'enfants de moins de cinq ans devrait passer de 164 naissances vivantes pour mille en 1988 à 130 vers l'an 2000. Or, en raison du sida, le taux était déjà de 166 pour mille en 1988 et pourrait frôler les 185 pour mille à la fin du siècle. »

— Que faites-vous pour combattre ce fléau ? Qu'est-il possible de faire ?

« Ce problème est évidemment aux mains des spécialistes d'immunologie et des maladies virales. L'UNICEF se contente, tout en suivant les travaux mondiaux, de participer à l'action éducative de prévention de la transmission de la maladie. Dans tous les pays à haut niveau de contamination par le virus du sida, elle soutient, dans les structures de protection de la santé et d'éducation du public, toutes les actions possibles d'information et d'éducation de la population. De plus, nous luttons pour la mise en place de toutes les techniques utiles (seringues jetables, moyens de stérilisation, préservatifs, etc.), mais nous sommes quand même étonnés de constater que les liaisons nécessaires à l'hospitalisation des enfants atteints de maladies curables sont de plus en plus occupées par des enfants ayant été contaminés lors de la grossesse ou de l'accouchement de leur mère. On ne dit jamais assez le nombre effrayant d'orphelins que la mortalité du sida crée dans les familles. Ces nouvelles victimes se comptent aujourd'hui par centaines de milliers. Il faut se mobiliser pour leur venir en aide. »

Propos recueillis par
CHRISTIANE CHOMBEAU
et ROBERT SOLÉ

Le Conseil national des populations immigrées réclame la libre circulation en Europe

Le Conseil national des populations immigrées souhaite que les citoyens de la CEE et les immigrés des pays tiers bénéficient des « mêmes droits » en matière de libre circulation en Europe, a-t-il indiqué, lundi 11 décembre, dans une résolution. Cette instance consultative de cinquante-trois membres, placée auprès du ministre des affaires sociales, demande également que le gouvernement « ne sacrifie pas les droits acquis des

immigrés de France lors des négociations sur l'harmonisation des règles d'entrée et de séjour » en Europe.

Par ailleurs, le Conseil souligne le rôle du regroupement familial en tant que « facteur d'intégration » et demande que les restrictions en matière de logement et de ressources soient « assouplies ». Il propose la priorité sur les listes de

logement en cas de regroupement familial, la réduction des délais de procédures à deux mois et une possibilité de recours en cas de refus.

Enfin, le conseil déplore que les prestations dont bénéficie la famille d'un travailleur immigré en France cessent dès que ce travailleur perd son travail. Il demande donc « la disparition de toute référence à l'activité dans les conventions bilatérales ». »

Prévu pour le 15 décembre

La signature de l'accord de Schengen pourrait être ajournée

Le premier ministre des Pays-Bas, M. Ruud Lubbers, a estimé, lundi 11 décembre, que la signature d'un accord visant à établir la libre circulation des personnes entre le Bénélux, la RFA et la France dès l'an prochain pourrait être ajournée. Ces cinq pays devaient signer, vendredi 15 décembre, la convention d'application de l'accord dit de Schengen, du nom du village luxembourgeois où il avait été conclu en 1985.

La convention est remise en cause pratiquement par les cinq pays qui l'ont négociée, a observé lundi un député socialiste néerlandais.

M. Lubbers a estimé que la convention a laissé en suspens trois problèmes : l'harmonisation des politiques des cinq signataires à l'égard des demandeurs d'asile, la lutte contre la fraude fiscale et le rapprochement des deux Allemagnes qui pourrait faciliter la venue d'immigrés des pays de l'Est et du tiers-monde via la RDA.

La France a de « gros problèmes » avec la question de la frontière interallemande et négocie

actuellement avec Bonn sur ce point, a noté le premier ministre néerlandais. De son côté, La Haye estime « inacceptable » la demande présentée la semaine dernière par le Luxembourg visant à exempter spécifiquement la fraude fiscale de la coopération entre administrations judiciaires. Le grand-duché estime que l'entraide judiciaire prévue par la convention risque, si elle est étendue aux cas de fraude fiscale, de réduire à néant le secret bancaire qui a fait la fortune de Luxembourg comme place financière internationale. — (AFP.)

La mise en garde du
aux personnels

DIAGONALES

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après les évènements de ces derniers jours

Une mise en garde du ministre de la justice aux personnels pénitentiaires

Après les évènements de prisons de Lannemezan, Mende et Douai, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, qui ouvrira deux journées d'études sur la modernisation du service public pénitentiaire, le 11 décembre à Flourens-Mérogis, a annoncé l'ouverture d'enquêtes administratives approfondies pour déceler les fautes des systèmes de sécurité, mais aussi pour faire apparaître les « fautes » éventuelles de certains agents pénitentiaires. Les incidents et les réactions du ministre ravivent l'hostilité de certains syndicats pénitentiaires, comme FO, qui réclame la réouverture des quartiers de sécurité renforcés.

Les 11 et 12 décembre devaient être deux belles journées de réflexion sur la « modernisation du service public pénitentiaire » : préparées avec soin elles prévoyaient, à l'École de l'administration pénitentiaire, un dialogue entre le ministre de la justice, des agents en formation et une bonne partie de la hiérarchie pénitentiaire. Après trois conflits dans en douze mois, la pénitentiaire allait enfin découvrir la « méthode Arpaillange », pour remettre en selle une administration traumatisée par des conflits qui s'étaient achevés par un match nul au profit de l'actualité, malheureuse coïncidence, a rattrapé un ministre de la justice mis en accusation tout au long du week-end à la suite des évènements spectaculaires des prisons de Lannemezan et de Mende, et, plus anecdotique, de celle d'un détenu de la maison d'arrêt de Douai, qui avait profité d'un transfertement de l'hôpital à la prison pour prendre la clef des champs.

Les chiffres, pourtant, montrent qu'on ne s'écarte pas plus depuis que M. Arpaillange est ministre qu'auparavant. En 1986, quarante-

neuf détenus se sont évadés. En 1987, cinquante-deux détenus. En 1988, soixante, et trente-trois détenus pendant les onze premiers mois de 1989, jusqu'aux trois derniers évènements. Si celles-ci ont à ce point frappé l'opinion — et le ministre, qui a paru particulièrement ému et tendu, — c'est que celle de Lannemezan, par le nombre des détenus concernés (neuf) est sans précédent en métropole (on avait il y a quelques années assisté à Pointe-à-Pitre à l'évasion de quatre détenus en une seule fois). Elle est aussi exceptionnelle par la dangerosité supposée des prisonniers concernés. La coïncidence de l'évasion de Mende, l'information partiellement erronée (1) selon laquelle l'administration pénitentiaire, bien que prévenue à l'avance d'un projet à Lannemezan, n'avait pas su prendre ses précautions, a fait le reste, et une nouvelle fois le ministre s'est trouvé mis en accusation.

« Regret et amertume »

En réagissant rigoureusement contre ses accusateurs qui dénoncent ses « prisons-passoires », M. Arpaillange a exprimé son « regret et son amertume ». Il a aussi estimé — sans viser apparentement le directeur de cette administration, M. Jean-Pierre Dutilleul, sur lequel il s'est jusqu'ici appuyé sans réserve — que « c'est le fonctionnement et la crédibilité de notre administration qui est actuellement en jeu ». Comme c'est l'usage, des enquêtes administratives très sérieuses sont diligentées pour tenter de déboucher sur des systèmes de sécurité. Mais le ministre, soulevant la colère des pénitentiaires, a aussi mis en garde les personnels de surveillance. Car les enquêtes devront « faire apparaître les erreurs d'appréciation, les manquements à la réglementation et les fautes susceptibles d'engager tout ou partie de la responsabilité éventuelle de certains agents pénitentiaires ».

Comme nous le signalait notre correspondant Jean-Marc Gilly, M. Jacques Viallet (FO), qui s'est rendu à Mende, estime lui que « le personnel n'a rien à se reprocher. Nous demandons depuis longtemps la remise en ordre des quartiers de sécurité. On la refuse, on banalise tout, voilà le résultat ».

La CFDT justice, de son côté, « refuse de considérer, comme certains, que la démotivation des personnels implique un relâchement de la conscience professionnelle ». Quant à la CGT, elle indique qu'« il suffirait d'écouter les observations des personnels pour améliorer la sécurité ».

Il reste que 90 % des évadés sont repris. Au ministère de la justice, on n'a plus qu'à espérer que les évadés de ces derniers jours pourront être arrêtés sans incidents graves, comme l'ont été quatre d'entre eux ces derniers jours.

AGATHE LOGEART

(1) Un rapport de police, récemment communiqué à l'administration pénitentiaire, révélait qu'une tentative d'évasion — par hélicoptère — avait été préparée en 1988. Elle concernait l'un des détenus qui s'est évadé ces jours derniers. Mais cette tentative n'a rien à voir avec celle qui a eu lieu. L'administration pénitentiaire, on souligne que des précautions spécifiques avaient été prises mais pour parer à un schéma différent de celui utilisé.

Deux incriminations après les évènements de Lannemezan. — Eric Faustin et Pascal Igazuel, les deux « patrons » du bar de la Plaine à Pau (Pyrénées-Atlantiques), ont été inculpés par un juge d'instruction de Tarbes de « facilitation de fuite après évadement », pour avoir hébergé Pierre Etcheverria et Gilbert Ohlstein, deux des neuf détenus qui s'étaient évadés de la centrale de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) le 6 décembre (le Monde du 8 décembre). Sur les neuf évadés, cinq n'avaient toujours pas été repris mardi matin.

Nouvel attentat de l'ex-FLNC contre un complexe touristique

Une « action ponctuelle » contre l'appropriation du sol corse

Quelques semaines après la destruction, le 7 novembre, de San-Cipriano (Corse-du-Sud) de deux bâtiments construits par des promoteurs immobiliers italiens (le Monde du 8 novembre), l'ex-FLNC a conduit et revendiqué une action de même ordre contre un complexe touristique situé cette fois près de Calvi (Haute-Corse). L'organisation dissoute entend ainsi, sans rompre totalement la trêve des attentats décidée le 31 mai 1988, signifier par des « actions ponctuelles » son désir de s'opposer à toute appropriation spéculative du sol corse par des promoteurs étrangers.

BASTIA

de notre correspondant

Un commando d'une dizaine d'hommes, le visage dissimulé par des cagoules et apparemment non armés, a investi, dimanche 10 décembre vers 20 heures, le domaine de la société civile immobilière L'Oasis, à la sortie de Calvi (Haute-Corse). A cet endroit, un programme de logements touristiques, avec une première tranche de deux cent quarante appartements, est en construction sur cette propriété de 5 hectares située dans la plaine entre la route nationale et la plage du golfe de Calvi. Le gardien de la propriété, M. René-Marc Berron, son épouse et leur fille de trois ans, ainsi que sept travailleurs immigrés logés sur le chantier, ont été regroupés, ligotés et transportés à 25 kilomètres de là par deux agresseurs, pendant que le reste du commando disposait dans les bâtiments en construction une dizaine de charges explosives reliées à des boîtes de gaz.

Vers 4 heures du matin, les otages réussissaient à se libérer

et à donner l'alerte, au moment où les premières charges explosaient, détruisant complètement quarante des quatre-vingt-quatre appartements déjà en fin de construction, et endommageant sérieusement 80 % des autres.

Quelques heures plus tard, en fin de matinée, l'ex-FLNC revendiquait l'attentat par son canal habituel. « Cette construction est l'exemple même du processus engagé par la finance internationale pour s'approprier notre patrimoine national en réalisant d'énormes profits », expliquait, dans un communiqué, l'ex-FLNC qui faisait référence à son « solennel avertissement » du 6 août à Corte (le Monde du 8 août) où « l'apparente corvée des entreprises spéculatives ne nous abusera pas. Les auteurs comme leurs complices, les prête-noms, corset ou non, doivent prendre leurs responsabilités ».

« Prête-noms »

Une façon d'expliquer que si la SCI l'Oasis est bien gérée par un Corse — M. Pascal Dellanica, président de la chambre syndicale des agents de voyages de la Corse — le capital de la société semble, lui, avoir échappé aux détenteurs locaux d'origine : « Un propriétaire corse a été progressivement dépossédé par une banque suisse qui désormais contrôle l'ensemble du projet et utilise des Corcises comme prête-noms », affirme l'ex-FLNC dans son communiqué de revendications. Nous sommes déterminés à poursuivre notre pression contre de telles entreprises spéculatives qui aboutissent à moyen terme à la marginalisation de notre peuple sur son propre sol national. Une justification semblable à celle utilisée par l'ex-FLNC le 7 novembre dernier à San-Cipriano près de Santa-Lucia di Porto-Vecchio, en Corse-du-Sud, où un commando a détruit deux bâtiments de cent trente-cinq logements appartenant à une société italienne de promoteurs immobiliers (le Monde du 8 novembre).

A Calvi comme à Porto-Vecchio, les réactions après l'attentat de l'ex-FLNC condamnent l'usage de la violence mais ne désapprouvent pas nécessairement la « dénonciation de la spéculation ».

Ainsi M. François Zanotti, le maire de Calvi, estime-t-il que « l'acte de violence n'est pas le meilleur moyen de faire valoir ses idées », mais rappelle qu'il « a toujours été contre le projet immobilier de l'Oasis. Si le permis de construire n'est apparemment pas

contestable, plusieurs irrégularités existent dans les constructions qui n'ont pas respecté les plans de masse ». De plus, l'objet initial de la SCI « était d'être un village de vacances avec des logements à louer... Depuis, c'est devenu un lotissement avec des appartements à vendre, ce qui est contraire aux autorisations accordées et non conforme aux programmes d'équipements, notamment sanitaires ».

Des explications qui « appuient » les dénonciations faites par l'ex-FLNC et qui donnent aux actions de l'organisation dissoute un crédit populaire que n'aurait pas engendré une rupture brutale et fatale de la trêve maintenue depuis le 31 mai 1988... mais que « la possibilité d'actions ponctuelles », annoncées à l'époque, semble servir aujourd'hui...

A Paris, M. Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur, a déploré cet attentat, appelant dans un communiqué « que tout acte de violence va à l'encontre de la volonté du gouvernement et des Corcises eux-mêmes de préparer l'avenir de la Corse dans la sérénité et la paix retrouvée. Cet acte (...) ne détournera pas le gouvernement de sa détermination à mener une politique équilibrée de développement économique avec tous les Corcises attachés à la démocratie ».

MICHE CODACCIONI

FAITS DIVERS

En Moselle

Mort de quatre adolescents dans un incendie

Alertés pour un incendie, lundi 11 décembre vers 22 heures, par les locataires d'un immeuble d'Uckange (Moselle), les pompiers ont mis quinze minutes pour arriver. Au moment où ils ont découvert le corps de quatre adolescents : Sandrine Hamm, treize ans, Virginie Shab, quatorze ans, Hachim Boncheboul, quinze ans, et Cyril Grzebilewski, seize ans. Les corps gisaient recroquevillés dans un local de 4 mètres carrés situé au rez-de-chaussée d'un immeuble de quatre étages de la rue Mozart, dans les grands ensembles de Uckange, petite ville ouvrière proche de Thionville.

Les causes exactes de la mort des adolescents, qui n'habitaient pas tous l'immeuble, n'ont pas été déterminées avec certitude. Une enquête a été ouverte par la brigade de recherches de la gendarmerie de Thionville.

DÉFENSE

Désaccord au gouvernement sur le plan de revalorisation de la condition militaire

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a révélé, lundi 11 décembre, au cours d'une visite de la base aérienne d'Orléans (Loiret), l'existence d'un désaccord, avec le premier ministre et d'autres ministres du gouvernement, sur le montant des sommes allouées au plan de revalorisation de la condition militaire promis depuis la fronde épistolaire des gendarmes pendant l'été dernier. L'annonce de ce plan a été déjà retardée par trois fois en conseil des ministres. Le gouvernement souhaiterait présenter un plan d'ensemble de revalorisation de la fonction publique en février.

M. Chevènement est très attaché, semble-t-il, à l'aspect indemnitaire de cette revalorisation, qui serait propre aux militaires, a été de l'aspect indiciaire, qui résulte de la négociation d'ensemble avec la fonction publique.

« Je ne suis pas pressé de conclure à n'importe quelles conditions », a précisé le ministre de la défense. J'essaie de faire en sorte que cette revalorisation corresponde aux attentes légitimes des personnels militaires. Sur ce point, M. Chevènement s'est déclaré « très attaché » à la création d'une prime compensatrice pour les dimanches et jours fériés travaillés. Il n'a donc pas accepté les premiers arbitrages avancés par M. Michel Rocard et, devant le non-aboutissement de son plan, il demande un effort supplémentaire en finances.

EXPLORATION

Objectif pôle

Symbole de la débâcle internationale ou prouesse physique ? Sans doute les deux, et même un peu plus, au moment où la communauté mondiale vient de renoncer — pour l'instant — à l'exploitation des richesses minérales de l'Antarctique. Partie le 28 juillet de la péninsule du détroit de Magellan, l'expédition Transantarctica — six hommes et quarante chiens de traîneau — a atteint le pôle Sud, le 11 décembre, après 3 000 kilomètres sur la glace, parcourus en 136 jours. Un bel exploit, déjà, pour cette expédition internationale savamment dosée : un Français (Jean-Louis Etienne), un Américain (Will Stager), un Soviétique (Viktor Boyarskiy), un Britannique (Geoff Sommers), un Japonais (Keiko Furutani) et un Chinois (Qin Dahe).

Hébergée pour deux jours de repos à la base américaine de Dôme C, toute proche du pôle, les six hommes et leurs chiens vont reprendre leur longue marche vers la base soviétique de Mirny, à près de 3 000 kilomètres de là, au bord de l'océan indien, où ils comptent arriver en février 1990.

On apprend au même moment que l'explorateur américain Peary, qui avait marché vers le pôle Nord avec quatre esquimaux en 1909, a bel et bien touché au pôle il y a quatre-vingt ans, malgré la contestation qui avait entouré son exploit. Entre les deux pôles, la boucle est bouclée.

R. C.

DIAGONALES

Il y a deux sortes de gens : ceux chez qui on s'engueule à table, et les autres.

Laissons les seconds à leur paix fêlée, à leur hypocrisie britannique. Les premiers, seuls, sont humains, et inventifs. La « scène » domestique est un art, c'est le théâtre même. « Tu me feras mourir », « Vous verrez quand je n'y serai plus », « Odette, retire ça, tu viens de dire, tout de suite ! », « Pierre, pas devant les enfants ! », « Me traiter ainsi, moi, ta mère ! ».

Familles à histoires, familles pathétiques et veules, patageant dans les justifications et les chantages, écorchées de tant d'ingratitude générale, où l'on se cherche des droits les uns sur les autres, s'échignant à réinventer les tragédies de tous les temps, les origines, les loix, les horreurs, y échouant, puis se réconciliant dans le milieu, jusqu'au prochain orage qui éclatera sans motif, comme un désir ravivé, une routine douloureuse, exquise.

D'Euripide à Shakespeare, de Strindberg à Ionesco, c'est le propre du théâtre de tendre un miroir à ces pugilats de la filiation. Voyez Hamlet, que reprend Chéreau, avec Desarthe. Rassembler à son père, par la bravoure, mais sans ses droits (sur la mère), telle est l'injonction. Toute la société repose sur ces ordres contradictoires : ou sur le geste d'Abraham contre son fils, infanticide qu'un ange empêche in extremis (mais faut-il croire cet ancêtre du happy end hollywoodien ?).

Au Poche-Montparnasse, un jeune auteur prometteur (Jean-Louis Bourdon) relance la machine à malheur. Un père rend visite à son fils (c'est le titre de la pièce). Situation incommode s'il en fut. Le géniteur se sa médiocrité. Il l'exagère pour éviter de l'avouer. Tendresse et faiblesse combinées empruntent souvent le même rituel. Edouard Bliely a toujours eu le talent de le révéler. Il y ajoute un étonnement vertigineux devant son-même. Je suis capable de ça, moi ? Le fils, son fils Stéphane à la ville, n'a plus qu'à lui faire honte, à force de silences têtus. En se retrouvant dans la nuit glacée de Montparnasse, le spectateur emporte la preuve que rien n'est simple entre des êtres qui se doivent la vie ; et que, sans l'art, nous ne saurions rien de nous.

VERS 1950, Marcel Jouhandeau habitait près de la porte Maillot. Il écrivait dans une sorte d'oratoire, entre deux airs d'harmonium. Le ciel n'était pas loin. Et soudain surgissait son épouse

Familles à histoires !

Caryatis, embarrassée de voiles criardes, l'œil charbonneux, le rouge à lèvres approximatif. Ils échangeaient des insultes, mais en glosement de rire, ravis de l'effet produit sur le visiteur, sur eux-mêmes. A la suite d'un signal indéchiffrable, tels des catcheurs lâchant prise, l'ancienne danseuse nue retournait à ses fourneaux, et l'écrivain à ses voix célestes. L'ignominie comme passe-temps !

En vacances, petit, j'ai souvenir que par les fenêtres grandes ouvertes d'une villa voisine on entendait une douzière en capeline mauve accablée d'abominations son grand fils, lequel lui renvoyait la balle, tout cela dans un vouvoiement gommé, avec on ne savait quelle ivresse du théâtre, quel paroxysme de la coïncidence.

A propos des ligotages familiaux — liens de force, disait Jouhandeau avec délicatesse, liens fatalement pourris, bougonnait Sartre — relire la Lettre de Kafka à son père (Le Piéride, tome IV, pages 833 à 881). Eternel refrain du fils piéridé : tu m'as gâché la vie, tu parles de me vider comme un poisson, tu m'humilies, on mangeait mal, tu hurles, tu hurles, et moi je ne pouvais que me faire minuscule, me prosterner, me morfondre...

Le ressentiment : rien de tel pour mettre en verve ! Qui n'a pas jubié, pris d'une subite fièvre, écrivant son fait à l'oncle Paul, au syndic d'immeuble ? Puis la fièvre retombe. La lettre part ou ne part pas, c'est secondaire. Kafka n'envoie jamais la sienne. A la place, il écrit un certain Procès. Il invente la culpabilité moderne.

REUD a cru tirer au clair ce qu'il se tramait sous le roman des familles. Il a eu des fils, qui continuent à mordre le grain. Un colloque les a réunis à Paris en 1987, autour du « Père ». Un livre transcrit leurs réflexions (Le Père, Denoël, 560 p., 135 F). Non-spécialiste, s'abstenir. Mais le profane en rendent des lueurs. Il y a le père, croit-on comprendre, et il y a l'idée que s'en fait l'enfant. Papa Kafka n'était peut-être

pas le monstre que le petit Franz avait profité à s'imaginer.

Avec les mères, même trafic, « Moi qui n'ai cessé de... » Entendu dans un restaurant, d'une femme à poitrine forte et à blouse compliquée : « Mes enfants se plaignent que je les étouffe, alors que je ne pense qu'à les aider. Voilà le remerciement ! » Le dévouement serait-il sadique ?

Si encore cela restait entre nous, sous les pendeloques de la salle à manger ! Mais la vie en société est tout imprégnée du grand chantage familial. Le pouvoir politique, lui aussi, porte un gilet à chaîne de montre, et y laisse tomber sa cendre de cigarette quand il tousse. Rappelons-nous ce fleuve canadien qui avait fait un carton sur les défilés parce que le gouvernement « avait la tête de son père » (sic).

LES monarchistes aimeraient refermer la porte de la chambre parentale et élever d'une domination torride de ciel. On les comprend. Ce n'est pas drôle d'écoper, pour père civique, d'un président Lebrun en larmes, d'un Aurélien Louchon, d'un Corty en falence, d'un Pompidou beau-frère à baguette, d'un Giscard descendant du châtelet en loden de chasse. Fétide, au moins, il ne boudait plus ; en principe. De Gaulle, c'était autre chose. D'abord, il paraît comme un livre, du haut de l'Histoire. Pour qu'il le surnom d'oncle a été retenu, pour Mitterrand ? Les sympathisants y trouvent leur compte d'affection ; et cette « pièce rapportée » permet aux adversaires de se croire enfants d'un autre lit.

La difficulté de faire l'Europe vient peut-être de nos embarras intimes, autant que des langues et de la TVA. Ces conseils à douze, comment y projeter la constellation familiale ? On dirait de ces réunions chez le notaire, dans la collégialité anonyme qui suit les deuils. M^{me} Thatcher, c'est la parfaite belle-sœur qui a décidé de ne pas partager son cottage pour un empire. Et Gorbatchev, quel rôle lui assigner, dans nos petits théâtres ? Sa tâche sur le front, en a-t-il conçu de complexes d'opéra sordide parfois la moralité ? Quelle belle idée de scénariste, en tout cas !

Certains dimanches de printemps, ou les jours de noces, quand les épouses et les tantes reprennent de la fraîcheur, sous les voilettes claires, les grandes gueules de la tribu font pacte de non-agression. Aujourd'hui, juré, il n'y aura pas de dispute, pas un mot de trop, même sur l'héritage de tante Charlotte !

Quel ennui, soudain !

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

SPORTS

AUTOMOBILISME : menaces sur les 24 Heures du Mans

L'impasse des Hunaudières

En décidant de ne plus homologuer de circuit comportant une ligne droite de plus de 2 kilomètres, le conseil mondial de l'automobile a condamné les célèbres Hunaudières. Cela remet en cause l'organisation des 24 Heures du Mans.

Les Hunaudières sont condamnées, la suppression de la plus célèbre ligne droite du sport automobile, étroitement associée à la légende des 24 Heures du Mans, a été la condition sine qua non imposée, le 8 décembre, par le conseil mondial de l'automobile à l'Automobile club de l'Ouest (ACO) pour le renouvellement de l'homologation de leur circuit, qui expire le 31 décembre.

A l'unanimité, le conseil a décidé « de ne pas donner ou renouveler l'homologation de tout circuit comportant une ligne droite supérieure à 2 kilomètres. La commission de sécurité établira la définition précise de la ligne droite ».

Même si elle ne le nomme pas, cette mesure vise bien sûr les Hunaudières. Cette portion du circuit mancais, longue de 5,8 kilomètres entre les virages du Tertre rouge et de Mulsanne, sur la route nationale qui relie Le Mans à Tours, comporte en fait deux lignes droites et une petite bosse que les pilotes peuvent négocier pied au plancher.

Plusieurs pilotes de sport-prototypes avaient déjà préconisé sa suppression ou son aménagement. « Depuis plusieurs années, les spectateurs n'ont plus accès aux Hunaudières pour des raisons de sécurité », explique Jean-Louis Schlesser, le nouveau champion du monde. Si le danger existe pour les spectateurs, il est encore plus grand pour nous. Pourquoi nous

faire prendre de tels risques puisqu'il n'y a personne pour nous voir ? »

La vue brouillée

Depuis 1961, la vitesse maximale enregistrée dans les Hunaudières est passée de 261 à 405 kilomètres/heure. A cette vitesse les pilotes ont la vue brouillée par les secousses. Les incidents mécaniques ou la moindre perte de contrôle de la voiture peuvent avoir des conséquences dramatiques. Sept pilotes ont trouvé la mort dans les Hunaudières depuis le Français Marius Mestivier en 1925. Six d'entre eux se sont tués depuis 1963 dont, dernier en date, l'Autrichien Jo Gartner en 1986.

Tout en faisant remarquer que le syndicat mixte des 24 Heures du Mans, constitué avec les collectivités locales, avait investi 10 millions de francs en 1988 pour refaire le revêtement et améliorer la sécurité de la ligne droite en posant une troisième rangée de rails de protection, les responsables de l'ACO estiment pourtant que « le problème de fond se situe sans doute ailleurs que dans la ligne droite ».

La décision du conseil intervient alors que d'amples négociations se poursuivaient sur les conditions financières de l'intégration des 24 Heures du Mans au championnat du monde des sport-prototypes. Ces négociations avaient déjà échoué l'an dernier sur le problème des droits de retransmission télévisée et de chronométrage, intégralement versés à la Fédération internationale du sport automobile (FISA) pour toutes les épreuves du championnat. Or ces droits assurent en tiers du budget de l'organisation des 24 Heures du Mans.

Après l'échec des précédentes négociations, les 24 Heures avaient

été organisées hors championnat du monde et avaient connu un énorme succès populaire avec le retour victorieux des Mercedes après trente-quatre ans d'absence. Dans l'espoir d'un accord tardif, la FISA avait alors protégé les dates de l'épreuve sarthoise.

Depuis la reprise de négociations, en octobre dernier, la FISA avait demandé par écrit (12 octobre et 8 novembre) à l'ACO de s'engager, en échange d'un contrat de trois ou cinq ans, à faire construire des boîtes modernes pour 1991 au plus tard (70 millions de francs). En échange, elle offrait aux organisateurs les droits de télévision pour la France (pour le Japon en 1990), l'exploitation commerciale des 24 Heures (recettes des panneaux, sponsors, etc.) et le maintien de la ligne droite des Hunaudières.

Comment expliquer cette volte-face ? Bernie Ecclestone, vice-président et grand trésorier du sport automobile, a-t-il estimé que les concessions faites à l'ACO étaient trop importantes et pouvaient donner quelques idées à d'autres organisateurs ?

Pour redorer une image de marque ?

Très critiqué après le Grand Prix d'Australie de formule 1 disputé le 5 novembre dernier dans des conditions de sécurité précaires, Jean-Marie Balestre a-t-il voulu redorer son image de marque ? Ne répondant plus aux normes de la FISA, les 24 Heures du Mans ne peuvent plus figurer au calendrier du championnat du monde 1990. Toutefois le calendrier ne sera définitif que le 20 décembre.

Le syndicat mixte des 24 Heures du Mans se dit prêt à financer l'aménagement de deux chicane sur la route nationale. Mais ces travaux ne pourraient être terminés en

juin 1990 car il doit obtenir l'accord de l'Etat, procéder à des expropriations et lancer un appel d'offres pour ces travaux.

En dénonçant les « décisions arbitraires » qui menacent des « épreuves automobiles de renom, appartenant souvent au patrimoine national », trois députés et un sénateur de la Sarthe demandent à l'Etat de retirer sa délégation de pouvoirs à la Fédération française du sport automobile. Ils devraient déposer cette semaine devant l'Assemblée une proposition de loi redonnant à l'Etat la compétence pour autoriser les courses, homologuer les circuits et garantir la liberté d'organisation des courses sur ces circuits.

GERARD ALBOUY

□ **HANDBALL** : les Français qualifiés pour le Mondial « A ». — Pour la première fois, en novembre 1990 à Séoul, une équipe de France féminine de handball participera au championnat du monde « A ». En terminant neuvième du championnat « B », qui s'est disputé à Randers (Danemark), l'équipe sélectionnée par Bernard Bouteiller a en effet obtenu sa qualification. Pour cela, il a fallu battre la Tchécoslovaquie 30-29 après prolongations et tir aux buts.

□ **SKI NORDIQUE** : Isabelle Mancini à Salt-Lake-City. — Agée de vingt-deux ans, la Jurassienne Isabelle Mancini, qui s'est classée sixième des 15 kilomètres en style libre de Salt-Lake-City (Utah) le 10 décembre, est la première skieuse de fond française à terminer dans les dix premières dans une épreuve de Coupe du monde de ski nordique. Détentrice de treize titres nationaux et gagnante la saison dernière du Tour des massifs, Isabelle Mancini qui, mesure 1,59 mètre pour 53 kilogrammes, est une skieuse de mesure de se classer dans les cinq premières lors des Jeux olympiques d'Albertville en 1992.

FOOTBALL : direction des équipes de France

Pouvoirs renforcés pour Michel Platini

Michel Platini restera à la tête de l'équipe de France de football. Il l'a officiellement confirmé, lundi 9 décembre à Paris, lors d'une conférence de presse. En poste depuis le 1^{er} novembre 1988, le sélectionneur a signé un nouveau contrat d'une durée de quatre ans et demi avec la Fédération française de football (FFF).

Après avoir échoué dans sa tentative de décrocher la qualification pour le Mondial italien de juin 1990, il conduira donc la sélection lors des deux prochaines échéances internationales, les éliminatoires du Championnat d'Europe des nations 1992 en Suède et ceux de la Coupe du monde 1994 aux Etats-Unis.

M. Jean Fournet-Fayard, président de la FFF, a précisé les modalités de ce contrat qui a, semble-t-il, donné lieu à d'amples négociations. Les pouvoirs de Michel Platini sont renforcés. L'ancien joueur est devenu directeur des sélections nationales seniors, autrement dit responsable de l'équipe de France A, mais également de la formation espoirs (joueurs âgés de moins de vingt et un ans) et d'une équipe A qu'il souhaite mettre sur pied afin de tester des joueurs trop âgés pour être retenus en espoirs. Autre nouveauté : il participera aux conseils fédéraux et aux conseils d'administration de la fédération et suivra donc de près l'évolution du football français. Enfin, il devient membre de la direction technique nationale au côté d'Henri Michel, son prédécesseur au poste de sélectionneur.

L'ancien capitaine de l'équipe de France, qui pourra à tout moment rompre son contrat (s'il ne veut pas être

prisonnier), a souhaité se voir attribuer les pleins pouvoirs. En un an de présence à la tête de la sélection, il a eu le temps de prendre conscience des imperfections du système. C'est ainsi qu'il entend désormais avoir un droit de regard et d'intervention sur tout ce qui concerne l'environnement de l'équipe nationale (rapports avec les sponsors, contrats publicitaires, calendrier, primes de match...).

Lors de cette conférence de presse, Michel Platini a également donné la liste des dix-huit joueurs retenus pour la tournée que l'équipe de France doit effectuer au Koweït du 15 au 25 janvier (trois matches amicaux dont un contre la RDA). L'attaquant alsacien Pascal Vahurin fait son apparition au sein du groupe, en remplacement du Bordelais Stéphane Paille, hors de forme.

Joël Bats est également absent, mais, selon Michel Platini, cela ne signifie pas que le gardien de but du Paris-SG, qui doit prendre prochainement une décision concernant sa « retraite » internationale, soit définitivement écarté. La liste des sélectionnés est la suivante : gardiens de buts, Bruno Martini (Auxerre), Gilles Roussel (Sochaux) ; défenseurs, Basile Boli (Auxerre), Manuel Amoros (Marseille), Eric Di Meo (Marseille), Bernard Casoni (Toulon), Rémi Garde (Lyon), Franck Sylvestre (Sochaux), Franck Sauzeau (Marseille) ; milieux de terrain, Didier Deschamps (Marseille), Marcel Dib (Monaco), Jean-Marc Ferreri (Bordeaux), Laurent Blanc (Montpellier), Bernard Pardo (Bordeaux) ; attaquants, Christian Perez (Paris-SG), Eric Cantona (Montpellier), Jean-Pierre Papin (Marseille), Pascal Vahurin (Auxerre).

Ph. Br.

COMMUNICATION

Aidée par le programme Cartoon

L'animation européenne cherche une stratégie industrielle

Vingt-sept télévisions européennes ont décidé d'intensifier leur collaboration en matière de dessins animés. Parallèlement à cet effort des diffuseurs, les entreprises d'animation se regroupent et tentent de résoudre leurs problèmes d'emploi.

Les télévisions de la Communauté européenne diffusent chaque année quelque onze mille heures de dessins animés. Mais ceux-ci sont en forte majorité américains ou japonais. Ce n'est pourtant pas faute d'œuvres disponibles : il y a, en Europe, plusieurs centaines de producteurs de dessins animés qui frappent inlassablement aux portes de leurs chaînes nationales. Mais ces derniers n'ont souvent pas les moyens de financer une production, et elles préfèrent acheter des séries japonaises vendues à bas prix. Sur les 35 millions d'euros investis par les télévisions européennes dans le dessin animé, seuls 20 % vont au financement de programmes issus de la CEE.

La seule façon de dépasser cette équation défavorable consiste à développer, comme pour les autres types de programmes, la collaboration financière de plusieurs télévisions. Hélas, dans le secteur du dessin animé, les responsables des télévisions commencent très mal leurs voisins européens et chacun se méfie de producteurs inconnus dont on mesure mal la fiabilité. En conséquence, les projets de coproductions européennes traînent en longueur et la délicate mécanique qui doit combiner financement, fabrication et commercialisation des droits dérivés d'enraye.

Début décembre, les représentants de vingt-sept télévisions européennes ont décidé d'améliorer leur coopération. Désormais, Cartoon, le secteur animation du programme audiovisuel de la Commission de Bruxelles, rassemblera tous les projets de coproduction, sélectionnera ceux qui lui semblent présenter toutes les garanties de sérieux et les fera circuler rapide-

ment parmi les chaînes. Deux fois par an, les diffuseurs intéressés se réuniront à l'initiative de Cartoon, pour arrêter leurs décisions et mettre au point les montages financiers.

Parallèlement à cette mobilisation des diffuseurs, certains producteurs d'animation ont commencé à mettre en commun leurs projets et leurs capacités techniques. Le grand studio allemand Egmont und Gesh s'est ainsi associé avec La Fabrique au France, Serial en Grande-Bretagne et Sodep en Belgique. Trois autres groupements européens d'intérêt économique, concernant une vingtaine d'entreprises, sont en voie de constitution.

Ces regroupements devraient mettre les chaînes à l'abri d'une défaillance toujours possible d'un producteur unique qui compromet la livraison régulière des séries et renchérit le coût de fabrication. La circulation plus fluide des projets entre les partenaires peut également éviter aux entreprises d'animation ces ruptures d'activité entre deux productions qui se sont révélées fatales à de nombreuses sociétés.

La fin de l'âge artisanal

Aidée par Bruxelles qui finance déjà scénarios et pilotes, l'animation européenne sort donc peu à peu de l'âge artisanal et tente d'augmenter sa production, jusqu'à présent limitée à 8 % du marché mondial. Mais la bataille de l'industrialisation est cependant loin d'être gagnée. Le dessin animé doit encore résoudre de graves problèmes de main-d'œuvre. Il suffit que les studios Disney s'installent à Montreuil, que Don Bluth s'implante à Dublin pour fabriquer la suite de *Roger Rabbit* pour que ces grands projets attirent l'essentiel des talents et désorganisent le marché de l'animation.

La surchaleur des grands studios américains fait s'envoler les

salaires des animateurs et tout le combat économique des dessins animés européens contre leurs concurrents d'Extrême-Orient se trouve compromis. La banque de données « emplois » de Cartoon recense toujours beaucoup plus d'offres d'emploi pour les animateurs que de demandes. Le programme Media de la Commission européenne a donc décidé d'intensifier ses efforts de formation en France, en Grande-Bretagne et au Danemark.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Nominations dans l'audiovisuel public

- Jacques Chancel devient directeur des programmes de FR3
- Claude Sérillon remplace Christine Ockrent au journal d'Antenne 2

M. Jacques Chancel a été nommé, lundi 11 décembre, directeur des programmes de FR3, poste occupé jusqu'en octobre dernier par M. Yves Jaigu. Le créateur du « Grand échiquier » vient ainsi compléter l'organigramme de la Trois, constitué jusqu'ici de M. Dominique Aldry, directeur général, et de M. Jean-Marie Cavada, directeur de l'antenne.

A Antenne 2, ce sont les hypothèses et interrogations pesant sur la rédaction, cette fois, qui devraient être levées, mardi 12 décembre. Au terme d'âpres tractations, la direction générale de la chaîne doit annoncer le retour de Claude Sérillon à la présentation du journal de 20 heures. William Leymergie renouvellerait également avec la présentation de « Télé-matin », Henri Samier lui succédant au journal de 13 heures. Enfin, Philippe Lefait devrait présenter la dernière édition. Quant à M. Claude Carré, actuellement directeur de la rédaction, il devrait être nommé directeur de l'information et être entouré de quatre directeurs adjoints.

Envoyée depuis quelques jours (le Monde du 8 décembre), la nomination de M. Chancel met un terme — provisoire ? — aux incertitudes et à la confusion régnant depuis plusieurs semaines au sommet de la chaîne. M. Cavada avait, en effet, pris l'initiative de faire venir à ses côtés M. Richard Varnay dont il souhaitait faire son directeur adjoint. Une initiative

Premier club de vente de livres par correspondance

France-Loisirs est condamné pour abus de position dominante

France-Loisirs, le premier club français de ventes de livres par correspondance (plus de 4 millions d'adhérents et un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs) a été condamné à une amende de 20 millions de francs par le conseil de la concurrence. Il est reproché à France-Loisirs un « usage abusif » de sa « position dominante ».

Le club de livres, filiale à parts égales du groupe de la Cité et du groupe allemand Bertelsmann devra désormais limiter ses contrats d'exclusivité « aux seules ventes par abonnement, correspondance et cour-

tage » et « supprimer la clause selon laquelle l'éditeur s'engage à refuser toute demande de solde et d'offre publicitaire émanant d'un autre club ».

Jusqu'à présent France-Loisirs demandait aux éditeurs avec qui il signait un contrat de ne pas passer d'accord avec un autre club, ni de faire paraître le livre en édition de poche avant un certain délai. Ce type de contrat, aujourd'hui condamné, n'a d'ailleurs jamais provoqué de plainte chez les cent dix éditeurs qui ont passé des contrats avec France-Loisirs.

Mais il est vrai aussi que les autres clubs de livres — le Grand Livre du mois ou Succès du livre qu'avait lancés Hachette et qui est désormais contrôlé par Maxi-livre — se sentent asphyxiés dans le choix de leurs ouvrages par la préférence exorbitante par France-Loisirs, fort de son réseau de distribution (110 magasins et 77 points de vente dans les librairies) et de la « seconde vie » souvent florissante qu'il assure aux livres qu'il choisit.

On comprend donc que la décision du conseil de la concurrence satisfasse le Grand Livre du mois, qui estime que « c'est bien pour l'ensemble des éditeurs, car ils retrouvent ainsi leur liberté ». On comprend aussi que France-Loisirs trouve la sanction « exorbitante » et se réserve la possibilité de faire appel. On souligne aussi à France-Loisirs qu'avec ou sans contrat d'exclusivité, l'infatigable éditeur demeurera de ne pas concurrencer légitimement la vente des titres achetés par le club.

P. L.

□ **NRJ évaluée à 2 milliards de francs** après son introduction en Bourse. — L'introduction de NRJ sur le second marché de la Bourse de Paris s'est faite vendredi 8 décembre : 512 640 titres ont été vendus au prix de 380 francs l'action, portant la valeur de la station à 2 milliards de francs. Dans un communiqué, NRJ rappelle que sa première tentative d'introduction en Bourse, le lundi précédent,

Sous la présidence de M. Jean Daniel

« The Independent »
« El País »
et « la Repubblica »
envisageraient
de lancer un quotidien
en France

Trois quotidiens, *The Independent* (Londres), *la Repubblica* (Rome) et *El País* (Madrid) auxquels pourrait se joindre le journal de Munich la *Süddeutsche Zeitung*, vont créer d'ici à un mois la Société européenne d'édition au capital de départ de 250 000 francs. Cette société, qui sera présidée par M. Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, envisage de lancer en France un nouveau quotidien de langue française. Toutefois, le projet en est, selon M. Eugenio Scalfari, directeur de *la Repubblica*, « encore au stade de l'étude de faisabilité » et « aucune date de lancement n'est annoncée ».

Pour le directeur du *Nouvel Observateur*, la nouvelle société va d'abord étudier le lancement de collections de livres à vocation européenne et va donc se mettre en quête de partenaires au sein du monde de l'édition comme Le Seuil ou La Terza.

« Le lancement du quotidien est un projet dont nous avons discuté en juin, après un colloque consacré à la Révolution française », explique M. Jean Daniel. Il est encore dans les nues : le plus difficile à définir est sa place, entre le Monde, le Figaro et Libération, et le lectorat qu'il serait susceptible de trouver.

au prix de 320 francs « avait été reportée en raison de l'afflux exceptionnel de la demande ». Et, ajoute le texte, « ce n'est que grâce à la procédure d'offre publique de vente avec blocage des fonds que NRJ a pu être enfin cotée ». La demande n'a pu être satisfaite, en effet, qu'à hauteur de 2,89 %, les ordres d'achat ayant porté sur 17,7 millions d'actions.

Bioéthique

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Bioéthique : les garde-fous de l'Europe

La réflexion sur la bioéthique avance à grands pas à l'échelon international. Alors que l'ambitieux projet français est remis en question, l'Europe s'organise.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

En organisant il y a quelques jours à Strasbourg son premier Symposium international de bioéthique (le Monde du 8 décembre), le Conseil de l'Europe a, à sa manière, montré à quel point la réflexion internationale progresse rapidement dans ce domaine. Tout indique aujourd'hui que l'on entre, avec la bioéthique, dans une nouvelle période marquée par la volonté de mieux en mieux affirmer de dépasser le simple débat d'idées pour traduire dans les textes les grandes lignes d'un consensus international en gestation.

Si la réflexion philosophique sur le pouvoir que détiend l'homme d'agir sur l'espèce humaine n'est pas nouvelle, les progrès réalisés ces quinze dernières années en biologie lui donnent une toute nouvelle dimension. Ces progrès permettent en effet d'intervenir directement, par le biais des médecins le plus souvent, dans le processus de la vie humaine. « Les dangers et les enjeux de ces progrès sont à la source d'un regain de la réflexion éthique », peut-on lire dans le remarquable rapport « De l'éthique au droit » du Conseil d'Etat. Mais en même temps il en montre les limites. Car si l'éthique est essentiellement individuelle, les questions soulevées aujourd'hui sont d'ordre politique et social. « L'éthique demeure indispensable mais elle ne peut et ne doit pas remplacer la réflexion collective. »

En matière de bioéthique, on assiste depuis une décennie, le plus souvent grâce à l'impulsion donnée par des organisations non gouvernementales, à l'intensification des échanges internationaux, explique M^{me} Bartha Maria Knoppers, pro-

fesseur de droit comparé (université de Montréal, Québec), rapporteur général du symposium de Strasbourg. Et l'on observe aujourd'hui l'émergence d'un consensus quant à la nécessité d'une action politique internationale ou régionale qui, au-delà des différences culturelles et nationales, assurera le minimum vital pour un certain nombre de normes et de valeurs largement partagées.

Cette tendance n'interdit nullement par ailleurs l'adoption, comme cela commence à être le cas, de dispositions spécifiques nationales. C'est particulièrement vrai aujourd'hui avec les projets en cours d'examen en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale visant à encadrer la recherche médicale et scientifique sur l'embryon humain.

Incertitudes

« Cette approche ponctuelle conduit à des dispositions spécifiques à l'intérieur de cadres législatifs ou réglementaires déjà existants », ajoute le professeur Knoppers. Ce type d'approche répond à un besoin précis et urgent et indique, d'une manière plus générale, que les politiques ne peuvent plus ignorer des sujets aussi fondamentaux puisqu'ils touchent à la nature et au genre humain et concernent directement l'avenir de l'humanité.

Tout, en fait, s'est précipité avec la naissance, en 1978, de Louise Brown, premier enfant au monde conçu après fécondation in vitro. Et l'on a vu le débat sur la nécessité d'encadrer les travaux de biologie moléculaire et de génétique faire place progressivement à celui d'aujourd'hui qui, pour l'essentiel,



Louise Brown, née en 1978, premier enfant au monde conçu par fécondation in vitro.

porte sur l'application de ces techniques à la médecine.

Depuis 1985, le Conseil de l'Europe a confié à un comité d'experts – le CAHBI – l'élaboration de normes européennes dans ce domaine. On indique à Strasbourg que « l'urgence d'agir dans le domaine de la bioéthique résulte non seulement de l'absence de règles juridiques claires qui puissent s'appliquer aux nouvelles situations créées par la biotechnologie, mais également de l'incertitude dans le domaine des droits de l'homme. Par exemple, sur la question de savoir si le droit à la vie concerne l'enfant non-né ou si ce droit inclut celui de donner la vie ».

On souligne par ailleurs que, s'il n'existe pour le moment pas encore de consensus européen sur la totalité des questions soulevées, un large accord se manifeste déjà sur plusieurs points importants tels que le « rejet de tout profit », la « nécessité de contrôler la recherche biomédicale », le « respect de la dignité humaine » et la « préminence de l'intérêt de l'enfant à naître ».

Sur tous ces points, le symposium de Strasbourg a clairement montré la volonté de progresser rapidement vers l'élaboration de garde-fous européens. La seule réflexion éthique au sein de comités locaux n'offre en effet

aucune garantie absolue contre les multiples risques de dérive.

« Une distance énorme existe entre les sciences biomédicales et le droit, distance qui constitue un défi pour la démocratie, surtout avec l'ouverture de l'Europe vers les pays de l'Est », a expliqué le professeur Knoppers. Pour combler ce fossé, un appel doit être lancé aux politiques pour qu'ils disent le droit. Il faut dépasser les différences pour assurer l'avenir de l'humanité tout en tenant compte de la pluralité des approches scientifiques.

Une lecture des recommandations du Conseil de l'Europe sur la bioéthique fait ressortir l'existence et la reconnaissance de trois patri-

moines appartenant à l'humanité. Il s'agit d'un patrimoine culturel dans le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine, d'un patrimoine moral pour la sauvegarde des valeurs spirituelles ou morales, et d'un patrimoine génétique humain individuel et collectif, héritage de notre filiation ancestrale.

Tourisme biomédical

Dans l'esprit des spécialistes d'une trentaine de pays réunis au Conseil de l'Europe, une telle harmonisation permettrait en particulier de prévenir le développement inquiétant des filières marchandes d'organes humains. On enregistre les tentations du « tourisme biomédical » ou « procréatif », comme il y avait eu il y a quelques années le « tourisme abortif ». La charte européenne, voire supranationale, en gestation concernera toutes les interventions qui modifient la création de la vie humaine et permettra le contrôle de la personne sur son propre corps et sur l'ensemble des composants, fussent-ils microscopiques, de celui-ci.

Face aux Etats-Unis et au Japon, l'Europe a toutes les chances de jouer un rôle moteur et dominant dans ce qui, à bien des égards, apparaît comme une version moderne de la défense des droits de l'homme. C'est dire à quel point on peut regretter aujourd'hui les atomismes français en la matière puisque, contrairement à ce qui était prévu et possible, l'année du Bicentenaire n'a pas vu le Parlement français débattre de textes de loi rédigés, à la demande des deux derniers gouvernements, par le Conseil d'Etat.

J.-Y. N.

Un entretien avec M. Claude Evin, ministre de la santé

« L'éthique ne peut être seulement l'affaire des spécialistes »

« La confusion la plus grande règne aujourd'hui quant aux intentions gouvernementales en matière de législation sur la bioéthique. M. Michel Rocard avait demandé au Conseil d'Etat un avant-projet de loi qui, contrairement aux engagements pris, semble sur le point d'être « enterré ». Où en est, sur ce point, la réflexion gouvernementale ?

« Il n'y a aucune espèce de confusion. Il faut, avant tout, rappeler la procédure qui avait été choisie par le Gouvernement. A la suite du rapport « De l'éthique au droit », le premier ministre avait saisi le Conseil d'Etat et demandé au président Braibant d'animer un groupe de travail. J'ai demandé à des médecins et à des scientifiques d'être présents au sein du groupe de travail ainsi constitué, qui était alors composé essentiellement de juristes. Je souhaitais que la réflexion juridique soit en pleine symbiose avec les réalités actuelles du monde de la médecine et de la recherche, dont les évolutions technologiques récentes sont considérables. Beaucoup de praticiens n'avaient, en effet, informés des problèmes auxquels ils étaient confrontés.

« Aujourd'hui, le gouvernement dispose, au terme d'un travail énorme, d'un document de grande qualité, rédigé par des experts et qui nous fournit les éléments essentiels du cadre juridique de toute éventuelle réforme.

« Qu'allez-vous faire de ce document ? Le gouvernement souhaite-t-il, en la matière, légiférer ?

« Nous en sommes aujourd'hui au stade où ces propositions d'experts doivent être confrontées à l'épreuve de l'opinion, avant que l'on puisse déterminer précisément

les contours d'un projet de loi. Le choix définitif appartient, bien sûr, au pouvoir politique.

« Qu'appellez-vous « l'épreuve de l'opinion » ?

« L'éthique ne peut être seulement l'affaire des spécialistes. Elle concerne tous les citoyens de ce pays. Je pense que l'on ne peut pas aborder sérieusement, dans le même temps, des sujets aussi importants qui concernent, de manière très profonde, en conscience, chacun d'entre nous. Il convient donc de définir la méthode. Celle-ci pourrait consister à affirmer, en premier lieu, les principes fondamentaux qui doivent guider l'approche du législateur. J'en vois deux, qui sont incontournables. D'abord, le principe d'indisponibilité du corps humain, c'est-à-dire la mise hors du secteur marchand, pour éviter tout abus ou trafic ; ensuite, les barrières nécessaires à mettre pour éviter que les progrès de la recherche ne puissent aboutir à une forme d'engaissement. Une fois ces principes définis, qui vaudront pour l'ensemble des textes à venir, on pourra prendre les sujets les uns après les autres, selon leur degré d'urgence, et leur maturation dans l'opinion.

« En pratique, quels sont les thèmes qui doivent, selon vous, être en priorité abordés ?

Certains problèmes appellent une réponse rapide, en particulier ceux soulevés par les dons d'organes et par la recherche épigénétique. Ainsi, les conditions des prélèvements d'organes nécessitent d'être améliorées pour qu'ils s'effectuent dans un cadre juridique clair, bien compris par l'opinion. Il s'agit, en effet, de mieux répondre à un impératif de santé publique et de mieux informer les citoyens. Il ne peut ici s'agir

d'actions « à la sauvette », mais d'une organisation transparente indispensable pour faire face à certaines maladies. En ce qui concerne cette loi du 22 décembre 1976, dite « loi Caillaud », il semble nécessaire de prévoir expressément les sanctions pénales contre toute personne, y compris les intermédiaires, impliqués dans des trafics d'organes humains. J'ai récemment appris avec stupeur et indignation que certains pensaient en Europe pouvoir acheter un organe à un donneur vivant. Je crois qu'il est essentiel de rappeler, et d'inscrire dans notre droit, que le corps ne peut être l'objet d'un échange marchand.

La congélation d'embryons

« En matière de procréation médicalement assistée, quelle est votre position ?

« En France, près de quinze mille enfants ont déjà vu le jour grâce à ces techniques. Il faut s'opposer à la « fabrication » d'embryons humains à d'autres fins que la lutte contre la stérilité. Je suis conscient que ce domaine touche les personnes concernées dans ce qu'elles ont de plus précieux, la transmission de la vie.

« Il faudra du temps pour que notre société trouve ici un équilibre dans les différentes réponses à apporter. La loi devrait aussi prévoir expressément que les techniques de procréation médicalement assistée ne peuvent être que des méthodes palliatives à la stérilité ou au risque de transmission d'une maladie héréditaire grave. Il ne peut en aucune manière s'agir de pratiques de confort, soumises à la loi du marché. On peut aussi évoquer le problème de la congélation des embryons humains. Soixante et

une équipes en France pratiquent la congélation de ces embryons et deux cent dix enfants sont, en 1988, nés après transferts d'embryons congelés. Le législateur ne devrait-il pas, seul, pouvoir fixer la durée de conservation des embryons congelés et prévoir ce que l'on fait des embryons surnuméraires abandonnés ?

« Faut-il laisser à la seule jurisprudence la charge de fixer les règles qui doivent s'appliquer ? On ne peut laisser à la seule conscience des chercheurs des problèmes aussi lourds. Nous en sommes au temps des débats, qui doivent aussi être éclairés par ceux qui se déroulent dans les autres pays.

« Comment la loi pourrait-elle prévoir que les techniques de procréation médicalement assistée ne devraient être que « des méthodes palliatives à la stérilité ou au risque de transmission d'une maladie héréditaire grave » ?

« La stérilité est un état médicalement défini et dont les étiologies sont connues. De même, les progrès de la génétique permettront de définir de mieux en mieux les différents maladies héréditaires qui frappent l'humanité. Ces états étant connus, il ne peut y avoir d'ambiguïté dans l'application de la loi si celle-ci subordonne la procréation médicalement assistée à certains critères médicaux définis.

« Que pensez-vous des récentes initiatives visant à la création d'un comité d'éthique européen, voire à la promulgation d'une réglementation européenne en la matière ?

« Je suis très attentif aux travaux du Conseil de l'Europe et je trouve très intéressante la proposi-

tion de création d'un comité d'éthique européen. Mais il y a un temps où, dans certains domaines précis, le législateur doit prendre ses responsabilités. La science ira toujours plus vite que le droit, mais c'est au droit, c'est-à-dire à la norme sociale, démocratiquement élaborée, de dire ce qui est permis et ce qui est interdit. Sur le fond, je pense que les premiers éléments d'une législation française, notamment pour freiner les tentations mercantiles ou eugéniques, pourraient produire un utile effet d'entraînement en Europe.

« M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, a

déclaré, il y a quelques jours, lors du premier symposium de bioéthique, organisé par le Conseil de l'Europe, que, dans ce domaine, le débat serait en France « transposé au plus haut niveau ». Est-ce à dire qu'en dernier ressort ce sera M. François Mitterrand qui arbitrera ? Si oui, dans quel délai le fera-t-il ?

« Tout le monde sait que le président de la République suit avec une attention toute particulière des questions aussi fondamentales auxquelles notre société est confrontée.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Conférence

Dans le cadre de l'exposition
PASSION-RECHERCHE
réalisée pour le cinquantième anniversaire du CNRS

« L'évolution, hier, aujourd'hui, demain, »
par François Jacob,

Professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, directeur de recherche au CNRS

samedi 16 décembre à 15h

... et n'oubliez pas les conférences / débats à 17h :
le 20 décembre « L'avenir des greffes d'organes »
le 27 décembre « Les matériaux du futur »

(entrée libre)

SCIENCES • MÉDECINE

Nucéaire : l'œuf de Colomb

Les Américains tentent de mettre au point un réacteur nucléaire qui réagirait seul en cas d'accident, sans intervention humaine ni apport d'énergie extérieure. Les Français sont sceptiques.

« L'INDUSTRIE nucléaire se sent aujourd'hui dans la position d'une équipe qui a défendu désespérément ses buts durant la plus grande partie du match et qui, soudain, s'empare de la balle. Nous progressons vers les lignes adverses. Le vent est avec nous, le public est avec nous. » Cette métaphore footballistique avait été choisie par M. Richard Slember, vice-président de la firme américaine Westinghouse Electric Co. pour décrire ses espoirs d'avenir de constructeurs de centrales lors d'un colloque tenu fin novembre à San Francisco. Et il est vrai que l'électronucléaire américain semble sortir du purgatoire, après plus de vingt ans d'immobilisme total (aucune commande de réacteur depuis 1973). Paradoxalement, cette évolution semble avoir été initiée par la percée de l'écologie, la sensibilisation de l'opinion face à « l'effet de serre » causé par le gaz carbonique dégagé par les combustibles fossiles.

Mais, pour « transformer l'essai » que veut venir M. Slember, les constructeurs de centrales américaines doivent se refaire une virginité technologique. Leur arme secrète : les « réacteurs à sécurité passive renforcée ». Un concept suffisamment séduisant pour avoir justifié une étude de l'Office parlementaire (France) d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, dans le cadre de la préparation du débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale.

Cent fois moins de risques

L'erreur humaine a joué un rôle important dans les accidents comme Tchernobyl ou Three Mile Island. Par ailleurs, les automatismes les plus sophistiqués peuvent aussi avoir leurs défaillances. Face à ces deux constatations, les ingénieurs américains ont imaginé de faire reposer la sûreté de leurs réacteurs sur les lois de la physique :

gravité, circulation naturelle de l'eau pour le refroidissement, etc. C'est ainsi, par exemple, que le réacteur AP-600 (voir dessin), développé sous la maîtrise d'œuvre de Westinghouse, est surmonté de gigantesques réservoirs d'eau.

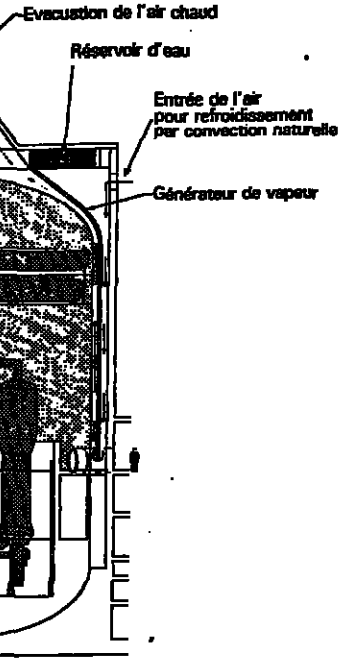
En cas de surchauffe du cœur, un véritable déluge se déverse entre les deux parois de l'enceinte métallique qui contient le réacteur et les générateurs de vapeur. L'eau bouillante (destinée à ralentir les échanges neutroniques) est injectée dans le cœur en cas d'urgence par la détente d'azote sous pression contenu dans des réservoirs, et non par des pompes. En outre, l'AP-600 a subi, par rapport aux réacteurs traditionnels, une cure de simplification. Les éléments inutiles et souvent fragiles ont été implacablement éliminés. C'est ainsi que le nombre des pompes passe de 213 à 139, celui des vannes de 2 553 à 1 745, et que la longueur totale des canalisations est réduite de 45 %. Grâce à ces mesures, les risques de contamination de l'environnement en cas d'accident seraient cent fois inférieurs, et les probabilités de dommage du cœur dix fois plus basses pour l'AP-600 que pour le meilleur des réacteurs nucléaires américains actuellement en service, affirme-t-on chez Westinghouse.

Outre l'AP-600, qui est un réacteur à eau pressurisée (REP, du même type que les centrales françaises), le gouvernement américain subventionne des études analogues menées sous la maîtrise d'œuvre de la firme General Electric, sur un réacteur à eau bouillante, une autre technologie qui n'est pas employée dans le parc nucléaire français. Les Suédois, avec le Processus Inherent Ultimate Safety (PIUS), et les Japonais avec l'Intrinsically Safe Economical Reactor (ISER), tentent d'aller encore plus loin.

Il s'agit, pour eux, de mettre au point des réacteurs « intrinsèquement sûrs », où tout accident se traduirait simplement par un arrêt

automatique de la réaction dans le cœur, et l'évacuation de la chaleur résiduelle. Sans aucun dégat et, surtout, sans intervention humaine. Les Britanniques, enfin, travaillent sur le SIR (Safe Integral Reactor). Un petit réacteur (300 MW contre 600 pour le AP-600 et 1300 pour les réacteurs français), faisant moins appel aux systèmes de sûreté passive, mais qui offre la particularité d'avoir tous ses composants enfermés dans une seule enceinte métallique.

Face à ces projets qui, pour l'instant, n'existent que sur le papier, les Allemands (avec le « Contoy ») et les Français (avec le N4) préfèrent perfectionner leurs réacteurs existants. Un « peaufinage » qui intègre l'expérience de nombreuses années de fonctionnement (et l'étude détaillée des accidents des autres) pour améliorer la



sûreté, essentiellement au niveau de l'interface homme-machine, grâce au perfectionnement de l'informatisation et de l'ergonomie des salles de commandes. Parallèlement, certains composants comme les pompes, les échangeurs de chaleur et les turbines sont également réduits, dans le but d'accroître le rendement.

Standardisation

Une différence radicale de philosophie. « Le système de sûreté passif, c'est un peu la ligne Maginot », estime M. Marcel Chabrilac, directeur « ingénierie nucléaire » à la société Framatome. « Cela fonctionne à condition d'être certain qu'il est impossible de la contourner. » Les Français préfèrent, pour leur part, s'en tenir à leur bonne vieille théorie de la « défense en

profondeur », qui s'appuie sur l'action de l'homme, secondé par de solides précautions techniques, et l'ordinateur. « En cas d'incident », explique M. Chabrilac, il faut que l'automatisme intervienne dans les premières dizaines de minutes afin que l'équipe de conduite puisse analyser la situation sans être trop stressée. Mais, ensuite, l'homme doit reprendre les choses en main. »

Pour éviter la catastrophe de type Tchernobyl, il faut impérativement assurer quatre fonctions-clés : l'approvisionnement en eau des circuits, le contrôle du cœur, l'extraction de la chaleur résiduelle et l'étanchéité des enceintes de confinement. « Dans une centrale bien conçue, il existe une dizaine de circuits possibles pour cela. L'important est que l'un d'entre eux au moins soit en état de marche. Nous avons perfectionné les systèmes de gestion informatique afin que l'opérateur puisse identifier rapidement », assure M. Chabrilac.

Avec cette approche, la sûreté passive peut être, selon lui, « un complément intéressant, mais rien de plus ». Et tout baser sur elle risque au contraire d'être dangereux : persuadé que toute intervention de sa part sera inutile, le conducteur de la centrale est encouragé à la négligence. Cela n'empêche pas cependant les Français de suivre attentivement les recherches américaines, en particulier sur l'AP-600. Une « veille technologique » qui entre dans le programme « REP 2000 » mais également par le CEA, EDF et Framatome. M. Jacques Bouchard, directeur délégué pour la mission nucléaire du CEA, est dubitatif : les gains en sûreté dus aux dispositifs passifs ne sont pas négligeables, mais ils sont acquis, selon lui, au prix d'une réduction de la puissance spécifique du cœur (pour permettre le refroidissement par circulation naturelle de l'eau), et d'incertitudes techniques.

« Les enceintes métalliques risquent, par exemple, de pour des

problèmes de dimensionnement et de tenue aux radiations qui ne se posent pas sur les dômes de béton, estime-t-il. Et, sur le SIR britannique, la cive est quatre fois plus lourde pour un 300 MW que pour nos réacteurs de 1 000 MW. Économiquement, ce n'est pas sérieux. »

Chez Framatome, on estime également que le concept de sûreté passive des Américains est « avant tout médiatique ». Mais le constructeur français ne dissimule pas, en revanche, son intérêt pour l'aspect économique du projet AP-600. Tirant la leçon de ses errements passés, l'industrie électronucléaire américaine tente, en effet, aujourd'hui de s'adapter à son marché. La réduction de puissance à 600 MW (contre 1 400 en Europe) pour les réacteurs les plus récents correspond aux besoins des compagnies d'électricité privées américaines, les « utilities », qui, à quelques exceptions près, sont très loin du gigantisme d'EDF.

Les constructeurs tentent par ailleurs de limiter l'offre à un ou deux modèles standards, ce qui permettrait de mettre fin à l'anarchie passée du parc américain, où chaque nouvelle centrale, modèle pratiquement unique, devait être homologuée par la très sévère NRC (Nuclear Regulatory Commission), ce qui encourageait les actions de blocage des environnementalistes, et paralysait le marché.

Or la standardisation, c'est précisément ce qui fait la force du parc électronucléaire français. Un bon réacteur français au fonctionnement éprouvé, réduit de 1 000 à 600 MW, et intégrant, même, certains concepts de « sûreté passive », pourrait bien l'emporter face à un matériel radicalement nouveau qui n'a pas encore fait ses preuves. Déjà présent sur le marché au travers de filiales communes avec des compagnies américaines pour la maintenance et le combustible nucléaire, Framatome attend, en embuscade...

JEAN-PAUL DUFOUR

Les criquets vaincus par la météo

La menace que les criquets pèlerins faisaient peser sur la moitié nord de l'Afrique s'est estompée. Et pourtant...

UNE importante réunion s'est tenue à Rabat (Maroc) du 27 novembre au 2 décembre 1989, sur les « perspectives de recherches biologiques et chimiques dans le cadre de la lutte anti-acridienne ». Elle a regroupé, autour des spécialistes marocains, des représentants de onze pays africains concernés par les invasions récentes du criquet pèlerin ainsi que douze acridologues français (dont trois spécialistes de l'université de Paris-Sud-Orsay, trois de celle de Bordeaux et l'équipe du PRIFAS de Montpellier), ainsi que trois Canadiens et un Belge.

Organisée par la faculté des sciences de Rabat et la Conférence internationale des responsables des universités et institutions à dominante scientifique et technique d'expression française (CERUISEF) avec le concours de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AULPELF) et de l'université des réseaux d'expression française (UREF), elle est la première réunion de cette ampleur rassemblant hommes de terrain et spécialistes de laboratoire.

La dernière invasion généralisée est celle de 1987-88 (voir le Monde du 7 juillet et 1^{er} novembre 1988, du 24 mai 1989) au cours de laquelle la moitié nord de l'Afrique a été dramatiquement touchée. Un total de 14 millions d'hectares ont été traités par des acridicides, et le coût global des opérations est évalué à 140 millions de dollars. Nous sommes maintenant en période de rémission du fait, bien entendu, de l'action de l'homme, mais probablement surtout grâce au retour de facteurs climatiques défavorables aux criquets et au nombre très important d'essaims qui se sont perdus en mer lors de leurs migrations du Sahara vers l'ouest.

Les spécialistes ont pu confronter leurs expériences dans les domaines biologique, chimique, écologique et tenter de comprendre les raisons de cette gigantesque invasion.

• Au seul Maroc, 2 millions d'hectares ont été traités à partir d'octobre 1987. La densité des essaims fut parfois telle que sur un seul olivier par exemple, 200 000 criquets ont pu être tués.

Ce criquet pèlerin, le *Schistocerca gregaria*, vivait calmement dans ses aires endémiques depuis 1960. Il y est alors démolition

des différents pays. La lutte préventive s'était désorganisée. Les cotisations financières données aux organismes de contrôle diminuaient. C'est ainsi que, dans plusieurs zones en 1986, les populations de criquets pèlerins ont pu s'accroître, se mettre à pulluler, devenir grégaires et migrer en 1987 en trouvant des conditions climatiques favorables.

Il faut agir et vite. Mais les régions arides envahies sont souvent d'accès difficile et il existe aussi des zones d'instabilité politique ou de conflit. Mais le criquet ne connaît pas les frontières, et la lutte est forcément multinationale. Autant de problèmes.

Ainsi, après la reproduction de l'automne 1987, les invasions se dirigent vers le nord-ouest et le Maghreb est atteint. La reproduction d'hiver qui suit bénéficie de conditions climatiques idéales et il y a migration en retour de la Tunisie vers le Sahel. On trouve des bandes larvaires ne volant pas, marchant par 4 000 à 5 000 au mètre carré, se déplaçant sur plusieurs kilomètres.

La lutte s'organise, devient efficace mais coûte fort cher.

Pas d'insecticide idéal

Le principal produit utilisé dans le passé depuis trente ans, la dieldrine, très rarement et donc longuement efficace au passage d'essaims successifs de criquets, est interdit car très dangereux et toxique pour l'homme. Une batterie d'autres produits est alors utilisée, selon les disponibilités.

Ce problème de choix des acridicides a été largement évoqué à

Rabat : l'insecticide idéal n'existe pas. Un éminent écologiste, M. François Ramade, rappelle que « les prédateurs d'eau en Afrique (à 62° de latitude sud) ont révéillé la présence de DDT pourtant non utilisé dans cet « extrême Sud » et a rappelé que nombre de produits s'accumulent au cours des chaînes trophiques par circulation et concentration dans les différents organismes successifs.

C'est pourquoi on n'utilise actuellement que des produits dégradables mais qui sont vite inefficaces : les criquets, par exemple, quarante-huit heures après le traitement d'un premier essaim ne sont plus tués par les acridicides actuellement utilisés.

Un espoir cependant réside aujourd'hui dans une nouvelle famille de produits spécifiques empêchant le criquet de muer : l'insecte meurt ainsi quelques jours après le traitement et la molécule ne paraît pas toxique pour l'homme.

Tous les participants à la réunion de Rabat ont constaté la disparité entre étude de laboratoire et connaissances de terrain. Le fait biologique fondamental, dont la compréhension est la clé de celle des invasions, est l'existence de deux formes ou « phases » essentielles de vie des criquets prédateurs migrants : l'une « solitaire », est celle d'insectes rares, calmes, mangeant peu, fuyant leurs congénères et ne se déplaçant presque pas ; l'autre, « grégaire », est celle d'insectes pullulant, se regroupant, migrant, dévorant — les deux formes étant aussi différentes dans leur morphologie et leur pigmentation que dans leur comportement. Or les laboratoires français qui étu-



dient ces phénomènes disparaissent de façon regrettable les uns après les autres (1).

Subsistent, seuls, ceux qui effectuent une recherche de pointe, telles l'endocrinologie ou la chimie ; ainsi a-t-on mis en évidence de nouvelles molécules de neuropeptides qui agissent à mi-chemin entre la neurophysiologie des criquets, ou a-t-on analysé le mécanisme de rétention d'eau fondamentale chez ces insectes sahariens volant sous un soleil de plomb.

Un seul laboratoire français, celui de Paris-Sud-Orsay, a présenté un bilan des analyses réalisées sur le système du passage de la phase solitaire à la phase grégaire : il est nécessaire de poursuivre et d'étendre ce type d'investigation

dans les pays africains en collaboration avec les chercheurs de terrain, donc de constituer de nouveaux laboratoires.

Les participants ont visité le PC central de la gendarmerie marocaine à Rabat-Souissi, équipée pour intervenir rapidement, dès l'arrivée d'un essaim. Les six ministères marocains concernés ont participé aux opérations et au fonctionnement de ce PC central. Remarquablement efficaces, ces structures sont un modèle du genre et ont été recommandées dans les résolutions finales de la rencontre.

Dans les résolutions, on trouve encore les points suivants : — nécessité de développer la recherche pluridisciplinaire sur la biologie du criquet et sur l'analyse

d'une éventuelle possibilité de lutte génétique ;

— lutte préventive accrue en réactivant les réseaux de surveillance et en réunissant les organisations spécialisées multinationales ;

— formation de chercheurs, ingénieurs et techniciens de terrain accrue (étant entendu que former quatre spécialistes dans chacun des quinze pays africains différents coûterait le dixième des 60 millions de dollars consacrés à la récente lutte anticaridienne par le seul Maroc) ;

— centralisation de l'information et des données de terrain et de laboratoire (création d'une banque de données) ;

— travaux concernant les acridicides, leur suivi sur l'environnement ainsi que la protection des populations. A ce propos, il est suggéré une participation financière des industries chimiques produisant les insecticides pour l'ensemble des recherches.

SUZEL FUZEAU-BRAESCH, directrice du laboratoire au CNRS, directeur du laboratoire de biologie de l'insecte (Paris-Sud-Orsay).

(1) La réactivation des laboratoires qui ont travaillé sur le passage des criquets pèlerins de la phase solitaire à la phase grégaire est d'autant plus urgente que, à notre retour de Rabat, nous avons appris la constitution récente d'un comité américain pour l'étude de ce phénomène et la préparation sur le sujet d'un congrès international qui se tiendra en Chine en 1992. Comité américain et congrès international qui sont pilotés par nos collègues d'Australie, où sévissent des criquets aussi redoutables que les pèlerins.

SEALINK

L'Angleterre 2 jours à pied ou en voiture. 125F*

* Prix A.R. par pers., base 1 pèlerin ou 4 pers. en voiture.

BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Une machine

Appel aux mécanismes de la mémoire immunitaire

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARIE

AVIS D'APPEL A CONCEPTEUR

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

Projet de loi de finances pour 1990

SCIENCES • MEDECINE

Une machine à détecter les cancers

Un appareil de fabrication israélienne pourrait révolutionner les méthodes de détection des cancers.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

UNE équipe de chercheurs israéliens a mis au point un appareil devant permettre, à partir d'un examen de sang, de détecter en moins d'une heure la présence d'une tumeur cancéreuse. L'appareil - le Cytoscan - n'est encore développé qu'à un stade expérimental, mais les spécialistes

estiment déjà qu'il s'agit d'une « évolution très importante » dans les méthodes de diagnostic du cancer. Elle devrait notamment « réduire ou éliminer totalement la nécessité de procéder à des biopsies potentiellement dangereuses et signaler aux médecins si une opération chirurgicale ou tout autre traitement de lutte contre un cancer se sont révélés efficaces ». Telle est du moins l'opinion du professeur Natan Trainin, le vice-

président de l'association israélienne de lutte contre le cancer.

A l'origine, l'instrument a été imaginé par deux chercheurs britanniques d'un laboratoire de Manchester. Les travaux ont été poursuivis par une équipe de l'université de Bar-Ilan (près de Tel-Aviv), les professeurs Arye Weinreb, Mordechai Deutsch et Reuven Tirosh, qui, sans cacher leur satisfaction, n'en ont pas moins jugé « qu'une prématuration » les informations données début décembre par la presse israélienne sur le Cytoscan.

L'appareil est destiné à effectuer un double test à partir d'un simple examen de sang : le premier permettant de diagnostiquer une tumeur cancéreuse solide ; le second autorisant, dans certains cas, la localisation de la tumeur. Le Cytoscan « isole » les lymphocytes (globules blancs) et, après les avoir rendus fluorescents, en examine l'évolution. En une heure, la méthode permettrait de détecter quatre types de cancers parmi les plus courants : ceux du sein, des poumons, de la peau et du colon. Elle ne s'applique qu'aux tumeurs solides et n'identifierait donc pas les différentes formes de leucémies (cancers du sang).

Selon les porte-parole du laboratoire de l'université de Bar-Ilan, il y a une marge d'erreur de l'ordre de 3 à 4 % révisée par les quelque

2 000 expérimentations auxquelles ont procédé les chercheurs. Ces derniers ont souligné que les expérimentations ont été faites sur des patients dont on soupçonnait déjà qu'ils étaient affectés d'une tumeur. Il n'y a pas encore eu de test sur un groupe de personnes supposées saines. La machine pourrait servir à l'examen d'échantillons de tissus prélevés sur des organes devant servir à des transplantations ou encore pour des tests gynécologiques.

L'association israélienne de lutte contre le cancer et le laboratoire de Bar-Ilan ont assuré que, sans ces fuites dans la presse, ils n'avaient l'intention de faire état de leurs travaux qu'à une date ultérieure. Aussi n'ont-ils encore voulu divulguer que les « grands principes » de fonctionnement du Cytoscan. Les recherches ont été financées par la société Tamam Precision Instruments, qui est une filiale de la grande compagnie aéronautique israélienne I.A.I. (Israeli Aircraft Industry). Neuf millions de dollars ont déjà été investis, trois prototypes construits - valant, chacun, 175 000 dollars - et une vingtaine de commandes enregistrées aux États-Unis et en Europe.

ALAIN FRACHON

Reins de Turc

Des chirurgiens anglais greffent des organes achetés à des paysans d'Anatolie

LONDRES

de notre correspondant

UN paysan turc originaire d'Anatolie qui était venu chercher du travail à Londres s'est réveillé après avoir subi à son insu l'ablation d'un rein. Il croyait, lorsqu'on l'avait endormi, qu'il s'agissait d'un contrôle médical destiné à vérifier s'il était apte à l'emploi qu'on lui promettait. Il était bien incapable, ne parlant que le turc et ne sachant ni lire ni écrire, de communiquer avec les sommités médicales britanniques successives entre les mains desquelles il était passé. Son rein a été greffé sur un riche patient qui attendait dans un lit voisin.

M. Ahmed Koc a été victime de chasseurs d'organes connus dans son pays et qui avaient payé son voyage. Au moins trois autres paysans turcs, à qui des sommes d'argent allant de 2 400 à 3 300 livres (de 24 000 à 33 000 F) ont été versées, ont suivi, entre juillet et novembre 1988, la même filière qui conduisait d'abord au cabinet du docteur Raymond Crockett, un néphrologue luppé du centre de Londres, puis à

l'hôpital privé Humana Wellington, situé dans la banlieue nord de la capitale.

Le parcours était simple et rapide. Les chasseurs d'organes jouant les intermédiaires et les (peu fidèles) interprètes attiraient leur proie à Londres en jouant sur sa naïveté ou son besoin immédiat d'argent. Le docteur Crockett examinait le donneur potentiel et vérifiait si son rein était compatible avec celui d'un de ses riches clients internationaux.

Le malheureux paysan turc était alors transporté à l'hôpital Humana Wellington où il passait entre les mains du docteur Michael Joyce, qui lui prélevait un rein. Dans un lit voisin attendait le receveur sur lequel un troisième médecin, le docteur Michael Bewick, un des grands spécialistes britanniques de cette discipline, greffait l'organe.

Les docteurs Crockett, Joyce et Bewick comparaissent depuis le lundi 4 décembre devant la commission de discipline du conseil de l'ordre (General Medical Council) pour avoir ainsi indûment prélevé un rein à quatre donneurs, qui n'avaient aucun lien de parenté avec les receveurs, dont trois ont touché de l'argent et dont le quatrième, le plus pathétique, a purement et simplement été victime d'une escroquerie (le Monde du 15 février).

C'est ce dernier qui a donné l'alarme. Il est tombé malade et a découvert alors qu'on lui avait prélevé un rein, ce que chacun des intervenants s'était bien gardé de lui dire. Revenant chez lui, il a alerté les autorités turques qui... l'ont condamné à six mois de prison avec sursis pour s'être livré à un trafic illégal d'organes. Les trois autres ont simplement touché leur argent (nettement moins d'ailleurs que ce qu'on leur avait promis car les deux chasseurs d'organes turcs, deux frères connus de la police, ont prélevé une commission plus forte que prévue).

Des sanctions

Le scandale éblouit l'establishment médical britannique, et la réputation de ces trois médecins est de toute façon compromise. Comment ont-ils pu croire en effet, comme ils l'affirment, que des paysans turcs illettrés soient venus de leur plein gré à Londres pour donner gratuitement un de leurs reins à un Israélien, un Libyen, un Afghan et une jeune femme grecque ?

Les quatre donneurs sont pauvres et avaient besoin de travail ou d'argent. Les quatre receveurs appartiennent à la clientèle du docteur Crockett, lequel a reconnu avoir passé il y a quelques années une publicité dans l'édition internationale en arabe du quotidien égyptien *Al-Ahram* proposant de payer l'équivalent de 100 000 F pour le don d'un rein. Certains de ses riches patients lui ont versé jusqu'à 200 000 F pour s'en faire greffer un.

Il y a eu, à l'évidence, faute grave de ces trois médecins, mais, au sens strict, la loi n'a pas été violée, le texte interdisant les ventes d'organes n'ayant été voté par le Parlement qu'en juillet 1989. Il n'existait seulement, auparavant, qu'un code professionnel dans ce domaine. La « loi sur les greffes de tissu humain » n'a fait que rendre obligatoires les deux principes reconnus depuis longtemps selon lesquels le don doit être gratuit et volontaire.

Même si les faits incriminés sont antérieurs à l'adoption de la loi, les trois médecins ne pouvaient ignorer cette règle de déontologie. Ils risquent donc des sanctions et non des poursuites pénales. La commission de discipline peut leur interdire l'exercice de leur profession, la peine la plus grave qu'elle puisse infliger, et qui n'est que très exceptionnellement prononcée.

DOMINIQUE DHOMBRES

Appel aux mécanismes de la mémoire immunitaire

L'appareil mis au point à l'université Bar-Ilan repose sur le principe de l'activation lymphocytaire et fait appel aux mécanismes de la mémoire immunitaire. Lorsqu'un lymphocyte (globule blanc) reconnaît un antigène, il se produit toutes sortes de phénomènes qui aboutissent à une modification de la structure du cytosquelette et à des variations de la capacité qu'a la cellule à polariser la lumière. Certains cancers étant caractérisés par la présence dans le sang de marqueurs tumoraux (ou antigènes tumoraux), l'appareil

israélien cherche à détecter la présence éventuelle de lymphocytes préalablement activés par ces antigènes. Il s'agit d'une nouvelle technique de détection des cancers extrêmement intéressante, mais qui doit être cependant comparée à d'autres méthodes, à commencer par le classique dosage des antigènes tumoraux circulants. A cet égard, il sera important, lorsque l'appareil aura été définitivement mis au point, de connaître son prix pour décider de son éventuelle utilisation en vue d'un dépistage de masse.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

AVIS D'APPEL A CONCEPTEURS

La conseil général de la Haute-Garonne organise un concours d'architecture à un degré sur esquisse et maquette pour désigner le concepteur du futur Hôtel du département.

Cet ensemble immobilier, d'une superficie hors œuvre de 30 000 m² environ, doit être implanté à proximité du centre de Toulouse.

Cet appel à concepteur s'adresse à toutes équipes de maîtrise d'œuvre constituées en groupement dont le pilote sera obligatoirement un architecte.

Les renseignements concernant les conditions de participation à ce concours peuvent être obtenus auprès du conseil général de la Haute-Garonne - Services techniques - Hôtel du département - place Saint-Etienne 31090 Toulouse cedex (téléphone : 61-33-45-81 ou 61-33-43-95).

Le président du conseil général de la Haute-Garonne
Pierre IZARD



LE PLUS PETIT DES GRANDS PROS.
BD 2810 Toshiba.

Ne vous laissez pas tromper par les dimensions réduites du nouveau copieur Toshiba: le BD 2810 est certes petit mais il offre des performances étonnantes par ses nombreuses fonctions qui sont généralement l'apanage des grands copieurs. Le BD 2810 copie en trois couleurs. Il est fiable, d'une commande aisée et suffisamment petit pour trouver sa place partout. BD 2810 Toshiba, tout ce que vous attendez d'un copieur à bureau ou en petit bureau. Du BD 2810 au copieur professionnel, Toshiba a toujours la solution adaptée à votre problème. Toshiba BD 2810 - le plus petit des grands pros.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) SA, 7, Rue Ampère, 92804 Puteaux, Tel: 1-47262828

"Londres, pour faire son shopping, c'est formidable!"



"On se demande pourquoi il n'y a qu'une fois par an."

25

ARTS

Sous la draperie, la toile

Les études de Léonard de Vinci inaugurent superbement la nouvelle salle d'arts graphiques du Louvre

Cette nouvelle salle du Louvre, qui ne se substitue nullement au cabinet de l'École de France, a été aménagée dans les parages du hall Napoléon avec l'idée d'amener un public plus large à la découverte de cet art réputé austère et difficile qu'est le dessin.

Elle est, comme il se doit, relativement obscure, mais les cimaises inclinées permettent de se pencher tout naturellement sur les précieuses études de draperies et de les contempler dans les meilleures conditions, nous donnant presque l'illusion d'être seul à voyager dans leur secret. Presque, car le plancher résonne fort sous les pas, au point qu'on a peine à entendre, même en se plaçant à la source, la lecture des passages du *Traité de la peinture* de Léonard, où il est question du vêtement, de la draperie, des plis, de l'ombre de la lumière, toutes considérations utiles à la compréhension des œuvres qui nous sont présentées.

Des œuvres qu'on a peine à considérer comme de simples exercices d'atelier, tant au-delà de la pratique quotidienne préparant la main de jeunes élèves à la réalisation de projets plus ambitieux, ces fruits patients de l'observation nous apparaissent comme le lien d'une réflexion toujours d'actualité, sur les moyens matériels de la représentation.

« Les draperies doivent être faites d'après nature : si tu veux faire un drap de laine, fais les plis selon sa nature, et si c'est de la soie ou un drap fin ou grossier, ou du lin ou du crêpe, varie les plis de chacun... » A cela Léonard et cet autre admirable dessinateur, Lorenzo di Credi, le compagnon d'atelier chez le maître Verrocchio,

s'y étaient employés, si bien que l'on pourrait presque donner leurs études comme une sorte de catalogue d'échantillons de tissus qu'un astucieux représentant de commerce aurait demandé à un grand modèle de maître en situation, pour en argumenter les qualités, la chaleur, la souplesse, le velouté, le brillant.

Impression quasi photographique

Car ces draperies aux textures si belles, peintes à la tempera en gris-brun, avec rebords de blanc, sont faites pour « habiller et envelopper avec grâce les membres qui les portent », et « doivent être arrangées de manière à ne pas sembler inhabitées, c'est-à-dire qu'elles ne paraissent pas être un amas de draps déposés par le porteur ».

Mais si là encore Léonard s'était écoulé, avant d'écrire ses préceptes, on apprend par l'implacable Vasari, qu'il avait fait non pas en utilisant des modèles vivants, forcément trop remuants, mais en fabriquant des modèles en terre glaise, « sur lesquels il plaçait des étoffes mouillées, mouillées de terre, qu'il s'appliquait ensuite à peindre patiemment sur des toiles très fines ou des lins préparés. Il obtenait ainsi en noir et blanc à la pointe du pinceau des effets merveilleux ».

C'est dont toute discipline confondues la terre, matériau du sculpteur, et la toile, matériau du peintre, que cette suite d'études de draperies dont l'histoire est mal connue (1) a été dessinée, peinte dans la couleur de la terre, modelée à temps sur tissu dans le respect

en somme de ce que l'artiste avait sous les yeux. Dans le respect aussi des effets produits par une source de lumière variable d'une étude à l'autre, et des ombres profondes formées par les saillies des genoux, des membres des figures agenouillées, assises ou debout, supposées les habiter.

Est-ce le phénomène d'usage de certaines études qui ont été parfois le rendu des volumes, et fait apparaître toutes les fibres de la toile qui les porte ? Au-delà de la recherche de la vérité de la représentation d'un corps vêtu, au-delà de l'étude de la position des membres, qui reste difficile parfois à établir, parce que le manteau jamais ne colle complètement à la peau, que dessous il y a d'autres tissus supposés, et aussi le siège, les coussins, les accoudoirs, prétextes à compléter un fabuleux paysage de dépressions et de saillies, l'objectif de Léonard semble avoir été la mise en évidence de la nature du support de la peinture et des conditions mouvantes de l'apparition des formes. Une méditation sur la présence et l'absence, qui ne trompe personne. Mais n'empêche pas de rêver, partant de l'impression quasi photographique obtenue.

GENEVIÈVE BRÉRETTE

► Musée du Louvre, Hall Napoléon. Entrée par la Pyramide. Tél. : 40-20-51-51. Jusqu'au 26 février 1990.

(1) Le Louvre a pu acquérir récemment deux études de draperie de Léonard de Vinci. L'une par donation, l'autre par achat. Deux autres, vendues à Monaco, ont quitté la France. Toutes appartenaient à la famille de Gamy.

La Renaissance à Lille

Quel musée de province a des dessins de Raphaël, de Michel-Ange et de Pontormo ? Celui de Lille, qui sort enfin de sa torpeur.



Portrait de jeune femme par Raphaël

Il y a quelques années, le Musée des beaux-arts de Lille était la honte des musées français. Ses collections, d'une incroyable abondance, s'empoussièrent jour après jour, mal accrochées dans des salles encombrées. Depuis l'année dernière, la situation se rétablit peu à peu. En attendant de mettre en chantier une restauration complète du bâtiment qui durera deux ans et coûtera 140 millions de francs, le nouveau conservateur, Armand Bréjon de Lavergnée, a fait repeindre les murs trop sales et recomposé les parcours de manière à mettre en évidence deux des trois points forts du musée : la collection flamande et hollandaise des seizième et dix-septième siècles et la collection française du néoclassicisme à l'impressionnisme.

La troisième de ces richesses se prête plus mal à l'exposition, étant formée de dessins anciens. Pierres noires et sanguines, on le sait, n'aiment guère la lumière et ne doivent quitter la pénombre que pendant de courts délais. Seule façon de résoudre la difficulté : organiser des expositions temporaires en puisant dans les réserves du cabinet. Grâce à cette politique, que l'on dirait de bon sens si elle était pratiquée plus souvent, on tient souvent les dessins pour quasiment négligeables, on découvre donc à Lille des feuilles de Filippo Lippi, de Raphaël, de Michel-Ange, de Pontormo, de Verrocchio, de Vasari, de tout ce que l'art italien renferme, Venise exceptée, à compte de maîtres en somme.

Marchand clandestin

Ces études furent acquises en Italie dans les années troubles du Consulat, de l'Empire et de la restauration des principautés par un personnage lui-même assez trouble, Jean-Baptiste Wicar. Lillois de naissance, davidien à partir de 1782, Wicar se consacra à la peinture et au commerce d'art, et mourut à Rome en 1834, après le meilleur de son temps à acquérir des œuvres antiques, peintures, sculptures et dessins. Il y gagna une belle réputation d'expert et de collectionneur, et fut marchand classique. Il eut ainsi trois collections l'une après l'autre : la première lui fut volée, il vendit la seconde à un Anglais et offrit la dernière à sa ville natale.

Elle compte mille trois cents feuilles et contient, outre son panthéon italien, Cranach et Dürer, Fragonard et Boucher. L'éclectisme de Wicar est du reste ce qui surprend le plus. L'exposition actuelle, très adroitement mise en scène autour d'une « chapelle » de Raphaël de premier ordre, le démontre : Wicar s'intéressait autant aux premiers Florentins qu'à ceux que l'on dénomme désormais les maniéristes et qu'aux baroques. De Lippi aux Carrache et à Pierre de Cortone, il ne veut rien négliger et s'ingénie, avec bonheur d'ordonneur, à conserver des esquisses encastrées. On chercherait en vain les indices d'une préférence marquée ou d'un goût déterminé. Wicar a le culte de Raphaël sans doute, comme tous ses contemporains, à commencer par Ingres. Mais pour le reste, il achète en historien plus qu'en artiste. Il s'agit d'épouser la diversité des temps et des styles, en érudit et non point en exhibé. De la part d'un peintre, fût-il au fond un peintre raté, tant d'équité et d'humilité est une chose. A moins qu'elle ne soit le signe d'une époque et d'un homme d'exception, d'un caractère d'exception, d'un caractère d'exception. A la figure de Wicar, bonhomme du passé, correspondrait alors, à l'autre extrémité du siècle, celle de Bonnat, autre portraitiste détestable doublé d'un amateur de génie.

Il est d'autres manières de visiter la chambre aux trésors lilloise. L'une scientifique, exige un usage permanent du catalogue, lequel avance à l'occasion des attributions nouvelles et précise la part de tel croquis dans la genèse d'un tableau ou d'une fresque. Une autre, essentiellement épique, se satisfait d'aller d'une œuvre à l'autre, de tourner autour de celles dont le recto et le verso ont été également dessinés et de suivre le tracé de la plume ou du bâtonnet de sanguine. Cette dernière se prête mal à l'évocation écrite, qui dégrèderait vite en énumération. On ne citera donc que deux feuilles parmi les plus belles. Sur un papier un peu jauné, un anonyme florentin du quinzième siècle, à moins qu'il ne s'agisse de Ghirlandajo en personne, a tracé un visage d'homme de face au regard dirigé vers le haut. La fermeté du trait et des volumes est admirable. Deux siècles plus tard, à l'encre brune, le Guercino a dessiné une femme à mi-corps relevant un rideau de la main droite. Les plis de la draperie, les boucles de la chevelure et l'envoie de la manche se répondent. Le résultat est admirable d'élégance et de légèreté.

PHILIPPE DAGEN

► Musée des beaux-arts de Lille, jusqu'au 20 février. L'exposition a bénéficié du mécénat de Fiat France.

VENTES

Raretés art déco

La collection d'Alain Lesieutre devrait battre les records

Le mercredi 13 décembre, la collection art déco d'Alain Lesieutre sera dispersée sous le marteau de M^r Tajan. Cet antiquaire doit se séparer de près de 30 % de ses œuvres pour éponger les quelques dizaines de millions de francs que le fisc lui réclame.

En novembre 1972, la dispersion de la collection du couturier Jacques Doucet marquait l'envol du marché art déco (les enchères furent en moyenne décuplées). Ces œuvres devinrent rapidement les morceaux de référence des grandes collections à venir. Cette année, elles ont refait surface chez Sotheby's à New-York, au mois de mai dernier avec la vente d'un ensemble important de dessins et de mobilier des années 20 que Pierre Legrain avait conçus pour le studio du couturier français à Neuilly.

En 1929, une bonne partie de ce mobilier se retrouva au Musée des arts décoratifs à Paris. Le reste fut dispersé. A la fin des années 60, un collectionneur américain, Robert Walker qui vivait à Paris, s'est efforcé de réunir les œuvres de Legrain. Ce mobilier, mais également celui d'Eileen Gray meublerait pendant plus de dix ans une maison au cœur de Manhattan achetée par l'architecte Philip Johnson en 1949.

Les estimations données pour les objets d'Alain Lesieutre risquent d'être largement dépassées même si sa collection est de nature différente. Elle représente toutes les disciplines des arts décoratifs : des bijoux de Max Ernst, Lalique ou Fouquet aux aquarelles et gouaches de Erté, en passant par les sculptures de Bugatti et de Fontana et l'argenterie de Puiforcat. Mais ce sont les laques de Dunand et les meubles de Ruhlmann qui retiendront tout particulièrement l'attention.

Pour amateurs fortunés

Des œuvres qui, déjà à l'époque, n'étaient abordables que par une minorité d'amateurs fortunés. Le choix des matériaux en faisaient des pièces uniques dès leur création. Citons parmi les cinquante d'œuvres de Ruhlmann une imposante coiffure en ébène de macassar, avec une marqueterie de palissandre et d'ivoire (entre 1 000 000 et 1 500 000 F), un beau canapé en loup de noyer d'Amérique pastillé d'ivoire (800 000 F) ou une étonnante paire de fauteuils cathédrales, modèles « Doucet » en ébène de macassar, incrustés d'ivoire (1 200 000 F). Ce modèle créé en 1913 se caractérise par son haut dossier cintré en ogive. Il n'en existe que cinq exemplaires. Alain Lesieutre en possède quatre et en vend deux. La cinquième bergère faisait partie de la vente Warhol l'an passé à New-York. Elle s'était vendue à l'époque pour plus de 800 000 F.

Un panneau en laque de Jean Dunand, le *Portrait de Madame*

Agès, (couturière des années 30), a figuré au Salon des artistes décorateurs de 1926 sur le stand de Ruhlmann. Le fond de coquille d'œuf ainsi que le vêtement aux motifs géométriques en laque corail, rouge, ivoire, noir, or et argent est particulièrement réussi. Il est estimé à plus de 1 million de francs. Ou encore un paravent à six feuilles représentant un vol de canards stylisés en laque bleu océan, corail sur fond or et chambré (entre 600 000 et 800 000 F). Même la maquette du laque *Les Vendanges* qui ornait les fauteuils de première classe du paquebot *Normandie* est ici représentée. Le prix pour ce décor moulé et ciselé en corail noir et brun mélé d'or est de plus de 300 000 F. Lambert-Rucki assista Dunand pour *Danses et musiciens*, un minuscule panneau d'essence orientale et cubiste (plus de 120 000 F).

Les vases de Dunand apportent une touche de sobriété à son art et de légèreté à cette vénération. Les plus beaux sont ceux en laque noire à décor géométrique en coquille d'œuf (entre 40 000 F et 60 000 F). Ils ne devraient pas laisser indifférents les nombreux amateurs américains et japonais qui depuis une bonne dizaine d'années controulent ce marché. Et pourquoi pas les musées français ?

ALICE SEDAR

► Ventes mercredi 13 décembre 1989 à 14 heures et à 20 heures à l'Hôtel Georges-V.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

LES MIDIS MUSICAUX
Lauréat Concours International
LONG-THIAUD
Trio WANDERER
Haydn - Dvorak
Vendredi 15 décembre 12 h 45 (p. Valenciennes)

MICHAEL LEVINAS
(piano)
SONATES DE BEETHOVEN
Vendredi 15 décembre 20 h 30 (p. Valenciennes)

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Dir. : Pierre
BOULEZ POLLINI
MADEIRA - BENO BOULEZ
Cyclo de création du FESTIVAL D'AUTOMNE à PARIS

RECITAL QIAN ZHOU
Violon
1^{er} Gr-Prix
J. THIAUD 57
CI YING SUN
Piano
MOZART - FAURE
PAGANINI - BRAHMS

FRANÇOIS POLLET
Soprano
Jean-Marc
LUISADA
Piano
SCHUMANN
BRAHMS - WOLF

LES CHANTEURS DE ST-EUSTACHE
et JEAN GUILLOU
Orgue
NOELS du 17^e
à nos jours

Agnes
St-Eustache
Midi
30 décembre
20 h 45
Loc. F.N.A.C.
Agnes
Perreux
Lil. La Vallée
42-60-83-31
(p. Valenciennes)

SALLE PLEYEL

ALBERT SARFATI présente

Dimanche 17, lundi 18 et mardi 19 décembre 89 à 20 h 30

L'OPERA DU BOLCHOÏ

AVEC SON ORCHESTRE, SES SOLISTES ET SES CELEBRES CHEURS
direction : ALEXANDRE LAZAREV
Le 17 décembre : VERDI « REQUIEM »
Le 18 décembre : PROKOFIEV - RACHMANINOV
Le 19 décembre : PROKOFIEV - TCHAIKOVSKI - BORODINE

Location Salle Pleyel, agences, FNAC et par téléphone
45 63 88 73 - 45 61 06 30

L'EVENEMENT

ALBERT SARFATI présente

la célèbre comédie musicale de Broadway

EVITA

Musique de Andrew Lloyd Webber
auteur également de
CATS, JESUS CHRIST SUPER-STAR,
LE FANTOME DE L'OPERA.

C'est la merveilleuse aventure d'une petite comédienne danseuse, EVA DUARTE qui réussit à épouser le Colonel JUAN PERON et contribua à son ascension comme Président de l'Argentine. Histoire passionnante et touchante d'une femme qui conquiert le peuple argentin... Une histoire bouleversante. Un très grand succès musical.

EVITA

A VOIR ABSOLUMENT
PALAIS DES CONGRES

du 20 DECEMBRE 1989 au 14 JANVIER 1990

LOCATIONS ET RENSEIGNEMENTS
46.40.28.30

V.O.

France Inter

Le fantôme de

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

de Jean-Louis Baudry

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— M. Philippe Boudet et M^{me}, née Martine Delort, Pierre-Edouard et Rose, ont la joie d'annoncer la naissance de Louis, le 18 novembre 1989, 32, rue Cassette, 75006 Paris.

— M. et M^{me} Michel LEVALLOIS sont heureux d'annoncer la naissance de leur troisième petit-enfant, Mathilde, le 24 octobre 1989, chez Marie-Pierre et François Bouchard, 7, place Pined, 75013 Paris.

— M. Georges HOLLEAUX et M^{me}, née Sophie Navet, laissent à leur fils Mathias la joie d'annoncer la naissance de Thomas, le 3 décembre 1989, 18, boulevard Beaumarchais, 75011 Paris.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de Anne-Lise Dessal, fille de René Dessal et M^{me}, née Françoise Lagarde, avec Pierre-Alexandre BAPST, fils de M. Hubert Bapst et de M^{me}, née Anne Taboulet.

Décès

— Janine et Arnold Laffaille-Albin, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice ALBIN, survenu le 6 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année, Les obèques religieuses ont été célébrées à l'église Saint-François, à Vauves, le mardi 12 décembre 1989, à 15 h 45, 22, rue Marceau, 92170 Vanves.

— Charles, Mirene, Patrick, Nicole Arambourou, ses enfants, et leurs familles, Solange de Beker, Sylvie-Anne Laban, ont la douleur de faire part du décès de Robert ARAMBOUROU, survenu le 30 novembre 1989, dans sa soixante-seizième année, Ses obèques ont eu lieu le 5 décembre, à Méricourt (Gironde), ses cendres ont été déposées le 6 décembre, à Sordet-Abbaye (Landes). Cet avis tient lieu de faire-part.

— Maryvonne et Jean Naudet, Vukko et Jean Bachelier, Sylvie et Guy Maisonneuve, Anne-Marie Bachelier, ses enfants, Marie-Louise et Antonin Delpeuch, sa belle-sœur et son frère, Jeanne Bachelier, sa belle-sœur, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont le grand chagrin de faire part du décès de M^{me} Marie-Thérèse BACHELIERE, survenu le 10 décembre 1989, à l'âge de soixante-quatre ans, à Tulle, 9, rue de Vernouil, 75007 Paris, 45, boulevard Garibaldi, 75015 Paris, 32, avenue de la République, 64320 Biscan, 10, lot les Garelles, 34560 Montbazin-Poussan.

— M. et M^{me} Eric Carsten, ses enfants, M^{me} Julie Carsten, sa petite-fille, ont la tristesse de faire part du décès de M. Axel CARLSTEN, survenu le 2 décembre 1989, Les obèques seront célébrées à l'église suédoise, 9, rue Médéric, 75017 Paris, le samedi 16 décembre, à 8 h 30. La cérémonie d'incinération aura lieu dans l'intimité familiale. Seront associés à son souvenir ceux de son épouse, Mme Jacqueline CARLSTEN, décédée le 23 décembre 1983, sa fille, Anne, son gendre, Charles, ses petits-enfants, Derek et Colin, décédés tragiquement le 24 décembre 1985, à Seattle (USA). 8, résidence Beauvoisin, 92210 Saint-Cloud.

— Eliane Contant-Eude, son épouse, Ses enfants, ses petits-enfants, Son frère et sa sœur, Ses cousins et ses cousines, ont la douleur de faire part du décès de Michel COUTEAU, survenu le 10 décembre 1989, Les obèques ont eu lieu au Puybélard dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. Le Richelieu, 12, rue Paul-Doumer, 85000 La Roche-sur-Yon. La Panoramie, corniche du Nouchet, 85100 Les Sables-d'Olonne.

— M. Pierre Doucet, son épouse, M. et M^{me} Jean Doucet et Caroline, M. et M^{me} Guy Trauttenberg, Philippe et Isabelle, ses enfants et petits-enfants, Les familles Sadia, Berakia, Ruffin, ont la tristesse de faire part du décès de M. Lucienne DOCEUL, née Sadia, le 8 décembre 1989, Les obèques auront lieu à l'église Notre-Dame-des-Champs, le mercredi 13 décembre, à 10 h 30, suivi de l'inhumation au cimetière de Bouvrot-Marlotté (77), à 13 h 30.

— M. André Lemaître, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. André LEMAÎTRE, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, Les obèques seront célébrées le jeudi 14 décembre, à 14 h 30, à l'église Notre-Dame-de-Bon-Voyage, à Cannes. L'inhumation aura lieu le samedi 16 décembre, à 11 heures, dans le caveau familial du cimetière monumental de Rouen. Villa Etienne, 4, avenue Fiesole, 06400 Cannes.

— Grenoble. Varot-Alibres et Risset (Isère). En sa quatre-vingt-cinquième année, Mme Paul MILLION, a rejoint les siens dans la paix du Seigneur, De la part de Madeleine, Dominique Rousseau, Hélène Millon, Claude et Claire Millon, Geneviève et Charles Pivot, Pierre et Elisabeth Millon, L'abbé François Millon, Bernard et Christine Millon, Bruno et Anne Millon, Charles et Claudine Millon, ses enfants, Et leurs familles, Mme Antoine Craya, sa belle-sœur, Les familles de Louis et Antoine Millon.

— La messe de funérailles fut dite, ce mardi 12 décembre 1989, à 10 h 15, à l'église Saint-Pierre à Grenoble. Condolances sur registre. Cet avis tient lieu de faire-part. 55, cours de la Libération, 38100 Grenoble.

— Sa famille et ses nombreux amis ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} Thérèse OLEMBERT, survenue à Londres le 5 décembre 1989, M^{me} Aline Szapiro, 1, Balgove Place, London SW1, M^{me} Rita Vercori, 58, quai des Orfèvres, 75001 Paris.

— Suzanne PETOT, ancienne des Forces françaises libres, est décédée le 30 novembre 1989 à son domicile : « Les Jardins d'Arcadie », à Grasse (06). Ses obèques ont eu lieu le 4 décembre, à Grasse. De la part de Claude Varenne, sa fille, Du colonel (r.) Maillard, son cousin, Et de sa famille.

— M. Christian Pinaud, compagnon de la Libération, président du mouvement de résistance Libération-Nord, Le comité directeur et les membres du mouvement, font part, avec une très vive peine, du décès de M. Henri RIBIERE, chevalier de la Légion d'honneur, déporté résistant, officier liquidateur national de Libération-Nord. Les obèques auront lieu mercredi 13 décembre 1989, à 15 h 45, à l'église Saint-Gabriel, 1, rue des Pyrénées, Paris-20. 7, allée Marie-Laurent, 75020 Paris. Libération-Nord, 5 bis, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Paris.

— Rosette et Georges Zilberg, leurs enfants et petits-enfants, Annick et Léon Wajnart, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère, M^{me} Elka WAJNGART, survenue le 9 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année. Les obèques auront lieu le mercredi 13 décembre, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux (entrée principale). Ni fleurs ni couronnes.

— Mme Yves Yvenou, son épouse, M. et Mme Lionel Yvenou, M^{me} Sylvaine Yvenou, ses enfants, Laure et Benoît, ses petits-enfants, Les familles Yvenou, Danzé et Leroy, Mme Marie-Jeanne Herbert, son cousin, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de M. Yves YVENOU, officier des Forces françaises libres, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, officier de la Résistance, survenue à Paris, le 10 décembre 1989, dans sa soixante-dixième année. La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 13 décembre, à 10 h 30, à l'église Saint-Ambroise, 71 bis, boulevard Voltaire, Paris-11, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière de Neuilly-Oudon (Cortès). 98, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris.

— Plongastel-Daculsi. Port-Louis, Palma-de-Majorque. Les familles Simon, Blanch, Corbel, ont la tristesse de faire part du décès, le 11 décembre 1989, de M. René SIMON, chef de bureau principal honoraire de la SNCF. Il rejoint sa chère Louise, décédée le 30 novembre 1989. La cérémonie religieuse aura lieu mercredi 13 décembre, à 14 h 30, à la chapelle de l'hôpital Morvan, à Brest, suivie de l'inhumation au cimetière de Camou, Saint-Brieuc (22). « Le soir venu, Jésus dit : Passons sur l'autre rive. » Saint Marc, chapitre IV.

— Robert VIDALIN, franc-maçon du Grand Orient de France, résistant du maquis de la Haute-Savoie, ex-commissaire de la Corée-Française, officier de la Légion d'honneur, médaille vermeille de la Ville de Paris, médaille d'argent du GCDR, est passé à l'Orient Éternel, le 3 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-sixième année. L'inhumation a eu lieu le 12 décembre, à 11 h 15, au cimetière du cimetière du Père-Lachaise. Entrée : 86, rue Ronsard, 75020 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes. Anniversaires — Il y a sept ans, Maurice BARDEL nous quittait. Que tous ceux qui l'ont estimé et aimé se souviennent de lui avec affection.

— Il y a un an, nous avons donné au Feu qui, jusqu'au bout, avait habité sa vie, Walter COUFFINI, sculpteur, fondeur, verrier.

— Entrez en vous-même, sondez la profondeur de votre vie, prenez la réponse à la question : devez-vous créer ? De cette réponse, recueillez le son sans en forcer le sens. Alors prenez ce dessin, portez-le avec vous, et sa grandeur, sans jamais exiger une récompense qui pourrait venir du dehors. Car le créateur doit être tout un univers pour lui-même, tout trouver en lui-même et dans cette part de la nature à laquelle il s'est joint.

— Rainer Maria Rilke, Lettres à un jeune poète.

— Le 12 décembre 1942, à Paris, était fusillé par les Allemands Simon SCHAUBER, FTP-MOI, né le 2 février 1914 en Roumanie. Nous pensons très fort à lui. Hans Schaubert, son épouse, Mariann Bänzer-Schaubert, sa fille, Antonin Bänzer, son petit-fils.

— Messes anniversaires — Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de Patrick de ROSBO, une messe sera célébrée le samedi 16 décembre 1989, à 12 heures, à l'église Saint-Honoré d'Eylan, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16).

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 12 décembre à 0 heures et le dimanche 17 décembre à 24 heures. Le régime des conditions anticycloniques semble définitivement terné. En effet, durant les jours à venir, les perturbations vont se succéder. Elles défilent pratiquement au rythme d'une par jour. La semaine va donc se poursuivre sous les nuages et la pluie. Une consécration toutefois : la douceur au niveau des températures.

Mercredi : douceur, pluie et vent sur toute la France. — Griseilles, pluie et vent assez fort affecteront tout à tour d'ouest en est l'ensemble des régions. Le matin, nuages et pluie sévront déjà sur une grande partie de la France. Seuls le Provençal-Côte d'Azur, les Alpes, le Jura et l'Alsace seront encore épargnés par la pluie, mais le ciel y sera tout de même très nuageux. Par ailleurs, la pluie quittera assez rapidement la Bretagne, le Cotentin et les pays de Loire dans la matinée pour laisser la place à des éclaircies. L'on pourra craindre seulement quelques averses côtières.

En cours d'après-midi, les régions de l'Est et du Sud-Est connaîtront à leur tour un temps gris, pluvieux et venté, avec de la neige au-dessus de 2 000 mètres d'altitude sur les Alpes et 2 500 mètres sur les Pyrénées. En revanche, les éclaircies gagneront du terrain sur l'Ouest : elles atteindront en soirée le Nord, le Bassin parisien, le Centre, le Limousin et le nord de l'Aquitaine. Les averses se limiteront aux zones côtières de la Manche.

Les températures marqueront une hausse importante. Au lever du jour, elles avoisineront 8 degrés à 10 degrés en de nombreuses régions. Il fera un peu plus froid sur le Nord, le Nord-Est et la Centre-Est avec 0 degré à 5 degrés. Dans l'après-midi, elles s'élèveront aux alentours de 7 degrés à 9 degrés sur le Nord et le Nord-Est, 9 degrés à 13 degrés sur l'Ouest, le Centre et le Centre-Est, 13 degrés à 17 degrés sur le Sud-Ouest et le Sud-Est.

Le vent d'ouest sera partout soutenu. Il soufflera près des côtes atlantiques jusqu'à 50 kilomètres/heure, ailleurs jusqu'à 40 kilomètres/heure.

Jeudi : nouvel épisode pluvieux sur la France. — Dans le courant de la matinée, de nouvelles pluies balayeront la moitié ouest de la France. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

Vendredi : passage pluvieux. — La matinée sera très nuageuse en de nombreuses régions. Les éclaircies seront assez rares et elles apparaîtront plutôt dans les régions méditerranéennes. Une nouvelle perturbation traversera la France au cours de la journée. Les précipitations associées pourront être assez impor-

tant en particulier sur la moitié nord. Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le début de matinée sur le quart nord-ouest du pays. Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie gagneront progressivement toutes les autres régions. Les précipitations seront cependant plus éparpillées sur les régions méditerranéennes, et elles s'ordonneront sur le Nord-Ouest, mais les nuages resteront très nombreux.

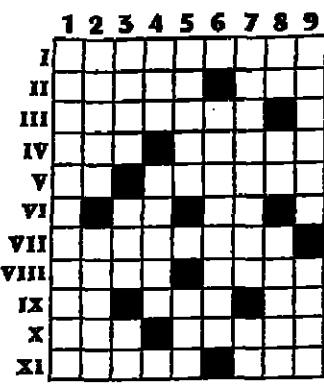
Samedi et dimanche : encore des nuages et de la pluie. — Les perturbations continueront de se succéder avec une activité toujours plus marquée sur la moitié nord. On retrouvera donc quasiment le même type de temps à savoir : un passage pluvieux arrivant sur les régions de l'ouest au cours de la matinée et traversant la France dans la journée. Avant et après son passage, le temps sera très nuageux. Les régions méditerranéennes seront un peu plus épargnées par les précipitations surtout dimanche. Les températures resteront très douces pour la saison. Elles s'élèveront globalement par rapport à vendredi si ce n'est une hausse des minimales d'environ 2 degrés samedi.

Le vent d'ouest continuera à souffler assez fort, surtout près des côtes de l'Atlantique et de la Manche. Le Centre, le Limousin et l'Aquitaine en deuxième partie de journée et en soirée resteront toutefois très secs. On peut s'attendre à quelques averses près des côtes de la Manche.

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6151



HORIZONTALEMENT

I. Est souvent au pied du mur. — II. Source d'amour. Est idéal pour se mettre au vert. — III. Qui peut être capable de frapper un grand coup. — IV. Pour celui qui a l'habitude de frapper un grand coup. N'est pas en mauvaise situation quand il est dans les choux. — V. Note. En général, ceux qui s'y font mener en bateau ne s'en plaignent pas. — VI. Ne fait les choses qu'à moitié. Ne s'en personne. — VII. Susceptible d'éveiller la jalousie. — VIII. Répète comme un perroquet. Est sensible à la lumière. — IX. Il faut aller de l'avant pour en venir à bout. Aventurier. Pronom. — X. N'est fait que de grains. Faire le grand écart. —

XI. Sous les ponts de Paris. Tel qu'il va y avoir du changement.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est évidemment pas pour les jeter qu'on les met au panier. — 2. Est en pleine lumière. Telle que l'on peut être amené à faire la lumière. — 3. Visible sur une moule. Possède des porcelaines. Peut facilement changer son fusil d'épaulé. — 4. Rafraîchit des gosiers. Fait des observations. — 5. Moyen de faire son trou. Qui peut condamner au silence. — 6. Corps gras. — 7. Prendre de la graine. Lettre grecque. — 8. Centre de recherches. Quartier de Paris. Ont un grand pouvoir d'attraction. — 9. Porteurs de bois. Pas douce.

Solution du problème n° 6150

Horizontalement

I. Foulon. — II. Obstacles. — III. Ode. — IV. Te. — V. Bru. — VI. Avril. — VII. Léon. — VIII. Lépiote. — IX. Eson. — X. Dites. — XI. Rue. —

Verticalement

1. Football. — 2. Observés. — 3. Usé. — 4. Item. — 5. Na. — 6. Ecole. — 7. Uicé. — 8. Se. — 9. Escot. — 10. Yeu. —

GUY BROUTY

CAMPUS

Des chercheurs contre l'échec scolaire

Tous les enfants peuvent réussir, si on leur en donne assez tôt l'envie et les moyens. C'est pour défendre cette idée que trois chercheurs en sciences de l'éducation — M^{me} Rachel Cohen, Mira Stambak et M. Gérard Vergnaud — ont décidé de créer l'Institut européen pour le développement des potentialités de tous les enfants, dont le colloque constitutif, réunissant 750 personnes, s'est tenu à la Sorbonne, les 9 et 10 décembre. Cet institut se propose de rassembler les recherches menées sur le thème de l'apprentissage et de la petite enfance et d'en diffuser les résultats auprès des « décideurs » et de l'opinion publique. Il a constitué plusieurs groupes de travail sur le multilinguisme et le multiculturalisme ; la construction des connaissances à l'âge préscolaire ; la découverte du langage écrit ; la formation de la pensée rationnelle et scientifique ; l'éducation des parents ; l'intégration des handicapés ; les nouvelles technologies de la communication.

« C'est en amont qu'il faut agir pour lutter contre l'échec scolaire, estime M. Vergnaud. Nous devons nous demander pourquoi les enfants ont un tel appétit d'apprendre à l'entrée de l'école élémentaire et pourquoi ils le perdent après. » C'est pourquoi les responsables de l'institut souhaitent réunir chercheurs et éducateurs, pour mener des actions ensemble, en associant recherche, innovation et formation.

M. Lanarduzzi, responsable de l'éducation à la Commission des Communautés européennes, a fait observer que la lutte contre l'échec scolaire est devenue un problème politique majeur à l'échelle de la Communauté, les pays développés ayant pris conscience qu'ils ont besoin, pour survivre dans la compétition économique, de la totalité de leurs ressources humaines.

EDPE, 72, rue de l'Est, 92100 Boulogne.

F. G.

Gestion informatisée

L'UIT d'Ivry (Essonne) ouvre deux formations longues destinées aux demandeurs d'emploi et aux personnes en congé individuel de formation. Portant sur la gestion informatisée et la comptabilité, ces sessions sont gratuites et peuvent être rémunérées pour les demandeurs d'emploi dans le cadre de l'allocation de formation reclassement.

UIT d'Ivry, service de la formation continue, 22, allée Jean-Rostand, quartier Les Passages.

91025 Evry Cedex. Tél. : 60-79-15-22 ou 60-78-03-60, poste 45.

Bourses

Franco-américaines

La Fondation franco-américaine attribue au printemps prochain des bourses de un à deux mois à de jeunes assistants d'université et chercheurs français spécialisés dans l'étude des États-Unis contemporains.

Les candidatures, accompagnées des projets de recherche et des travaux, doivent être adressées au 38, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-63-28-30.

A toute vapeur

Il y a vingt ans, c'était le 14 décembre 1969, le dernier train de banlieue quittait la gare parisienne de la Bastille, remorqué par une locomotive à vapeur. Le lendemain, la gare était fermée et le trafic reporté sur la ligne A du RER, qui, par la même occasion, commençait son existence, entre Nation et Boissy-Saint-Leger.

C'est toute l'histoire de cette ligne, cent dix ans de traction à vapeur, que retrace l'album *Paris-Bastille - Verneuil-l'Étang à toute vapeur* — abondamment illustré de photos et de cartes postales anciennes, — publié par Daniel Combrexelle et Claude Brashi aux Éditions du Cabri.

Cette maison d'édition, qui s'est spécialisée dans les livres ferroviaires et régionaux, vient, d'autre part, de faire paraître, sous le titre *la Vapeur en fumée*, les mémoires

d'un conducteur du dépôt de Chantonnay, Roger Habert. Il y raconte sa vie quotidienne — surtout nocturne — à bord des cabines de conduite des Pacific et des Mountain, et son activité de syndicaliste, jusqu'à sa retraite, dans les années 70. Il y relate aussi les rapports difficiles avec la hiérarchie, où apparaissent, déjà, les racines du conflit... qui éclata une dizaine d'années plus tard.

Deux témoignages qui ne manquent pas de passionner les amateurs de la « chose » ferroviaire.

J.-C. R.

Les Éditions du Cabri, quartier Verpilleries, BP 26, 06540 Breil-sur-Roya. *Paris-Bastille*, 140 pages, 500 illustrations, 249 F. *la Vapeur en fumée*, 272 pages, 34 illustrations, 148 F.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 12 décembre

TF 1

20.35 Cinéma : *Le mur de l'Atlantique*. □ Film français de Marcel Carné (1970). Avec Bourvil, Sophie Desmarets, Pierre McNamara. Comédie burlesque quelque peu inspirée de la Grande Vadrouille. Ce serait plutôt la petite, hâtes ! et, malgré Bourvil, on s'ennuie.

22.35 Magazine : *Ciel, mon mardi !* Invité : Bernard-Henri Lévy.

0.15 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.35 Cinéma : *Les kaïefs*. ■■ Film français de Josiane Balasko (1987). Avec Josiane Balasko, Issach Benko, Jean-Pierre Lélud.

22.15 Flash d'informations.

22.20 Bataillons numéro un. Émission humoristique d'André Malin.

23.45 Quand je serai grand. Georges Wolinski.

23.50 Informations : 24 heures sur la 2.

0.12 Soixante secondes. Carlos Andres Perez, président de la République du Venezuela.

FR 3

20.35 ▶ Cinéma 16 : *Adieu Don Juan*. Téléfilm de Jean Larrège.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Une affaire de femmes. ■■ Film français de Claude Chabrol (1988).

22.15 Flash d'informations.

22.20 Cinéma : La cage aux folles 3. □ Film franco-italien de Georges Lautner (1986).

23.50 Cinéma : *Le Sud*. ■■ Film franco-argentin de Fernando Esguerra Solana (1988).

LA 5

20.40 Téléfilm : *Hold-up en Californie*.

22.30 Série : *La fièvre d'Hawaii*.

23.30 Magazine : *Nomades*.

0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Téléfilm : La ferme du cauchemar.

21.50 Téléfilm : *Année fatale*.

23.20 Six minutes d'informations.

23.25 Musique : *Bout'vrouk'n hard*.

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.35 Documentaire : Marseille de père en fils (2).

22.30 Documentaire : *La Pologne comme jamais vue à l'Ouest* (4).

23.30 Théâtre : *Minetti*. Pâtes de Thomas Bernhard.

0.30 Documentaire : William Forsythe au travail.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : *Le rythme et la raison*.

2. L'approche.

20.30 Archipel science.

En direct de la centrale du Bugey.

21.30 Dédit. Capitales culturelles méditerranéennes : le vol et le faux.

22.40 Nuits magnétiques.

L'apprentissage des arts ?

0.05 *Du jour au lendemain*.

0.50 Musique : *Coda*. Africa.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 23 octobre au Festival d'automne de Paris) : *Uberschreien*, de Dikun ; *Concerto pour piano*, de Ligeti ; *Pflicht und Neigung*, de Gluck, par l'Ensemble Inter-Contemporain, dir. Peter Eötvös ; sol. : Florin Boffard, piano.

23.07 Club d'archives. Petit concert : *Symphonie n° 1 en si bémol majeur* op. 38, de Schumann, et *Symphonie n° 8, de Haydn* ; à 0.10, *Intégrale des Quatuors de Schoenberg* : Quatuor avec soprano n° 2 en fa dièse mineur op. 10 ; *Les Intonables de la Gaude* : Symphonies pour petit orchestre (n° 1, 2, 3, 5), de Litzke, et *Concerto pour violon et orchestre*, n° 1, de Beethoven.

Mercredi 13 décembre

TF 1

14.25 Club Dorothée.

17.45 Série : *Hawaii, police d'Etat*.

18.45 Avis de recherche.

18.50 Feuilletton : *Sans la barbe*.

19.20 Jeu : *Le roue de la fortune*.

19.45 *Tirage du Téo-O-Tao*.

19.50 Le bébé show.

20.00 Journal, Météo, Tapie vert et Loto.

20.40 Variétés : *Scènes de rue*.

Avec Michel Serrault, Daniel Guehard, Jean-Luc Lahaye, Avelanche, Anne Pollef, Gérard Blanc, Frédéric Chassagnon.

22.35 *Magazine* : *En direct*.

De Patrick Poivre d'Arvor. La fureur de vivre. Expliquez-moi : Michel Peissel (*Itza ou le Mystère du naufrage maya*), Alvaro Muta (*Ilona revient avec la pluie et la Danza Escala du Tump Shuam*), Barbara Chassagnon (*Le Nigé de l'Amérique*) ; *Exotisme* : Jorge Amado, Ruth Escobar, Mario Vargas Llosa ; *Exploration* : Jorge Luis Borges ; *Reportage* : René de Ceulaer et le chœur des enfants.

23.35 Journal, Météo et Bourse.

23.55 Feuilletton : *Helmut*.

0.55 TF 1 nuit.

A 2

13.45 Série : *Falcon Crest*.

14.15 *Erie et compagnie*.

16.20 *Magazine* : *Euroclix*.

16.35 Série : *Mariée comme ça*.

17.00 *Magazine* : *Drôle de planète*.

17.15 Dessin animé : Les Rikidis au pays du Père Noël.

17.20 *Magazine* : *Graffiti 5-15*.

18.15 Série : *Les voleurs*.

18.40 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.

19.00 Série : *Top models*.

19.25 Jeu : *Dessinez, c'est gagné !*

20.00 Journal et Météo.

20.35 Feuilletton : *Les grandes familles*.

O'Edouard Melano (3^e épisode). *Piccoli en banquier renversé*.

22.05 Flash d'informations.

22.10 *Magazine* : *Place publique*.

De Claude Sérillon. Manger bio ou péril...

23.25 Quand je serai grand.

Jacques Peyrueve.

23.30 Informations : 24 heures sur la 2.

23.52 Soixante secondes. Christian Boltanski, peintre.

23.55 *Magazine* : *Figures*.

Jean Daniel, journaliste.

FR 3

14.00 *Magazine* : *Montagne* (rediff.).

14.30 Jeu : *Cherchez la France*.

15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

TF 1

17.00 Flash d'informations.

17.05 Amuse 3.

18.00 *Magazine* : *C'est pas juste*.

18.30 Jeu : *Questions pour un champion*.

19.00 Le 19-20 de l'information.

De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

19.55 Dessin animé : *Kimbo*.

20.05 Jeux : *La classe*.

20.35 Théâtre : *Spécial Guétry*.

Une paire de giles, avec Viviane Elbaz, Christian Clavier, Philippe Laderbach ; Une lettre bien tapée, avec Philippe Brunet, Sophie Deschamps ; *L'école du mensonge*, avec Daniel Gilin, Claire Nadeau, Marie-Anne Chazal ; *Farces*, avec Pierre Savini, Viviane Elbaz, Claude Girard, Frédéric Tilmont, Philippe Laderbach, Didier Gallo-Lavallée.

22.10 Journal et Météo.

22.30 *Magazine* : *Océaniques*.

Marcel Landowski, un musicien dans la cité.

23.25 Sport : *Hockey sur glace*.

Match de préparation au Championnat du monde 1990 : France-Italie.

0.40 *Musiques*, musique.

Chalo (La mort d'Ouille), de Verdi.

CANAL PLUS

15.05 Documentaire : Et si nous étions des animaux...

De John Downer.

4. L'illusion du temps.

15.35 Téléfilm : *Comment réussir son divorce en douze leçons*.

17.05 Pochettes surprises.

La guerre, de Rino Unt et Hard Valtier.

17.25 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 21.00.

18.15 Dessins animés : *Ca cartoon*.

Présenté par Philippe Dana.

18.30 Top 50.

Présenté par Marc Tosca.

19.20 *Magazine* : *Nulle part ailleurs*.

Présenté par Philippe Glides et Antoine de Conans. Invité : Bartabas.

20.30 Bandes annonces cinéma.

21.00 Cinéma : *Oliver's story*. □ Film américain de John Korty (1978). Avec Ryan O'Neal, Candice Bergen, Nicole Paget.

22.25 Flash d'informations.

22.35 Cinéma : *Star Trek 4*.

Retour sur terre. □ Film américain de Leonard Nimoy (1986). Avec William Shatner, Leonard Nimoy, DeForest Kelley (v.o.).

0.30 Cinéma : *La bête humaine*. ■■ Film français de Jean Renoir (1938). Avec Jean Gabin, Simone Simon, Fernand Ledoux.

2.05 *Magazine* : *Cinéma*.

Rediffusion de l'émission du 9 décembre.

LA 5

14.30 Série : *L'inspecteur Derrick*.

15.30 Série : *Automan*.

16.45 Dessins animés.

17.30 *Magazine* : En route pour l'aventure.

18.00 Dessins animés.

18.50 Journal images.

19.00 Série : *Happy days*.

19.30 Le bar des ministères.

20.00 Journal.

20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Série : *Sur les lieux du crime*.

22.20 Série : *La loi de Los Angeles*.

23.20 *Magazine* : *Réussites*.

Avec Marc Lenoir et Mathilda May.

0.00 Journal de minuit.

Les enquêtes du commissaire Maigret (rediff.).

M 6

14.35 Série : *Les années coup de cœur*.

15.00 *Magazine* : *Roxanne Roll*.

15.30 Feuilletton : Les aventures de Tom Sawyer.

16.05 Jeu : *Force clip*.

17.05 *Roxanne Roll* (suite).

17.10 Série : *L'homme de fer*.

18.05 Variétés : *Multilog*.

18.35 Série : *Campus show*.

19.00 Série : *Magnum*.

19.45 Six minutes d'informations.

20.00 Série : *Madame est servie*.

20.30 Téléfilm : *Génération surf*.

22.10 Documentaire : *Coupables en liberté ?*

A 23.05, débat animé par Charles Villeneuve. Une règle de la jurisprudence américaine en question.

23.45 Six minutes d'informations.

23.50 Variétés : *Préquelstar*.

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.00 *Méthode Victor*.

27 M. Thérèse et M. S.M.E.
29 Une étude de l'INSEE sur le travail féminin

43 La recherche de l'emploi
44 L'agriculture et le commerce de l'étranger

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

La vente d'un bijou de famille

Nouveau traumatisme pour l'industrie française : Leroy-Somer, une de ses plus fameuses entreprises moyennes, citée en exemple à longueur de colonnes, chambre des usines à la campagne, des usines à taille humaine, qui donna à la France un ministre du commerce et de l'artisanat... est sur le point de se jeter dans les bras d'un Américain (lire nos informations en dernière page). Emerson devait lancer, mardi 12 décembre, une offre publique d'achat « amicale » sur l'entreprise d'Angoulême, numéro un français et européen des petits moteurs électriques... C'est la question de la succession de la petite-fille du fondateur, M^{me} Suzanne Hornet, qui explique l'opération. Celle-ci ne peut en effet se faire qu'en plein accord avec la famille : réunie dans un holding, baptisé Omet, elle détient 30 % des actions et 43 % des droits de vote, auxquels il convient d'ajouter 10 % (et 9 % des droits de vote) entre les mains du directeur, du personnel et du conseil de surveillance...

Sans jeter la pierre à ces actionnaires, qui ont au moins la sagesse de régler leur problème de succession à froid, force est de constater qu'une fois de plus le tissu industriel tricolore se déchire un peu plus... Certes, les héritiers expliqueront qu'il n'existe pas de solution française, Alstom et Schneider s'étant désengagés de ce type de produits au fil des ans. Mieux, ils mettront en avant les avantages pour l'outil industriel d'une alliance américaine par rapport à une solution européenne de type Siemens qu'ils n'auraient pas forcément choisie et qui aurait mis deux crocodiles dans le même marigot. Ils souligneront aussi l'importance des garanties obtenues d'Emerson et la nouvelle dimension que l'opération donne à leur entreprise.

Après Waterman qui s'est vendue à Gillette, une autre PME « passe à l'étranger » à l'occasion d'un problème de succession. Ceci expliquant cela, il faut rappeler que les droits à acquitter sont fixés à 40 % au-delà de 12 millions de francs. Certes ce n'est pas la première fois que la France, dont le capitalisme était encore assez familial, vit des héritiers jeter l'éponge, ici, pour une raison de succession, parfois parce que, plus prosaïquement, ils sont attirés par les gains à tirer de l'attaque d'un quelconque prédateur... Tant pis si les grandes-crobes fondatrices se retournent dans leur tombe et si, c'est un symbole qu'on assésine.

F. V.

L'ultime phase des négociations commerciales de l'« Uruguay-round »

Offensive de la Communauté européenne contre la politique agricole américaine

La Communauté est prête à réduire de manière sensible le soutien accordé à ses agriculteurs, mais elle entend en contrepartie que les autres pays producteurs fassent de même. Ainsi les Etats-Unis devraient s'engager à baisser leurs aides directes à la production, les *deficiency payments*. La Communauté diminuerait les

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Les négociations commerciales multilatérales (NCM) engagées en septembre 1986 à Punta-del-Este, en Uruguay, portent principalement sur la libéralisation des échanges agricoles ainsi que sur celle des échanges de services. La quasi-totalité des pays qui négocient estiment que le désordre sur les marchés agricoles, et en particulier l'existence de cours mondiaux souvent inférieurs aux prix de revient, provient des subventions accordées par les pays industrialisés. STI y a unanimité sur la nécessité de réduire ces aides, chacun souhaitant que le voisin fasse l'essentiel de l'effort, alors que l'« Uruguay-round » doit s'achever

en décembre 1990. En mars dernier, à Genève, après que les « parties contractantes » du GATT furent parvenues à une sorte de trêve en matière agricole, il avait été décidé que chacun des pays concernés soumettrait de nouvelles offres avant la fin 1989. M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, devait proposer mardi 12 décembre aux ministres de l'Agriculture des Douze la position que vient d'adopter le collège européen.

Rééquilibrage de la protection

La première réaction de M. Henri Nallet est plutôt favorable. Le ministre français, estimant que l'agriculture communautaire

doit être moins isolée du marché international, est disposé à consentir l'effort nécessaire pour y parvenir, à condition que les Etats-Unis soient astreints aux mêmes disciplines. Il approuve le rééquilibrage de la protection des productions communautaires qui résulterait de la mise en œuvre des propositions de Bruxelles. Il est également sensible au souci de la Commission que la réforme projetée ne perturbe ni la production ni l'environnement des pays en voie de développement (PVD).

En matière agricole l'« Uruguay-round » apparaît souvent comme une partie de bras de fer entre la Communauté et les Etats-Unis. Les Américains, dans l'offre qu'ils ont récemment transmise, réclament la suppression en dix ans des subventions à l'exportation (les faibles

restitutions) et des prélèvements à l'importation appliqués par la CEE. En revanche, ils excluent de toucher aux *deficiency payments* qu'ils accordent à leurs producteurs en prétendant qu'ils n'affectent pas les échanges. La Communauté, qui n'a guère de mal à démontrer que ces *deficiency payments* ont bien le même effet que des subventions à l'exportation, demande que l'engagement de réduire les subventions à l'agriculture soit « global, non discriminatoire » et touche donc les *deficiency payments* américains (et d'ailleurs aussi européens...) au même titre que les prélèvements et restitutions.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 27

Selon le directeur du GATT

Les Etats-Unis sont redevenus numéro un du commerce mondial

L'Amérique devrait reprendre en 1989 à l'Allemagne de l'Ouest la place de premier exportateur mondial, perdue en 1986, affirme dans un rapport d'évaluation le directeur du GATT (l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), M. Arthur Dunkel. Son estimation est fondée sur les chiffres des neuf premiers mois de l'année, avec une progression de 15 % en valeur des ventes américaines, deux fois plus rapide que celle des exportations japonaises et allemandes.

Cette remontée américaine était déjà signalée tout récemment par l'OCDE, qui montrait que l'industrie américaine avait regagné grâce à la fois à la baisse du dollar et aux gains de productivité, toutes les parts de marché perdues au début des années 80.

M. Dunkel, dans son rapport au conseil du GATT, indique que le commerce mondial des marchandises a continué cette année de progresser plus vite que la production (7 % contre 3 % à prix constants), mais prévoit que l'un comme l'autre augmentent un peu moins vite en 1990.

La puissance du commerce asiatique se confirme : tant à l'intérieur de la zone qu'avec le reste du monde, la croissance des échanges a été beaucoup plus forte que pour l'ensemble du commerce international, en particulier pour les « nouveaux dragons » que sont la Thaïlande et la Malaisie.

Un entretien avec M. Philippe Demaegdt, président de l'ETHIC

« Il faudra augmenter les salaires de manière importante »

L'ETHIC, mouvement des entreprises de taille humaine indépendantes et de croissance tient son congrès, le mercredi 13 décembre à Paris, sur le thème de la « bataille pour la croissance ». A cette occasion, son président, M. Philippe Demaegdt, répond à nos questions.

« Vous avez changé la dénomination de votre mouvement, qui se réfère maintenant aux entreprises « indépendantes et de croissance ». Pensez-vous que la croissance est installée pour de nombreuses années ?

« Je crois qu'il y a deux types de managers : ceux qui n'engagent pas leur patrimoine personnel — et qui peuvent privilégier davantage leur carrière personnelle — et ceux qui investissent une partie de leur patrimoine — et qui donnent plus la priorité au moyen et au long terme. En changeant de dénomination, nous voulons faire en sorte que les entreprises privilégient le

moyen et le long terme au lieu de faire la course à la rentabilité immédiate.

« Les membres d'ETHIC sont des développeurs, des bâtisseurs. La croissance est de retour. Elle est encore fragile. De petits rayons de soleil laissent penser qu'elle est revenue pour une longue durée. Et ce qui se passe à l'Etat ne peut que favoriser un développement économique important. Etant attachés à une certaine morale, nous accordons plus d'importance à une croissance interne de l'entreprise (innovation, développement commercial) qu'à des montages financiers plus spéculatifs qui ne sont pas forcément producteurs de richesses nouvelles.

« Les entreprises ont-elles les moyens de se développer ?

« L'initiative est essentielle dans le domaine économique. Toute réglementation, toute contrainte, peuvent freiner l'initiative. Une plus grande liberté suppose une réelle responsabilisation qui doit s'appuyer sur une certaine morale. A chaque fois qu'il y a

une contrainte, elle s'appuie sur les abus de quelques-uns, comme on le voit avec le projet de loi sur la précarité, mais... s'applique à tous. Cela nous a amenés, au fil des années, à avoir de plus en plus de contraintes. Il y a un nouvel équilibre à trouver.

« Les disciplines acquises tant par les salariés que par les entreprises pendant la crise ne vont-elles pas se relâcher. Entre-t-on dans un temps de « facilité » ou de partage ?

« Les comportements vont se modifier. Jusqu'à présent, les conseils d'administration jugeaient de la valeur d'un chef d'entreprise à la qualité de son plan de redressement ou de son programme de licenciement. Aujourd'hui, il faut que la rigueur demeure, mais elle devra changer de priorités. A l'intérieur des entreprises, les grands postes sont restés à peu près identiques, qu'il s'agisse des charges financières, de la fiscalité ou de l'amortissement, à l'exception de celui des salaires qui a baissé de manière importante.

« Je ne pense pas qu'on puisse continuer à améliorer notre productivité en continuant à faire fondre le poste salaires. Les salariés ont entrepris des efforts non négligeables, et nous avons besoin chez nous de personnels motivés qui ne soient pas tentés d'aller travailler à l'étranger. Les chefs d'entreprise ayant une vision correcte de la réalité seront amenés à augmenter les salaires de manière importante, quitte à compenser en diminuant d'autres postes (charges financières, fiscalité). Il faut, par exemple, diminuer les taxes qui entrent directement dans nos coûts de fabrication, comme la taxe professionnelle.

« Vous préconisez une sorte de pacte de croissance ?

« On ne peut pas dire que, dans les entreprises, les hommes constituent la principale ressource et ne rien redistribuer...

« Ne craignez-vous pas de relancer les revendications salariales ?

« En 1982-1983, il était important de casser le cercle infernal

des augmentations de rémunérations. Mais aujourd'hui, c'est à chaque entreprise de fixer ses normes de redistribution.

« Comment voyez-vous le profil de l'entreprise « à taille humaine » de la prochaine décennie ?

« L'évolution doit être fondée sur l'antitaylorisme, l'antihierarchie. Comme l'Etat, nos entreprises sont malades de leurs hiérarchies. De plus en plus, les entreprises de taille humaine devront faire davantage appel au talent qu'au pouvoir. Plus vous recherchez des talents, plus vous devez effacer votre pouvoir. Car il faut que l'intelligence soit bien répartie dans l'entreprise et que tous les talents puissent s'exprimer. On peut ainsi développer une entreprise à dimension européenne par une stratégie de réseau : en faisant appel à des sociétés étrangères complémentaires sur le marché et en créant des services communs.

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT

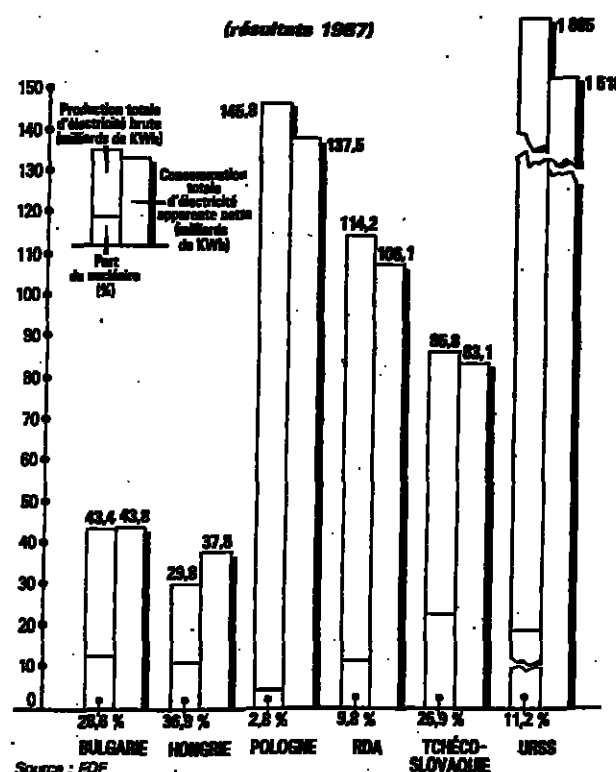
INSOLITE

L'Europe à la Trappe

Des religieuses de la Mayenne et des moines belges jouent les pionniers en matière de commerce européen. Celles du couvent de la Coude, à Laval, qui fabriquent depuis plus de cent ans le fromage la Trappe, et ceux de Scourmont, en Belgique, producteurs de la célèbre bière Chimay, viennent de s'associer dans un GEIE (Groupement européen d'intérêt économique).

Autorisées depuis le 1^{er} juillet dernier, ces structures permettent à des personnes ou à des sociétés de regrouper leurs activités en acquérant une personnalité juridique. En l'occurrence, la Scourmont (Scourmont-Laval) commercialisera les produits des deux abbayes. Créé le 30 novembre dernier avec un capital de 600.000 F, le GEIE a déjà recruté un représentant pour promouvoir les produits auprès des distributeurs et les religieux semblent avoir d'autres idées de développement.

Le poids du nucléaire dans la production électrique à l'Est



Les électriciens se ruent dans les pays de l'Est : EDF va fournir des systèmes informatisés d'étude pour les centrales nucléaires soviétiques et se propose de coopérer avec ce pays dans le nucléaire. L'établissement va aussi négocier avec la Hongrie la construction éventuelle d'une centrale nucléaire. Le marché est si vaste qu'on s'y bouscule un peu : Nuclear Power International (NPI), filiale commune du français Framatome et de l'allemand Siemens-KWU viennent d'annoncer qu'ils projettent de coopérer aux futurs développements de la technologie des réacteurs à eau sous pression soviétique.

Eurostaf Dafsa

Europe Strategic Analyse Financière

vous annonce ses prochaines parutions d'études :

- Les télévisions commerciales privées dans le monde
- Les banques moyennes françaises
- Les grandes banques européennes : derniers développements et performances
- Les grands groupes européens de la lunetterie

vous rappelle ses dernières parutions :

- Le capital risque en Europe : financement de la création, du développement et de la transmission d'entreprises
- Le leasing en Europe (3 volumes)
- Les industries du lait en Europe
- Les cabinets d'expertise comptable et d'audit.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF

(Europe Strategic Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. :

49 24 80 50. Tél. : 262 632. — Nos représentants à l'étranger :

— ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.30. Télécopie : 4312748.

— ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 02.52.855. Télécopie : 865576.

— PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75. Télécopie : 1571738.

— BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647.00.75. Télécopie : 640.30.57.

ÉCONOMIE

La spirale asiatique du développement

Suite de la première page

C'est qu'ici, comme en Malaisie, en Indonésie et ailleurs, les « Tigres » asiatiques mènent la danse. Suivant avec dix ans de retard l'exemple du « grand frère » japonais, Taiwan, Singapour, Hongkong et depuis peu la Corée du Sud, ces anciens paradis de la délocalisation, délocalisent à leur tour à qui mieux mieux.

Un jeu de taquet frénétique où la recherche de la compétitivité à tout prix pousse les plus développés, menacés par la hausse des salaires et la revalorisation de leur monnaie, à multiplier les « usines tournantes » dans les pays où la main-d'œuvre reste abondante et peu chère, pour se réserver la « high-tech » et le luxe, créant ainsi dans le pays hôte les conditions du décollage.

Les délocalisations successives

Cette course au « toujours moins », partie du Japon vers les « Tigres », au milieu des années 70, depuis quatre ou cinq ans a pris un tour nouveau : les industriels nippons menacés par la réussite de leurs anciens satellites, devenus concurrents, ont été chercher ailleurs leurs réservoirs de main-d'œuvre à bas coûts. L'heure de la Thaïlande, de la Malaisie, bientôt rejointes par l'Indonésie, et dans une moindre mesure par les Philippines, avait sonné. Aujourd'hui le mouvement s'accroît. Pour garder leur place de concurrents et de fournisseurs de l'industrie nipponne, les anciens « Tigres », devenus « NPI » (Nouveaux pays industrialisés) sont à leur tour contraints d'emboîter le pas.

Ce n'est pas fini : déjà, les plus avancés parmi les « bébés tigres » — Thaïlande et Malaisie — commencent à leur tour à larguer vers les voisins plus mal lotis : Laos, Bir-

manie, Vietnam, voire même Cambodge. La Thaïlande veut devenir un pôle économique régional pour tout le nord de l'Asie du Sud-Est et commence déjà à délocaliser son textile vers le Laos. La Malaisie investit en Indonésie.

Tirée par l'appel des marchés mondiaux et par les succès japonais, toute l'Asie, à l'exception — et encore — des pays communistes, est de fait désormais engagée dans une spirale de développement accéléré qui se nourrit d'elle-même, la délocalisation créant les conditions du décollage, lequel ouvre à son tour de nouveaux marchés. Ce d'autant qu'à la différence des NPI, les « bébés tigres » ont des populations — donc des marchés intérieurs potentiels — beaucoup plus importants : 180 millions d'habitants en Indonésie, 66 millions aux Philippines, 55 millions en Thaïlande, 17 millions en Malaisie.

Les chiffres sont éloquentes : alors qu'il y a vingt ans le commerce interasiatique (Japon-NPI-autre Asie) ne représentait que 3,5 % du commerce mondial, il en représente aujourd'hui 7,6 %. Un chiffre proche des échanges transatlantiques entre l'Amérique du Nord et l'Europe. C'est le vieux rêve japonais de la sphère de prospérité. L'Asie-Pacifique, c'est eux ! commente M. François Missoffe, ancien ambassadeur chargé par Michel Rocard d'animer le « Club pays Asie du Sud-Est ». Ils sont engagés dans un mouvement qu'ils ne peuvent plus contrôler, et obligés d'aller plus loin.

Un système de développement radicalement différent de celui connu en Occident qui peut paraître absurde, voire choquant mais s'avère jusqu'ici diablement efficace. Comme la Thaïlande, tous les « bébés tigres » connaissent depuis deux ou trois ans des taux de croissance spectaculaires. La Malaisie,

devenue sans bruit le troisième producteur mondial de semi-conducteurs, affiche un taux de croissance de 8 % l'an, une balance courante excédentaire grâce à l'envolée des exportations (20 % l'an), ceci avec une inflation modérée et un revenu par habitant frôlant les 2 000 dollars, inférieur de 40 % seulement à celui de la Corée (3 400 dollars).

Salaire de base : 5 F par jour

Bienfaits de la « look east policy » (littéralement la politique du « regardez vers l'Est »), menée avec succès par Kuala-Lumpur, toute la côte occidentale de la Malaisie se transforme doucement en une vaste zone franche, où les usines-repaires le disputent aux plantations traditionnelles de caoutchouc. Comme l'île de Penang. Vingt-cinq kilomètres de long, quinze de large, un joyau tropical piqué à quelques encablures de la péninsule.

Une poche de vraie prospérité où le chômage a presque totalement disparu au fur et à mesure que se remplissaient les trois zones franches situées de part et d'autre du pont de 13,5 kilomètres qui relie l'île au continent. Sont à déjà trois usines et en construite une quatrième, le groupe allemand Bosch double ses capacités, comme le français Mapa, Thomson, et l'américain Hewlett Packard, les « anciens » de Penang, presque à l'étrier depuis l'irruption récente des industries de Taiwan et de la Corée du Sud qui multiplient les petites unités spécialisées dans l'électronique, les articles en caoutchouc, la confection, les gadgets, etc.

Dernière venue dans le club des « bébés tigres », l'Indonésie met les bouchées doubles pour combler ses handicaps de départ : corruption, bureaucratie, surpopulation, éparpillement du territoire. Un atout de taille : le coût de la main-d'œuvre y reste largement inférieur à celui de ses concurrents. A Djakarta, le salaire de base ne dépasse guère 5 F par jour, quatre fois moins qu'en Thaïlande et qu'en Malaisie,

vingt-deux fois moins qu'à Singapour.

L'Indonésie est suivie, non sans difficultés, par les Philippines, qui tentent encore maladroitement de se placer dans la course, en dépit d'une instabilité politique et monétaire chronique. Manille n'a à vrai dire, elle aussi, qu'un avantage : la qualité d'une main-d'œuvre qui parle anglais et s'exporte depuis des années jusque dans le golfe Persique. Il semblait suffisant pour avoir déclenché depuis deux ans un flux d'investissements étrangers importants : l'an dernier les capitaux privés étrangers n'avaient pas triplé pour atteindre 1 milliard de dollars (6 milliards de francs environ) ?

La même pourrait cependant être vite tarie, vu l'ampleur des désordres politiques qui ont malencontreusement choisi comme cible privilégiée le quartier des affaires.

Rien de tel en Indonésie, nouvel enfant chéri des investisseurs, puis-que les capitaux étrangers ont atteint l'an dernier le chiffre record de 4,4 milliards de dollars (26,5 milliards de francs), cinq fois plus qu'en Thaïlande ! Une vraie ruée, attirée par une politique délibérée de déréglementation, visant à aligner les conditions d'accueil sur les pays rivaux de la zone, et qui a, depuis 1986, fait sauter presque tous les verrous douaniers et administratifs, à défaut de supprimer la corruption.

Conséquence : l'Indonésie est le seul pays membre de l'OPFEP qui ait réussi à sortir enfin de la « monoculture » pétrolière. L'an dernier, pour la première fois, les exportations de bois, de textile, de caoutchouc, d'agroalimentaire, etc., ont dépassé les recettes tirées des hydrocarbures, lesquelles, avec seulement 40 % du total, ne servent plus aujourd'hui en quasi-totalité qu'à payer le service de la dette. Un résultat inespéré qui étouffe même les spécialistes et tire une croissance de 4,5 % l'an (5,7 % hors pétrole), bienvenue après des années de stagnation liées au contre-choc pétrolier.

« Bienvenue à Djakarta », le premier panneau publicitaire en

sortant de l'aéroport est signé Mitsubishi Motors. Le « miracle » est venu, là plus encore qu'ailleurs, des voisins asiatiques, dont on voit partout la griffe : Taiwan qui, en 1988, pour la première fois a dépassé le Japon au rang de premier investisseur étranger, Singapour, Hongkong et même la Corée (Daewoo va construire une grande usine de tubes de télévision), tous se bousculent dans les zones industrielles, devenues trop petites et depuis peu ouvertes aux promoteurs privés. Membres, chaussures de sport, textile, confection, bicyclettes, parapluies, jouets, crevettes, chimie, etc., les usines poussent aussi vite que les toits de vingt-cinq étages — limite autorisée par la loi, qui transforme le centre de Djakarta (surnommé le « triangle d'or ») en un immense chantier bourgeois hérisse de grues.

Ne prêter qu'à des Chinois

On y parle chinois plus qu'indonésien ou anglais. Car à Djakarta, comme à Manille, Kuala-Lumpur ou Bangkok, la filière privilégiée de l'investissement étranger est la diaspora chinoise. Minoritaire mais toute puissante, elle « tient » le plus gros de l'industrie et du commerce, même lorsque, comme en Thaïlande, elle est parfaitement intégrée dans la population. « Dans cette région, il y a deux règles d'or, note un banquier français de Singapour, se fier à son instinct — les livres de comptes ne veulent rien dire — et ne prêter qu'à des Chinois... »

L'importance de cette « filière chinoise » a encore crû depuis l'irruption des « dragons » dans le jeu de la délocalisation. Grâce aux liens familiaux conservés à Hongkong, Taiwan et Singapour (30 % de la population de la « cité-État » est d'origine chinoise), les Chinois d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de même que les « Sino-haï » de Bangkok, pilotent discrètement mais sûrement la gestion d'un capital énorme qui préfère désormais se réinvestir dans l'industrie naissante des « bébés tigres » plutôt que de dormir à Singapour, Hongkong, Panama, etc.,

ou de se risquer en Chine populaire, déconsidérée depuis les événements du printemps dernier.

Une nébuleuse difficile à cerner, tant les liens financiers, les courants commerciaux et les stratégies des différents investisseurs s'emmêlent. Si la voie suivie par les pays hôtes est relativement simple — « Tous ces pays commencent par le textile et finissent par les logiciels », résume un observateur, — leur seul souci étant de cultiver leurs avantages comparatifs pour ne pas se laisser distancer, la redistribution des cartes, opérée par le Japon et ses quatre émules, est plus difficile à suivre.

Il ne manque finalement, dans cette zone, qu'un centre financier offshore au sens pur. Le vrai pendant asiatique des Iles Caïmans, entièrement consacré à la gestion de l'argent, qui compléterait l'arsenal financier offert par Hongkong et Singapour. La Malaisie y songe. Elle vient d'envoyer deux missions aux Bahamas et à Jersey et tente de créer un statut « sur mesure » à Labuan, une île jusqu'ici totalement inconnue, située au large de la côte nord-est de Bornéo, à proximité du richissime sultanat de Brunei.

« L'Asie devient un marché », note un banquier. Si vite que nul ne parvient encore à en saisir les contours. C'est toute une galaxie économique nouvelle qui est ainsi en train de se constituer autour du Japon et de ses satellites, un ensemble de plus en plus large, de plus en plus complémentaire, où le développement se diffuse en cercles concentriques. Une galaxie redoutable d'efficacité, qui n'attend que l'ouverture de son plus beau fleuron, la Chine, pour enfoncer définitivement ses anciens rivaux européens ou américains.

Il y a quelques jours, deux touristes françaises ont fait involontairement la une des quotidiens de Bangkok : de retour dans la capitale après trois semaines d'excursion, elles avaient eu la douloureuse surprise de découvrir, au lieu et place de l'hôtel où elles avaient laissé leurs bagages, un chantier de démolition. L'hôtel avait été abattu. Nul n'en avait la trace...

VÉRONIQUE MAURIS

trouvez désespérément d'obtenir
à la vitesse d'une tortue,
en intelligence avec nous.

Vous n'avez pas de temps à perdre et nous
comprendons dans les Banques CIC :

Crédit Industriel et Commercial de Paris
Crédit Agricole de Banque
Banque de l'Union Européenne
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine
Crédit Industriel de l'Ouest
Crédit Nancéien Varin-Bernier
Banque Scalbert Dupont
Banque Régionale de l'Ouest
Crédit Industriel de Normandie
Société Bordelaise de CIC
Banque Régionale de l'Ain
Banque Bonnasse

Banques CIC. En intelligence avec vous.

GROUPE CIC

Thatcher nuance son

sensive de la CEE

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Dans un entretien publié par le « Financial Times »

M^{me} Thatcher nuance son opposition au SME

M^{me} Margaret Thatcher serait-elle en train d'infléchir sa position quant à l'adhésion future de la Grande-Bretagne au mécanisme de change du système monétaire européen ? Une petite phrase dans l'entretien que le premier ministre britannique a accordé au *Financial Times* au lendemain du sommet européen de Strasbourg, paru mardi 12 décembre dans le quotidien de la City, le laisserait supposer. « Nous avons l'obligation de rejoindre le mécanisme de stabilisation des changes du SME », quand les conditions posées au sommet de Madrid seront « largement remplies », dit M^{me} Thatcher. Le 27 juin dernier, les Douze avaient adopté à Madrid le plan

Delors en trois phases pour parvenir à l'union monétaire.

Sur l'avenir du SME, elle s'interroge : « Nous ne savons pas ce qui arrivera quand la phase du plan Delors sera opérationnelle et quand une monnaie aussi importante que la livre sterling rejoindra le SME. » Si ce n'est pas un engagement, c'est déjà « un changement de nuance », commente le *Financial Times*. Pour sa part, le chancelier de l'Echiquier, M. John Major, a déclaré devant la presse étrangère, lundi 11 décembre, que « l'Europe était à des années-lumières d'une monnaie unique », et a exprimé ses réticences à propos de la convocation d'une conférence

intergouvernementale avant la fin 1990 sur l'union monétaire, tout en approuvant « les buts ultimes de l'union économique et monétaire ». Il a tout de même reconnu que la décision de principe de faire entrer le sterling dans le SME avait été prise.

Reste le « préalable » britannique, la réduction de l'inflation. M^{me} Thatcher a admis que sa politique monétaire avait été trop laxiste et répété son intention de faire baisser l'inflation coûte que coûte. Les derniers indices vont dans son sens : en novembre, les ventes de détail ont chuté de 0,8 % tandis que les prix de gros n'augmentaient que d'un modeste 0,2 %.

L'offensive de la CEE

Suite de la page 25

Elle propose une réduction progressive du soutien, échelonnée sur cinq ans. La proposition de la Commission ne comporte aucun chiffre mais, dans l'esprit des négociateurs communautaires, le rétablissement de l'équilibre sur les marchés mondiaux impliquerait une réduction de soutien se situant entre 10 % et 15 % par rapport aux données de 1986.

Compte tenu de la diversité des aides aux agriculteurs, on utiliserait pour établir la portée de l'effort à supporter par chacun un agrégat unique, l'unité de mesure de soutien (UMS).

La Communauté, c'est la deuxième caractéristique de l'offre préparée par la Commission, accèderait l'idée d'une « tarification » partielle de ces prélèvements mobiles à l'importation. Ce concept de tarification figure dans l'offre américaine et la Commission en accepte l'idée : on transforme en droits de douane les prélèvements mobiles, ce qui facilite

consulte leur élimination progressive.

Prenons l'exemple d'un prélèvement mobile de 60 écus par tonne perçu actuellement sur les importations de céréales. Il serait remplacé par un droit fixe de 30 écus par tonne, auquel viendrait s'ajouter un « élément correcteur » qui, aujourd'hui, serait de l'ordre de 15 écus par tonne et dont l'objet serait de tenir compte des variations sur les marchés des changes ainsi que des fluctuations brutales des cours mondiaux de produits agricoles. Telle est la proportion de l'effort d'ouverture du marché qui serait réclamé aux producteurs européens.

Les restitutions (subventions à l'exportation) subiraient le même sort que les prélèvements : la restitution de base ne pourrait excéder l'élément fixe perçu à l'importation, elle pourrait être augmentée d'un élément correcteur prenant en compte les mouvements brusques des taux de change ainsi que des cours mondiaux.

La Communauté avait indigné depuis longtemps son désir de rééquilibrer la protection de ses marchés agricoles (l'importation libre de tout droit d'origine de soja et de produits de substitution aux céréales déstabilise la production interne de céréales et de produits laitiers), mais elle n'avait pas pris position sur la manière d'y parvenir. C'est maintenant chose faite. Les déficiences payments dont bénéficient dans la CEE le colza, le tournesol, le soja, feraient eux aussi l'objet d'une tarification ; autrement dit seraient transformés en droits de douane, lesquels seraient réduits de 10 % à 15 % en cinq ans. L'offre mise au point par la Commission prévoit un traitement spécial et différencié, tant pour les PVD producteurs qui ne seraient pas astreints à des disciplines aussi rigoureuses que pour les PVD importateurs. Ces derniers bénéficieraient de facilités d'approvisionnement dans le cas où la réforme projetée entraînerait, comme c'est d'ailleurs son objet, une augmentation des cours mondiaux.

PHILIPPE LEMAITRE

INDUSTRIE

En France et en RFA

Usinor poursuit ses acquisitions

Le groupe sidérurgique Usinor-Sacilor poursuit ses acquisitions. Après avoir racheté la métallurgie de CMB Packaging la semaine passée, le groupe nationalisé va prendre la majorité du capital d'Allevard Industries, producteur d'acier à ressorts, et va acquérir la firme ouest-allemande Cont-Systembau spécialisée dans les produits en acier pour le bâtiment.

Pour Allevard, Usinor va se substituer aux investisseurs institutionnels qui avaient participé en 1987 à la reprise de l'entreprise par ses salariés (RES) à hauteur de 72 % de la holding Allevard Finance créée à cette occasion. Usinor détendra donc ces 72 % aux côtés des dirigeants qui ont 28 %, mais la majorité des droits de vote. Allevard Finance détient 89 % du capital d'Allevard Industries, le reste étant coté au second marché de la Bourse de Paris. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs, produisant 120 000 tonnes d'acier pour ressorts et 40 000 tonnes de ressorts hélicoïdaux pour automobiles.

Cont-Systembau réalise un chiffre d'affaires de 108 millions de deutschmarks (370 millions de francs) employant 265 personnes. Cette acquisition renforcera les positions du groupe français en RFA où il réalise déjà 20 milliards de francs de vente.

ERRATUM. — Dans le billet consacré, dans nos éditions du 12 décembre, à la prochaine levée du contrôle des changes (page 25), une coquille nous a fait écrire : « la suppression d'un contrôle déjà trop allégé ». Il fallait lire : « déjà très allégé ».

REPÈRES

DETTE

Premier accord entre le Pérou et le FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) et le Pérou ont annoncé lundi 11 décembre être parvenus à un accord pour normaliser leurs relations, mettant ainsi fin à quatre années d'affrontements entre ce pays et la communauté financière internationale. Dans un communiqué, le FMI précise que « le négociateur de la dette extérieure du Pérou et le directeur général du Fonds se sont mis d'accord sur un document de travail à partir duquel sera développé un programme économique pour ce pays ».

— (AFP.)

FMI

La Tchécoslovaquie candidate

La Tchécoslovaquie a demandé officiellement, lundi 11 décembre, à intégrer le Fonds monétaire international et la Banque mondiale comme nouveau membre. Cette décision a été prise par M. Václav Klaus, ministre des finances du nouveau gouvernement, immédiatement après son entrée en fonctions. La Tchécoslovaquie met ainsi un terme à trente-cinq ans d'isolement avec la communauté économique et financière internationale, les autorités communistes ayant décidé de rompre tout lien avec ces organismes en 1954.

PAIEMENTS COURANTS

Retour des capitaux à long terme en RFA

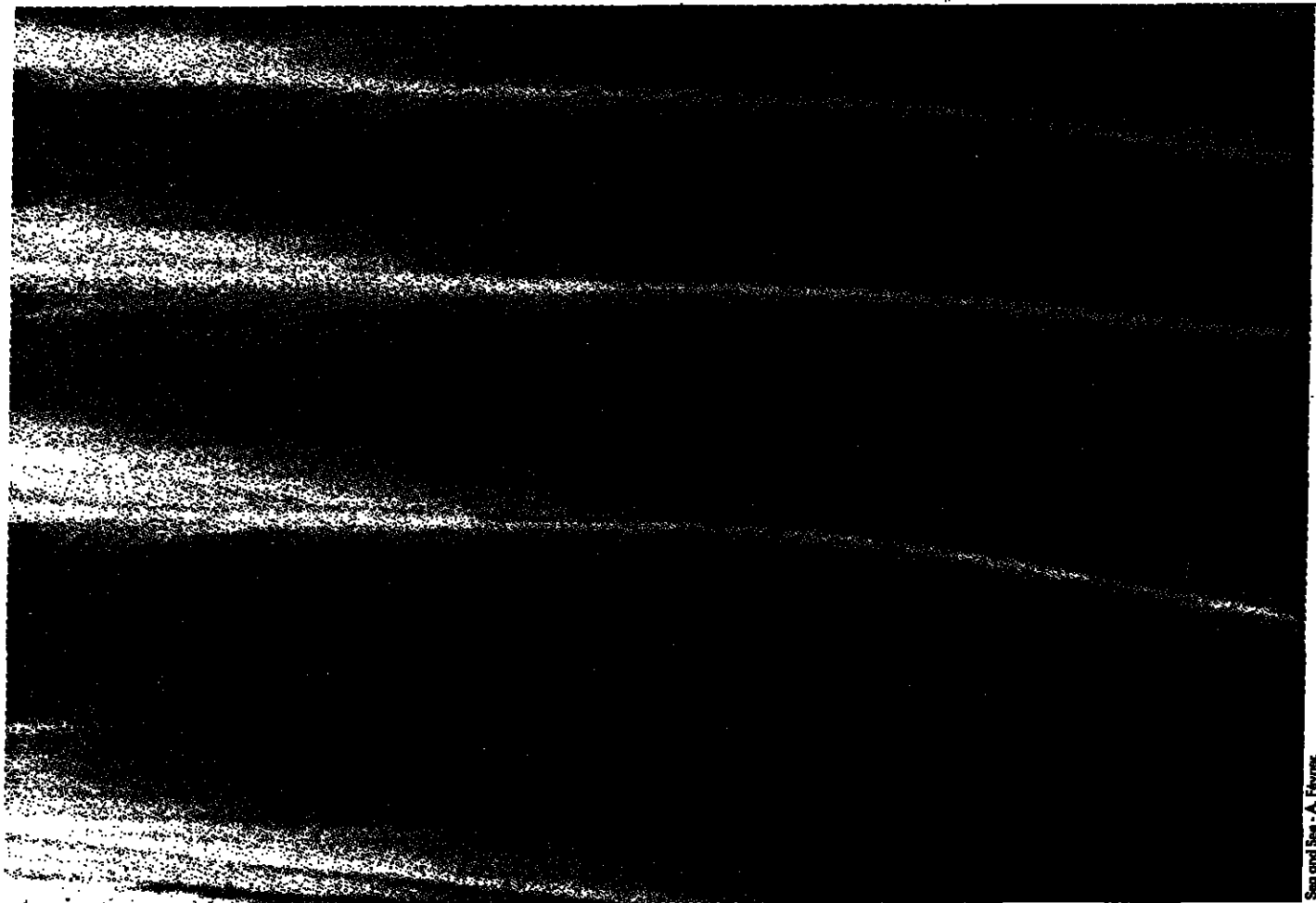
La balance des paiements courants de la RFA a été excédentaire de 1,9 milliard de deutschmarks (6,5 milliards de francs) en octobre, après avoir été déficitaire de 2,7 milliards en septembre (9 milliards de francs). En octobre 1988, l'excédent avait été de 922 millions de francs et de 85 milliards de deutschmarks (280 milliards de francs environ) pour toute l'année.

En octobre dernier, la balance des capitaux à long terme a été excédentaire de 13,3 milliards de deutschmarks (45 milliards de francs) alors qu'elle avait été déficitaire de 5,5 milliards de deutschmarks, soit 19 milliards de francs, le mois précédent, ce retournement traduisant le retour des investisseurs étrangers sur les Bourses allemandes.

EN BREF

Alitalia commande quarante Airbus A321. La compagnie aérienne Alitalia signera, le 13 décembre, avec le consortium Airbus Industrie, un ordre d'achat de quarante Airbus A321, dont vingt en option. Les livraisons de ces bi-réacteurs de cent quatre-vingt-dix places, dérivés de l'A320, interviendront entre 1994 et 1998. Le montant de la commande s'élève à 8 milliards de francs. C'est la première fois que la compagnie italienne achète des Airbus ; des négociations sont en cours entre le consortium européen et l'aviateur Aeritalia qui participera à la production de pièces de fuselage pour l'A321.

Le FMI et la Pologne « d'accord sur l'essentiel ». Selon M. Camdessus, le gouvernement polonais et le Fonds monétaire international (FMI) sont parvenus à un accord sur « l'essentiel » du plan de stabilisation de l'économie, a indiqué lundi 11 décembre à Varsovie le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus. Celui-ci a ajouté « qu'un accord pouvait être signé très vite, une équipe du FMI devant signer les derniers détails ».



AU-DELA D'UN CERTAIN SEUIL INFORMATIQUE, L'IMPORTANT N'EST PLUS LA PUISSANCE DES OUTILS, MAIS LA QUALITÉ DES TRANSMISSIONS.

Transpac, 1^{er} réseau mondial de transmission de données.

Plus une entreprise se développe, plus elle traite de données. Et plus puissants deviennent ses outils informatiques.

Comment leur assurer la qualité des transmissions qu'ils nécessitent pour fonctionner à plein rendement ? Seul un réseau de très grande dimension, à la fois large et sûr, rapide et flexible, répond à leurs besoins : TRANSPAC. Premier réseau mondial de transmission de données, TRANSPAC l'est plus encore par la qualité que par la dimension. Et cette qualité ne cesse de s'améliorer : délais de raccordement raccourcis, sécurité renforcée, performances optimisées.

En 6 ans, TRANSPAC a ouvert 100 nouveaux sites, multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. De nouveaux services ont été créés, de nouveaux modes d'accès téléphoniques et sécurisés, tels les cartes à mémoire X32 et les modems asynchrones à correction d'erreur.

A l'horizon se dessine NUMERIS, dont TRANSPAC ouvre déjà la voie. On dit que la qualité se paye : TRANSPAC fait mentir cet axiome.

En 3 ans, ses tarifs ont baissé de 26 % alors même que ses prestations ne cessaient de s'améliorer.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

LOUIS VUITTON
MALLETERIE À PARIS

MAISON FONDÉE EN 1854

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
CONTREFAÇON ET IMITATION DES MARQUES DE LA SOCIÉTÉ LOUIS VUITTON:

LOUIS VUITTON,  ET 

Jugement du Tribunal Correctionnel de Marseille en date du 18 mars 1988.

Pour avoir détenu, sans motif légitime, des malles, sacs, porte-chéquiers, porte-monnaie et porte-cartes revêtus des marques de la société Louis Vuitton contrefaites ou frauduleusement apposées, le Tribunal condamne le prévenu à une peine d'amende et à payer à la société Louis Vuitton: trois fois 10 000 F pour le préjudice d'atteinte à la marque, 30 000 F pour la perte de marché et 2 000 F en application de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale.

Le Tribunal ordonne l'affichage et la publication du jugement dans trois journaux aux frais du condamné...

Prononce la confiscation et la remise des marchandises à la société Louis Vuitton. Pour extraits

Par jugement du Tribunal de Grande Instance de Lyon du 19 avril 1989.

Le Tribunal

- Dit qu'Abdelkader Ben Fatah, Farouk Azi et Mehdi Djelti ont commis des actes de contrefaçon des marques de la société Louis Vuitton.

- Fait défense d'utiliser les marques appartenant à la société Louis Vuitton sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit sous astreinte...

- Ordonne la confiscation et la remise à la société Louis Vuitton, en vue de leur destruction, des objets contrefaisants.

- Condamne in solidum Ben Fatah, Azi et Djelti à payer à la société Louis Vuitton la somme de 300 000 F à titre de dommages-intérêts...

- Ordonne la publication d'extraits du présent jugement dans trois journaux au choix de la société Louis Vuitton... Pour extraits

Arrêt de la 4^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris en date du 23 mars 1989

La Cour,

Considérant que les marques de Louis Vuitton qui sont figuratives, comportent un certain nombre de motifs équi-

distant, disposés en quinconce et répétés à l'infini sur un fond sombre;

Considérant (sur le premier décor):

- que Luxor a, d'ailleurs, poussé si loin l'imitation que l'examen d'ensemble des décors en comparaison amène à reconnaître, nonobstant quelques différences, en particulier celles portant sur les majuscules, qu'elle va jusqu'à la quasi servilité...

- que Louis Vuitton est, par suite, bien fondée dans sa prétention visant à faire qualifier l'atteinte à la marque de contrefaçon, et non d'imitation illicite;

En ce qui concerne les décors «Valérie» et «équestres», considérant:

- que sur l'un, est reproduit un quadrillage en lignes jaunes pointillées formant des losanges, le nom «Valérie» étant inscrit en minuscules jaunes sur le côté d'un losange, tous les deux losanges;

- que, sur l'autre, le quadrillage en lignes jaunes forme des carrés, à chaque angle desquels est disposée une boucle ronde et dans lesquels est représenté un objet évoquant le cheval ou la chasse, avec recours à la couleur jaune;

Considérant que l'appréciation du Tribunal ne peut être approuvée car il a méconnu le risque de confusion, pouvant naître d'une impression d'ensemble, procurée par des décors en lesquels on a réuni plusieurs éléments caractéristiques de Louis Vuitton, tenant au placement des motifs et au contraste clair/foncé et dont l'association confère au produit de celle-ci une personnalité dont la notoriété, particulièrement affirmée, a suscité de nombreux plagiat de la part de concurrents qui, n'étant pas des adeptes de l'acte gratuit, escomptent, quoi qu'ils en disent, un profit de leurs méthodes parasitaires.

Il y a donc lieu de faire droit à l'action de Louis Vuitton en imitation illicite;

Condamne Luxor et élève à 200 000 Francs les dommages-intérêts, confirme l'interdiction d'utilisation et la confiscation sous astreinte, ainsi que les 12 000 Francs en application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile. Pour extraits

Une structure paritaire sera créée à Rennes

Le gouvernement est favorable pour les seuls médecins

L'



ÉCONOMIE

SOCIAL

Quatre mille salariés concernés par le plan social

Une « structure paritaire permanente » sera créée à Renault-Billancourt

La première réunion de négociation du plan social, consacrée à la décision, la régie Renault de Billancourt, en 1992, l'usine de Billancourt (quatre mille salariés), s'est déroulée, le lundi 11 décembre, sous les meilleurs auspices. Direction et syndicats se sont mis d'accord pour constituer une « structure paritaire permanente » chargée du suivi régulier des mesures de départ en préretraite FNE (neuf cent cinquante personnes pourraient être concernées), des retours au pays de travailleurs immigrés, des aides à la création d'entreprise et des reclassements.

Sur ce dernier point, la direction a précisé qu'une ou plusieurs propositions d'emploi « à des postes

sensiblement équivalents » seront offertes à chacun dans des sites de la Régie ou dans ses filiales.

Le site industriel de Billancourt, qui compte aujourd'hui 4 011 salariés, verra ses effectifs passer à 2 500 fin 1990 et à 1 530 fin 1991. A terme, seules 220 personnes seront maintenues sur place dans un atelier chargé de réaliser des pièces pour le service des études. Compte tenu des départs en FNE, le surcoût à recouper est estimé par la Régie à près de 2 700 personnes. Direction et syndicats ont également décidé de rédiger un protocole d'accord sur le plan social et se reverront le 22 décembre afin de se prononcer définitivement sur un texte.

La CFDT avait proposé un « pré-accord ». Elle soutient, par ailleurs, deux cent cinquante salariés de Billancourt, ayant intenté une action en justice contre Renault qu'ils accusent de n'avoir pas tenu ses engagements en matière de reconversion lors des mesures de licenciement de 1986 et de 1987. En fin de séance, la CFDT se déclarait satisfaite, tout en prévenant qu'elle refusera de « négocier un simple catalogue ». Quant à la CGT, elle a une nouvelle fois réclamé l'extension du site de Billancourt mais n'entend pas être exclue de la discussion.

J.-M. N.

Les négociations avec l'assurance-maladie toujours bloquées

Le gouvernement est favorable à une convention pour les seuls médecins généralistes

Alors que le délai réglementaire du 30 novembre est allégrement dépassé, gouvernement, Sécurité sociale et syndicats médicaux n'ont toujours pas trouvé les moyens de faire cohabiter le secteur 1 (médecins appliquant les tarifs conventionnels) et le secteur 2 (honoraires libres). A peine un projet est-il élaboré qu'il faut remettre l'ouvrage sur le métier, faute d'avoir réalisé un minimum de consensus. Après le plafonnement à 40 % de la proportion de praticiens du secteur 2, puis un « gel » pur et simple, on évoque désormais l'élaboration d'une convention pour les seuls généralistes.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) a déjà prévenu qu'elle ne signera pas. Les revalorisations proposées par le gouvernement (consultation du généraliste portée de 85 F à 90 F en mars 1990, puis à 100 F en 1991) lui paraissent d'ailleurs insuffisantes. Du coup, la CSMF, qui, en juillet, avait souscrit à la

nécessité de maîtriser les dépenses de santé — qui augmentent de 6 % à 12 % par an, selon les postes, estime aujourd'hui que l'objectif d'un réduction de 3,6 points la progression équivaut à un « rationnement des soins ».

Pour sortir de l'impasse, M. Claude Evain, ministre de la solidarité, a repris au bond la proposition de MG-France, syndicat de médecins généralistes, de négocier une convention limitée à cette seule catégorie. Cette formule a ses avantages : le secteur 2 y est moins important (un médecin sur cinq contre un sur trois ailleurs), et, surtout, elle ferait peser une très forte pression sur les spécialistes, qui, sans convention, se retrouveraient privés de perspectives de revalorisation de leurs honoraires. Alors que la Fédération des médecins de France (FME) n'y voit qu'un « accident de parcours supplémentaire », la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS)

estime que cette solution est impraticable. Fort divisé, son conseil d'administration, qui se réunit mardi 12 décembre, pourrait refuser de prendre une décision.

S'ils choisissaient de mettre les médecins spécialistes au pied du mur, les pouvoirs publics pourraient utiliser un arrêté de 1987 qui permet de protéger les tarifs conventionnels, mais dont certains contestent la validité juridique. « En dernière instance », précise-t-on à Matignon, une convention-type individuelle pourrait être imposée. En fait, le gouvernement espère que l'hypothèse d'une épreuve de force, même circonscrite aux spécialistes, amènera la CNAMTS et les syndicats à céder, alors que ces derniers insistent sur les dangers auxquels MM. Evain et Rocard l'exposeraient en cas de conflit frontal avec les médecins. Dans cette interminable partie de bras de fer, chacun a tendance à jouer avec le feu.

JEAN-MICHEL NORMAND

Une étude de l'INSEE

L'économie souterraine représenterait environ 4 % du produit intérieur brut

« Au moment où le président de la République fustige l'immigration clandestine et le travail au noir, l'INSEE publie une étude sur l'économie souterraine dans les comptes nationaux (Economie et statistique, n° 206, novembre 1989) qui évalue son poids à 250 milliards en 1988, représentant environ 4 % du produit intérieur brut. Un volume énorme, mais qui n'est rien en comparaison de la réévaluation de 17,7 % du PIB décidée en 1985 par les comptables nationaux italiens pour tenir compte de l'ampleur d'un phénomène qui emploierait de 17 à 20 % de la force de travail.

Malgré les données statistiques fournies et les éléments chiffrés qui sont apportés sur une matière aussi fugace, le document de l'INSEE ne permet pas d'appréhender le débat relancé par M. François Mitterrand avec des renseignements d'une objectivité incontestable. Il ne dit rien sur le nombre de travailleurs clandestins, immigrés ou non, et n'aborde aucun critère de la dimension sociale du problème, encore plus difficile à cerner que la connaissance économique, déjà sujette à discussion.

Mais son mérite est autre : de définir, en évaluations, un volet de l'activité dissimulée se trouve précisé. Loin devant le travail au noir proprement dit, cette économie souterraine de 250 milliards de francs provient des fraudes et de l'évasion fiscale, qui pèsent pour 135 milliards de francs au titre de la dissimulation ou de l'omission de recettes et pour 35,5 milliards du non-versement de la TVA, soit, au total, pour 3 % du PIB.

« Ainsi, dans le commerce de détail, les hôtels-café-restaurants et les services aux particuliers, plus de 15 % de la valeur ajoutée correspondent à l'activité non déclarée évaluée par les comptables nationaux », écrit l'auteur de l'étude, M. Jean-Charles Willard, en s'appuyant sur les seuls redressements possibles qui ne concernent que les entreprises non financières, non agricoles et le travail domestique salarié. Plus de la moitié de la valeur globale de ces revenus non déclarés se retrouve dans le com-

merce de détail et les services marchands, le plus fréquemment dans les petites entreprises qui sont au régime fiscal forfaitaire.

D'une autre nature, le travail au noir dégage une valeur ajoutée évaluée à 63 milliards de francs et représenterait 1,1 % du PIB, dont le tiers de la production proviendrait du bâtiment. Mais on y trouve de tout, depuis les services de voisinage avec la garde d'enfants, les travaux ménagers, les réfections scolaires ou les réfections de logements, en passant par les activités dissimulées d'artisans, de salariés ayant un double emploi, de chômeurs ou de retraités et, bien sûr, jusqu'aux trafics de main-d'œuvre, le plus souvent étrangère en situation irrégulière, avec trop fameux ateliers clandestins.

Activités dissimulées

S'y mêlent les opérations recherchées par les personnes en quête de services et les constructions plus compliquées qui mettent en présence des entreprises a priori honorables avec des filières de sous-traitance clandestine, des sociétés

« taxi » et des réseaux de fausses factures. Des entreprises normales peuvent dissimuler des activités au noir ou, encore, peuvent faire des déclarations fiscales « milles ». Or ces dernières étaient au nombre de 120 000 en 1981, qui drainaient 2,7 % du PIB et ont fait l'objet de redressements « pour absence » dans les comptes nationaux.

Certains secteurs sont plus affectés que d'autres par ces pratiques, dont le bâtiment et le génie civil — ainsi que de récentes affaires l'ont révélé dans la région Rhône-Alpes — l'agriculture, l'habillement ou la confection, l'hôtellerie-café-restauration et le commerce de détail. Mais d'autres habitudes se situent également à la frontière comme les pourboires payés par les salariés dans les hôtels-café-restaurants ou les services aux particuliers, qui ne sont que partiellement déclarés comme revenus et qui, pourtant, totaliseraient 13 milliards de francs en 1988. De même pour les avantages en nature, évalués à 1,5 milliard de francs en 1988, les hôtels-café-restaurants étant « les plus concernés par ce redressement », une fois encore.

A. L.

DECEMBRE 89
LE N° : 45 F

ÉTUVES

PRÉCARITÉ ET FLEXIBILITÉ DU TRAVAIL

par Bernard Brunhes

DISPONIBLE DANS LES RELAIS H ET A
ASSAS EDITIONS

14, RUE D'ASSAS - 75006 PARIS - TEL. (1) 45 48 52 51

L'ELU!



GRAND PRIX
DES ADHERENTS
DE LA FNAC 89.
ATARI PORTFOLIO
le plus petit PC
compatible du monde.

ATARI
AVEC ATARI, ON EST TOUS DES DIEUX.

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

DÉCEMBRE 1989

PREMIER DOSSIER

LES TERTIAIRES



L'EXPLOSION

Une notion encore floue mais en pleine évolution

DIVERSITÉ

Un secteur hétérogène, qui occupe le tiers des « petits boulots », reste très féminisé, et où le taux de renouvellement du parc d'entreprises est particulièrement élevé.

DE NOUVELLES FORMES DE SERVICES

services aux entreprises comme l'interim, l'informatique, les coursiers ; services aux ménages : shopping à domicile, cartes privatives des commerçants, résidences pour personnes âgées.

UNE SOCIÉTÉ DE TERTIAIRE

le tertiaire moteur économique signe-t-il la fin de l'industrie ?
De nouveaux modes de vie se mettent en place.

SECOND DOSSIER

HÉROS, STARS ET IDOLES

TOUJOURS IMAGINAIRES

Les grands mythes de nos sociétés :
de Batman à Vercingétorix.

ARCHÉTYPES ET...

Madonna, le réveil de la légende ; saint Maradona ;
Catherine Deneuve, star malgré elle ; les « wimps ».

... NOUVEAUX MODÈLES

De la Gorbymania à Walesa ; un regard moral des jeunes :
la génération Désir plébiscite Daniel Balavoine et Mère Teresa, Sting et François Mitterrand.

DES PROFESSIONNELS DES MEDIAS

Le long apprentissage des hommes politiques et des hommes d'entreprise ;
Jean-Paul II superstar ; les risques du 20 heures.

8 F - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

PIRELEC

CHEF DE ZO
EXPORT

UN DIRECTEUR

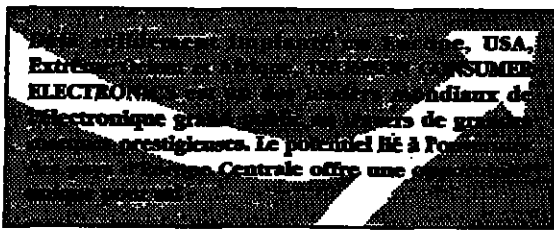
LE DÉPARTEMENT

LE TOILE
COMMERCE

Un Fondé de Pou

3 Attachés de Direc

HUBERT LECQUX & ASSOCIÉS

Avec THOMSON,
participez à l'histoire ...

CADRE COMMERCIAL EXPORT.

Responsable des pays d'Europe de l'Est

Vous assurez notre développement en URSS, Hongrie, Pologne, Roumanie, Bulgarie et Tchécoslovaquie, une zone en pleine évolution. Pionnier dans le contexte actuel, vous travaillez à long terme : découverte des marchés et des circuits de distribution en mutation, premiers contacts et négociations, suivi des contrats, une responsabilité à multiples facettes, où vous mettez en œuvre vos compétences commerciales, financières, juridiques.

De formation HEC, ESSEC, Sup de Co, réellement trilingue allemand/anglais (l'allemand sera votre langue de travail au quotidien), vous avez une expérience commerciale d'environ 5 ans dont 2/3 ans minimum à l'export.

Votre curiosité, le goût du challenge et votre réussite à ce poste vous permettront d'évoluer au sein de nos filiales commerce ou marketing, à l'international ou en France.

Adresses - nous une lettre de motivation avec CV, photo récente sous référence 89338/LM à SEILCOM
226 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS



Ministère de l'Intérieur (Paris)

RECRUTE

DEUX AGENTS CONTRACTUELS

De niveau 3^e cycle
pour la Direction de la programmation,
des affaires financières et immobilières

Un chargé d'études.

Conseil juridique de haut niveau, chargé de définir et de mettre en œuvre les montages juridiques et financiers d'opérations immobilières.

Il devra par ailleurs intervenir dans le domaine de l'ingénierie et des marchés publics.

PROFIL SOUHAITÉ

Très bonne formation juridique en droit public, droit immobilier et de la construction et marchés publics.
Expérience appréciée.

Un chargé d'études

Pour l'animation et la coordination des projets de service et plans de modernisation, ainsi que pour le suivi d'audits organisationnels et d'études portant sur le contrôle de gestion dans les différents domaines d'intervention du ministère (Préfecture, Police nationale, Sécurité civile).

PROFIL SOUHAITÉ

Expérience publique ou privée :
Qualité d'animation et de coordination.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV à :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels, de la formation et de l'action sociale
Bureau des personnels de l'administration centrale
Place Beauvau, 75008 Paris.

RESSOURCES HUMAINES

Gérez avec nous les carrières de milliers d'hommes
et de femmes dans un challenge européen et mondial...

PHILIPS, numéro un mondial de l'éclairage et des composants électroniques, PHILIPS, numéro un européen de l'électronique de loisirs, PHILIPS, leader sur les marchés professionnels de haute technologie.

En France, 25 000 personnes, dont 5 200 cadres, dans 37 centres.

Des atouts reconnus : la dimension internationale, la mobilité des carrières, le développement des responsabilités, l'autonomie, et l'ambiance de travail...

Les ressources humaines sont un enjeu stratégique et une priorité de la politique du groupe, pour laquelle sont mis en œuvre toute l'énergie et les moyens nécessaires :

• organigrammes prévisionnels, • mobilité interunités et internationale, • formation au management, • recrutement et gestion des carrières, • développement social et démarches participatives, • maîtrise des techniques administratives et informatiques de gestion du personnel, • relations industrielles constructives dans une entreprise en mutation rapide...

C'est aussi une équipe d'une centaine de responsables, diversifiée quant aux formations et origines : **Sciences Humaines, Droit, Sciences Po, ESC...**

Un grand choix de postes de responsables expérimentés et de débutants sont offerts en 1990 dans les fonctions :

• recrutement,
• relations industrielles et études sociales,
• ressources humaines d'un centre,
à Paris et en province.

Faites nous part de votre expérience et de vos aspirations. Après sélection de votre candidature, nous vous proposerons une **journée rencontre début janvier**, puis la possibilité d'acquies une polyvalence professionnelle au plus haut degré, dans une entreprise diversifiée, en milieu technique, commercial, en siège ou en centre industriel.

Merci d'adresser votre candidature à Marie-Laure Delapalme, Philips - Centre Information Recrutement, 50 avenue Montaigne, 75008 Paris.



PHILIPS

PHILIPS. C'EST DÉJÀ DEMAIN

Fiscaliste international

Dans le cadre de son expansion, le Groupe PARIBAS recherche un collaborateur de haut niveau pour assumer avec une grande autonomie une mission d'urgence.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez aujourd'hui une bonne connaissance des fiscalités étrangères ainsi que des principes fiscaux internationaux.

Si bien entendu, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, la pratique d'une deuxième langue serait un atout dans vos nombreux déplacements à l'étranger.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous la réf. DAF01, à PARIBAS - Direction des Relations Humaines - 3, rue d'Antin BP 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

Allianz
recrute

Souscripteur incendie Risques Industriels

(Formation supérieure : grande école ou universitaire)

Le poste, rattaché au Responsable de la souscription, conviendrait à un candidat débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise en Compagnie d'Assurances, dans le courtage, dans le domaine des Risques d'Entreprises, ou dans une Société Industrielle.

Les missions sont principalement de deux ordres :

• **commercial** : développer et renforcer les relations commerciales avec les chargés de clientèle du courtage afin d'acquies des affaires nouvelles et maintenir notre portefeuille.
• **technique** : procéder aux analyses de risques lors des opérations de souscription ainsi qu'aux actions de surveillance de notre portefeuille.

Très bonne connaissance de la langue anglaise ou allemande souhaitable.

Veuillez adresser CV, photo et prétentions à Allianz France - Mme Rougé - Cedex 32 92099 Paris La Défense



Premier Assureur Européen

VENEZ GRANDIR AVEC NOUS

Jeune ingénieur commercial
Grands comptes

Le groupe SEGIN (1000 p.) continue à affirmer sa volonté de croissance en France dans l'ingénierie informatique et les technologies nouvelles et cherche, pour son agence lyonnaise, un jeune ingénieur commercial / grands comptes.
A 25-28 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs

(+ 3^eme cycle de management) et avez réussi une première expérience commerciale dans l'ingénierie informatique.

Pour grandir avec nous, adressez votre candidature sous réf. 1519LM à Mme C. de LAPORTE - ALEXANDRE TIC S.A. - 7, rue Servient - 69003 LYON.



GROUPE SEGIN

GRANDIR, ÇA NOUS AMUSE.

INFORMATIQUE

Conseil en recherche de cadres

Département du Groupe EGOR, EGOR Technologies - 15 personnes, 40 % de croissance par an - a acquis une forte notoriété dans le domaine du recrutement des ingénieurs Grandes Ecoles. Notre développement nous conduit à intégrer un consultant spécialisé en informatique de gestion.

Bénéficiant de la logistique d'un groupe européen et appuyé par d'importants moyens de recherche, vous prendrez en charge progressivement différentes missions principalement auprès des constructeurs et des utilisateurs informatiques.

Vous êtes jeune (28-32 ans) et titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac + 5).

Après une première expérience dans ce domaine, vous souhaitez réaliser ou renforcer votre intérêt pour les ressources humaines.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer à moyen terme vers des responsabilités internationales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M 32/2700 BB à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Après la "BANCASSURANCE"...
La BANCO-DISTRIBUTION...

Ce sont deux phénomènes concomitants dans l'évolution de la structure des réseaux. Aussi nous souhaitons faire appel à vos talents, vous un spécialiste de la

DISTRIBUTION BANCAIRE

qui avez déjà, à petite ou grande échelle, conçu et mené la réalisation, à partir de méthodes et moyens nouveaux et/ou originaux, d'un réseau performant intégrant l'évolution des "IOUES".

Vous aurez l'occasion, chez nous, l'un des tout premiers groupes bancaires, de prendre en main la stratégie et la réalisation de notre Distribution pour l'an 2000. Commencer par échanger ensemble. A bientôt.

Vous me préciserez les établissements pour lesquels vous ne souhaitez pas que votre dossier soit envisagé.

René DAGIRAL, notre conseil, attend votre résumé de carrière sous la réf. T/DB/LM à RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

Manufacturing

Se concentrer sur les hommes

Aujourd'hui, nous considérons que l'executive search doit être l'affaire de spécialistes qui connaissent bien l'environnement de leurs clients.

Nous sommes un des principaux cabinets français de conseil en ressources humaines et nous développons notre activité de "chasseur" pour les postes industriels.

Si vous avez une expérience opérationnelle, par exemple d'industrie de grande série, et un intérêt personnel pour "le facteur humain", nous serions heureux de vous présenter notre métier.

L'executive search vous apportera une grande variété de situations à analyser et la richesse de contacts humains ; nous vous apporterons une équipe, la formation à notre métier et un réseau.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 20-037 à notre Conseil.



26 rue de Berri - 75008 Paris.
Pour plus d'informations, consultez
le 3616, code UGE - ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

JURISTE-FISCALISTE

Vous serez pleinement impliqué au titre de notre Direction Juridique et Fiscale dans les opérations générées par un Groupe en forte croissance :

- Assistance juridique aux Filiales et Divisions,
- Participation à la finalisation des accords commerciaux et des contrats divers,
- Affaires légales,
- Suivi des impôts et taxes,
- Opérations sur titres et fonds de commerce.

Vous possédez une Maîtrise de Droit des Affaires, un DECS, ou le niveau, et une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un contexte de biens industriels. Vous souhaitez aujourd'hui donner à votre mission une plus grande polyvalence.

Nous vous offrons des perspectives intéressantes de développement de carrière. La connaissance de l'anglais est un plus. Ce poste est à pourvoir à NANTERRE.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions de salaire) sous référence JF/12, à ASEA BROWN BOVERI Marc DEMARET - Ressources Humaines - 22, rue du 8 mai 1945 B.P. 195 - 92340 PERSAN

UNE MISSION
D'EXPERT
DANS UN
GROUPE
INDUSTRIEL
INTERNATIONAL

ABB
ASEA BROWN BOVERI

Vendre du high tech à l'international

THOMSON BRANDT ARMEMENTS renforce son équipe commerciale à Paris avec un

Responsable de zone
Moyen-Orient

Homme de terrain, vous êtes rompu aux négociations longues et difficiles à interlocuteurs multiples et savez développer à haut niveau les meilleures relations.

Autonome sur votre zone, vous mettez en œuvre notre politique commerciale et serez amené à réaliser des montages d'affaires complexes en coopération avec d'autres industriels.

De formation Ingénieur et/ou Ecole de Commerce, vous justifiez d'une expérience de quelques années dans la vente de produits industriels à l'export. La connaissance de certains pays du Moyen-Orient serait appréciée.

Adressez votre dossier (CV, photo, prétentions) à notre Conseil, AFL Sélection, Yves Kulig, 12 avenue Victor Hugo, 75116 Paris.

AFL SELECTION

Communication interne

Nous sommes une importante entreprise publique du secteur tertiaire.

Nous recherchons l'homme ou la femme qui nous permettra d'intensifier et de dynamiser nos actions de communication interne (conception des actions, rédaction des supports écrits...).

A 28 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole ou Universitaire orientation communication, vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans une activité similaire.

Le sens de l'équipe, la qualité des contacts, la créativité sont les qualités indispensables pour réussir... et évoluer.

Merci, si vous vous sentez concerné, d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 912.02, à notre conseil, qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE
POUR L'UN DES LEADERS FRANCAIS
DES ASSURANCES

Paris

- Vous avez une maîtrise plus un DEA/DESS.

- Agé d'environ 30 ans, vous avez quelques années d'expérience du juridique d'entreprise (et non du contentieux) et du droit des assurances.

- Vous avez une bonne pratique de l'anglais juridique.

- Vous êtes rigoureux, imaginatif et vous aimez le travail en équipe.

- Vous serez le collaborateur du Directeur des Affaires Juridiques.

- Vous exercerez une veille permanente sur l'évolution de la réglementation du droit financier et des assurances ; vous en déterminerez les conséquences sur la vie de la société.

- Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée), sous la référence 15/917 M à mentionner sur l'enveloppe et courrier à Solange BONNET - KEY MEN - GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS - Tour Winterthur - Cedex 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE 08.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

Le conseil,
pour parler enfin clair et vrai...

Nous aussi, nous avons ressenti un jour le besoin d'avoir plus d'initiatives, une écoute plus grande à nos propositions, une vue plus large des choses : nous avons rejoint BERNARD JULHIET CONSEILS.

Un nouveau marché est en pleine expansion : le Service Public. Pour développer notre équipe déjà forte, structurée et performante sur ce secteur, nous recherchons des consultants «Senior» ambitieux.

Nos interventions ont comme objectif de donner aux Services Publics (Poste, Télécom, Education Nationale, Tourisme, RAPT, SNCF...) la compétence et les outils du marketing et au delà d'en modifier le fonctionnement et les modes de management. Notre action s'inscrit le plus souvent dans un changement au quotidien de nos clients que nous accompagnons dans le temps.

Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO...) et une expérience de 6 ans minimum dans le conseil ou à des fonctions marketing opérationnelles où vous avez démontré votre sens des responsabilités et du résultat. Homme de développement et de réalisation vous avez désormais envie d'avoir la pleine maîtrise de vos projets. Le passage de l'entreprise au conseil n'est-il pas une ouverture séduisante ? Postes basés à Lyon et à Paris.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous réf. RC/0315/8 LM (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET CONSEILS

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

LEGUE GENERALE
Chambre Syndicale des Fabricants
de Produits pour l'Agriculture et la
Pêche - Paris

OBTE

**PILOTI
NOTI
ORGANISATI**

Achats. appros. en
Un jeune n

Sirca

HIGH T

Créer la fonction

Lina

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

A 45 ans environ, homme de relations et d'expérience, devenez

DELEGUE GENERAL

de la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits pour l'Agriculture et les jardins
325 000 F - Paris

- Grand cadre d'entreprise multinationale spécialisée en produits agricoles ou chimiques (phyto, amendements, engrais, pétrole, détergents, etc...).
- excellent communicateur, bon organisateur, homme d'action autant que de dossiers, apte à représenter toute une profession aux niveaux ministères et CEE.
- bon négociateur, homme de conseils, autonome, à l'écoute de ses mandants.

Vous êtes disponible pour entreprendre une deuxième carrière représentative, vous négociez parfaitement en anglais, vous aimez faire avancer les choses.

Envoyez votre candidature sous la référence 144/89 à OBTENIR R.H.
84, Av. Le Nôtre
92160 ANTONY
qui vous fera parvenir un profil de poste détaillé et vous proposera ensuite un rendez-vous.

OBTENIR

framassoftware unité autonome du Groupe Framatome, est leader dans le développement et la distribution de logiciels de calculs scientifiques. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons notre

CHARGÉ DE COMMUNICATION

Sous la direction du responsable marketing, vous assurez le suivi et la gestion de l'ensemble des actions promotionnelles et publicitaires :

- rédaction et réalisation du journal trimestriel à destination des utilisateurs.
- organisation des réunions avec la presse, des salons, des séminaires.
- gestion des campagnes publicitaires.

De formation minimum Bac + 2, vous avez plusieurs années d'expérience dans la communication industrielle (en entreprise, en agence ou en free-lance).

Votre esprit technique et concret vous permet d'être à l'aise dans un milieu de haute technologie.

Vos qualités rédactionnelles sont aussi importantes que vos qualités relationnelles.

Vous maîtrisez bien la langue anglaise.

Votre personnalité organisée, méthodique et créative vous assurera le succès dans cette fonction.

Le poste est basé à Lyon.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV au Groupe Framatome, Service Emploi,
10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon sous la réf. : M/DR421.GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

PILOTER NOTRE ORGANISATION

Importante société de service en fort développement (250 personnes), nous assistons des grandes entreprises sur des domaines pointus de la commercialisation.

Notre activité implique une organisation optimum en raison de la multiplicité des opérations.

De formation supérieure (gestion ou ingénieur), vous possédez une première expérience en organisation et connaissez l'informatique.

Votre rôle : initier et mettre en place de nouvelles procédures.

La réussite dans ces premières fonctions vous conduira à un rôle de direction opérationnelle.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 8375/M à CURRICULUM 6 passage Lathuille 75018 PARIS qui transmettra

Responsable ou Adjoint du département propriété industrielle

Groupe international de premier plan dans un secteur industriel "high tech" nous réalisons un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs pour un effectif mondial de 18.000 personnes. Notre direction juridique recherche le responsable du département brevets et marques, ainsi que son adjoint.

Directement rattaché au Corporate General Counsel et assisté d'un collaborateur, le responsable est chargé de coordonner les activités "propriété industrielle" pour l'ensemble de nos filiales réparties sur le globe ; il organise la prospection de brevets permettant d'enrichir le patrimoine, oriente les décisions dans les affaires concernant la propriété industrielle (défense de nos brevets, actions préventives...) et assure un soutien technique et juridique aux divisions industrielles en matière de propriété industrielle. A l'aide de conseils extérieurs, il encadre la procédure de dépôt de brevets, il est assisté par un adjoint, ingénieur en brevets que nous recherchons également.

Juriste spécialiste des brevets ou ingénieur en électronique et diplômé du CEPI vous êtes mandataire agréé auprès de l'Office européen des brevets. Idéalement pour remplir la fonction de responsable du département propriété industrielle, vous devez avoir 5 ans d'expérience acquise en cabinet conseil et 5 ans dans une entreprise industrielle de type "high tech", pour le poste d'adjoint 5 ans d'expérience (en entreprise ou en cabinet) sont nécessaires.

Si l'un ou l'autre des postes vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous réf. B.281 89/LM à notre Conseil CRITERE - 4, rue du Général Lanrezac 75017 Paris.

Critère

Achats, appros, entrepôt, négoce... Un jeune manager.

Un centre de profit de 100 millions de francs, un effectif de 60 personnes, 18.000 références, une gestion informatique pointue... voici le décor planté. C'est le service "Pièces Détachées et Accessoires" de cette importante société du secteur sport loisirs, 1500 personnes, filiale d'un puissant groupe international.

La mission est d'importance, les priorités sont claires : réduire les stocks, tout en gardant un taux de service élevé, développer des relations de partenariat avec les fournisseurs, favoriser la progression du CA par des actions concertées avec le marketing et la force de vente.

Pour réussir, il faut une formation supérieure et une compétence acquise en 5 à 10 années dans le secteur de la pièce détachée - électroménager, automobile, biens d'équipement... ou dans une entreprise de négoce. Parler anglais est une nécessité : c'est la langue du groupe et beaucoup de fournisseurs sont étrangers. Un esprit clair, rigoureux, simplificateur, des qualités d'animateur... Vos objectifs de rémunération se situent aux alentours de 300.000 F/an. Ecrivez sous réf. 068 535 LM à Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 Paris. Poste basé à Paris Nord.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

BORDEAUX

BANQUE REGIONALE

RESPONSABLE RELATIONS FINANCIERES EXTERIEURES

Cette banque régionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante vers les entreprises, les collectivités, les municipalités et les administrations. Sur la grande région Sud-Ouest, cet organisme dispose de 280 agences.

Sa forte expansion le conduit à proposer, au sein de sa Direction Financière, le poste de Responsable des Relations Financières Extérieures. Ses missions seront les suivantes :

- Développement des relations d'affaires avec tous les partenaires extérieurs et avec le réseau affilié : institutions, entreprises, organismes de crédit, etc.
- Placement de l'ensemble des produits financiers (F.C.P. notamment) développés par la banque.
- Participation dans des opérations de capital-risque, etc. Mais aussi prêts et crédits à moyen ou long terme auprès de ces mêmes clients.

Il s'agit d'une fonction technico-commerciale complète, qui évoluera rapidement vers la responsabilité d'un service comprenant plusieurs cadres.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un cadre confirmé, diplômé de l'enseignement supérieur (École de Commerce ou Université) qui dispose d'une expérience similaire de plusieurs années (environ cinq ans). Tempérament commercial affirmé, il ajoute à cette qualité la maîtrise des produits bancaires modernes à destination des entreprises ou des collectivités.

Sa réussite dans le poste lui permettra à terme des opportunités d'évolution nombreuses et variées au sein du groupe.

Les fonctions sont basées à Bordeaux. Les conditions offertes et la notoriété de l'entreprise sont de nature à motiver un professionnel de valeur.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet et rémunération souhaitée, sous réf. M 126 P, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Créer la fonction personnel

Voilà ce que vous propose notre jeune société à vocation résolument européenne, chargée de développer, mettre en œuvre et commercialiser des services de liaison par satellite, destinés aux mobiles (transports terrestres, maritimes, ferroviaires, etc.). Le succès de ce système de communication à couverture européenne se confirme et son développement se poursuit rapidement.

Pour répondre à cette expansion, nous recherchons notre Responsable des Relations Humaines. Prenant à part entière la globalité de la fonction, vous aurez à créer et à mettre en place les structures nécessaires à une gestion dynamique et stimulante des ressources humaines, composées

d'emblée d'ingénieurs et cadres pluridisciplinaires de toutes les régions d'Europe : recrutement, gestion des carrières et de la formation, gestion administrative et sociale.

Agé d'environ 30/35 ans, de formation nécessairement supérieure, vous êtes un généraliste de la fonction et présentez une expérience professionnelle d'environ cinq ans, acquise de préférence dans un secteur d'activité de pointe. Le poste, qui exige l'anglais, est basé à Evry.

Notre Conseil étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/59 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Une logistique bien maîtrisée

Au sein de l'un des premiers groupes français spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits frais (CA 2 milliards de francs), diriger la distribution en région Ile-de-France, c'est le challenge offert à un :

Responsable logistique

Patron d'un centre de profits, il gère l'intégralité du cycle de distribution (des appros à la facturation) en liaison avec les services commerciaux. Il manage une équipe de 100 personnes et dispose de moyens importants (30 MF de budget) pour fonctionner dans un contexte de qualité.

A 37-40 ans, de formation commerciale supérieure ou équivalente, vous disposez d'une solide expérience de la fonction logistique et du management et vous êtes un bon utilisateur de l'informatique et des procédures qui s'y rattachent.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions sous référence S912097/M à notre conseil.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 196-07 - 75326 Paris Cedex 07

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

IDC FRANCE
n° 1 mondial d'Etudes et Conseil
sur les marchés de l'informatique
recherche

CONSULTANT

Ecole de Commerce, DESS ou équivalent, parlant anglais, rigoureux, sens des contacts humains.
Mission : animer et encadrer un Service d'information rapide. Assurer le suivi de la clientèle, répondre à ses questions sur les marchés de l'informatique.
Première expérience souhaitée. Poste évolutif.

ASSISTANT DE RECHERCHE

IUT Statistiques et traitement informatique des données ou équivalent.
SGBD, parlant anglais, méthodique, organisé, accrocheur. Expérience des contacts téléphoniques, qualités d'encadrement.
Mission : collecte et gestion des données sur l'informatique. Recrutement, encadrement et contrôle d'enquêteurs téléphoniques. Animation d'un panel.
1 ou 2 ans d'expérience de terrain vécu ou encadré dans une Société d'Etudes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV à :
IDC FRANCE
12, avenue George-V, 75008 PARIS

UN ADJOINT

De formation supérieure psychologie, droit, commerce ou gestion, motivé par la fonction Personnel, il aura si possible une première expérience professionnelle.

Après un stage sur le terrain destiné à lui faire connaître la Distribution, il secondera progressivement le Responsable des Relations Humaines et Sociales dans certaines de ses missions (recrutement, études, législation, gestion, ...).
Sa personnalité concrète lui permettra de s'intégrer facilement au monde dynamique de la distribution.
Il sera basé à Brest; ses missions pourront l'amener à se déplacer dans les magasins de la branche.

Vous êtes intéressé, merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
C. MASSON, RALLYE, B.P. 97, 29 802 Brest Cédex 9.

RALLYE
L'HYPERCOMPETITION!

ASSISTANT ETUDES MARKETING

Nous sommes une Société Internationale de Services leader européen sur son marché. Notre politique de développement nous amène à recruter un assistant études marketing.

Rattaché au service des Etudes Marketing, vous participerez à la réalisation et au suivi des études; vous aurez à conduire des études de marché quantitatives et qualitatives, recenser et collecter des informations qui vous permettront de suivre et d'affiner les besoins et les attentes d'une clientèle située principalement en Europe Occidentale.

En collaboration avec l'équipe du département Informatique, vous développerez les outils d'information marketing.
De formation Sup de Co, EDHEC, ESCAE ou HEC, vous souhaitez valoriser une expérience d'au moins un an, éventuellement acquise dans une société de conseil, l'anglais courant est indispensable.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à :
Véronique Bohie-Dumoulin
EUROPCAR INTERNATIONAL
65, avenue Edouard Vaillant
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Directeur d'établissement Ameublement

Votre établissement emploie 100 personnes. Vous fabriquez (5 ateliers, 85 personnes), vous distribuez (par dépôts régionaux et avec votre propre flotte), vous gérez un centre de profit. Le tout dans le Sud-Est, dans la France profonde mais aussi à deux pas des Cévennes et à proximité de la Méditerranée.

Nous sommes dans notre milieu professionnel un grand nom et une référence. Nous appartenons à un groupe européen leader dans l'ameublement.

Vous avez, quant à vous, une formation d'ingénieur, l'expérience, comme numéro deux, dans un poste similaire et, avant quarante ans vous avez envie de responsabilités complètes sur les hommes, sur les produits, sur l'administration et la gestion.

Adressez donc votre dossier sous la référence LSI 1295 M à SEFOP, notre Conseil qui répondra à vos premières questions sur notre projet et votre mission. Nous vous en remercions.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

**GROUPE
FINANCIER
DE 1^{er} PLAN**
recherche un

**CHARGE
DE
ETUDES
JURIDIQUES
ET
FISCALES**

En liaison avec les gérants de portefeuilles il assurera le secrétariat juridique et administratif des OPCVM.

Il préparera les dossiers des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales des SICAV.

Il tiendra un rôle de conseil juridique et fiscal tant auprès de notre réseau associé que des collaborateurs de notre Société.

Pour ce poste qui requiert une excellente maîtrise du droit des sociétés, nous souhaitons rencontrer un juriste justifiant d'un niveau de formation supérieure en droit des affaires (Maîtrise, 3^{ème} cycle) et d'une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08. 867 à Contesse Publicité - 38, rue de Villiers 92300 Levallois-Perret qui transmettra.



CREARGIE, société de conseil en stratégie et innovation, est reconnue sur le marché français et européen pour la qualité de ses interventions et la compétence de ses équipes.

Jeune Consultant Conseil en Innovation

De formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, IEP ou similaire), vous avez 3 à 5 ans d'expérience au sein d'une Direction Marketing ou Commerciale dans l'industrie ou la grande distribution. Aujourd'hui, tourné vers l'avenir et ouvert aux nouvelles méthodes, vous voulez évoluer vers le conseil.

Nous vous confierons la conduite de projets, de recherche de nouveaux produits, de diversification... Pour intégrer notre équipe, jeune et créative de 15 consultants, vous êtes naturellement disponibles, enthousiastes et efficaces. Vous aurez l'opportunité de développer vos capacités d'animation, votre sens de l'analyse et de la synthèse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. C92581MO, à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nerwet pont
conseil

Société de Courtage de dimension internationale
recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Grands Comptes H/F
Département BANQUES

Afin de contribuer au développement de notre département, nous recherchons un négociateur confirmé. Vous serez chargé, au sein d'une équipe, de l'exploitation et du suivi d'un portefeuille de Grands Comptes.

Autonome et organisé, votre dynamisme et votre aisance dans les relations clientèles vous permettront de prendre en charge la négociation, la mise en place et le suivi de l'ensemble des contrats IARD qui vous seront confiés.

Votre profil : Diplômé de l'enseignement supérieur - Bilingue anglais - Excellente présentation - Polyvalent IARD.

Si l'opportunité d'intégrer l'un des plus grands Courtiers d'Europe vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel.

Gras Savoye
Bien conseiller pour mieux prévoir
2, rue Acadie - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

**GRAND QUOTIDIEN REGIONAL
DU SUD DE LA FRANCE**
LEADER SUR SON SECTEUR
RECHERCHE

JOURNALISTES POLYVALENTS

A la fois reporters, secrétaires de rédaction, ils viendront étoffer notre équipe rédactionnelle. Ils ont une bonne connaissance de l'économie et un vif intérêt pour la vie locale.

Les candidats auront la trentaine, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou d'une école de journalisme, une expérience professionnelle d'au moins 5 ans de préférence dans un quotidien régional.

Si l'idée de rejoindre un grand groupe de presse vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, photo, C.V. et prétentions)

sous le n° 6034 LE MONDE Pub.
5, rue de Montessuy
75007 Paris

C H E F D E P U B

Conseiller les entreprises qui recrutent, c'est savoir communiquer sur les hommes pour les hommes.

Diplômé ESC ou équivalent, vous êtes un passionné et votre ambition vous entraîne toujours plus loin.

Si au cours de votre première expérience dans notre secteur d'activité ou dans une société de services, vous avez su montrer votre talent de développeur, notre Agence, spécialisée en communication de recrutement, vous propose d'intégrer une équipe performante, où vous pourrez mettre à profit votre sens de l'écoute, du dialogue et du conseil.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. PB à :

CONTESSÉ NORD-PICARDIE
6-8, rue des Jardins 59800 LILLE.

ANIMATEUR DE FORMATION

Nous sommes 2500 sur Rhône-Alpes à préparer la Banque du 21^{ème} siècle. Refonte de nos systèmes d'informations, apprentissage de nouveaux métiers, découverte de marchés inexploités... nos challenges sont nombreux.

Les Hommes sont la richesse première de notre Entreprise et nous voulons leur donner les moyens de se former pour évoluer.

Nos spécialistes "Formation" sont jeunes, motivés et souhaitent accueillir dans leur équipe un ANIMATEUR DE FORMATION.

A 24/27 ans, vous avez une formation Ecole de Commerce ou Université et êtes reconnu pour vos qualités relationnelles, votre sens de l'analyse, un fort esprit d'équipe et l'envie de vous investir dans une activité soutenue.

Vous allez participer à l'élaboration du plan de Formation, concevoir et mettre en place les actions appropriées, rechercher et assister les différents intervenants. A l'écoute du personnel, vous jouerez également un rôle de conseil dans votre spécialité.

Ce premier poste est pour vous une opportunité qui vous permettra de découvrir rapidement l'entreprise pour évoluer à terme de 3 à 4 années vers le métier que vous aurez choisi.

Merci d'adresser svt. EFR 121 votre dossier de candidature complet au :
Crédit Agricole du Sud Est - Service Emploi
69541 Champagne Mont d'Or Cedex.

CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST

SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique Française
recherche

UN CHARGE DE RECRUTEMENT (H/F)

Au sein du Service Recrutement de la Direction du Personnel, vous prendrez en charge un ensemble de recherches dont vous aurez la responsabilité depuis la définition des postes (Cadres et Non-Cadres) jusqu'à la sélection.

Pour chacune de ces recherches, vous devrez tenir compte de la politique du personnel ainsi que des possibilités internes à la Société.

Un solide esprit d'équipe, une bonne maturité relationnelle renforceront vos qualités professionnelles.

Profil souhaité pour ce poste :

Formation supérieure (Sciences humaines, Ecole de Commerce...) et une expérience d'au moins 5 ans de la fonction.

Adressez lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 89/138 MO à l'attention de : D. VOLZ - SYNTHELABO
22, avenue Gallée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

ERAMET-SLN

3^{ème} producteur mondial de Nickel et leader sur le marché ferro-nickel, réalisant 90% de son CA à l'export recherche.

UN JEUNE CADRE MARKETING

Votre principale mission sera de réaliser des études telles que, bilan offre-demande de Nickel sur le marché mondial, évolution de la consommation par branches industrielles, profils de consommation.

Vous participerez également à des actions de promotion et de communication en relation avec le réseau commercial.

Vous êtes issu de HEC, ESSEC, SUP DE CO ; vous avez entre 25 et 30 ans et une première expérience acquise en France ou à l'étranger; vous vous intéressez au Marketing de biens intermédiaires industriels et vous êtes bilingue anglais français.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 4312, à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet, 75007 Paris.

SERIFO
Membre de Syntec

Rejoignez un monde
des offres d'emploi
correspondant à
votre vraie valeur.

3 15
M

Stématique
emploi des cadres

INGENIEUR
200 300 KF

CIVIL, TP, MEU

DEPARTEME

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Imaginez un monde
où toutes les offres d'emplois
correspondent à
votre vraie valeur.

36 15
IM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

Notre Direction de la Communication a pour objectif de créer autour du
Groupe Framatome (11 milliards de F de CA) l'image d'un ensemble
industriel à vocation internationale en plein essor évoluant dans
l'univers des hautes technologies, diversifiant son savoir-faire.

ASSISTANTE SERVICE PRESSE

Vous établissez la revue de presse, aidez notre Service Presse à mettre en
forme les dossiers de presse. Vous apportez votre contribution dans les
relations avec les journalistes, rédigez les communiqués, organisez les
conférences et voyages de presse sur sites, usines etc.
A 25-35 ans, avec un solide bagage de formation adaptée (CELSA, Sciences
Po...), vous disposez d'une capacité et d'un intérêt marqué pour aborder des
sujets techniques et parlez parfaitement l'anglais. Votre parcours s'enrichit
déjà d'une expérience où vous avez mis en œuvre votre sens aigu et "politique"
de l'information.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV) sous réf. TCG 601 au Groupe
Framatome, Service Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16,
92084 Paris-La Défense.



GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

VOTRE FORMATION ?

- Génie Civil /
BTP / Architecte...
- Mécanique /
Électrotechnique /
Produitique...

UN CHALLENGE !



- Une carrière
"High Tech"
- Des produits leaders
- Des postes à responsa-
bilités (Futurs Chefs d'agence)
- Une jeune équipe qui
sait allier qualité de vie
et efficacité : + 40% de
croissance / an.

INGENIEURS COMMERCIAUX 200/300 KF

Chez le N°1 du Grand Ouest des
solutions "clés en mains" de CAO et FAO, reconnu des
Grands de l'Informatique, venez accroître la capacité de
création et de production des entreprises du bâtiment ou
de l'industrie, depuis NANTES.

Vous élaborerez et négocierez des
solutions informatiques innovantes (équipements + logiciels +
formation) auxquelles nous vous formerons.

Nous vous offrons les moyens de vos
ambitions : • VALORISER votre formation : soit Bac + 2 / 6 Génie
CMI ou équivalent et/ou votre expérience du bâtiment (maître
d'œuvre, projeteur...), soit ingénieur (ENSM, ENI...) ou Bac + 2
complétée par une expérience dans l'industrie (B.E. par ex.)
• DEVELOPPER, dans un domaine à fort potentiel, votre expé-
rience réussie de la vente (service, ingénierie, équipement...) mais aussi vos talents d'analyste et de négociateur d'affaires.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle
à notre Conseil MERCURI URVAL, 1 rue Eugène Varlin les
Dorides, BP 3939, 44039 NANTES CEDEX 04, sous référence
50.3090 LM.

Mercuri Urval

Développer, conseiller, gérer

CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES MF

Toulouse

Avec 70 consultants pour 4.500 missions, le Groupe EGOR se place au premier rang des Cabinets
Conseil en recherche et sélection de cadres. Face à son développement, il désire intégrer à son
équipe de Toulouse (10 collaborateurs) un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après formation aux techniques spécifiques du
Groupe, générer et développer une clientèle (PME, PMI, entreprises régionales...). Il mènera
à terme les missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils
en ressources humaines.

30 ans et plus, diplômé de l'enseignement supérieur, son expérience professionnelle, acquise en
entreprise ou dans la prestation de services, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négo-
ciateur et de connaître le tissu industriel. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des
facteurs importants qui seront intégrés, à terme, dans la rémunération annuelle, extrêmement
attractive. La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la ré-
férence M 20/EMP/4 à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LALE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

INGENIEUR GENIE CIVIL, TP, MECANIQUE OU EQUIVALENT

RESPONSABLE DEPARTEMENT TERRASSEMENT

La division Bétons Granulats de
notre filiale CEMENTS LAFARGE
s'appuie sur un réseau de 90
sociétés réparties en 6 bassins
sur tout le territoire (2.700 p.)
et réalise un C.A. de l'ordre
de 3 Milliards de Francs.



3616 code Lafarge

LA COMPAGNIE DES SABLIERES DE LA SEINE (C.S.S.),
qui constitue un de ces bassins, recherche un
**RESPONSABLE DEPARTEMENT TERRASSEMENT REGION
PARISIENNE**

Rattaché à la Direction de l'Aménagement, vous
assurerez la responsabilité de ce centre de profit,
l'encadrement d'équipes, la gestion de planning et du
parc matériel.

Vous êtes ingénieur Génie Civil, TP, mécanique ou
équivalent.

Votre expérience industrielle de 3 ans minimum, soit
dans le domaine des TP, soit en carrières, vous
a permis de mettre à profit vos qualités d'initiative,
d'organisation et votre aptitude à
communiquer en équipe et sur
le terrain.

Merci d'envoyer votre dossier de
candidature sous la réf. 9200C à
Sabine TRIPODI - OC CONSEIL
15, Rue du Louvre - 75001 PARIS.



RESSOURCES HUMAINES

INGENIEUR COMMERCIAL

VANDERLANDE

Filière d'un Groupe
européen (8 Sociétés,
375 MdF de CA), notre
vocation est la conception
de systèmes automatisés
de maintenance dont
nous réalisons les instal-
lations utilisées dans les
grands secteurs industriels
(Agro alimentaire, Auto-
mobile, Electroménager,
et dans le tertiaire Aero-
ports, Messagerie, VPC).
Pour étoffer notre force de
vente, nous recherchons un

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Mission : Interface entre le marché et notre
entreprise vous développerez une clientèle
industrielle. Vous piloterez les projets techniques et
conduirez la négociation des contrats.

Profil : De formation technique, vous avez une
première expérience dans la vente des biens
d'équipements.

Votre dynamisme commercial et vos qualités
relationnelles garantiront votre réussite.
Vous n'avez pas moins de 28 ans et parlez
convenablement anglais.

Nous offrons : Une carrière passionnante, de larges
délégations, une rémunération attractive.

Le poste est basé en banlieue Sud et comporte de
fréquents déplacements en France.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre
adresse, sous référence RL/LM2 à

NOTRE GROUPE
22 filiales - 300 millions de francs
s'apprête à créer encore une vingtaine de filiales en France ainsi que six
implantations à l'étranger (Europe, USA, Canada).

NOUS RECHERCHONS :

1) NOTRE DIRECTEUR DES VENTES INTERNATIONALES (Paris)
Ce cadre, de haut niveau, excellent vendeur lui-même devra :
- collecter, mettre en forme, exploiter les informations sur ces nouveaux marchés,
- recruter, former et animer son équipe commerciale pour atteindre les objectifs
ambitieux du Groupe,
- développer, coordonner et contrôler l'activité commerciale et internationale de
toutes les filiales.

PROFIL : ESSEC, ESC ou équivalent, 28-35 ans, bilingue anglais (espagnol ou
allemand apprécié).

2) LES SIX FUTURS DIRECTEURS DE NOS FILIALES A L'ETRANGER
Après une solide formation commerciale au siège parisien du Groupe, les généralistes
auront à participer à la création puis au développement et à la gestion de leur futur
centre de profit à l'étranger.

PROFIL : ESC ou équivalent, 25-30 ans, bilingues.

Les candidats afficheront un fort tempérament commercial, doublé de rigueur
administrative et de la capacité de travail d'un véritable chef d'entreprise.

Envoyer candidatures (CV, photo + lettre de motivation et prétentions) à :
A.G.S. Direction des Ressources Humaines, 9, rue Thomas-Edition,
92230 GENNEVILLIERS

La Ville de La Rochelle
(Charente-Maritime)
recrute

UN DIRECTEUR DES AFFAIRES CULTURELLES

MISSION :

- En liaison avec le Secrétaire général adjoint, il coordonne et anime :
- Le Service Culturel (3 personnes),
- Les équipements culturels,
- Les relations avec les associations ou partenaires culturels.

PROFIL :

Attaché Principal ou Directeur de Service Administratif ou
contractuel.

Expérience souhaitée.

Adressez avant le 15 janvier 1990 candidature et curriculum vitae à :

Ville de La Rochelle, Service du Personnel
Hôtel de Ville, BP 1541, 17008 LA ROCHELLE Cedex

CENTRE D'ETUDES DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pour activité d'ETUDES ET DE CONSEILS
TECHNIQUES ET ECONOMIQUES
FRANCE et CEE

Formation scientifique (Physique/Chimie/Thermique) de
niveau : Bac + 2 + expérience professionnelle ou
ou Bac + 5 débutant.

Connaissances en micro-informatique souhaitées.
Anglais obligatoire - Autres langues appréciées

Envoyer lettre de candidature manuscrite + CV + prétentions à
CITEPA
3, rue Henri-Heine - 75016 PARIS

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 47

professionnel du recrutement

LYON

En France, nous sommes une importante société de Conseils en Recherche de Cadres et Dirigeants. En contact permanent avec les entreprises, les hommes et les technologies les plus diversifiées depuis plus de 12 ans, vous rejoindrez une équipe de professionnels en recrutement par annonce et par approche directe.

Le niveau de vos interventions, la qualité de nos actions nécessitent :

- une formation supérieure (ESC, DESS, Sciences Po...)
- une solide expérience de recrutement de Cadres, d'ingénieurs et de Dirigeants
- une autonomie réelle de fonctionnement.

La connaissance du tissu industriel Rhône-Alpin, votre dynamisme commercial, et votre capacité d'analyse vous garantiront le succès dans un Cabinet en plein développement.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous réf. CQP 71 à Robert CHOUVENC qui vous garantira une stricte confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

COCEPLAN



Hewitt Associates

CONSULTANTS

RESSOURCES HUMAINES

Réseau international présent dans 29 pays, HEWITT ASSOCIATES emploie aujourd'hui 3300 personnes. Spécialisées dans les politiques de rémunération, nous poursuivons notre développement en France et recherchons des Consultants en Rémunération. Ils conduiront des missions de conseil en politique de rémunération auprès d'entreprises évoluant dans tous les secteurs de l'activité économique. Ils analyseront leurs situations spécifiques puis proposeront et mettront en place des plans de rémunération comportant : classification, rémunérations fixes et variables, actionnariat... et assisteront les entreprises dans la préparation de leur communication interne. A la fois stratégique et proche du terrain, ce métier intéresse des candidats d'environ 30 ans, de formation supérieure (Sciences Po, Ingénieur, Ecole de Commerce) possédant une première expérience de la fonction personnel acquise soit en cabinet conseil, soit au sein d'une direction des relations humaines d'une entreprise. Il nécessite une bonne sensibilité à l'informatique et la maîtrise de l'anglais.

Ecrire sous référence 1185 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS
Discretion assurée.

FIDAL PARIS & ASSOCIES recherche :

- CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS
- CONSEIL FISCAL

Expérience professionnelle indispensable dans cabinet, banque d'affaires ou entreprise (5 ans minimum).
Expérience internationale souhaitée.
Formation universitaire (Droit) - Une formation financière constituerait un plus appréciable et maîtrise de la langue anglaise.
Il faut esprit d'initiative, aisance dans les relations humaines, capacité à travailler en équipe.

Les postes comportent une grande liberté d'action et le contact direct avec une clientèle de sociétés françaises et étrangères.
Envoyer lettre manuscrite avec CV et prétentions à Monsieur MAZALON.

KPMG FIDAL PARIS
47, rue de Villiers
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

ATTACHÉ DE DIRECTION

Les relations publiques, la communication sont votre métier. Une première expérience réussie vous a confirmé dans cette voie.

Vous avez 30-35 ans environ

Un organisme à vocation économique du sud-est de la France vous propose de développer cette carrière :

Rattaché(e) au Directeur général, vous aurez la responsabilité de mettre en œuvre les interventions du Président (congrès, expositions, assemblées, publications, relations presse...).

Votre réussite sera fondée sur votre goût de l'écrit, votre discrétion, votre diplomatie et votre exigence de l'efficacité dans la communication.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et photo, avec prétentions, sous réf. D.E. à :

C.F.C.

Route de Saint-Cassin - Jacob-Bellecombette
73000 CHAMBERY

Entreprise industrielle
de la région de Clermont-Ferrand
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

diplômé formation mesures physiques
ou équivalente

pour assurer, au sein du Département Qualité-Contrôle, développement et animation de l'activité de métrologie

Ecrire avec C.V. à HAVAS
63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX, n° 97603

La Banque, c'est aussi un système de distribution
utilisant des technologies de pointe.
BANQUE REGIONALE DU SUD-OUEST
nous recherchons un

RESPONSABLE TECHNOLOGIES NOUVELLES

En étroite collaboration avec les services opérationnels, vous serez chargé(e) d'étudier les possibilités d'optimisation de l'activité bancaire par le biais de nouvelles technologies.

Dans le cadre des actions entreprises, vous aurez à les adapter et à en assurer le suivi.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune Ingénieur (INSA, ISEN, IDV, ENSEIHT, ...) ayant déjà une première expérience significative dans un établissement bancaire ou financier.

Votre curiosité, votre goût d'entreprendre et de réaliser seront des critères déterminants.

Merci de nous adresser votre dossier + rémunération actuelle sous référence 2521 ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 36-45 code JCM sur votre minitel.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL
56, BD DE L'EMBOUCHURE - 31200 TOULOUSE
PARIS - LYON - NANTES - RENNES
TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

KPMG Fiduciaire de France

Recherche pour son Département FIDORGA

2 CONSULTANTS GESTION INDUSTRIELLE

A 30-35 ans (Centrafin, diplômé des Arts et Métiers, de l'IDN), vous avez acquis quelques années d'expérience en production et vous souhaitez une fonction diversifiée qui vous permettra de valoriser vos compétences. Nous vous proposons d'intervenir en tant que conseil dans des PMI : organisation des flux de production, mise en place de techniques d'homologation qualité et informatique de production. Vous bénéficiez d'un réseau international puissant et d'une implantation nationale dense. Nous vous offrons un mouvement de clientèle très varié et des contacts de haut niveau, un travail en équipe très stimulant. La rémunération liée à une prise de responsabilité rapide sera motivante. Ce poste est basé à PARIS avec de courts déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo à :
KPMG FIDUCIAIRE DE FRANCE - Département FIDORGA
Mme CREMONT - 18 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Groupe Foncier Habitat

(20 000 logements gérés en Ile de France)

Afin de poursuivre et d'optimiser nos efforts de modernisation et d'ornementation de notre patrimoine immobilier, nous créons le poste de :

CHARGE DE MISSION PATRIMOINE

Sous l'autorité du Directeur du Patrimoine, vous participerez à la définition technique des projets de réhabilitation et assurerez leur montage administratif et financier ; vous serez responsable de la recherche et de l'obtention des financements. Vous participerez également à la mise en place d'applications informatiques pour le suivi technique et financier des opérations.

De formation BAC + 4 (type IEP, école de commerce), vous avez 30 à 35 ans, possédez une expérience d'au moins 4 ans dans une fonction comparable. Vous aimez l'implication, la rigueur et l'innovation, l'assurance et le sens de la négociation.



Dans ce cas, adressez votre candidature avec CV, photo et lettre manuscrite, sous réf. Recrutement CMAP/MDM à :
Groupe Foncier Habitat
BP 135 - 94230 CACHAN

Compagnie d'Assurance vie en pleine expansion

recherche

JEUNE ORGANISATEUR A FORT POTENTIEL

De formation ESC ou MIAGE et âgé de 28-33 ans environ

Le candidat devra posséder une première expérience dans l'analyse de postes de travail en milieu administratif et la mise en place de procédures de gestion.

La connaissance de l'anglais sera un plus.

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

VILLE DE SÈVRES

(Hauts-de-Seine) 21 000 hab.

RECRUTE

1 RÉDACTEUR

titulaire d'une licence en droit

Adresser lettre de candidature manuscrite,
C.V. détaillé et photo à :
M. le Maire, Hôtel de Ville, 92311 SÈVRES Cedex

SOCIÉTÉ DU GROUPE DE LA CAISSE
DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
recherche

RESPONSABLE D'UNE TECHNOPOLE en cours de création

Ayant connaissance :

- du montage et de l'animation de réseaux de partenaires prestataires de services aux entreprises
- du monde industriel
- de la gestion

Capacité à contribuer à la négociation d'implantations d'entreprises.

Profil recherché :

- 35 à 40 ans
- Formation :

Ingénieur-économiste - H.E.C. - E.S.S.E.C. - ou assimilé

Bonne expérience de l'entreprise

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite sous réf. 67054 à
Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

FICHET, pour renforcer notre équipe face à de nombreux recrutements, nous recherchons un(e)

CHARGE DE RECRUTEMENT

Vous êtes un spécialiste dans ce domaine. Votre formation (commerciale, ou école d'ingénieur) et vos 4/5 ans d'expérience dans ce métier vous permettront d'être opérationnel immédiatement.

Nous vous proposons une mission de 6 mois (contrat à durée déterminée) avec démarrage immédiat et la possibilité d'évoluer vers la formation en fonction de votre réussite.

Nous sommes leader du marché de la sécurité et investissons pour votre avenir.

Ecrivez-nous très vite (lettre, CV, photo, prêt.) s/réf. BPV6 à
GROUPE FICHET BAUCHE - DRH - 15/17 avenue Morane
Saulnier 78140 Vélizy, en indiquant un N° de téléphone où vous joindre.

LA SECURITE EN TÊTE

FICHET

Vous aspirez au métier de CONSULTANT en organisation-management -développement

... sans avoir pu encore véritablement l'exercer.
Sensibilisé aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez taillé - très bien fait et consciencieux - pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'études et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, tels que comptabilité, informatique, bureautique.
Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est rigoureuse, où la confiance réciproque va de soi et à laquelle vous pouvez vous intégrer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée, et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel.
Notre base est à Paris.
Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement, (s/réf. 2661) à Axial, 27 rue Talbot, 75009 Paris.

VILLE DE LYON

recrute pour le Théâtre des Célestins

UNE(E) ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

Il(elle) aura quatre missions essentielles :

- Elaborer une stratégie commerciale à moyen et long terme ;
- Développer les ventes par abonnement auprès des nouveaux segments de clientèle : comités d'entreprises, associations, établissements scolaires et universitaires, etc. ;
- Organisation de manifestations exceptionnelles ;
- Recherche de sponsors et partenaires.

Il(elle) aura en même temps le souci de fidéliser la clientèle existante et mènera tout type d'action tendant à optimiser le remplissage des salles et à développer la notoriété du Théâtre. Formation universitaire plus expérience professionnelle exigées.

Adresser candidature + c.v. à :

M. le Maire - Division du Personnel
B.P. 1065, 69205 LYON CEDEX

avant le 20 décembre 1989.

Bretagne

Société régionale d'aménagement

Au service des collectivités locales, implantation à Rennes, Vannes, Lorient, Quimper, Brest, St-Brieuc, St-Malo, siège à Rennes, participant au réseau SCET, filiale de la Caisse des Dépôts.

RECHERCHE

RESPONSABLES D'OPÉRATIONS (aménagement urbain, équipement, immobilier d'entreprise)

Formation de base : architecte, économiste, financier, ingénieur + spécialisation ou expérience en aménagement et urbanisme.

Plusieurs postes à pourvoir dans un délai de 1 à 12 mois.

Env. C.V., lettre de candidature et prétentions
sous n° 8702

Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

AÉROPORT INTER

Démontage immédiat

chargé de

Vice de Biais

Directeur

du Développement Économique

Grand groupe européen
des services aux collectivités locales
situé en région parisienne

INGÉNIEUR

TECHNICIEN

Le candidat devra posséder une première expérience dans l'analyse de postes de travail en milieu administratif et la mise en place de procédures de gestion.

La connaissance de l'anglais sera un plus.

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



AÉROPORT INTERNATIONAL DE LYON

Concession de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

Décollage immédiat en Rhône-Alpes !

Deuxième aéroport (fret et passagers) en France, nous sommes acteurs de projets ambitieux (2e piste, connexion TGV, J.O. de 1992...) et attirons massivement sur notre domaine des sociétés de services aéroportuaires (Compagnies aériennes, transitaires, hôtels, banques, commerces, parc d'affaires...). C'est pourquoi, nous créons le poste de

chargé de clientèle

Venez négocier les conventions qui nous lient à nos clients, optimiser la répartition de nos espaces d'affaires et orchestrer l'unité des services présents sur notre site.

A 28 ans minimum, votre première expérience de l'immobilier d'entreprises ou des services, alliée à votre rigueur et à votre sens du contact, vous autorise à monter à bord.

Notre consultante, Mme C. de LAPORTE, vous remercie de lui écrire (réf. 1520LM).



ALEXANDRE TIC SA

7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

PLUS QU'UNE DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE... UNE DIRECTION DE SOCIÉTÉ

Paris - Avec 820 salariés et 64.000 bénévoles, le Secours Catholique est l'un des intervenants principaux dans le domaine caritatif. Son action s'exerce tant en France qu'à l'étranger et prend des formes très multiples. Il recherche le directeur de sa filiale spécialisée dans la prestation de services essentiellement informatiques. Assurant le management global de l'entreprise, il en définira la stratégie d'organisation et de développement et encadrera une quarantaine de personnes. Il disposera de ressources informatiques performantes: IBM 4381 sous VM, 180 PC, réseau Transpac, SGBD relationnel Oracle, etc... Le candidat, âgé

de 38 ans minimum, ingénieur grande école ou équivalent, devra avoir exercé des responsabilités globales dans le domaine informatique (direction informatique ou conduite de grands projets). Ses qualités de conception et de contact seront essentielles et il devra partager les valeurs sur lesquelles est fondé le Secours Catholique pour s'y intégrer au mieux. La rémunération sera fonction du profil du candidat recruté. Ecrire à C. BUSO en précisant la référence A/R9642M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

SECOURS
CATHOLIQUE



PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

REPUBLIQUE TOURS

RECHERCHE

COMPTABLE CHEF DE GROUPE

BTS 10 ans expérience pour responsabilité, suivi clients. Connaissance informatique, Anglais souhaité. Envoyer curriculum vitae, photo et références à : M. GROUTAN, REPUBLIQUE TOURS 1, avenue de la République 75641 Paris Cedex 11

G + M TECHNOLOGIE

Editeur informatique multimédia, télécommunication, télématique 31-33, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS

(Service des Relations Humaines)

Pour accompagner notre fort développement et soutenir votre croissance, nous avons besoin d'une nouvelle génération de femmes et d'hommes convaincus que notre vision du monde informatique fait vraiment de nous un éditeur de la nouvelle génération.

Nous recherchons pour PARIS des ingénieurs commerciaux diplômés d'une école de commerce avec une expérience dans le domaine Apple ; vous serez chargé de développer notre parc clientèle en assurant avec succès la vente de nos produits.

A terme, nous vous offrons des possibilités de carrière. Vous aimez le travail en équipe et vous possédez de réelles capacités de négociation.

La rémunération motivante (fixe + commission) sera à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à G + M Technologie.



PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST

Notre société est réputée dans le domaine de la fabrication des papiers graphiques et d'emballage. Ses 7 unités de production sont essentiellement dans l'Est et le Sud-Est. Pour les 2 unités proches de Grenoble, représentant près de 500 personnes, nous recherchons un :

Chef du personnel

Diplômé d'études supérieures, la trentaine, vous avez déjà une expérience de 4 à 5 ans, idéalement dans une industrie de process en continu. Vous avez fait vos classes dans une position d'adjoint et vous vous sentez apte maintenant à tenir la barre.

Sur les 2 sites, vous avez, bien sûr, la maîtrise de tous les aspects de la fonction (recrutement, salaires, formation, sécurité).

Surtout, votre présence sur le terrain, votre sens relationnel, font de vous le promoteur de la politique sociale auprès de la hiérarchie. Expert dans votre domaine, vous êtes un conseiller écouté de votre Directeur d'unité.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature (Référence 1104/RE) à SEFOP RHÔNE-ALPES 17, avenue du Grandier 38240 MEYLAN, qui nous aide dans cette recherche.

SEFOP Rhône-Alpes

Recherche région Bourgogne

DIRECTEUR de CLINIQUE

Formation Sup. de Co. Maîtrise de gestion ou équivalent. 5 ans expérience similaire. 30-40 ans environ. Dynamique. Entreprenant. 400 KF +

Envoyer c.v., lettre manuscrite et photo sous n° 8672 le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Caisse de retraite et de prévoyance

(Paris)

recherche son

RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

ayant en charge la gestion des services en relation avec la clientèle : entreprises, cotisants et retraités, pour toutes les opérations d'adhésion, affiliation, cotisations, retraite, prévoyance.

Une expérience d'encadrement dans le domaine de la production administrative est nécessaire. Une formation juridique, des connaissances en matière d'assurances ou de retraite, sans être nécessaires, seraient des compléments positifs.

Adresser lettre de candidature à :

G.G.C.

159, rue de Rome

75017 PARIS

Ni CV ni photo. Une notice sur le poste et un questionnaire seront envoyés à tous les candidats.

La mairie d'Orly

recherche pour la création de son Service du Développement Economique et de l'Emploi

CADRE

(Niveau A Fonction Publique)

Il (elle) devra assurer la création, le développement et la gestion du service. Il (elle) aura une formation BAC + 5 en Sciences (Economie, Droit, Géographie, etc.) ou un diplôme d'une école de gestion publique ou privée (IEP, ESC, etc.).

Quelques années d'expérience professionnelle sont un atout pour ce poste. Sens de l'initiative de la communication et ouverture d'esprit seront exigés.

Recrutement : Condition statutaire ou contractuelle.

Adresser C.V. détaillé + photo à :

MONSIEUR LE MAIRE - CONSEILLER GÉNÉRAL HOTEL DE VILLE - 94310 ORLY

Groupe Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers

recherche pour Ecole d'Ingénieurs

un VÉTÉRINAIRE ou un INGÉNIEUR

orienté productions animales et transformations des produits animaux titulaire d'un DEA ou d'un doctorat

Fonctions : enseignement et études-consultances.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser c.v. détaillé à : Secrétariat Direction Groupe E.S.A. - B.P. 748, 49007 ANGERS Cedex.



Ville de Rouen

recrute

Cadre de formation juridique

et de gestion, pour emploi de Contractuel de Catégorie A au Service Culturel.

Le candidat devra présenter, à titre personnel, un intérêt pour les questions culturelles et les actions menées dans ce domaine.

Adresser C.V. et prétentions à

Monsieur le Maire de ROUEN - 76037 ROUEN CEDEX.

Ville de Blois

50 000 habitants

Cherche son

Directeur du Développement Economique

Chargé de Mission auprès du Maire, Homme de terrain, connaissant le monde des entreprises, il aura pour tâche de créer un véritable Service de Développement, en direction des entreprises avec les produits fonciers, immobiliers, financiers qui s'y attachent, ainsi que d'animer les structures nécessaires en relation avec les autres partenaires locaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Monsieur le Maire de BLOIS à l'attention de Monsieur Raymond CERVELLE, Secrétaire Général 41012 BLOIS

Grand groupe européen de services aux collectivités locales situé en région parisienne

recherche rapidement :

1 INGÉNIEUR

grande école (Arts et Métiers, Centrale, Mines...), libéré des obligations militaires, pour l'élaboration de dossiers techniques. Très bonnes connaissances de l'espace local.

1 TECHNICIEN

confirmé, bilingue français/espagnol, pour le montage de dossiers techniques dans le domaine de la collecte des ordures ménagères et du nettoyage. Courts déplacements.

Adresser votre CV et prétentions à : COEPT, 27, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

OFFICE NOTARIAL PARIS

recherche

DOCTEURS EN DROIT

et/ou Diplômés HEC, ESSEC, Sup de Co Paris

pour services spécifiques :

- Droit de l'entreprise

- Droit immobilier

- Droit fiscal

en France et en Europe.

Les candidats, âgés d'environ 30 ans, devront justifier d'une première expérience juridique ou juridico-commerciale.

Maîtrise parfaite de l'anglais indispensable.

Adresser CV + Photo à Mme MARIA

28, rue Octave-Feuillet - 75116 Paris

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE LA VILLE DE SAINT-DENIS

recrute

CADRE

Responsable de son SERVICE TECHNIQUE

- Patrimoine de 2 800 logements ;

- Expérience et qualités d'organisation requises.

Candidature et c.v. à adresser à :

M. le Président de la SEM

LE LOGEMENT DIONYSIEN

5, rue Jean-Jaurès, 93200 SAINT-DENIS.

Importante Fédération Nationale secteur action sociale, éducation populaire et économie sociale

recherche pour compléter son équipe de responsables nationaux

personne ayant expérience confirmée dans ces secteurs.

Formation supérieure. Seront prises en considération les capacités à coordonner et négocier des politiques nationales notamment dans le domaine des formations (professionnelles et bénévoles). Salaire : 179 000 F (plus selon expérience). Embauche : 1^{er} mars 1990.

Env. c.v. et lettre motivée à :

FCSF - 10-12, rue du Volga, 75020 Paris.

RESPONSABLE
UNE TECHNOLOGIE

RECRUTEMENT

FICHE

au métier de
BULTANT
du management

CHEF DE VENTE

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 11

I FRANCE GLACES FINDUS - Groupe Nestlé
3 500 personnes - 8 établissements recherche

INGENIEUR

RESPONSABLE DES INVESTISSEMENTS

Arts et Métiers - ICAM - INSA - ISIM

Votre expérience de 3 à 5 ans dans un service technique d'usine ou dans une fonction Etudes proche du terrain vous permet d'assumer pleinement cette responsabilité. Dans une entreprise, leader sur son marché, développant des technologies de pointe, vous serez chargé d'étudier et de définir les matériels techniques nécessaires à la production et au conditionnement de nos produits.

Vous serez parallèlement responsable de la mise en application effective du D.A.O.

Vos qualités d'organisateur et votre goût des contacts humains feront de vous l'un des acteurs privilégiés de notre réussite.

Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à FRANCE GLACES FINDUS, Direction des Ressources Humaines, 4, rue Brantôme, 75152 PARIS Cedex 03.



Services Lamy

JURISTES CONSULTANTS

Droit Social

Juristes seniors de haut niveau
Maitrise en Droit minimum, ayant acquis une pratique très complète de la fonction ou cours de leur expérience de 8 à 10 années passées en entreprise et/ou en cabinet. Idéalement, ils auront développé une expertise dans une discipline spécifique du Droit Social. Ils disposeront d'une grande autonomie, encadreront des juniors et pourront devenir à terme des associés dans le cabinet basé à Paris 17ème.
Réf. M 11/3014 C

Juristes juniors à fort potentiel
Titulaires d'un DESS de Droit Social, justifiant d'une première expérience même courte acquise en entreprise ou en cabinet juridique.
Réf. M 11/3014 B

Si vous avez de la rigueur, une forte puissance de travail, de l'ambition et si vous parlez couramment anglais, adressez lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à notre conseil :

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75006 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

Guerbet

Le Responsable de notre **SERVICE JURIDIQUE** recrute

SON ADJOINT

238.000 F/an +

Diplômé d'une Maîtrise de Droit Privé, vous avez démontré votre goût pour les questions de Droit Communautaire et International lors d'un 3ème cycle.

Vous maîtrisez l'Anglais. Après une expérience réussie de 2 ou 3 ans en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez rejoindre un groupe international, valoriser vos qualités de praticien et votre sens de la communication.

En étroite collaboration avec les services opérationnels, vous les conseillerez et les assisterez lors des négociations des contrats d'import.

Vous exercerez également votre activité dans le cadre de la propriété industrielle, en participant au choix des marques et en les gérant.

Venez rejoindre notre équipe !

Poste basé à Villepinte (proche RER B Parc des Expositions).

Adressez lettre manuscrite + CV détaillé et photo s/réf. VIOL1289 à :
GUERBET SA - Etablissement de Villepinte
BP 15 - 93801 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

Suite à une promotion interne, le Directeur de notre division Senior (350 M de CA) recherche une

SECRETAIRE DE DIRECTION

Votre mission sera triple :

- Assurer le suivi des dossiers en lien avec les interlocuteurs internes (journalistes, commerciaux, etc...) ou externes.
- Assister le Directeur dans la gestion globale de la Division : réunions, rédactions de comptes rendus, tenue de tableaux de bord, statistiques.
- Gérer "la vie quotidienne" : téléphone, agenda, courrier.

A 30 ans environ, votre formation supérieure, votre expérience et votre potentiel vous permettront d'assurer de réelles fonctions d'assistant. Vos capacités relationnelles, votre sens de l'initiative et de l'organisation trouveront à s'exprimer dans un poste complet et dans une structure en plein développement.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant votre salaire actuel, sous référence MJA/29 M à **BAYARD PRESSE**, Direction des Affaires Sociales, 3, rue Bayard - 75008 Paris.

BAYARD PRESSE 25 publications en France 17 à l'étranger

MUTUELLE GENERALE DES PTT

(1 800 personnes)

gère pour ses 570 000 adhérents plusieurs établissements et recherche pour Paris :

DIRECTEUR D'UN CENTRE DE SANTE

En relation avec le corps médical, il définira des axes de développement - création de nouveaux services, choix des investissements - et assurera la gestion tant humaine qu'administrative de l'ensemble du centre, mettant à profit ses qualités relationnelles, son sens du management, sa rigueur d'organisation.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, SUP de Co ou GESTION, Ecole Nationale de la Santé Publique de RENNES.

Environ 35 ans, avec une expérience de plusieurs années en milieu hospitalier ou médical.

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite sous la référence 898 à :

Claudine GALLET
Ressources Humaines
3, rue Cornille
75006 PARIS

Immobilier

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Rennes

Cette entreprise régionale de 60 salariés, est spécialisée dans la gestion et la promotion immobilière sur l'Ouest de la France. Renforçant ses structures, elle recherche un Responsable de Programmes pour piloter ses projets et préparer la diversification à moyen terme.

Rattaché au Directeur Général et à la tête d'une équipe de 5 personnes, il aura l'entière responsabilité du montage des opérations (définition du produit, coordination technique, gestion budgétaire, animation commerciale). La pratique de la micro-informatique est souhaitée.

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) d'au moins 30 ans, professionnel confirmé, ayant acquis une solide expérience de la fonction. Les conditions de travail attractives ainsi que les ambitions de la Société, sont de nature à motiver un réel talent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 653416 A à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR
PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SUEDEN UNITED KINGDOM

GROUPE Casino

Dans le cadre de notre développement européen et international, nous souhaitons renforcer notre service juridique à notre siège social et recherchons un

Collaborateur juridique

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation maîtrise de Droit des Affaires complétée d'un D.J.C.E., d'un Magister ou d'un D.E.S.S. (Droit des Affaires/Fiscalité). Fort d'une première expérience, de 3 à 5 ans environ dans un cabinet juridique Fiscal et Droit des sociétés ; vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

En liaison directe avec le Directeur du Service Juridique, vous le seconderez dans toutes les affaires importantes touchant au développement. Vous assurerez le suivi de tous les contrats commerciaux, des relations avec les filiales et vous développerez un service d'audit juridique.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MO12 à **CASINO**, Service de Gestion des Ressources Humaines, 24 rue de la Montat, 42008 St-Etienne Cedex.

Le service technique de la navigation aérienne a en charge le suivi de la conception, de l'exécution, de l'installation des matériels nécessaires au contrôle de la navigation aérienne.

IL RECHERCHE :

UN INGÉNIEUR QUALITÉ

Dont la mission sera d'assumer la direction d'une structure QUALITÉ à mettre en place au sein du service. Dans le cadre de la coordination et de l'animation des différentes activités de l'organisme il veillera plus particulièrement :

- à l'établissement des règles et des procédures à faire respecter par les partenaires industriels,
- aux actions de formation nécessaires à la mise en application de ces règles,
- à la gestion de la qualité.

PROFIL

Le candidat devra posséder une solide expérience acquise au sein d'un service QUALITÉ ou d'un service de production soumis aux règles de l'assurance qualité dans le domaine de l'électronique.

Adressez un C.V. à M. PEUDECEUR
STNA, 246, rue Lecourbe, 75015 PARIS.

Rejoignez une équipe de professionnels du marketing direct business to business.

Notre entreprise
N° 1 du mailing groupé business to business en France, nous sommes de fait une des toutes premières agences françaises de marketing direct dans ce domaine.

Notre métier
Construire et mettre en oeuvre pour de grandes entreprises des programmes complets de génération de contacts de vente (des budgets de l'ordre de 600 000 francs à plusieurs millions de francs).

Nos clients
Des multinationales françaises et étrangères dans l'informatique, la bureautique, les télécommunications, la location de véhicules, les assurances, l'automobile, le financement professionnel, etc.

Nos interlocuteurs chez nos clients
Les Directions Générales, Commerciales et du Marketing.

Le poste :

DIRECTEUR DE CLIENTELE

Votre mission
Gérer et développer un portefeuille de clients dans des secteurs économiques déterminés en collaboration avec la Direction Générale.

Vous
Vous avez entre 25 et 30 ans environ et réussissez en ce moment brillamment comme chef de publicité ou responsable de clientèle dans la presse professionnelle ou dans une agence de marketing direct.
Vous êtes persévérant, intelligent et ambitieux et êtes prêt à vous investir pour devenir, en quelques années, un expert reconnu du marketing direct business to business.

Ce que nous vous apportons

- La pratique au meilleur niveau français et européen du marketing direct business to business (stratégies, logistique, communication, bases de données) et la confrontation quotidienne avec les meilleurs spécialistes dans les entreprises.
- Une formation permanente au sein d'un groupe humain très exigeant.
- Une rémunération élevée dès le départ et de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous garantissons une discrétion absolue dans l'étude de votre dossier.

Ecrire à l'attention personnelle de **Pierre ABECASSIS**

LES CARTES D'INFORMATION DIRECTE
120, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

Ville de Sotteville-lès-Rouen (30 000 habitants)

AGENT DU CADRE A

- Recrute d'urgence par voie de mutation ou de recrutement direct (contrat), un agent du cadre A ayant une solide formation en Sciences économiques et au moins trois années d'expérience en collectivités locales.
- Placé sous la responsabilité immédiate du directeur général des services, sa tâche sera de :
 - gérer dynamiquement la trésorerie et la dette ;
 - expertiser les fiscalités directe et indirecte de la collectivité ;
 - organiser et coordonner le travail de préparation et d'exécution budgétaire ;
 - perfectionner et gérer la comptabilité analytique.

Avantages statutaires et de fonction prévus

Adressez candidature manuscrite et C.V. détaillé à :
M. Pibarot, groupe TEN, 10, rue Mayet, 75006 Paris.

RECHERCHES INTERNATIONALES

INIL

CHATELAIN DE FORMATION
GRANDS GROUPE

MANAGER DE L'ANIMATION

Consultant
Ressources Humaines

FUTURS CONSEIL
DE PME - PMI

Agence de Recherche, Responsable
Marketing-Documentation

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LE GROUPE CRAON INTERNATIONAL



PREMIERE ORGANISATION MONDIALE DE FORMATION
AU DEVELOPPEMENT PERSONNEL EN ENTREPRISES

ANIMATEURS DE FORMATION GRANDS GROUPES

Vous avez mené une expérience d'au moins 3 ans en tant que formateur dans les grandes entreprises de services. De formation supérieure, âgé(e) de 28/35 ans, vous souhaitez orienter votre énergie vers l'animation de groupes importants en leur communiquant notre enthousiasme, en leur faisant partager votre dynamisme, votre conviction sur les thèmes que nous développons : le Service, la Qualité, le Développement Personnel, l'Approche du Marketing du changement. Présent dans plus de 30 pays, TMI vous fera partager son expérience et son savoir-faire de formateur auprès des grandes entreprises nationales et internationales leaders.

★ ★ ★ ★ ★
Votre propre potentiel de développement, vos capacités reconnues de Management, votre maîtrise de la "pédagogie" des entreprises (petites et grandes), votre savoir-faire dans l'animation de nos produits sont pour nous des atouts considérables pour réussir, développer une équipe d'animateurs professionnels confirmés et devenir à court terme notre futur

MANAGER DE L'ANIMATION

Si notre projet vous intéresse, nous vous proposons d'adresser une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous réf. AF/11.

Philippe OLIVIER
International Management
75, rue de Miromesnil - BP 385
75008 PARIS - TEL. 42.94.07.34

HARMONISER LA COMMUNICATION ECONOMIQUE DE LA SARTHE...

est la mission que souhaite vous confier le Comité d'Expansion Economique du département.

CHARGE DE LA COMMUNICATION

Vous allez créer un langage commun à tous les acteurs économiques locaux, leur donner une véritable identité régionale. Toute action de votre part est bienvenue : participation à des salons ciblés, plaquettes, logos, rédactionnels, symposium ne sont que des exemples. Très créatif, vous n'en demeurez pas moins rigoureux (économie oblige !). Aussi une formation type CELSA, doublée d'une première expérience significative en agence de communication seraient vos meilleurs atouts.

Vous habitez le Mans qui est à 54 km de Paris par le TGV. Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 89/922 M, à notre Conseil PASCAL GALAMPOIX, AXOME, 5 rue du Helder 75009 PARIS. Tél. : 42 47 13 41.

AXOME

Dans le cadre du fort développement de notre Groupe (30 Consultants), reconnu auprès des grands groupes publics et privés dans le domaine du Conseil de Direction, nous créons plusieurs postes de



consultants-formateurs Paris - Province

VOTRE PROFIL : 28-35 ans. Une formation supérieure. Une expérience significative de l'encadrement et de l'animation d'équipes de forces de vente. D'excellentes capacités d'animation et de communication. Un bon niveau d'anglais ou la maîtrise d'une autre langue européenne. Un sérieux tissu relationnel. Une grande mobilité. Votre personnalité sera déterminante : forte puissance de travail, goût du challenge, ambition, créativité, sens de l'autonomie et de la rigueur.

VOTRE MISSION : Prospection et négociation auprès des dirigeants d'entreprises. Analyse et diagnostic des besoins de formation. Animation des séminaires adaptés aux spécificités de chaque entreprise cliente. Suivi des actions auprès de l'encadrement et de la Direction Générale.

A terme, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions au sein du groupe : Directeur de département, Responsable de Centre de Profit International.

LES HOMMES DE QUALITE SERONT NOS DIRECTEURS DE DEMAIN.
Pour en parler en toute confidentialité, merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle au GROUPE MUTATIS, 22, rue Royale - 75008 PARIS, sous la référence CL/CF.

Kamphuis Morgaut FINANCE

Recrutement de Cadres Financiers

Co-fondé par des Institutions Financières et le Cabinet BEIGBEDER, CAUDE & PARTNER, KAMPHUIS MORGAUT Finance a pour vocation d'apporter un savoir faire dans le recrutement de cadres financiers opérationnels pour le compte de banques ou d'entreprises.

Avec une approche déontologique et qualitative stricte du métier, nous proposons :
A nos clients, la connaissance exhaustive des populations financières comme des méthodes d'approche et de sélection adaptées à chaque métier.

A nos candidats, notre disponibilité pour un conseil efficace sur des opportunités de carrière que seul un Cabinet spécialisé peut apporter.

Pour plus d'informations, veuillez contacter
Antoine KAMPHUIS Spécialiste de la Banque
Antoine MORGAUT Spécialiste de l'Entreprise

Kamphuis Morgaut FINANCE

34, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tél. : 49.24.90.00 - Fax : 47.42.99.79
SA au Capital de 1 000 000 Francs

Juriste en Immobilier

Notre Groupe est l'un des leaders de l'Immobilier en France et, afin de poursuivre sa croissance, crée le poste de juriste, chargé de participer au montage des opérations d'investissement, d'assurer l'assistance juridique de nos filiales et de prendre en charge le secrétariat juridique (tenue des assemblées, convocations...).

Vous êtes de formation juridique avec, si possible, une spécialisation en Immobilier et vous avez une expérience d'environ 2 ans. Votre extrême rigueur et votre souci du détail sont vos principales qualités. L'importante croissance de notre groupe permettra à un candidat doté de réelles capacités d'évoluer avec notre société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. L1077, à notre Conseil.

Interrégions Consultants
8 ter rue Jean Nicot, 75007 Paris.

HOBART

La référence mondiale
- qualité, technologie, gamme -
pour l'équipement professionnel
de grande cuisine

DEVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNICATION

Dans une organisation très décentralisée - 200 personnes, 8 Directions régionales - vous développerez la politique de ressources humaines : évolution des emplois, actions de formation, développement et mobilité, rôle de l'encadrement, relations avec les partenaires sociaux.

Mais vous serez aussi chargé des actions de communication centrale interne (journal, vidéo, projets...) renforçant l'adhésion à l'évolution de la stratégie de l'entreprise.

Communicateur, formateur ou responsable du personnel, votre expérience vous a préparé à jouer ce rôle complet.

Envoyez votre dossier à :
Cie HOBART - DRH - BP 68
77312 MARNE LA VALLÉE Cedex 02

GROUPE



Recrute pour son département
Ingénierie des Ressources Humaines

UN CONSULTANT SENIOR EN MANAGEMENT - PROJET D'ENTREPRISE - RESSOURCES HUMAINES

Niveau de formation minimum BAC + 5. Cinq années d'expérience dans la fonction. Possédant une bonne culture d'entreprise, le candidat retenu travaillera en étroite relation avec les équipes de direction des entreprises (définition de stratégies, plans d'actions, séminaires de management...). Sa créativité, son sens de l'organisation, son esprit de synthèse seront l'essentiel de ses qualités. Ses capacités d'animateur lui permettront de gérer une équipe d'intervenants permanents et occasionnels. La connaissance de la langue espagnole sera un atout. Poste basé à TOULOUSE. Déplacements fréquents.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à Groupe CRP - DRH, 5, rue du Prieuré - B.P. 39 - 31012 Toulouse Cedex. 61227313.

Spécialiste de la gestion immobilière.

notre Groupe a une très forte notoriété :
IMPLANTÉ SUR TOUTE LA FRANCE.
NOUS RENFORÇONS NOS STRUCTURES ET RECRUTONS

2 RESPONSABLES DE CABINET POSTES BASÉS A ANTIBES ET AIX EN PROVENCE

A 30 ans minimum, vous avez à votre actif une formation universitaire (licence en droit ou école de commerce ou une bonne formation technique) concrétisée par une expérience réussie de 3 à 5 ans dans notre domaine que vous maîtrisez parfaitement.

Véritable patron de votre activité, vous assurerez également la fonction de gestion d'un certain nombre de Syndicats de Copropriétés, entouré d'une équipe de collaborateurs. Vos qualités commerciales et relationnelles, ainsi que votre grande disponibilité seront des atouts pour réussir.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite en précisant la région choisie à : A.I.C. - 22, Boulevard de Lorraine - 06400 CANNES

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT recherche, dans le cadre de son expansion, pour son SERVICE DES ENGAGEMENTS

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (licence sciences éco., gestion, école de commerce, IUT) ;
- Être âgé d'environ 30 ans ;
- avoir au moins 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque ;
- Être disponible rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération :
SOCAF - 26, avenue Suffren, 75015 Paris.

Organisme de formation cherche

SON DIRECTEUR

Actions de formation dans le cadre des dispositifs d'Etat (Crédit formation, RMI, etc.)
Gestion administrative et pédagogique
BAC + 4, expérience requise

Ecrire sous le n° 8661

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Consultant en Ressources Humaines

Notre activité d'Interim Ingénieurs & Cadres se développe et nous souhaitons coopter un consultant ayant une première expérience de l'entreprise et désireux d'intégrer une équipe où professionnalisme, esprit d'entreprise et partenariat dominent.

Il développe et gère en toute autonomie sa clientèle et ses missions. Pour en savoir plus, contactez P. de BEJARRY - Elite Ingénieurs et Cadres - 15 rue Maison Dieu - 75014 Paris. Tél. : 43.35.39.38.

ELITE Ingénieurs & Cadres

DEPT DE LA SA ELITE FRANCE ET

KPMG Fiduciaire de France

Nous recherchons
pour notre DIRECTION DE PARIS

FUTURS CONSEILS DE PME - PMI

Vous avez :
- une expérience de Cabinet
- une formation universitaire ou Grande Ecole
- le goût des responsabilités, du développement
- une aptitude réelle à communiquer.

Nous offrons :
- les possibilités d'une carrière ambitieuse
- une rémunération motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite + photo
+ Curriculum-Vitae détaillant vos réalisations à
Catherine JAMMES 18 bis, rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET.

BOYDEN

Chargée de Recherche, Responsable Informatique-Docummentation

Chargée de Recherche, vous assisterez nos consultants dans leurs missions (identification, sélection des candidats) et assurerez l'interface avec les candidats, les grandes écoles, les associations et les autres chargés de recherche de nos bureaux étrangers.

Responsable Informatique et Documentation, vous prendrez en charge les évolutions et développements informatiques du Cabinet (matériels, logiciels...) et orchestrerez les flux d'information (candidatures, annuaires, documentation sectorielle...).

Bilingue anglais-français, vous avez la double expérience de la micro-informatique (maîtrise de MS-DOS, bases de données, réseaux locaux...) et des contacts téléphoniques, acquise dans notre métier, de préférence.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite, photo, prétentions à Eric C. Macdonald - BOYDEN 13 rue Madeleine Michels - 92200 Neuilly - qui traitera votre dossier de façon très confidentielle.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 21 juin 1989, - M. HAYOUN Marc, Victor, né le 13 avril 1960 à ARGENTAN (61) et demeurant à VINCENNES (94), 23, rue des Laitières, a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant cinq ans (art. R 58-13 6 CFP) + D.I.

La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné : la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

1. La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *le Monde*, *le Figaro*, et *l'Argus*.

2. L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant sept jours, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 3 de la rue Villa-Nesport à PARIS (19^e), où M. BUFFET exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 6 juin 1989, - M. PEYRESAUBES André, né le 1^{er} mai 1933 à PARIS (14^e) et demeurant à COLOMBES (92), 100, rue Hoche, a été condamné à la peine de 5 000 F d'amende à payer aux FC, la somme de 10 000 F et celle de 1 000 F (Art. 475 CFP) pour tromperie sur la qualité, la nature ou la quantité d'une marchandise, faits commis courant février, mars et avril 1988 à Paris.

La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1. la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *le Monde*.

2. L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant sept jours, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 3 de la rue Danielle-Cassanova à PARIS (14^e), où M. PEYRESAUBES André exerce son activité.

Cet affichage devra mesurer 50 cm x 50 cm et les caractères utilisés devront être les caractères d'imprimerie.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris du 7 juin 1989 : - M. XU RONG DI ou XU Rongdi (République populaire de Chine) et demeurant à PARIS (10^e), 52, rue René-Boulanger, a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 70 000 F d'amende et de 10 000 F d'amende.

Pour : aide directe ou indirecte ayant facilité l'entrée, la circulation, le séjour irrégulier d'étrangers en France.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 21 novembre 1988 : - M. BUFFET Gilles, Pierre, Marie, Etienne, né le 30 janvier 1941 à LA SEYNE-SUR-MER (83), propriétaire exploitant du garage GILLES BUFFET et demeurant à PARIS (9^e), 115, boulevard Saint-Michel, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 50 000 F d'amende.

Pour : tromperie sur la nature, la qualité, la quantité ou l'origine de la marchandise. La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 7 juin 1989, - M. ERRERA Albert, né le 9 décembre 1948 à TUNIS (Tunisie) et demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE (92), 65, boulevard du Commandant-Charcot, a été condamné à 10 000 F d'amende + D.I.

Pour : publicité fautive ou de nature à induire en erreur.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *le Monde*, et *Paris Magazine*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

AFFAIRES

En attendant l'échéance de 1991

Le système bancaire américain commence à s'affranchir d'un corset vieux d'un demi-siècle

NEW-YORK

de notre correspondant

« Comme le pouvoir politique n'a pas été en mesure de faire son travail, c'est le système économique qui l'a fait à sa place. En dépit d'un peu de plus en plus inadéquates ».

Ainsi que le relève ce familier de la scène bancaire, en dépit des graves crises qui, depuis une dizaine d'années, secouent furieusement les multiples étages de l'édifice financier américain (voir encadré), le Congrès n'a jamais pu se mettre d'accord sur une loi fédérale susceptible de permettre aux banques de s'adapter à un environnement totalement différent de celui des années 30.

Lorsque fut voté, en 1933 le fameux Glass Steagall Act, les États-Unis étaient encore sous le choc du krach boursier de 1929. Et la décision du législateur de séparer clairement les activités commerciales des banques américaines des transactions sur valeurs mobilières dévolues à des établissements distincts (les *investment banks*) répondait au souci louable de limiter les risques. A ce contrôle vertical s'en ajouta un autre, horizontal, depuis le Mc Fadden Act de 1927. Ce texte leur interdit normalement de réaliser des opérations hors de l'Etat où elles ont leur siège social. Il s'agissait d'éviter l'apparition de mégabancs nationales qui auraient pu avoir des visées monopolistiques sur l'ensemble du pays.

Depuis plus de soixante ans, ces deux textes restent les tables de loi bancaire aux États-Unis. Deux inconvénients majeurs : un éparpillement des établissements, souvent inféodés au pouvoir local, et une fragilisation extrême, ainsi que l'ont prouvé les nombreuses faillites de ces dernières et le temps mis à provisionner correctement les engagements inconnus pris sur l'Amérique latine. Enfin, en dépit des montants brassés et de l'explosion des marchés financiers aux États-Unis, les banques ont perdu des parts de marché, tant sur le territoire national, où les banques étrangères marquent des points, que sur le podium international où les « *sumo-banques* » japonaises occupent les premières marches.

Faute de prendre les devants, le pouvoir réglementaire, particulièrement morcelé, s'est efforcé de remédier à la situation en laissant aux différents Etats le soin de déjouer le plus adroitement possible un cadre général trop rigide. Mais les dernières secousses intervenues sur les marchés boursiers (en octobre 1987 et deux ans plus tard) n'ont pas à assouplir sans contrepartie l'ensemble du système. D'autant qu'il a été contraint de réagir à l'événement. En 1984, le gouvernement américain, faisant fi du credo libéral, était parvenu à voler au secours de la Continental Illinois National Bank, le plus grand établissement de Chicago. L'année suivante, la déconfiture des caisses d'épargne de l'Ohio et du Maryland, et les difficultés du

système fédéral de crédit agricole, marquaient le début d'une longue série de faillites de *savings and loans* à travers l'ensemble du territoire, obligeant une fois de plus Maison Blanche et le Congrès à intervenir.

Ce n'est que le 9 août dernier que le président George Bush a signé la loi fédérale permettant la restructuration de l'ensemble du système des caisses d'épargne menacé par la faillite de cinq cents caisses sur un total de trois mille. Une opération de 159 milliards de dollars (1 000 milliards de francs).

Pendant ce temps, les banques proprement dites - dont certaines ont été autorisées à acquérir des caisses d'épargne défaillantes - continuent à recenser les moribonds. Victimes, dès 1981, de la crise économique, de placements malheureux, voire de marchés locaux déprimés comme ce fut le cas du Texas, du fait de la chute des prix du pétrole et de l'immobilier, des dizaines d'établissements, chaque année, ont mis la clé sous la porte. En 1988, plus de deux cents banques locales américaines ont fait faillite, dont plus d'une centaine dans la seule région de Houston.

En décembre dernier, d'après les documents officiels, mille quatre cents banques - 10 % du total - figuraient encore sur la liste des établissements « à problèmes ». D'après les experts, le nombre de faillites devrait avoisiner deux cent vingt-cinq en décembre prochain. Une année noire qui devrait être suivie par une amélioration grâce au renforcement des fonds propres auquel se conformeront peu à peu tous les établissements bancaires. Il n'empêche qu'il s'agit là d'un chiffre record depuis la création il y a cinquante-cinq ans du Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), l'organisme chargé d'assurer les dépôts de ces banques.

Composer avec le Mc Fadden Act

Pour un pays qui a toujours prôné la sélection naturelle, cet « assainissement » devrait profiter à l'ensemble du système. A commencer par les grandes banques régionales qui, ces dernières années, ont très bien su composer avec le Mc Fadden Act : jusqu'à afficher des rentabilités bien supérieures à celles des « *mamouths* » de la côte Est : la Citibank, la Chase Manhattan, la Chemical Bank, la Morgan ou encore la Manufacturers Hanover Trust.

Mettant à profit des lacunes de la réglementation territoriale de 1927 et du Bank Holding Company Act de 1956, ces établissements régionaux avaient su s'étendre, avant l'intervention, sur les Etats voisins. Il en a été ainsi du First Bank System ou du Northwest Bancorp, qui ont tissé un réseau local sur une demi-douzaine d'Etats du centre nord des États-Unis. Dans le même temps, des accords régionaux de réciprocité

ont été mis en place à l'image de celui conclu en 1983 entre les différents Etats de la Nouvelle-Angleterre : Maine, Connecticut, Massachusetts, New-Hampshire, Rhode-Island. Ces dérogations de fait à la loi fédérale ont été permises par la législation bancaire propre à chaque Etat.

Les grandes banques de New-York ne cachent pas leurs ambitions hégémoniques. En 1991, une date qui devrait être déterminante dans la transformation du système bancaire américain, entrera en vigueur l'*Interstate banking*, une disposition qui permettra d'ouvrir des guichets dans le fief du concurrent. Dans un premier temps, la Californie et l'Etat de New-York voteront expérimentalement ce échange de prestations, en attendant, l'année suivante, une extension de cette règle à l'ensemble du territoire. A l'exception de certains petits Etats (notamment dans le Midwest) qui ont su faire valoir leurs spécificités bancaires.

Importantes restructurations

« Cette évolution a été dictée par le marché, pas par le Congrès ni par la Réserve fédérale qui s'est contentée, ces dernières années d'interpréter le Glass Steagall Act », affirme Thomas F. Keavney, associé de KPMG Peat Marwick, l'un des grands noms mondiaux de l'audit, spécialisé notamment dans le secteur bancaire. « On pourrait penser que cet accord va surtout profiter aux « *money centers* » de la côte Est. En réalité, je crois que ce sont surtout les banques californiennes qui vont en tirer profit. La Bank of America, par exemple, est une bonne posture et d'autres établissements de la région affichent de belles performances en matière de bénéfices », assure-t-il.

Les résultats publiés par des établissements californiens comme Security Pacific, Wells Fargo ou Union Bank confirment cette prévision. Il en va de même, dans d'autres Etats, pour de grandes banques régionales, telles que la NCNB ou la First Wachovia dans le sud-ouest du pays. Ainsi, la NCNB, installée à Charlotte, en Caroline du Nord, et de proximité sur la Géorgie, la Floride, le Maryland, la Virginie et la Caroline du Sud sans entamer sa marche bénéficiaire, *idem* pour la Bank One de Columbus, dans l'Etat de l'Ohio, qui a mis la main sur plus de banques locales en l'espace de vingt ans et avec laquelle il faudra compter.

La lutte s'annonce serrée. Les grandes banques de New-York, auxquelles il faut ajouter la Bank of Boston et les grands noms de Chicago (Continental Illinois, First Chicago) ont entrepris de « *nettoyer leurs bilans* » et de profiter à fond des nouvelles possibilités offertes par la réglementation de 1988 leur permettant d'avoir une activité financière, ce qui leur était jusqu'à présent interdit. Avec une revanche à prendre sur les *invest-*

ment banks, ces banques d'affaires qui ont su profiter de l'explosion des marchés financiers américains internationaux sans avoir les contraintes des banques commerciales, en matière de ratios de sécurité des dépôts par exemple.

Depuis deux ou trois ans, les banques commerciales ont entrepris d'importantes restructurations internes et ont modifié leurs statuts. En dépit de ces efforts, force est de reconnaître que, à l'exception de la Citibank qui d'embellie s'est affirmée comme une banque universelle, la plupart hésitent encore sur la stratégie à adopter, tant au plan local que sur la scène internationale. Pour l'heure, les banques commerciales se contentent d'une course effrénée au *retail banking*, les services bancaires consentis aux particuliers, tout en s'efforçant de minimiser les risques sur des secteurs autrefois porteurs, mais désormais en pleine dégringolade (comme l'immobilier). Prudence qui s'exprime aussi par la volonté de provisionner au maximum les risques sur l'étranger - l'Amérique latine notamment, ainsi qu'en témoignent les résultats du troisième trimestre 1989 des grands établissements.

A l'approche des bilans de fin d'année, la situation des banques commerciales américaines s'est sensiblement améliorée. En 1987, leur bénéfice global n'avait atteint que 3,7 milliards de dollars, le niveau le plus faible depuis la crise de 1929. L'année suivante, elles affichaient un niveau record : 25 milliards de dollars de profits. Et cette année, l'amélioration de la rentabilité s'est confirmée, même si les comptes de fin décembre 1989 restent en deçà des résultats exceptionnels de 1988 en raison notamment des importantes provisions constituées sur les pays tiers.

Après le redressement, place au développement, il était temps ! En six ans, la part des banques étrangères, résidentes aux États-Unis, est passée de 14 % à près de 22 %. Au profit, notamment, des monnaies nipponnes, qui, l'irrésistible ascension du yen aidant, ont détrôné les établissements américains. Face à cette concurrence accrue, la réglementation géographique des réseaux bancaires américains devrait lui permettre de regrouper ses forces, de les redéployer aussi et de marquer des points sur l'adversaire.

La crise du marché des « junk bonds »

Parallèlement, les banques commerciales ont retrouvé depuis avril 1988 une certaine liberté d'action et des armes contre la concurrence, interne cette fois, celle des *investment banks*. Depuis cette date, les banques commerciales peuvent en effet traiter et prendre en prise ferme (*underwriting*) divers produits financiers (obligations, papier commercial...) qui leur étaient jusqu'à présent interdits. A condition que le secteur nouveau n'exécute pas 10 % du total de leurs activités, lesquelles ne peuvent toujours pas s'exercer sur le marché des actions.

Morgan et, dans une moindre mesure, Citibank, Chase Manhattan et Bankers Trust ont commencé à expérimenter ce nouvel espace de liberté que consent au cas par cas la Réserve fédérale. Echappatoire au Glass Steagall Act, cette évolution constitue un important retournement de situation pour les grandes banques américaines, cantonnées depuis cinquante-cinq ans dans les activités commerciales et de dépôt.

Evolution bien tardive. Le krach d'octobre 1987 et son demi-frère d'octobre 1989 ont porté un rude coup au courage en valeurs mobilières. Le premier plongeon avait déjà conduit 25 000 *golden boys* de Wall Street, 10 % de la profession, à plier bagage. La deuxième secousse, née en partie de la crise du marché des *junk bonds* (obligations à hauts risques et hauts rendements) suivie par celle des LBO (opérations de rachat d'entreprise) ont accentué la morosité des milieux financiers new-yorkais. Les grands brokers que sont Shearson Lehman Hutton, Drexel Burnham Lambert, vraisemblablement suivis par d'autres banques d'affaires au cours des prochaines semaines, ont annoncé à la mi-novembre de nouvelles compressions d'effectifs et de réductions de primes.

La chute des affaires sur le marché des fusions-acquisitions affecte naturellement les banques d'investissement. Mais les banques commerciales qui se sont lancées sur ce marché voient se refermer une source de profits importante.

Il leur faudra trouver d'autres débouchés...

SERGE MARTI

Un système à tiroirs

On compte aux États-Unis près de 42 000 établissements exerçant des activités financières. Cet éclatement s'explique essentiellement par le caractère fédéral du pays.

Le système bancaire comprend trois grandes catégories d'établissements :

● Les banques commerciales telles que définies par le Glass Steagall Act. Ramenées au nombre de 14 000 environ après une série de faillites en cascade, elles sont de tailles très diverses. En gros, une cinquantaine d'entre elles totalisent plus de la moitié des actifs ;

● Les caisses d'épargne (*Savings and Loans Associations* et *Mutual Savings Banks*), qui ont subi de gros déboires ces dernières années ;

● Les caisses de crédit mutuel (*Credit Unions*), qui fonctionnent à peu près comme leurs homologues français.

Les autres institutions, non bancaires au sens de la loi américaine, sont :

● Les banques d'affaires (*Investment Banking Firms* ou *Brokerage Firms*) ;

● Les compagnies d'assurances (*Insurance Companies*) ;

● Les sociétés financières, notamment de vente et de financement (*Finance Companies*) ;

● Les caisses de retraite (*Pension Funds*) et les organismes de placement collectifs (*Mutual Funds*).

Le contrôle de ce système à tiroirs s'exerce à deux niveaux :

Au plan fédéral :

- La Réserve fédérale surveille les banques à statut fédéral ou les établissements nationaux ;

- Le contrôleur de la monnaie (*Comptroller of the Currency*) a, lui aussi, la haute main sur les banques nationales ;

- L'organisme fédéral d'assurance des dépôts (*Federal Deposit Insurance Corporation* ou *FDIC*) a été mis à contribution à plusieurs reprises pour sauver des établissements de renom ou, plus récemment, un certain nombre de caisses d'épargne.

Au plan régional, le contrôle est exercé par des

State Bank Supervisory Authorities.

Jusqu'à présent, le système fonctionnait de manière relativement étanche. Les « vraies » banques d'un côté, le reste du système de l'autre. Mais l'évolution des pratiques bancaires et financières ont contraint à jeter des passerelles. Ainsi des banques autorisées à rechercher des organismes d'épargne défaillants pour les remettre à flot. Ou encore l'intention prêtée - à juste titre - à la Réserve fédérale de contrôler les brokers qui, légalement, ne dépendent pas du Fpd et ne sont donc pas soumis au dispositif très strict des ratios de prises de risques ; cela alors que le développement de leurs activités, bien au-delà des simples opérations boursières, en ont fait des quasi-banques.

A l'heure actuelle, la globalisation des activités financières conduit tout naturellement à une harmonisation des tutelles. Les banques d'affaires vont progressivement rentrer dans le rang, bien malgré elles. Leur survie financière en dépend.

S. M.

ECONOMIE
MAGAZINE

HORS-SÉRIE - ÉDITION 90

LA
FRANCE
EN
CHIFFRES

FORCES ET FAIBLESSES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le point complet
sur l'économie du pays en 164 pages.
Les secteurs clés, les grandes évolutions,
les régions, le poids de la France dans le monde...
Tous les chiffres qu'il faut connaître.
Un document à conserver.

48 F EN VENTE PARTOUT

S & V ÉCONOMIE MAGAZINE
COMPRENDRE POUR AGIR

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

TECHNOLOGIE

Pour faire jouer les enfants et éduquer leurs parents

Sous le sapin trônait l'ordinateur

Les familles qui achètent un ordinateur le font une fois sur deux à l'occasion des fêtes de Noël. Les résolutions studieuses optent pour les compatibles PC. Mais, pour satisfaire la volonté ludique des enfants, les Atari et Commodore sont un meilleur compromis. Quant aux ordinateurs dits « familiaux », ils constituent une espèce en lente extinction.

Un micro-ordinateur pour Noël... pourquoi pas ? L'idée était quelque peu passée de mode. Mais les efforts des constructeurs pour réunir le monde de l'informatique personnelle commencent à porter. En quatre ans, l'offre de matériel accessible à un budget familial (10 000 F maximum pour une configuration de base) s'est profondément renouvelée. On peut désormais jouer, faire de la musique, du traitement de texte, de la gestion de fichiers ou utiliser des tableaux sur des ordinateurs domestiques dont les performances n'ont rien à envier à celles des machines utilisées dans le monde professionnel. Mieux : le compatible IBM-PC — qui équipe une écrasante majorité d'entreprises — est désormais accessible par son prix tout aussi modeste.

Le choix du matériel n'en devient que plus épineux. Faut-il opter pour une machine professionnelle qui accepte les logiciels de jeu ou pour un ordinateur ludique qui tolère les applications professionnelles ? La question est difficile. D'autant que l'acquisition d'un micro-ordinateur constitue souvent le point de départ d'un investissement informatique plus complet. Il faut penser ordinateur mais aussi système, en envisageant les possibilités de rajout de périphériques (lecteur de disquettes supplémentaire, imprimante indispensable, souris...), en s'informant des capacités d'extension de sa machine (grâce à l'insertion de cartes de mémoires supplémentaires). Pas simple. Pour y voir plus clair, une seule solution : revenir à ce qui motive l'acquisition du meuble. Et une recommandation : jouer les valeurs sûres.

Un souci d'initiation

Qui sera l'utilisateur principal du micro ? Au moment des fêtes, 80 % des acquéreurs d'ordinateur domestique expriment leur souci d'initier leurs enfants à la micro-informatique. La démarche est louable. Et reçoit la bénédiction des milieux enseignants. « Se familiariser très tôt avec l'écran, le clavier, le dialogue avec la machine est une excellente chose », souligne Daniel Malgras, chargé des questions informatiques et pédagogiques à la FEN. A l'Institut national de la recherche pédagogique, Pierre Muller, spécialiste des nouvelles technologies, se montre plus réservé : « Tout dépend de l'usage qui est fait de la machine », mais approuve globalement. En fait, les choses se compliquent lorsqu'on évoque le type de matériel le mieux adapté à cette initia-

tion. Les petits budgets n'ont pas vraiment le choix. En dessous de 3 000 F, on ne trouve guère que les antiques micro-ordinateurs familiaux, les Trabant de l'informatique de loisir. Une espèce en voie d'extinction.

Techniquement, ces modèles sont totalement dépassés. Leur microprocesseur 8 bits est bel et bien l'équivalent d'un moteur deux temps. Leurs capacités mémoire sont faibles, très faibles même puisqu'elles dépassent rarement les 64 kilo-octets. A titre de comparaison, les jeux les plus sophistiqués du marché par leur graphisme et leur animation sonore réclament parfois des capacités mémoire de 520 kilo-octets. Ce dernier chiffre est, en outre, un minimum pour des applications professionnelles sérieuses.

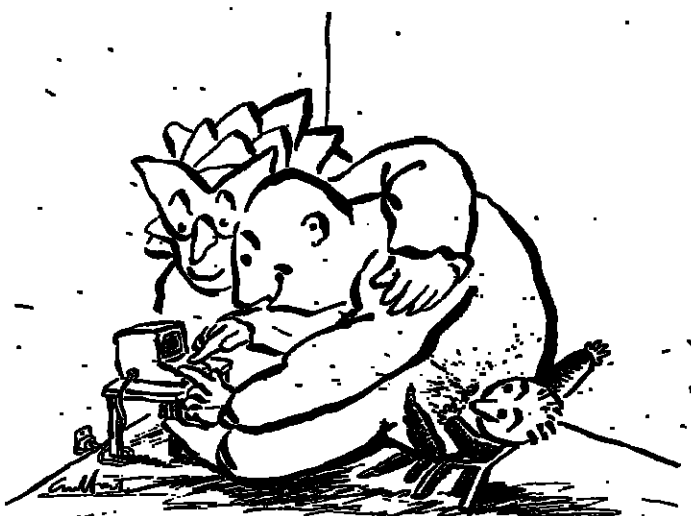
5 000 F :

Mais telle n'est pas vraiment la vocation de ces machines. « Ces micros sont des consoles de jeux. Un point c'est tout », explique Yann Garret, rédacteur à Science et Vie Micro. Le Commodore 64, l'Amstrad CPC464 — les deux modèles les plus répandus — sont commercialisés avec des lecteurs de cassettes (et non pas de disquettes). Une curiosité ! Reste que leur ancienneté sur le marché leur confère un sérieux atout : il existe un nombre impressionnant de logiciels de jeux d'action, d'aventures, ou de simulateurs de vol qui tournent sur ces machines. Et même si les éditeurs de programmes préfèrent créer pour des machines plus récentes, les commentateurs d'utilisateurs de micros familiaux sont soudés et les possibilités d'échange inépuisables.

Avant d'acheter, il faut être bien conscient des limites de ces ordinateurs. En fait, seul leur prix (compter 1 500 F environ en n'achetant pas d'écran moniteur et en branchant directement l'écran sur la télévision) est réellement intéressant. Certains vendeurs vous affirmeront qu'il est possible de faire du traitement de texte sur ces machines. En théorie, c'est vrai, si on n'est pas trop exigeant. Dans la pratique, vous aurez toutes les peines du monde à vous procurer le logiciel et l'imprimante nécessaires. Damage, car c'est l'application professionnelle la plus accessible au non-initié, et notamment aux enfants.

Par ailleurs, nombreux sont les magasins spécialisés qui proposent en cette fin d'année des configurations de micro-ordinateurs familiaux Thomson (gamme MO6, TO6, TO8D) à des prix imbattables. La sagesse recommande de ne pas succomber à ces offres alléchantes. Le matériel n'est pas plus mauvais qu'un autre. Et bénéficie de la bibliothèque de la plus fournie de logiciels éducatifs. Mais la firme française a abandonné la micro-informatique personnelle. Aucun éditeur ne développe plus de programmes pour Thomson, et les machines, soldées, disparaissent progressivement.

En réalité, un budget global de 5 000 F constitue un minimum



pour qui envisage de s'initier sérieusement à l'informatique. La somme reste élevée. Mais, pour 1 000 F de plus que le haut de gamme des ordinateurs familiaux (un Amstrad CPC 6128 frise les 4 000 F une fois équipé d'un écran couleur), on débarque dans un autre univers. Celui de machines puissantes — d'accès parfois plus difficile au débutant — mais qui sont tout à la fois distrayantes et utiles. Comment choisir ?

Lorsqu'on investit dans la micro-informatique, la règle d'or est

d'éviter les ghettos. Pour deux raisons. D'abord parce qu'à partir de 5 000 F il est bon de pouvoir disposer d'une machine capable d'évoluer avec les besoins de celui qui l'utilise, donc acceptant de multiples périphériques. Ensuite parce qu'un micro vaut par les logiciels qu'on peut lui appliquer.

Les compatibles PC présentent évidemment ce double avantage. Ces ordinateurs sont tous dotés du même microprocesseur Intel de type 8086 ou 8088 pour les com-

Clubs et conseils

L'ordinateur personnel s'est banalisé. Toutefois un minimum de connaissances s'avère indispensable pour être sûr de ce que l'on achète. La lecture de revues spécialisées permet de se faire une idée précise du type de matériel disponible sur le marché. Sciences et Vie Micro est la plus accessible au non-initié.

Les dossiers consacrés aux différents équipements et machines sont sérieux, peu suspects de complaisance vis-à-vis des constructeurs ou des distributeurs. Pour tout ce qui est applications ludiques, le mensuel 787 fournit de bonnes indications. Les logiciels de jeux sont testés par la rédaction qui établit des hiérarchies. En fin d'année, les meilleurs d'entre eux sont primés.

Par voie de conséquence, les études consacrées aux ordinateurs de loisir sont assez fouillées. On peut consulter égale-

ment l'Ordinateur individuel dont l'optique est plus professionnelle.

Une fois la machine acquise, il est bon de ne pas rester isolé ! La formule à l'air d'une lapalissade mais on avance d'autant plus vite en micro-informatique qu'on est conseillé. Ceci est particulièrement vrai pour les utilisateurs les plus jeunes. En butte à un problème, leur intérêt pour la machine risque très vite de s'estomper si personne n'est en mesure de les guider. On ne saurait trop recommander l'adhésion à un club d'informatique.

Deux types d'association existent. Les unes, généralistes, ont un objectif pédagogique. On peut citer en particulier les clubs Adémir réunis au sein d'une fédération nationale dont le siège est à Paris (1). Mais il y en a bien d'autres mis en place dans les collèges, les lycées ou

les centres municipaux de loisir. D'autres groupes réunissent les possesseurs du même type de machine. Pour avoir leurs coordonnées, suivre les petites annonces des magazines d'informatique. Ces clubs peuvent fournir, par ailleurs, utiles renseignements sur les logiciels.

Pour les programmes éducatifs, lorsqu'on est persuadé, on a néanmoins la ressource de pouvoir consulter plusieurs centaines de titres à la bibliothèque de la Cité des sciences de La Villette ou à celle du Centre Beaubourg avant de choisir. Pas inutile pour ce type de logiciels où le meilleur coûte vraiment le prix.

C. M.

(1) Fédération nationale des clubs Micro-Adémir : 9, rue Haymann - 75006 Paris. Tél. : 42-22-75-05.

Un dictionnaire au bout du clavier

Le Grand Robert sur disque laser

La transposition sur disque optique du dictionnaire Robert en multiple les utilisations. Mais, pour en goûter les charmes, il faut être possesseur d'un micro-ordinateur, et d'une bourse bien garnie.

Une mémoire d'éléphant, la vitesse de calcul et de traitement d'un micro-ordinateur et le talent d'informaticiens et de linguistes se sont conjugués pour donner naissance au Robert électronique. Dans un disque compact de quelques dizaines de grammes, un CD-ROM, c'est-à-dire un disque dans lequel est enregistré non de la musique mais des données, des textes par exemple, ont été stockées toutes les informations contenues dans les neuf tomes du Grand Robert.

Plus petit, plus léger, la connexion avec un ordinateur en multiple les usages, mais aussi le prix : 7 709 F TTC contre 4 200 francs pour la version papier, plus le prix d'un PC (à partir de 5 000 francs) et celui d'un lecteur de CD-ROM, soit 8 000 francs environ. Mais ensuite, quelle puis-

sance ! A partir du clavier de l'ordinateur on peut accéder à chacun des 100 000 mots du dictionnaire, et à leur définition. L'orthographe importe peu : taper « un prix m'haute » ; sans ricaner ; il vous proposera par écran interposé si ce n'est pas « imprimante » que vous vouliez écrire. Un avantage certain lorsque l'on sait que le Robert électronique fonctionne avec n'importe quel traitement de texte. Tout en écrivant il est donc possible d'interroger le Robert pour préciser l'orthographe d'un mot ou se faire préciser sa définition.

Mieux : en quelques secondes, il indique aussi les synonymes, ou tous les mots commençant (ou finissant) par les mêmes lettres (un bonheur pour les poètes en herbe) ; ou encore leur étymologie. Il conjugue les verbes et est capable de retrouver une citation parmi les 160 000 stockées sur le disque, et de les réintégrer ensuite dans le texte que vous êtes en train d'écrire. Nous en avons fait l'expérience surprenante : lui ayant demandé d'afficher le texte et l'auteur de la citation qui comprend les trois mots « serpent », « siffle » et « tête », il nous a fait

trois propositions : à côté du bien connu : *Eh bien ! filles d'enfer, vos mains sont-elles prêtes ? Pour qui sont ces serpents qui sifflent sur vos têtes ?* Racine, *Andromaque*, V, 5. Il indique deux autres textes, l'un de La Fontaine, *Fables*, VI, 13 et un autre de Claude Roy. Conçu en partenariat avec le bureau d'ingénierie conseil Van Dijk (à qui l'on doit un autre excellent CD-ROM, Diane, qui recense les bilans de 110 000 entreprises françaises), le Robert a nécessité un investissement de 4 millions de francs.

Quand on sait que le parc de lecteurs de CD-ROM installés en France n'est que 2 500 unités, on n'a pas de peine à croire Alain Duval, directeur des collections bilingues du Robert et des produits informatiques, lorsqu'il affirme que cette opération est avant tout une opération de prestige et qui ne pourra être rentabilisée qu'à moyen terme. Un bel exploit pour cette petite maison d'édition de quatrevingt-cinq personnes, qu'aucun de ses grands concurrents (Larousse ou Hachette) n'a encore osé tenter.

ANNIE KAHN

Vente aux enchères sur minitel

La première vente aux enchères vidéotélématiques aura lieu à Montpellier le 13 décembre 1989. Des bouteilles de bordeaux, bourgogne, côtes-du-rhône et d'Alsace seront ainsi mises à l'encan. Les abonnés à la télévision câblée locale pourront suivre la vente sur leurs écrans de télévision et enchérir à partir de leur minitel, à condition d'être inscrits au préalable. Pour éviter les risques de fraude, les minitelistes devront déposer un chèque d'un montant égal au maximum qu'ils prévoient de dépenser. Dans la salle des ventes, un écran affichera le montant des enchères transmises par minitel. Ces mêmes informations s'incrusteront dans l'image télé de la vente.

Pour cette première technologique, seule une quarantaine de personnes pourront enchérir par minitel. Mais si ce procédé s'avère concluant, le nombre d'accès sera augmenté. Selon D. Corcos, de la Seriat, société ayant conçu cette application, « les limitations ne sont pas actuellement d'ordre technique, mais budgétaire ». La tarification du réseau Transpac utilisé pour transmettre les ordres n'est en effet pas adaptée à une offre aussi ponctuelle. Situation qui pourrait changer si ce principe de la vente aux enchères télématique se généralisait.

A. K.

Pour votre
DEMEULEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

LES COURS DE LA BOURSE
EN DIRECT PAR TELEPHONE
Avec un poste à touches musicales, composez les 3 premières lettres de la valeur recherchée.
En temps réel, via satellite, accédez aux cotations du règlement mensuel.
36.65.84.84
Régistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse (C.O.B.) sous le n° 121235 88 87

FORMEZ VOUS A L'INTERNATIONAL DANS UNE GRANDE ECOLE DE GESTION

Le "STEGE" INTERNATIONAL : comment prendre en charge la création, le développement et la gestion d'activités à l'international.

Profil : cadres confirmés gestion, marketing, développement.

Programme de 20 jours, durée 4 mois (1 semaine par mois) dont 2 voyages d'études en Italie et en R.F.A.

A partir du 5 février 1990

Contactez Liliane PELLIGRI au (1) 43.56.39.08

ESCP
ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
Centre de Formation Permanente
79, avenue de la République
75343 Paris Cedex 11.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

AVIS FIN

Cambridge Lee

Sogetub

Finan in Finance

TRIAXON

AVAS MEDIA RÉGIONS

AVAS p.l.c.

offre à l'ensemble des médias régionaux

AVENIR PUBLICITÉ

AVENIR AVAS MÉDIA

LE C BICE

LE COFFRET DU NOUVEAU

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cambridge Lee

a acquis

Sogetub

Trianon Finance

a assisté Cambridge Lee
dans les négociations

Paris, novembre 1989



Trianon Finance
2, rue de la Baume - 75008 Paris - Tél. 40 74 09 48

MICHELIN

Fin de validité des bons
de souscription d'actions
1985-1989

La Compagnie générale des établissements Michelin rappelle que la date limite de validité des bons de souscription, émis en 1985, est le 31 décembre 1989. Jusqu'à cette date, l'exercice d'un bon ouvre droit, moyennant le versement de 1 400 F, à la souscription de 13,40 actions Michelin. Au-delà, les bons non exercés auront perdu toute valeur.

En raison du calendrier, les opérations de souscription devront en pratique être effectuées, au plus tard, le vendredi 29 décembre 1989.

Sur décision de la Société des Bourses françaises, les bons seront radiés de la cote officielle en Bourse de Paris à partir du mercredi 27 décembre 1989.

Pour plus de précisions sur les modalités d'exercice des bons, appeler Michelin par le 1616-00-00-22.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330.

Jacques Deranges

Contre
les fausses valeurs
de la modernité

Je vous félicite pour cet ouvrage
à une époque qui a perdu
le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

DISTRIBUTION DISTIQUE
(1) 46-55-42-14

17, rue Hoche, 92240 MALAKOFF

STERN
GRAVEUR

depuis 1840

Gravure de médailles
pour événements
et commémorations

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas -
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.68 - 45.88.86.45

Vos placements
et le Crédit Agricole

**Les éleveurs
de SICAV**

UNI-REGIONS
Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 3 janvier 1990 à 11 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 Paris, pour modifier les statuts.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 18 janvier 1990 à 10 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

2) Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 18 janvier 1990 à 11 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

KENNETH R. TIMMERMAN

**La grande
fauche**

La fuite des
technologies
vers l'Est

"Des révélations surprenantes"

PARIS MATCH

Kenneth R. Timmerman
La grande fauche

Plus de 3 000 équipements, plus de 400 000 documents
détournés vers l'Est.

Les hommes, les motivations, les réseaux et les techniques
employés par les services secrets soviétiques pour s'emparer
des technologies occidentales.

PLON

HAVAS MÉDIA RÉGIONS

et
MAI p.l.c.

ont apporté l'ensemble
de leurs activités médias

AVENIR PUBLICITÉ

pour constituer le nouveau groupe

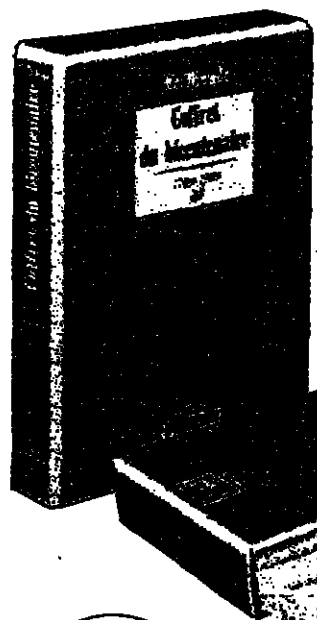
AVENIR HAVAS MÉDIA



PARIBAS

a assisté HAVAS dans ce rapprochement

**LE COFFRET DU
BICENTENAIRE**



*POUR conserver votre collection
du Monde de la
Révolution française et la
mettre en valeur dans votre
bibliothèque.*
En carton pelliculé, lavable.

40 F
Port
inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-joint

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

PRÉNOM _____

CODE POSTAL _____ x 40 F =

Commande et règlement à adresser à

DIFFUSION N° 1 - LE MONDE
BP 212
CLÉON
78410

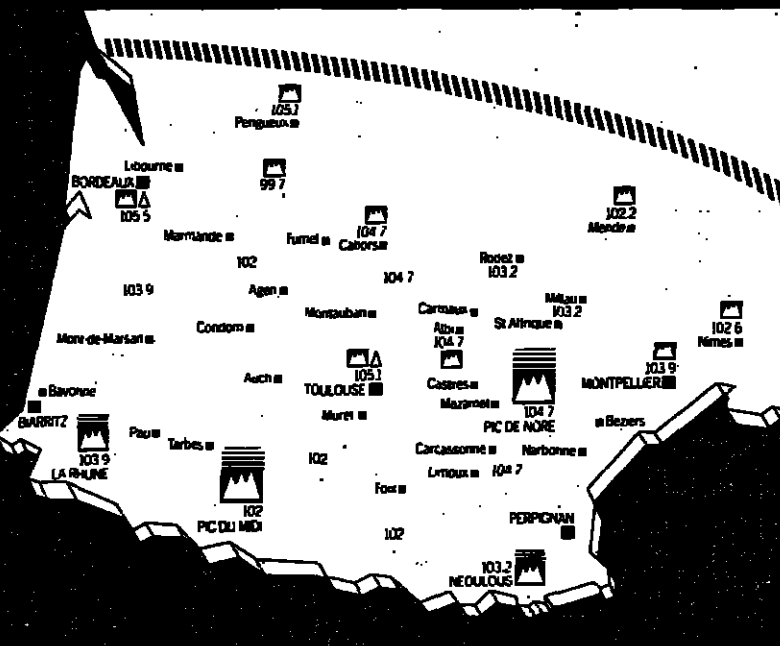
NOM _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____

Moins d'éc. _____

**LA RADIO DU GRAND SUD,
C'EST SUD, BIEN ENTENDU!**



TOULOUSE
4 place Allende-Jaquet
31071 Toulouse Cedex
Tél. : 63 70 70 25

TARBES
5, rue des Pyrénées
65000 Tarbes
Tél. : 62 88 40 00
Remy Dufrenoy

BAYONNE
28, cours de l'Indépendance
64100 Bayonne
Tél. : 56 44 43 00
Pierre Savary - Yvel Le Gall

BAIREUX
Jardins
59100 Bailleul
Tél. : 59 51 02 20
Patrick Fournier

MONTPELLIER
11, Place de la Comédie
34000 Montpellier
Tél. : 67 70 12 10

PARIS
Maison des Pyrénées
25-27, rue St-Augustin
75002 Paris
Tél. : (1) 42 80 15 81
Jean Jacques Des
Lans, Pierre

**INFORMATION
ET PUBLICITÉ**
(Département extérieur)
31, rue de Calvados
92088 Paris
Tél. : (1) 40 75 50 50
4 place Allende-Jaquet
31071 Toulouse Cedex
Tél. : 63 70 70 25

Audience globale:
2.200.000 auditeurs.
Moins de 50 ans : 78 %.
Auditeurs réguliers : 824.000.
(Sources médiamétrie sept. 87 - juin 88).

D.M. : 366 M/89 kHz F.M. : 99.7 102 102 102.2

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

102.6 103.2 103.9 104.7 105.1 105.5

SUD

LA RADIO DU GRAND SUD,
C'EST SUD, BIEN ENTENDU!

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

id marche

36-15

INDICES

BANCAIRE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

BANCAIRE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

id marche

36-15

INDICES

FINANCIERE DES

Vignette : délai de grâce jusqu'au 28 décembre

Les automobilistes pourront acheter leur vignette 1990 sans pénalité de retard jusqu'au 28 décembre inclus, dans les quatre-vingt-cinq départements où elles étaient déjà mises en vente. Un communiqué du ministère des finances publié lundi 11 décembre le garantit. Dans les onze départements, où leur mise en vente avait été reportée sine die en raison de la désorganisation provoquée par la grève des impôts, les vignettes seront disponibles dans les bureaux de tabac du 13 au 27 janvier au soir.

Passé ce délai, les acquisitions pourront être effectuées dans les recettes des impôts, indique le ministère des finances, sans toutefois préciser si des pénalités de retard seront alors appliquées. Ces onze départements sont : l'Aude, le Cantal, la Drôme, le Gard, la Haute-Garonne, le Gers, l'Isère, les Pyrénées-Orientales, Paris, la Seine-Maritime et la Seine-Saint-Denis.

Une OPA amicale d'Emerson Electric Leroy-Somer racheté par un groupe américain ?

ANGOULEME de notre correspondant

Une rumeur d'OPA sur Leroy-Somer bouleverse toute la Charente. Car, avec ses quinze usines et ses 2 500 salariés (le groupe en compte au total 8 000), Leroy est, de loin, le premier employeur industriel du département, et M. Georges Chavanes, qui a présidé le groupe pendant trente ans, est maintenant député-maire d'Angoulême.

En trente ans, M. Chavanes a fait de cette PME fondée en 1919 le premier producteur européen de petits moteurs électriques, sans changer le système Leroy : un mélange de paternalisme discret, de catholicisme social et d'intérêt pour le personnel. Ce qui peut représenter plusieurs mois de salaire.

Les rumeurs d'OPA concernant Leroy-Somer ont déjà cours plusieurs fois, en raison de la grande dispersion de son capital. La partie essentielle de ce capital est détenue par des actionnaires stables : la famille Hommet en a 30 %, le conseil d'administration et le per-

sonnel en possèdent 10 %. L'addition de ces participations fait une majorité en assemblée générale : la plupart des actions détenues par la famille Hommet sont assorties d'un droit de vote double.

Savoir-faire et puissance

L'OPA « amicale » s'explique pour deux raisons : la concentration est forte dans le secteur des moteurs et des alternateurs. La solution de l'américain Emerson Electric (39 milliards de chiffre d'affaires, 70 000 salariés) a le mérite d'être un savoir-faire, celui de Leroy-Somer, à un groupe puissant. L'autre raison est purement financière : M. Hommet peut avoir envie de préparer sa succession de son vivant.

Le secret de ces préparatifs a été en tous cas bien gardé jusqu'à l'annonce de la suspension de la cotation du titre en Bourse. Le personnel n'était pas au courant. La direction devait recevoir mardi les représentants du personnel, ses banquiers, et enfin la presse.

JEAN-PIERRE DUFRENE
Lire également page 25

Le groupe Axa vend Garonor à Thomson CSF Finance

Le groupe d'assurances Axa a vendu une filiale de la Société de banque Thomson, du groupe Thomson CSF Finance, 76,4 % du capital de Garonor, pour 918 millions de francs. La Société Garonor a été fondée en 1963 dans le but d'effectuer les démarches nécessaires à la création d'un centre de transit routier à Aulnay-sous-Bois, dans la banlieue nord de Paris. En 1981, les Mutuelles unies, de M. Claude Bébéar, prenaient le contrôle de Garonor, revendu aujourd'hui par ce qui est devenu le groupe Axa, afin de se préoccuper des liquidités, comme cela avait été fait au printemps dernier avec la cession de la filiale Clance à Lafarge et Rhône-Poulenc.

Garonor est devenu le n° 1 européen de l'entreposage et du stockage, avec la propriété de 358 000 mètres carrés de surface construite sur 74 hectares. Pour Thomson CSF Finance, qui, le 1^{er} janvier, sera dénommé à 50/50 par le Crédit lyonnais et Thomson CSF, cette acquisition constituera « la base de services immobiliers spécialisés en direction des entreprises dans le cadre du nouveau partenariat ». Par ailleurs, les profits de Garonor, qui vont dépasser 30 millions de francs en 1989, devraient s'accroître dans les prochaines années par suite de la tombée à échéance de nombreux crédits-bails.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Hallali

LS font des vagues, les peuples, dites donc ! Ils le secouent, cette planète soigneusement quadrillée depuis la guerre par l'irrépressible pointillé de ses lignes de partage, Est-Ouest, Nord-Sud. Elle vire, elle tangue, bateau ivre emporté par le raz de marée des droits de l'homme. Tous les hommes. Tous les droits. Regardez un peu ce qui s'est passé hier, c'est hallucinant, ces centaines de kilomètres de fil de fer barbelé arrachés le long de la frontière austro-tchécoslovaque dans un grand élan de liberté retrouvée, qui se sont enroulés, atroce, impitoyable nasse autour de ces malheureux réfugiés, à Hong-kong, qu'on a renvoyés de force au Vietnam, l'un des derniers bastions du communisme stationnaire, dans un grand cri d'indignation.

Comment voulez-vous faire, aujourd'hui, la différence entre tous ces crève-la-peur, tous ces crève-la-faim, ces boat people, ces car people, ces train people, ces Tamouls qui tentent d'échapper aux massacres, ces Africains saignés à blanc par des tyrans corrompus, ces Turcs chassés de RFA par l'arrivée

massive des Allemands de l'Est. La terreur et la misère se donnent le mot, se donnent la main pour tisser l'indissoluble chaîne des passagers et des employeurs au noir et rouler avec la bonne vieille tradition de l'esclavage.

Je lisais aujourd'hui dans le *Quotidien* le témoignage ubuesque d'un sans-papiers, sans droit, sans rien, sous-payé à la pièce par un Kurde à La France, elle nous dit : Si tu veux rester, demande l'asile politique et t'auras un récépissé renouvelable tous les trois mois. Ça te donne le droit de séjour, mais pas le droit au travail.

A quel ça rime, cet hallali contre des clandestins qui, par définition, vivent terrés, sans oser ni sortir ni piper : des morts-vivants, des étrangers totalement étrangers au seul de tolérance enfin reconnu par mon Mimi. A quel ça rime, sinon à masquer notre impuissance à empêcher les pays où on vit mal de déverser leur trop-plein dans les pays où on vit bien. Surtout à les payer, merci Pasques, bravo Thatcher, pour qu'ils acceptent de remettre la main sur ceux qui les fuient à toutes jambes.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

L'abbé Grégoire au Panthéon : « La sainte de la Révolution », par René Finkelstein ; « Le temple de mémoire », par Jean-Claude Bonnet 2

Les changements dans les pays de l'Est 3 à 5

Le rapprochement égypto-syrien

Rétablissement des relations aériennes 6

SECTION B

L'ex-FLNC revendique l'attentat de Calvi

L'ex-FLNC a revendiqué l'action conduite par un commando contre un complexe touristique de la région de Calvi. L'organisation dissoute entend ainsi s'opposer à toute appropriation spéculative du sol corse 15

«Diagonales»

Par Bertrand Poirot-Delpech 15

Menaces sur les Vingt-Quatre Heures de Mans

Mesure de sécurité ou règlement de comptes ? Les Vingt-Quatre Heures de Mans, la plus prestigieuse course d'endurance au monde, sont remises en cause parce que la ligne droite des Hunaudières... est trop longue 16

L'animation européenne cherche une stratégie industrielle

Pour faire face à la concurrence américaine et japonaise, les sociétés européennes de dessins animés mettent en commun projets et moyens techniques. Vingt-sept télévisions ont décidé d'élaborer leur coopération pour financer l'animation 16

Nominations dans l'audiovisuel public

Jacques Chancel remplace Yves Jaigu à la direction des programmes de FR 3. Claude Sérillon présente le journal d'A 2 à la place de Christine Ockrent 16

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Bioéthique : un entretien avec M. Evin

La réflexion sur la bioéthique avance à grand pas. L'europe s'organise. M. Evin, ministre de la santé, fait le point sur le projet français 17

Nucléaire : l'ours de Colomb

Les Américains tentent de mettre au point un réacteur qui réagirait seul en cas d'accident. Les Français sont sceptiques 18

Une machine à détecter les cancers

Un appareil de fabrication israélienne pourrait révolutionner la détection des cancers 19

Les nouveaux murs de Nice

Le Théâtre de Nice inaugure ses nouveaux bâtiments avec le *Misanthrope*, mis en scène et joué par son directeur Jacques Weber, et notamment Emmanuelle Béart 21

Dessins à Lille

Le Musée des beaux-arts de Lille est riche d'un cabinet de dessins, mal exposé jusqu'à présent. Une exposition permet de découvrir ses trésors : des œuvres de Raphaël, Michel-Ange ou Vassari 20

SECTION C

Commerce international

L'Europe relance l'offensive contre la politique agricole américaine 25

Congrès de l'ETHIC

Un entretien avec M. Philippe Demagot, président du mouvement des Entreprises de taille humaine indépendantes et de croissance 25

Travail noir

Selon une étude de l'INSEE, l'économie souterraine représenterait environ 4 % du PIB 29

Affaires

Le système bancaire américain 43

Technologie

Sous le saphir, l'ordinateur. La Grand Robert sur disque laser 44

Services

Abonnements 5
Annonces classées 31 à 42
Campus 24
Carnet 23
Cinéma 22
Marchés financiers 48 et 47
Météorologie 23
Mots croisés 24
Radio-télévision 24
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 décembre 1989 a été tiré à 521 462 exemplaires.

M. Mitterrand remet les bourses de la Fondation de la vocation

Le président de la République a participé, lundi soir 11 décembre, à la cérémonie annuelle de remise des bourses de la Fondation Marcel Bleustein-Blanchet pour la vocation. M. François Mitterrand paraissait cette troisième promotion, baptisée « Président de la République ».

Voici les lauréats de cette promotion : Frank Anselmi (pianiste, compositeur de jazz), Laurent Benfante (astronome), Nimrod Bena Djangran (prix de poésie), Philippe Bretaudeau (magistrat), Michel Chouteau (expert en hôtellerie internationale), Pascal Couet (accordeur classique), M. Datt (enseignement supérieur), Robin Delaunay (pilote de ligne), Martine Delcroix (institutrice spécialisée dans la lutte contre l'échec scolaire), Eric Desnoes (créateur du Festival de musique du Vieux Lyon), Monique Drioux (conservation du patrimoine archéologique-métallurgique), Colette du Gardin (archéologue spécialiste de l'âge du bronze et de l'ambre), Eric Feron (aide humanitaire), Bruno Giuliani (chercheur en biotechnologie), Philippe Goujon (chercheur en épistémologie), Eric Holder (prix littéraire), Lan Bo Hu (étudiant en littérature et civilisation française), Pierre Le Roux (éthnologue), Bernard Luce (chercheur en biochimie), Claudine Moise (sociolinguiste), André Osterag (vigneron), Didier Peigne (costumier), Serge Picard (chercheur en sciences de la vie), Olivier Ponce (image tactile), Olivier Raynaud (médecine tropicale), Valentine Sciandra (conservation du patrimoine byzantin), Anne Sornay (d'orchestre), Laurence de Stael (concepteur d'espaces scénarisés pour artistes), Dominique Thierry (journaliste), Eric Varin (égyptologue), Isabelle Vernet (cantatrice soprano), Olivier Vernet (organiste) et Laurence Vivier (étude des requins, biologie sensorielle).

(Publicité)

Bourse

Duriez à la hausse

Dans un marché morose, une information redonne le moral aux opérateurs : la solidité des 202 établissements proposés par DURIEZ. Le choix, la qualité et les prix DURIEZ attirent de plus en plus d'investisseurs et les analystes financiers ont bien accueilli les déclarations contenues dans le catalogue DURIEZ 88/89. Il n'en faut pas plus pour que les cambistes, fervents utilisateurs de calculatrices, prêtent à la hausse. Voilà au moins un titre... de satisfaction pour tous ceux qui savent compter.

EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (9^e)

TEL. : 47.42.91.49

112, BD St-GERMAIN (6^e)

TEL. : 46.33.20.43

132, BD St-GERMAIN (6^e)

TEL. : 43.20.05.00

Catalogue gratuit sur place ou par poste, contre 3 timbres à 2,20 F.

Le dollar à 6 francs

Poursuivant sa baisse lente, le dollar est tombé aux environs de 6 francs mardi 12 décembre dans la matinée, sur des marchés toujours très calmes. Cette baisse est attribuée à des ventes à caractère commercial sans spéculation. Le cours de la devise américaine a glissé à moins de 1,76 DM, ce qui a encore renforcé le mark, dont le cours à Paris a battu un record historique à 3,4195 F. Les milieux financiers internationaux proposent un lent affaiblissement du dollar dans les semaines qui viennent, les opérateurs continuant à envisager une nouvelle diminution des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 décembre

Indicés

S'orientant d'abord à l'effritement, la tendance est redevenue positive mardi matin à la Bourse de Paris. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 enregistrait une légère avance de 0,14 %. Avance de Matra, Auxiliaire d'Entreprise, Chausserie, Club, Dock de France, CSEB, Recal de Luchaire, Compagnie bancaire, Majorette, de Dietrich, Bellon, CPR.

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN points noués soldés à

50% et à 30%

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8^e)

Mais ou et donc or ga ni seur ?

L'organisateur. La petite machine géniale qui est en vente partout.

C'est un calepin électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (taper "index" et il retrouvera Tschikovsky par exemple).

C'est un répertoire international

Quelle heure est-il à Tokyo ? Quel est le code téléphonique pour Amsterdam. Depuis Paris ? Ou depuis Rome ? Il connaît tout sur les 400 villes les plus importantes. Si vous voyagez de temps en temps, vous serez content de l'avoir avec vous (sur modèles 12 seulement).

C'est un agenda et un bloc-notes

Il permet de prendre des notes, d'enregistrer les rendez-vous, il s'allume automatiquement en émettant un bips sonore et en affichant quel, quand et où. C'est la sécurité.

C'est 8 alarmes, une horloge et un calendrier

Il dispose de 8 alarmes programmables pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous oublierez plus jamais rien.

C'est une calculatrice ultra-performante

Précision à 12 chiffres, 10 mémoires. Fonctions financières, statistiques et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions. Pour gagner du temps.

C'est un micro de poche programmable

Vous disposez d'un langage type BASIC, comportant plus de 50 fonctions. Et vous pouvez stocker vos programmes sur sa mémoire gigantesque.

C'est tout petit. Et c'est génial.

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Le tout tient dans votre poche. Et vous saluez partout.

Offrez-le uniquement dans les points de vente cités dans cette annonce.

un produit

PSION

distribué par

7 & 9, rue des Petites Écuries

75010 Paris

Téléphone : (1) 45-25-21-12



Sacoche en cuir gratuite jusqu'au 31.12.89 !

En vente dans les points de vente ci-dessous, ainsi que dans les magasins : Fnac, Virgin, Dom, Boulanger, Caleres Lafayette (Haussmann), la Règle à Calcul et Starcom.

Points de vente : Abbeville 03 27 88 72 Alençon 03 42 27 56 Amiens 03 22 51 22 Angers 03 41 45 45 Bordeaux 03 33 33 33 Brest 03 29 29 29 Caen 03 31 31 31 Clermont 03 43 43 43 Dijon 03 20 20 20 Douai 03 27 27 27 Grenoble 03 47 47 47 Lille 03 20 20 20 Limoges 03 47 47 47 Lyon 03 78 78 78 Marseille 03 91 91 91 Metz 03 83 83 83 Montpellier 03 46 46 46 Nancy 03 83 83 83 Nantes 03 41 41 41 Nice 03 93 93 93 Orléans 03 25 25 25 Paris 03 45 45 45 Pau 03 58 58 58 Perpignan 03 41 41 41 Reims 03 32 32 32 Rennes 03 23 23 23 Rouen 03 24 24 24 Saint-Etienne 03 77 77 77 Strasbourg 03 88 88 88 Toulon 03 49 49 49 Toulouse 03 56 56 56 Valence 03 45 45 45 Vannes 03 24 24 24 Verdun 03 23 23 23 Villefrance 03 46 46 46 Yverdon 03 21 21 21